

CONSEIL COMMUNAL DU 22 JUIN 2023  
GEMEENTERAAD VAN 22 JUNI 2023

REGISTRE  
REGISTER

**Présents**  
**Aanwezig**

Aleksandra Kokaj, *Présidente/De Voorzitster* ;  
Boris Dilliès, *Bourgmestre/Burgemeester* ;  
Thibaud Wyngaard, Jonathan Biermann, Maëlle De Brouwer, Carine Gol-Lescot, Perrine Ledan, Valentine Delwart, François Jean Jacques Lambert, Daniel Hublet, *Echevin(s)/Schepen(en)* ;  
Björn Becker, Eric Sax, Marc Cools, Béatrice Fraiteur, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Céline Fremault, Jean-Luc Vanraes, Jérôme Toussaint, Pierre Desmet, Bernard Hayette, Kathleen Delvoye, Diane Culer, Marion Van Offelen, Stefan Cornelis, Odile Margaux, Vanessa Issi, Michel Cohen, Cécile Egrix, Blaise Godefroid, Aurélie Czekalski, Nicolas Clumeck, Véronique Lederman-Bucquet, Yannick Franchimont, Cédric Didier Norré, Hans Marcel Joos Van de Cauter, Lise Batugowski, Jean-Pierre Collin, Jacques Spelkens, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(liden)* ;  
Laurence Vainsel, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

**Excusés**  
**Verontschuldigd**

Michel Bruylant, Patrick Zygas, Fathiya Alami, Mathias Junqué, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(liden)*.

Ouverture de la séance à 18:45  
Opening van de zitting om 18:45

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN**

**Secrétariat central - Centraal secretariaat**

22.06.2023/A/0001 **Approbation du registre de la séance du Conseil communal du 27 avril 2023.**

Le Conseil approuve le point.  
34 votants : 34 votes positifs.

---

**Goedkeuring van het register van de zitting van de Gemeenteraad van 27 april 2023.**

De Raad keurt het punt goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

22.06.2023/A/0002 **Absence du Secrétaire communal adjoint.- Prolongation d'un Secrétaire communal adjoint faisant fonction.**

Le Conseil,  
Considérant que M. Thierry Bruier-Desmeth a annoncé qu'il reprendrait ses fonctions de Secrétaire communal adjoint à l'issue de son absence pour convenances personnelles dont la date d'échéance est fixée le 30 juin 2023;  
Que dans les faits, il ne reprendra l'exercice de sa fonction qu'à la date du 10 juillet

2023 après quelques jours de congé;

Que Mme la Secrétaire communale sera également absente lors de la semaine du 1er juillet 2023;

Vu l'article 44 de la nouvelle loi communale qui prévoit que : « *le secrétaire adjoint aide le secrétaire dans l'exercice de ses fonctions. Il accomplit d'office toutes les fonctions du secrétaire si celui-ci est absent ou empêché* »;

Considérant que pour des raisons de continuité du service public et de bonne organisation de l'administration communale, il est opportun, de prolonger M. Aron Misra comme Secrétaire communal adjoint faisant fonction durant l'absence de M. Bruier-Desmeth soit du 1er juillet 2023 au 9 juillet 2023 inclus ; qu'en effet, sa dernière prolongation dans cette fonction arrive à échéance le 30 juin 2023,

Décide de prolonger M. Aron Misra, Directeur du Département du Facility Management, comme Secrétaire communal adjoint faisant fonction du 1er juillet 2023 au 9 juillet 2023 inclus.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Afwezigheid van de adjunct-gemeentesecretaris.- Verlenging van de aanstelling van een waarnemend adjunct-gemeentesecretaris.**

De Raad,

Overwegende dat de h. Thierry Bruier-Desmeth aangekondigd heeft dat hij zijn functie van adjunct-gemeentesecretaris zou hernemen na zijn afwezigheid om persoonlijke redenen, waarvan de vervaldag vastgelegd is op 30 juni 2023;

Dat hij in werkelijkheid zijn functie pas zal hernemen op 10 juli 2023, na enkele dagen verlof;

Dat de gemeentesecretaris eveneens afwezig is in de week van 1 juli 2023;

Gelet op artikel 44 van de Nieuwe Gemeentewet, dat luidt: "*De adjunct-secretaris staat de secretaris ter zijde bij de uitoefening van zijn ambt. Hij vervult van ambtswege alle taken van de secretaris wanneer deze afwezig of verhinderd is*";

Overwegende dat het met het oog op de doorlopende openbare dienstverlening en de goede organisatie van het gemeentebestuur wenselijk is om de aanstelling van dhr. Aron Misra als waarnemend adjunct-gemeentesecretaris te verlengen tijdens de afwezigheid van dhr. Bruier-Desmeth, hetzij van 1 juli 2023 tot en met 9 juli 2023; dat zijn laatste verlenging in deze functie immers afloopt op 30 juni 2023,

Beslist :

De aanstelling van dhr. Aron Misra, directeur van het departement Facility Management, als waarnemend adjunct-gemeentesecretaris te verlengen van 1 juli 2023 tot en met 9 juli 2023.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

22.06.2023/A/0003

**L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité.- Brutélé / Enodia.- Approbation de la convention de marché conjoint avec Enodia et désignation du représentant de la Commune au sein du comité de gestion pour l'attribution et l'exécution de ce marché.**

Le Conseil,

Vu les articles 117, 232, et 234 de la Nouvelle loi communale;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 avril 2023;

Vu la convention de cession de l'intégralité des parts de la société intercommunale pour la diffusion de la télévision (Bruté) conclue entre Enodia et les communes anciennement associées de Bruté le 23 décembre 2021, en particulier ses articles 16 et 21.1.2 ainsi que son annexe 17;

Vu les délibérations du conseil d'administration de Bruté du 18 avril 2023 et du 31 mai 2023 avant le transfert et l'absorption de cette dernière;

Vu la convention entre pouvoirs adjudicateurs relative à la passation et à l'exécution d'un marché conjoint portant sur la désignation d'un gestionnaire d'actifs financiers du 1er juin 2023 avec Enodia et ses deux annexes;

Considérant que l'article 16.1.1 de la convention de cession précitée du 23 décembre 2021 prévoit que les cédants des parts de Bruté, dont la commune, tiennent l'acquéreur Enodia indemne de la charge économique que représente l'ensemble des avantages de retraite et de survie du personnel statutaire actif et rentier de Bruté afférents, pour le personnel actif, à la partie de carrière au sein de la société Bruté jusqu'à la date du transfert de celle-ci, ci-après la « Charge de Pension »;

Qu'à cet effet, un montant total de 101,4 millions d'euros a été provisionné, par prélèvement sur la somme obtenue en contrepartie de la cession des parts intervenue, en vue de couvrir l'estimation du passif net consolidé relatif aux avantages de retraite et de survie du personnel statutaire actif et rentier de Bruté et afférents, pour le personnel actif, à la partie de carrière chez Bruté jusqu'à la date du transfert de celle-ci (l'« Estimation de Base au Transfert » selon la convention de cession précitée du 23 décembre 2021) qui seront dus au fur et à mesure au cours des années à venir;

Qu'aux termes de l'article 16.2.2 de la convention de cession précitée, « [c]es fonds seront investis par l'Acquéreur avec prudence. L'Acquéreur veillera ainsi à obtenir une suffisante diversification et une répartition des investissements afin de minimiser le risque. L'Acquéreur et les Représentants des Vendeurs s'accorderont sur le choix du ou des gestionnaires de fonds de premier plan qui assureront la gestion de ces investissements ainsi que sur la définition de la stratégie d'investissement. L'Acquéreur communiquera les rapports périodiques des gestionnaires aux Représentants des Vendeurs et s'accorderont avec eux sur les éventuelles modifications à apporter à la stratégie d'investissement »;

Considérant que par délibération du 18 avril 2023, le conseil d'administration de Bruté, agissant comme représentant de ses communes associées et venderesses conformément aux articles 21.1.1 et 21.2.8 de la convention de cession précitée, a décidé de marquer accord quant au lancement d'un marché public de désignation d'un gestionnaire des fonds constitutifs de l'Estimation de Base au Transfert dont question ci-avant, et d'approuver la conclusion à cet effet d'une convention de marché conjoint avec Enodia dans le cadre de laquelle cette dernière assume le rôle de pouvoir adjudicateur « pilote »;

Que ce marché serait conclu pour une durée de cinq ans reconductible pour deux fois périodes de même durée, sauf résiliation de la mission du gestionnaire;

Que la passation de ce marché public de désignation du gestionnaire a été lancée, six établissements financiers ayant été invités le 2 mai 2023 à remettre offre;

Que l'attribution de ce marché est actuellement en cours par Enodia, celle-ci ayant sollicité, le 31 mai 2023 après un premier examen des offres remises pour ce marché et en sa qualité de pouvoir adjudicateur « pilote », une proposition revue auprès de l'ensemble des soumissionnaires, afin de recueillir les meilleures offres possibles;

Que ce marché est régi par le cahier des charges et les ajustements apportés à celui-ci par addendum du 26 mai 2023 tous deux annexés à la convention de marché conjoint du 1er juin 2023, et figurent en pièces jointes à la présente délibération;

Qu'ensuite et en raison des questions et observations posées par les soumissionnaires dans le cadre de l'invitation à remettre des propositions revues, le cahier spécial des charges tel qu'amendé pourra faire l'objet de précisions et corrections en vue de

permettre la remise d'offres revues;

Que ces précisions et corrections seront soumises à l'approbation du représentant de la commune désigné conformément à la présente délibération, sans préjudice de la possibilité pour Enodia de communiquer au préalable celles-ci aux différents soumissionnaires pour assurer le bon déroulement de la procédure;

Considérant que par délibération du 31 mai 2023, le conseil d'administration de Brutélé, agissant en tant que représentant de ses communes associées conformément à la convention du 23 décembre 2021 et aux délibérations que celles-ci avaient adoptées, a décidé de conclure la convention de marché conjoint avec Enodia, qui a été signée le 1er juin 2023;

Qu'en vertu de l'article 7, alinéa 2, de cette convention de marché conjoint, la décision d'attribution du marché sera adoptée sous la condition suspensive de l'approbation de ladite convention par les trente communes anciennement associées de Brutélé;

Que les fonds constitutifs de l'Estimation de Base au Transfert doivent dans l'intervalle être, et ont été, placés sur un compte à terme qui présente un rendement généralement moindre;

Qu'il est de l'intérêt de la commune d'approuver la convention de marché conjoint du 1er juin 2023 et ses annexes afin que celui-ci puisse être attribué et permettre ainsi d'assurer un meilleur rendement pour l'Estimation de Base au Transfert et de pouvoir honorer au mieux la Charges de Pension, dont la commune demeure redevable conformément à l'article 16.1.1 susvisé de la convention de cession du 23 décembre 2021;

Considérant qu'ensuite du transfert intervenu le 1er juin 2023 conformément à la convention de cession du 23 décembre 2021, Brutélé a été absorbée par Enodia et a dès lors cessé d'exister en tant qu'entité;

Qu'il en résulte, conformément à l'article 21.1.2 de ladite convention, que la commune et les autres communes anciennement associées de Brutélé sont désormais représentées par les personnes listées à l'annexe 17 de la convention;

Qu'une telle représentation, à l'intervention de pareil ensemble de personnes, ne rencontre pas les impératifs de suivi, de promptitude et d'expertise dans la gestion du marché public de gestion d'actifs financiers dont question, qui sont de l'intérêt de la commune, et n'apparaît guère praticable pour les besoins de cette gestion;

Que la convention précitée de marché conjoint du 1er juin 2023 prévoit pour sa part un mécanisme de représentation de la commune au sein d'un Comité de gestion institué à cet effet en vue de l'attribution et la gestion de l'exécution du marché public en question;

Que ce Comité de gestion est composé de deux représentants d'Enodia et de deux représentants des communes anciennement associées de Brutélé;

Qu'il est investi des missions et pouvoirs de décision visés en particulier à l'article 6 de la convention de marché conjoint et dont également question en son article 4, ses résolutions étant prises à l'unanimité;

Considérant que ce mécanisme de représentation assure une prise en compte des intérêts de la commune dans la conduite du marché public relatif à la gestion des fonds constitutifs de l'Estimation de Base;

Qu'aux termes de l'article 6 de la convention précitée du 1er juin 2023, « [l]es représentants tant d'ENODIA que des 30 Communes associées de BRUTELE devront au préalable justifier d'une compétence significative et d'un profil adéquat pour assurer les missions et compétences du comité de gestion »;

Qu'il y a lieu, comme décidé dans la délibération du conseil d'administration de Brutélé du 31 mai 2023, de désigner, en tant que représentant de la commune au sein du Comité de gestion prévu en vue de l'exercice des missions et pouvoirs de décision visés dans la convention de marché conjoint du 1er juin 2023, le ou la bourgmestre de la commune située en Région de Bruxelles-Capitale qui disposait au 31 mai 2023 du

nombre de parts le plus élevé dans Brutélé, ou le ou la représentant(e) que ce bourgmestre désignera pour le remplacer dans ce cadre et sous son autorité et qui justifiera d'une compétence significative et d'un profil adéquat pour assurer les missions et compétences du comité de gestion;

Que le représentant dudit bourgmestre sera désigné après accord préalable des bourgmestres des autres communes anciennement associées de Brutélé situées en Région de Bruxelles-Capitale;

Que le ou la bourgmestre ainsi désigné(e), ou son représentant, agira conjointement avec le représentant désigné par les communes anciennement associées de Brutélé situées en Région wallonne;

Considérant qu'il convient en conséquence d'approuver la convention de marché conjoint avec Enodia du 1er juin 2023 pour la désignation du gestionnaire des fonds constitutifs de l'Estimation de Base au Transfert avec ses deux annexes, et de désigner le représentant susdit pour représenter la commune dans le Comité de gestion institué par celle-ci aux conditions précédemment exposées,

Par ces motifs,

Le Conseil communal, après en avoir délibéré,

Décide :

### **Article 1<sup>er</sup>.**

D'approuver la « convention entre pouvoirs adjudicateurs relative à la passation et à l'exécution d'un marché conjoint portant sur la désignation d'un gestionnaire d'actifs financiers » avec Enodia du 1<sup>er</sup> juin 2023 ainsi que ses deux annexes, jointes à la présente délibération.

### **Article 2.**

De charger le ou la bourgmestre de la commune située en Région de Bruxelles-Capitale qui disposait, au 31 mai 2023, du nombre de parts le plus élevé dans Brutélé, ou la personne que ce bourgmestre désigne pour le remplacer dans ce cadre et sous son autorité laquelle justifiera d'une compétence significative et d'un profil adéquat pour assurer les missions et compétences du Comité de gestion, et étant entendu que ce délégué dudit bourgmestre sera désigné après accord préalable des bourgmestres des autres communes anciennement associées de Brutélé situées en Région de Bruxelles-Capitale, en tant que représentant de la commune dans l'attribution et l'exécution du marché public faisant l'objet de la convention du 1<sup>er</sup> juin 2023 visée à l'article 1<sup>er</sup> aux fins de :

- i. siéger au nom et pour compte de la commune au sein du comité de gestion institué par ladite convention;
- ii. exercer, au nom et pour compte de la commune, l'ensemble des tâches, missions et pouvoirs de décision impartis à ce comité de gestion, en particulier ceux visés aux articles 4 et 6 de cette convention;
- iii. approuver avec Enodia et au nom et pour compte de la commune les précisions et corrections qui seraient apportées au cahier des charges;
- iv. désigner, avec Enodia et au nom et pour compte de la commune, le gestionnaire de fonds qui assurera la gestion des investissements des montants constitutifs de l'Estimation de Base au Transfert, et définir la stratégie d'investissement conformément aux dispositions de la convention de cession conclue le 23 décembre 2021, pour la durée de cette gestion, en ce compris, le cas échéant, le remplacement du gestionnaire désigné, ainsi que désigner, s'il y a lieu, dans ce cadre avec Enodia et au nom et pour compte de la commune le dépositaire des fonds;
- v. accomplir toutes démarches, mesures et actes, signer tous documents aux fins décrites ci-avant et liées à celles-ci, aux conditions décrites dans la

convention de marché conjoint.

D'arrêter que ce bourgmestre ou son délégué agira, dans ce cadre, conjointement avec le représentant désigné par les communes anciennement associées de Brutélé situées en Région wallonne.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen.- Brutélé / Enodia.- Goedkeuring van de gezamenlijke opdrachtovereenkomst met Enodia en aanstelling van de vertegenwoordiger van de Gemeente in het beheerscomité voor de gunning en uitvoering van deze opdracht.**

De Raad,

Gelet op de artikelen 117, 232 en 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 april 2023;

Gelet op de overeenkomst betreffende de overdracht van alle aandelen van de intercommunale maatschappij voor verbreiding van de televisie (Brutele), gesloten tussen Enodia en de eerdere gemeente-vennoten van Brutele op 23 december 2021, inzonderheid de artikelen 16 en 21.1.2 alsmede bijlage 17 daarvan;

Gelet op de beraadslagingen van de Raad van Bestuur van Brutele van 18 april 2023 en 31 mei 2023 vóór de overdracht en overneming van Brutele;

Gelet op de overeenkomst van 1 juni 2023 tussen aanbestedende overheden betreffende de gunning en uitvoering van een gezamenlijke opdracht voor de aanstelling van een financieel vermogensbeheerder met Enodia en de twee bijlagen daarbij;

Overwegende dat artikel 16.1.1 van voormelde overeenkomst tot overdracht van 23 december 2021 bepaalt dat de overdragers van de aandelen van Brutele, met inbegrip van de gemeente, de overnemer Enodia vrijwaart van de economische last volgende uit alle voordelen uit hoofde van rust- en overlevingspensioenen van het actieve en rente-genietende statutaire personeel van Brutele die, voor het actieve personeel, betrekking hebben op het deel van hun loopbaan binnen de vennootschap Brutele tot op de datum van de overdracht van deze laatste, hierna de "Pensioenlast" genoemd;

Dat te dien einde een totaal bedrag van 101,4 miljoen euro werd geprovisioneerd, door afname op het bedrag bekomen als tegenprestatie voor de aangegane aandelenoverdracht, teneinde het geraamde geconsolideerde netto-passief te dekken met betrekking tot de rust- en overlevingspensioenen van het actieve en rente-genietende statutaire personeel van Brutele die, voor het actieve personeel, betrekking hebben op het deel van hun loopbaan bij Brutele tot op de datum van overdracht (de "Basisraming bij de Overdracht" volgens voormelde overeenkomst tot overdracht van 23 december 2021), die geleidelijk aan verschuldigd zullen zijn in de komende jaren;

Dat naar luid van artikel 16.2.2 van voormelde overeenkomst tot overdracht, “[zullen] deze middelen door de Koper voorzichtig worden geïnvesteerd. De Koper zal streven naar voldoende diversificatie en spreiding van investeringen teneinde het risico te beperken. De Koper en de Vertegenwoordigers van de Verkopers zullen overeenstemmen over de keuze van de vooraanstaande vermogensbeheerder(s) die zullen zorgen voor het beheer van deze beleggingen, en over de vaststelling van de beleggingsstrategie. De Koper zal de periodische verslagen van de vermogensbeheerder(s) bezorgen aan de Vertegenwoordigers van de Verkopers en zal met hen overeenstemmen over de eventuele wijzigingen die aan te brengen zijn aan de beleggingsstrategie” (vrije vertaling);

Overwegende dat bij beraadslaging van 18 april 2023 de Raad van Bestuur van Brutele, handelende als vertegenwoordiger van de gemeente-vennoten en verkopers

overeenkomstig de artikelen 21.1.1 en 21.2.8 van voormelde overeenkomst tot overdracht, besloten heeft in te stemmen met het uitschrijven van een overheidsopdracht voor de aanstelling van een beheerder van de middelen die de Basisraming bij de Overdracht waarvan hoger sprake uitmaken, en hiertoe het sluiten van een gezamenlijke opdrachtovereenkomst met Enodia goed te keuren, waarbij laatstgenoemde de rol van "pilot-" aanbestedende overheid vervult;

Dat deze opdracht zou worden gesloten voor een duur van vijf jaar, hernieuwbaar voor twee verdere periodes van dezelfde looptijd, behoudens opzegging van de opdracht van de beheerder;

Dat de gunning van deze opdracht tot aanstelling van de beheerder opgestart werd, en zes financiële instellingen op 2 mei 2023 uitgenodigd werden om een offerte in te dienen;

Dat de gunning van deze opdracht door Enodia heden lopende is, en deze op 31 mei 2023, na een eerste onderzoek van de voor deze opdracht ingediende offertes en in haar hoedanigheid van "pilot-" aanbestedende overheid, alle inschrijvers verzocht heeft om een herzien voorstel in te dienen teneinde de best mogelijke offertes te bekomen;

Dat deze opdracht beheerst wordt door het bestek en de aanpassingen die daaraan werden aangebracht bij addendum van 26 mei 2023, die beide als bijlage worden opgenomen bij de gezamenlijke opdrachtovereenkomst van 1 juni 2023, en bij huidig besluit worden gehecht;

Dat daarna, ingevolge de vragen en opmerkingen van de inschrijvers in het raam van de uitnodiging tot het indienen van herziene offertes, het bijzondere bestek, zoals gewijzigd, nog het voorwerp zal kunnen uitmaken van verduidelijkingen en verbeteringen teneinde de indiening van herziene offertes toe te laten;

Dat deze verduidelijkingen en verbeteringen voorgelegd zullen worden ter goedkeuring van de vertegenwoordiger van de gemeente die overeenkomstig onderhavig besluit wordt aangesteld, onverminderd de mogelijkheid voor Enodia om deze vooraf aan de verschillende inschrijvers mee te delen met het oog op het vlotte verloop van de procedure;

Overwegende dat bij beraadslaging van 31 mei 2023 de Raad van Bestuur van Brutele, handelende als vertegenwoordiger van de gemeente-vennoten overeenkomstig de overeenkomst van 23 december 2021 en de door hen genomen beraadslagingen, heeft besloten de gezamenlijke opdrachtovereenkomst met Enodia te sluiten, die op 1 juni 2023 werd ondertekend;

Dat overeenkomstig artikel 7, lid 2, van deze gezamenlijke opdrachtovereenkomst, de beslissing tot gunning van de opdracht zal genomen worden onder de opschortende voorwaarde van de goedkeuring van de bedoelde overeenkomst door de dertig gemeenten die voorheen vennoten van Brutele waren;

Dat de middelen die de Basisraming bij de Overdracht uitmaken inmiddels moeten worden, en zijn, geplaatst op een termijnrekening die over het algemeen een lager rendement biedt;

Dat het in het belang van de gemeente is om de gemeenschappelijke opdrachtovereenkomst van 1 juni 2023 en de bijlagen hierbij goed te keuren, zodat deze opdracht kan worden gegund en aldus een beter rendement voor de Basisraming bij de Overdracht kan worden verzekerd en de Pensioenlast, waarvoor de gemeente verschuldigd blijft overeenkomstig voormeld artikel 16.1.1 van de overeenkomst tot overdracht van 23 december 2021, zo goed mogelijk kan worden afgelost;

Overwegende dat na de overdracht die op 1 juni 2023 heeft plaatsgevonden overeenkomstig de overeenkomst tot overdracht van 23 december 2021, Brutele werd overgenomen in Enodia en bijgevolg heeft opgehouden te bestaan als entiteit;

Dat ten gevolge hiervan, de gemeente en de andere gemeenten die voorheen vennoot waren van Brutele in overeenstemming met artikel 21.1.2 van de bedoelde overeenkomst thans vertegenwoordigd worden door de personen opgenomen in

bijlage 17 bij de overeenkomst;

Dat een dergelijke vertegenwoordiging door optreden van een dergelijke groep personen niet voldoet aan de noodwendigheden van opvolging, vlotheid en deskundigheid bij het beheer van de overheidsopdracht voor het beheer van de bedoelde financiële activa, dewelke in het belang van de gemeente zijn, en moeilijk begaanbaar blijkt voor de behoeften van dit beheer;

Dat de voormelde gezamenlijke opdrachtovereenkomst van 1 juni 2023 voor haar part voorziet in een vertegenwoordigingsstelsel van de gemeente binnen een daartoe opgericht Beheerscomité met het oog op de gunning en het beheer van de uitvoering van de betrokken overheidsopdracht;

Dat dit Beheerscomité samengesteld is uit twee vertegenwoordigers van Enodia en twee vertegenwoordigers van de gemeenten die voorheen vennoot waren van Brutele;

Dat het belast wordt met de taken en beslissingsbevoegdheden bedoeld inzonderheid in artikel 6 van de gemeenschappelijke opdrachtovereenkomst en waarvan tevens sprake in artikel 4 daarvan, en zijn beslissingen bij eenparigheid van stemmen worden genomen;

Overwegende dat dit vertegenwoordigingsstelsel ervoor zorgt dat de belangen van de gemeente in rekening worden genomen bij de leiding van de overheidsopdracht met betrekking tot het beheer van de middelen die de Basisraming bij de Overdracht uitmaken;

Dat naar luid van artikel 6 van voormelde overeenkomst van 1 juni 2023 "de vertegenwoordigers van zowel ENODIA als de 30 gemeente-vennoten van BRUTELE vooraf moeten doen blijken van een aanzienlijke bekwaamheid en een geschikt profiel om de taken en bevoegdheden van het beheerscomité uit te oefenen" (vrije vertaling);

Dat het past om, zoals beslist in de beraadslaging van de Raad van Bestuur van Brutele van 31 mei 2023, als vertegenwoordiger van de gemeente in het Beheerscomité voorzien inzake de uitoefening van de taken en beslissingsbevoegdheden bedoeld in de gemeenschappelijke opdrachtovereenkomst van 1 juni 2023, de burgemeester aan te stellen van de gemeente gelegen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die op 31 mei 2023 over het grootste aantal aandelen van Brutele beschikte, of de vertegenwoordiger die deze burgemeester zal aanstellen om hem of haar ter zake en onder zijn of haar gezag te vervangen en die blijk geeft van een aanzienlijke bekwaamheid en van een geschikt profiel om de taken en bevoegdheden van het Beheerscomité uit te oefenen;

Dat de vertegenwoordiger van voornoemde burgemeester zal worden aangesteld na voorafgaande instemming van de burgemeesters van de andere gemeenten gelegen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die voorheen vennoot waren van Brutele;

Dat de aldus aangestelde burgemeester of diens vertegenwoordiger gezamenlijk zal optreden met de vertegenwoordiger aangesteld door de gemeenten die voorheen vennoot waren van Brutele en gelegen zijn in het Waalse Gewest;

Overwegende dat het bijgevolg passend is om de gezamenlijke opdrachtovereenkomst met Enodia van 1 juni 2023 voor de aanstelling van de beheerder van de middelen die de Basisraming bij de Overdracht uitmaken samen met haar twee bijlagen goed te keuren, en om de hogervermelde vertegenwoordiger onder de voormelde voorwaarden aan te stellen om de gemeente te vertegenwoordigen in het Beheerscomité dat krachtens die overeenkomst wordt ingesteld;

Om deze redenen :

De Gemeenteraad, na beraadslaging,

Besluit :

### **Artikel 1.**

De "overeenkomst tussen aanbestedende overheden betreffende de gunning en uitvoering van een gezamenlijke opdracht voor de aanstelling van een financieel vermogensbeheerder" (vrije vertaling) met Enodia van 1 juni 2023 alsmede haar twee



bijlagen, gehecht bij huidige beraadslaging, goed te keuren.

## **Artikel 2.**

De burgemeester van de gemeente gelegen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die op 31 mei 2023 over het grootste aantal aandelen van Brutele beschikte, of de persoon die deze burgemeester aanstelt om hem of haar ter zake en onder zijn of haar gezag te vervangen en die blijk geeft van een aanzienlijke bekwaamheid en van een geschikt profiel om de taken en bevoegdheden van het Beheerscomité uit te oefenen, met dien verstande dat deze afgevaardigde van voormelde burgemeester zal worden aangesteld mits voorafgaande instemming van de burgemeesters van de andere gemeenten gelegen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die voorheen vennoot waren van Brutele, te belasten als vertegenwoordiger van de gemeente voor de gunning en de uitvoering van de overheidsopdracht die het voorwerp uitmaakt van de overeenkomst van 1 juni 2023 bedoeld in artikel 1, teneinde:

- i. in naam en voor rekening van de gemeente te zetelen in het beheerscomité dat bij voormelde overeenkomst wordt ingesteld;
- ii. in naam en voor rekening van de gemeente alle taken, opdrachten en beslissingsbevoegdheden uit te oefenen die aan dit beheerscomité zijn toegewezen, inzonderheid die welke in de artikelen 4 en 6 van deze overeenkomst worden bedoeld;
- iii. met Enodia en in naam en voor rekening van de gemeente alle verduidelijkingen en verbeteringen toegebracht aan het bestek goed te keuren;
- iv. samen met Enodia en in naam en voor rekening van de gemeente de vermogensbeheerder aan te stellen die de beleggingen zal beheren van de bedragen die de Basisraming bij de Overdracht uitmaken, en de beleggingsstrategie te bepalen in overeenstemming met de bepalingen van de overeenkomst tot overdracht gesloten op 23 december 2021 voor de duur van dit beheer, met inbegrip van, in voorkomend geval, de vervanging van de aangestelde beheerder, alsmede, indien nodig, in dit verband samen met Enodia en in naam en voor rekening van de gemeente, de bewaarder van de middelen aan te stellen;
- v. alle stappen, maatregelen en handelingen te treffen en alle documenten te ondertekenen die bijdragen tot, en verband houden met, de hoger beschreven doeleinden, onder de voorwaarden beschreven in de gezamenlijke opdrachtovereenkomst.

Dat deze burgemeester of diens afgevaardigde in dit raam gezamenlijk zal optreden met de vertegenwoordiger aangesteld door de gemeenten die voorheen vennoot waren van Brutele en gelegen zijn in het Waalse Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*20230601 Original de la convention de marché conjoint conclue et annexes\_0319602\_03196623.pdf*

**Horeca - Horeca**

22.06.2023/A/0004 **Règlement relatif à l'exploitation d'un établissement Horeca sur le territoire de la Commune d'Uccle.**

Le Conseil,

Vu la Directive européenne « Services » 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur, notamment ses articles 9 à 15 relatifs à la liberté d'établissement;

Vu l'ordonnance du 19 mai 2011 visant à transposer partiellement la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006, relative aux services en Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la Nouvelle loi communale (ci-après dénommée « NLC »), notamment ses articles 117 et 119 fixant les compétences du Conseil communal en terme de réglementation des matières d'intérêt communal, son article 119 bis permettant au Conseil communal d'établir des peines et sanctions administratives communales, son article 123 chargeant le Collège des Bourgmestre et Echevins d'exécuter les résolutions du Conseil communal, son article 133 chargeant spécialement le Bourgmestre d'exécuter les lois, décrets, ordonnances, règlements et arrêtés de police, son article 134 ter permettant au bourgmestre de fermer provisoirement un établissement ou de suspendre temporairement une autorisation d'exploitation lorsque les conditions d'exploitation de l'établissement ne sont pas respectées, son article 134 quater permettant au bourgmestre de fermer un établissement en cas de troubles à l'ordre public survenant autour de cet établissement et ayant leur cause dans l'établissement, et son article 135, § 2 qui institue un pouvoir de police générale à la commune en cas d'atteinte à l'ordre public;

Vu la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances;

Vu l'arrêté royal du 28 février 1991 concernant les établissements soumis au chapitre II de la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances;

Vu la circulaire du 3 mars 1992 relative à l'arrêté royal du 28 février 1991 concernant les établissements soumis au chapitre II de la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances;

Vu la législation fédérale relative aux contrôles d'hygiène effectués par l'AFSCA;

Vu les dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, coordonnées le 3 avril 1953;

Vu la loi du 28 décembre 1983 sur la patente pour le débit de boissons spiritueuses;

Vu la loi du 7 janvier 1998 concernant la structure et les taux des droits d'accise sur l'alcool et les boissons alcoolisées;

Vu la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs;

Vu l'arrêté royal du 11 octobre 2018 portant modification de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III aux modalités des demandes et à la forme de la licence C;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales (ci-après dénommée « loi SAC »);

Vu le Règlement Général de Police de la Commune d'Uccle (ci-après dénommé «

RGP »);

Considérant que le secteur Horeca, par sa qualité et sa répartition équilibrée, joue un rôle important en ce qui concerne l'attractivité de la Commune d'Uccle, tant pour ses habitants que pour ses visiteurs;

Considérant que la nature particulière du secteur Horeca (accessibilité au public et dimension alimentaire) impose des exigences strictes en matière d'hygiène et de sécurité ; que les constats sur le terrain démontrent une méconnaissance de ces exigences et une rotation rapide des repreneurs sans mise en conformité préalable;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la sécurité et la salubrité publique;

Considérant que la législation en matière d'Horeca est pour le moins disparate avec la conséquence que de nombreux exploitants sont mal informés de leurs obligations, ce qui rend difficile l'application de cette réglementation;

Considérant qu'il existe dès lors une nécessité impérieuse de professionnaliser le secteur ; qu'il convient ainsi de préciser de façon objective et dans un texte clair les conditions d'obtention d'une attestation de conformité pour l'exploitation d'un établissement Horeca, les obligations à respecter par les exploitants, ainsi que les sanctions applicables au niveau communal ; qu'au regard de cette attestation de conformité, des contrôles pourront être menés indistinctement à l'égard de l'ensemble des établissements Horeca;

Considérant que la Commune d'Uccle est compétente pour constater la conformité d'un établissement Horeca sur son territoire,

Décide d'adopter le règlement en annexe.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

---

### **Reglement met betrekking tot de uitbating van een horecazaak op het grondgebied van de gemeente Ukkel.**

De Raad,

Gelet op de Europese richtlijn "Diensten" 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt, meer bepaald artikel 9 tot 15 met betrekking tot de vrijheid van vestiging;

Gelet op de ordonnantie van 19 mei 2011 tot gedeeltelijke omzetting van de Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet (hierna "NGW" genoemd), meer bepaald artikel 117 en 119, die de bevoegdheden van de gemeenteraad inzake regelgeving van de aangelegenheden van gemeentelijk belang bepalen, artikel 119bis, dat de gemeenteraad toestaat straffen en gemeentelijke administratieve sancties in te voeren, artikel 123, dat het college van burgemeester en schepenen de opdracht geeft om de beslissingen van de gemeenteraad uit te voeren, artikel 133, dat de burgemeester in het bijzonder de opdracht geeft om de wetten, decreten, ordonnanties, verordeningen en politiebepalingen uit te voeren, artikel 134ter, dat de burgemeester toestaat om een zaak tijdelijk te sluiten of een uitbatingsvergunning tijdelijk op te schorten wanneer de exploitatievoorwaarden van de zaak niet gerespecteerd worden, artikel 134quater, dat de burgemeester toestaat een zaak te sluiten in geval van verstoring van de openbare orde rond deze zaak die haar oorzaak vindt in de zaak, en artikel 135 §2, dat een algemene politiebevoegdheid invoert in de gemeente in geval van inbreuk op de openbare orde;

Gelet op de wet van 30 juli 1979 betreffende de preventie van brand en ontploffing en betreffende de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid in dergelijke gevallen;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 februari 1991 betreffende de inrichtingen die onder de toepassing vallen van hoofdstuk II van de wet van 30 juli 1979 betreffende de preventie van brand en ontploffing en betreffende de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid in dergelijke gevallen;

Gelet op de omzendbrief van 3 maart 1992 met betrekking tot het koninklijk besluit van 28 februari 1991 betreffende de inrichtingen die onder de toepassing vallen van hoofdstuk II van de wet van 30 juli 1979 betreffende de preventie van brand en ontploffing en betreffende de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid in dergelijke gevallen;

Gelet op de federale wetgeving inzake de hygiënecontroles verricht door het FAVV;

Gelet op de wetsbepalingen inzake de slijterijen van gegiste dranken, samengeordend op 3 april 1953;

Gelet op de wet van 28 december 1983 betreffende de vergunning voor het verstrekken van sterke drank;

Gelet op de wet van 7 januari 1998 betreffende de structuur en de accijnstarieven op alcohol en alcoholhoudende dranken;

Gelet op de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 oktober 2018 tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen klasse III, de wijze van aanvraag en de vorm van de vergunning klasse C;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties (hierna "GAS-wet" genoemd);

Gelet op het Algemeen Politierglement van de gemeente Ukkel (hierna "APR" genoemd);

Overwegende dat de horecasector, door zijn kwaliteit en zijn evenwichtige spreiding, een belangrijke rol speelt wat betreft de aantrekkingskracht van de gemeente Ukkel, zowel voor haar inwoners als voor haar bezoekers;

Overwegende dat de bijzondere aard van de horecasector (toegankelijkheid voor het publiek en voedseldimensie) strikte eisen inzake hygiëne en veiligheid oplegt; dat de vaststellingen op het terrein een miskenning van deze eisen en een snelle rotatie van de overnemers zonder voorafgaande inconformiteitsstelling aantonen;

Overwegende dat de gemeentes moeten zorgen voor goed bestuur ten bate van de inwoners, meer bepaald inzake veiligheid en openbare hygiëne;

Overwegende dat de wetgeving inzake horeca op zijn minst uiteenlopend is, met als gevolg dat heel wat uitbaters slecht geïnformeerd zijn over hun verplichtingen, wat de toepassing van deze regelgeving bemoeilijkt;

Overwegende dat er bijgevolg een dringende noodzaak bestaat om de sector te professionaliseren; dat de voorwaarden voor de verkrijging van een conformiteitscertificaat voor de uitbating van een horecazaak, de verplichtingen die de uitbaters moeten naleven en de toepasselijke sancties op gemeentelijk vlak objectief en in een duidelijke tekst verduidelijkt moeten worden; dat er ten aanzien van dit conformiteitscertificaat willekeurige controles verricht kunnen worden bij alle horecazaken;

Overwegende dat de gemeente Ukkel bevoegd is om de conformiteit van een horecazaak op haar grondgebied vast te stellen,

Beslist het reglement, in de bijlage, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*Règlement\_horeca\_nl.docx, Annexe règlement.docx, Annexe règlement\_nl.docx,*

*Règlement\_horeca.docx*

## **DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIJTE**

### **Voirie - Wegen**

22.06.2023/A/0005 **Réfection de voiries en pavés.- Exercice 2023.- Approbation de la dépense, des documents du marché, de la procédure de passation du marché.**

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit de 900.000,00 € est inscrit à l'article 421/731-60/82 du budget extraordinaire de 2023 pour la réfection de voiries en pavés;

Attendu que le Collège propose la réfection du pavage en pierre naturelle des voiries suivantes :

- avenue Dolez, entre l'avenue Chantemerle et l'avenue des Hospices;
- rue Baron Perelman;
- rue (clos) de Percke;
- rue Roberts-Jones entre le Sukkelweg et l'avenue Léo Errera;

Attendu que le dossier est divisé en 3 lots :

- Lot 1 : avenue Dolez;
- Lot 2 : rue Baron Perelman et rue de Percke;
- Lot 3 : rue Roberts-Jones;

Attendu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 571.735,00 €, hors TVA pour le lot 1, soit 760.979,29 € révision et TVA incluse, à 222.304,00 €, hors TVA pour le lot 2, soit 309.336,02 € révision et TVA incluse et à 193.550,00 €, hors TVA pour le lot 3, soit 257.615,05 € révision et TVA incluse et que ces dépenses seront engagées à l'article 421/731-60/82 du budget extraordinaire 2023;

Attendu que la procédure de passation du marché sera la procédure ouverte,

Vu l'article 234 de la Nouvelle loi communale,

Décide d'approuver :

- 1) l'estimation d'un montant de 760.979,29 € TVA comprise pour le lot 1, de 309.336,02 € TVA comprise pour le lot 2 et de 257.615,05 € TVA comprise pour le lot 3;
- 2) d'approuver le cahier spécial des charges devant régir les travaux du présent dossier;
- 3) la procédure de passation du marché, qui sera la procédure ouverte et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir que le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agrégation d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 5 pour l'ensemble des lots ou classe 4 pour le lot 1 ou classe 2 pour le lot 2 ou le lot 3 uniquement;
- 4) l'avis de marché.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

---

**Herstellen van wegen in keien.- Dienstjaar 2023.- Goedkeuring van de uitgave, de aanbestedingsdocumenten, de plaatsing van de procedure.**

De Raad,

Aangezien dat de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2023 een bedrag van 900.000,00 € voorziet op artikel 421/731-60/82 voor het herstellen van wegen in keien;

Aangezien dat het College het herstellen van de keibestrating van de volgende straten voorstelt :

- Dolezlaan strook tussen de Chantemerlelaan en de Godshuizenlaan;
- Baron Perelmanstraat;
- de Perckestraat (gaarde);
- Roberts-Jonesstraat strook tussen de Sukkelweg en de Léo Erreralaan;

Aangezien het dossier opgedeeld is in 3 percelen :

- Perceel 1 : Dolezlaan;
- Perceel 2 : Baron Perelmanstraat en de de Perckestraat;
- Perceel 1 : Roberts-Jonesstraat;

Aangezien de raming van de uitgave van deze werken € 571.735,00 excl. btw, € 760.979,29 inclusief herziening en btw belooft voor perceel 1, € 222.304,00 excl. btw, € 309.336,02 inclusief herziening en btw voor perceel 2 , € 193.550,00 excl. btw, € 257.615,05 inclusief herziening en btw voor perceel 3 en dat deze uitgave vastgelegd zal worden op artikel 421/731-60/82 van de buitengewone begroting van 2023;

Aangezien deze opdracht geplaatst zal worden via een openbare procedure;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist :

- 1) de raming voor een bedrag van € 343.074,33 inclusief btw voor het perceel 1, van € 239.365,83 inclusief btw voor het perceel 2 en van € 239.365,83 inclusief btw voor het perceel 3 goed te keuren;
- 2) de documenten van de opdracht die deze werken beheersen goed te keuren;
- 3) de plaatsing van de procedure door openbare procedure goed te keuren en de inlichtingen vast te stellen betreffende de financiële, economische en technische draagkrachten van de aannemer, te weten : de inschrijvers zullen aan de voorwaarden van de erkenning als aannemer van werken voldoen, categorie C, klasse 5 voor alle percelen of klasse 4 enkel voor perceel 1 of klasse 2 enkel voor perceel 2 of 3;
- 4) de aankondiging van opdracht goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

*14 annexes / 14 bijlagen*

*Pavage 2023 - LOT 2 Perelman Estimation.pdf, réfection de voiries en pavés 2023 Offerte formulier.pdf, 485045\_nl.pdf, Pavage 2023 - LOT 2 Percke - récap.pdf, Pavage 2023 - LOT 2 Perelman Récap.pdf, réfection de voiries en pavés 2023 formulaire d'offre.pdf, réfection de voiries en pavés 2023 CSC fr.pdf, Pavage 2023 - LOT 1 Dolez - Estimation.pdf, Pavage 2023 - LOT 1 Dolez - métré récap.pdf, 485045\_fr.pdf, Pavage 2023 - LOT 2 Percke - Estimation.pdf, réfection de voiries en pavés 2023 CSC NL.pdf, Pavage 2023 - LOT3 Jones - Estimation.pdf, Pavage 2023 - LOT3 Jones - récap.pdf*

**Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.- Nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale;

Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu l'article 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale et/ou régionale;

**Nouvelles dispositions :**

**Article 4 : Canalisation de la circulation**

Art.4.1. Ilot directionnel et zone d'évitement

Art.4.1.2. Une zone d'évitement est tracée sur les voies suivantes. La mesure est matérialisée par les marques de couleur blanche prévues à l'art. 77.4. de l'A.R.

Art.4.1.2.135. Rue Edith Cavell, 66 (1-3 m);

Art.4.1.2.136. Avenue Wolvendael, du côté opposé au n° 101 (1-3 m);

Art.4.1.2.137. Avenue René Gobert, 20 (1-3 m);

**Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)**

Art.5.2. Stationnement interdit (chargement - déchargement)

Art.5.2.1. Le stationnement est interdit aux abords d'un établissement scolaire ou d'une crèche. La mesure sera matérialisée par des signaux E1, éventuellement complétés par un panneau additionnel portant la mention limitative prévue dans chaque cas.

Art.5.2.1.4. Avenue du Lycée Français, 5B, lundi au vendredi de 7h45 à 8h30 (25 m);

Art.5.6. Stationnement limité dans le temps

Art.5.6.1. Le stationnement est limité dans le temps sur les voies ci-après. La mesure est matérialisée par des signaux du type E9 complétés par un panneau additionnel portant la mention adéquate.

Art.5.6.1.4. Avenue du Lycée Français, 8, lundi au vendredi de 7h45 à 8h30 (30 m);

Art.5.6.1.5. Rue Jean Benaets, 74, lundi au vendredi de 7h à 9h (18 m);

Art.5.6.1.6. Rue Zeecrabbe, 24, lundi au vendredi de 7h30 à 9h (14 m);

Art.5.7. Stationnement payant

Art.5.7.7. Le stationnement est payant sur les emplacements réservés au chargement de véhicules électriques dans les voiries suivantes. La mesure est matérialisée par des signaux E9a portant la mention « PAYANT » complétés d'un panneau informatif « Forfait 50 euros/4h30 excepté véhicule en charge » avec le symbole d'une voiture entourée d'une prise.

Art.5.7.7.125. Avenue d'Andrimont, 1 (13 m);

Art.5.7.7.126. Avenue de Messidor, 74 (12 m);

Art.5.7.7.127. Avenue Léo Errera, 71 (12 m);

Art.5.7.7.128. Rue Copernic, 81 (12 m);

Art.5.7.7.129. Rue des Poussins, 3 (13 m);

Art.5.7.7.130. Rue Jean Ballegeer, 69 (12 m);

Art.5.7.7.131. Rue Verhulst, 68 (2 emplacements);

Art.5.7.7.132. Avenue Cogen, 143 (12 m);

Art.5.7.7.133. Rue Alphonse Asselbergs, 10 (13 m);

Art.5.7.7.134. Avenue Jacques Pastur, 128 (12 m);

Art.5.7.7.135. Avenue Wellington, 121 (12 m);

Art.5.7.7.136. Avenue Brugmann, 294 (13 m);  
Art.5.7.7.137. Dieweg, du côté opposé au n° 130 (2 emplacements);  
Art.5.7.7.138. Avenue du Lycée Français, 1 (13 m);  
Art.5.7.7.139. Rue Gatti de Gamond, 225 (12 m);  
Art.5.7.7.140. Rue des Trois Rois, 9 (13 m);  
Art.5.7.7.141. Rue Zwartebeek, 16 (12 m);  
Art.5.7.7.142. Rue de Stalle, 96 (12 m);  
Art.5.7.7.143. Rue Steenvelt, du côté opposé au n° 10 (12 m);  
Art.5.7.7.144. Chaussée de Waterloo, 951 (12 m);  
Art.5.7.7.145. Rue Baron Guillaume Van Hamme, du côté opposé au n° 9 (12 m);  
Art.5.7.7.146. Avenue Achille Reisdorff, 65 (12 m);  
Art.5.7.7.147. Avenue Montjoie, 293 (12 m);  
Art.5.7.7.148. Avenue Montjoie, du côté opposé au n° 230 (12 m);

Art.5.8. Stationnement autorisé

Art.5.8.1. Le stationnement est autorisé à tous les véhicules dans les endroits suivants.  
La mesure est matérialisée par des signaux E9a.

Art.5.8.1.24. Avenue de Boetendael, du n° 63 au n° 85;  
Art.5.8.1.25. Rue Langeveld, du côté opposé au n° 182 (12 m);  
Art.5.8.1.26. Rue Langeveld, du côté opposé au n° 7 à la rue Edith Cavell;  
Art.5.8.1.27. Rue des Trois Arbres, du n° 8 à la rue de Stalle;

### **Article 7 : Voies publiques à statut spécial**

Art.7.1. Zones résidentielles et zones de rencontre

Art.7.1.1. Une zone résidentielle est réalisée aux endroits suivants. La mesure est matérialisée par les signaux F12a et F12b.

Art.7.1.1.42. Avenue Paul Stroobant;  
Art.7.1.1.43. Drève des Gendarmes;  
Art.7.1.1.44. Avenue de Boetendael, du n° 63 au n° 91;  
Art.7.1.1.45. Rue Langeveld, de la chaussée de Waterloo à la rue du Framboisier;  
Art.7.1.1.46. Rue Langeveld, du n° 36 à la rue Edith Cavell;  
Art.7.1.1.47. Rue des Trois Arbres, de la rue de Stalle à la rue de Huldenberg;  
Art.7.1.1.48. Clos Jean-Pierre de Launoit;  
Art.7.1.1.49. Place Olivier Strebelle;  
Art.7.1.1.50. Clos Andrée Dumont;  
Art.7.1.1.51. Avenue de l'Hélianthe, du n° 65 au n° 78;

Art.7.8. Rue scolaire

Art.7.8.1. Une rue scolaire est établie aux endroits suivants. La mesure est matérialisée par un C3 avec un panneau additionnel mentionnant « rue scolaire ». Les cas échéant, les jours et heures sont à renseigner sur la signalisation.

Art.7.8.1.2. Opstalweg, lundi au vendredi de 7h45 à 8h15;

Art.7.8.1.3. Avenue du Lycée Français, du n° 7 au n° 11, lundi au vendredi de 7h45 à 8h45;

### **Article 10 : Dispositions finales**

Art.10.1. La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et de l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière.

Art.10.2. Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité, après avis de la Commission Consultative pour la Circulation Routière, conformément à l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière, la pose et le coût de la signalisation routière,  
Décide d'approuver les mesures susmentionnées.

Le Conseil approuve le point.



---

**Politie op het wegverkeer.- Algemeen bijkomend reglement.- Nieuwe bepalingen.**

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op artikel 60 e.v. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;

Gelet op de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de plaatsing van verkeerstekens;

Overwegende dat de hierna voorziene maatregelen gemeentewegen en/of gewestwegen betreffen;

**Nieuwe bepalingen :**

**Artikel 4 : Kanaliseren van het verkeer**

Art.4.1. Verkeersgeleider en verdrijvingsvlak

Art.4.1.2. Een verdrijvingsvlak wordt aangebracht op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte strepen, conform artikel 77.4. van het K.B.

Art.4.1.2.135. Edith Cavellstraat, 66 (1-3 m);

Art.4.1.2.136. Wolvendaellaan, aan de overkant van het nr. 101 (1-3 m);

Art.4.1.2.137. René Gobertlaan, 20 (1-3 m);

**Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)**

Art.5.2. Parkeerverbod (Laden - lossen - in en uitstappen)

Art.5.2.1. Het parkeren is verboden aan school- of een crècheomgeving. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E1, eventueel aangevuld met een onderbord met de beperkende vermelding.

Art.5.2.1.4. Frans Lyceumlaan, 5B, maandag tot vrijdag van 7u45 tot 8u30 (25 m);

Art.5.6. Parkeren beperkt in tijd

Art.5.6.1. Het parkeren is beperkt in tijd op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door de verkeersborden van het type E9 aangevuld door een onderbord met de geschikte vermelding.

Art.5.6.1.4. Frans Lyceumlaan, 8, maandag tot vrijdag van 7u45 tot 8u30 (30 m);

Art.5.6.1.5. Jean Benaetsstraat, 74, maandag tot vrijdag van 7u tot 9u (30 m);

Art.5.6.1.6. Zeecrabbestraat, 24, maandag tot vrijdag van 7u30 tot 9u (14 m);

Art.5.7. Betalend parkeren

Art.5.7.7. Het parkeren is betalend op de parkeerplaatsen voorbehouden voor het opladen van elektrische voertuigen op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a met de vermelding «BETALEND» aangevuld door een informatiebord "Forfait 50 euro/4h30 uitgezonderd opladend voertuig" met een pictogram van een auto met een stekker.

Art.5.7.7.125. Andrimontlaan, 1 (1-3 m);

Art.5.7.7.126. Messidorlaan, 74 (12 m);

Art.5.7.7.127. Léo Erreralaan, 71 (12 m);

Art.5.7.7.128. Copernicusstraat, 81 (12 m);

Art.5.7.7.129. Kippekenstraat, 3 (13 m);

Art.5.7.7.130. Jean Ballegeerstraat, 69 (12 m);

Art.5.7.7.131. Verhulststraat, 68 (2 plaatsen);

Art.5.7.7.132. Coghenlaan, 143 (12 m);

Art.5.7.7.133. Alphonse Asselbergsstraat, 10 (13 m);

- Art.5.7.7.134. Jacques Pasturlaan, 128 (12 m);  
Art.5.7.7.135. Wellingtonlaan, 121 (12 m);  
Art.5.7.7.136. Brugmannlaan, 294 (13 m);  
Art.5.7.7.137. Dieweg, aan de overkant van het nr. 130 (2 plaatsen);  
Art.5.7.7.138. Frans Lyceumlaan, 1 (13 m);  
Art.5.7.7.139. Gatti de Gamondstraat, 225 (12 m);  
Art.5.7.7.140. Drie Koningenstraat, 9 (13 m);  
Art.5.7.7.141. Zwartebeekstraat, 16 (12 m);  
Art.5.7.7.142. Stallestraat, 96 (12 m);  
Art.5.7.7.143. Steenveltstraat, aan de overkant van het nr. 10 (12 m);  
Art.5.7.7.144. Waterloosesteenweg, 951 (12 m);  
Art.5.7.7.145. Baron Guillaume Van Hammestraat, aan de overkant van het nr. 9 (12 m);  
Art.5.7.7.146. Achille Reisdorfflaan, 65 (12 m);  
Art.5.7.7.147. Montjoielaan, 293 (12 m);  
Art.5.7.7.148. Montjoielaan, aan de overkant van het nr. 230 (12 m);

#### Art.5.8. Parkeren toegelaten

Art.5.8.1. Het parkeren is toegelaten voor alle voertuigen op de volgende plaatsen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a.

- Art.5.8.1.24. Boetendaellaan, van nr. 62 tot nr. 85;  
Art.5.8.1.25. Langeveldstraat, aan de overkant van het nr. 182 (12 m);  
Art.5.8.1.26. Langeveldstraat, aan de overkant van het nr. 7 tot de Edith Cavellstraat;  
Art.5.8.1.27. Drie Bomenstraat, van nr. 8 tot de Stallestraat;

#### **Artikel 7 : Openbare wegen met een bijzonder statuut.**

##### Art.7.1. Erven en woonerven

Art.7.1.1. Een woonerf wordt ingesteld op de volgende plaatsen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt met de verkeersborden F12a en F12b.

- Art.7.1.1.42. Paul Stroobantlaan;  
Art.7.1.1.43. Gendarmendreef;  
Art.7.1.1.44. Boetendaellaan, van nr. 62 tot nr. 91;  
Art.7.1.1.45. Langeveldstraat, van de Waterloosesteenweg tot de Frambozenstruikstraat;  
Art.7.1.1.46. Langeveldstraat, van nr. 36 tot de Edith Cavellstraat;  
Art.7.1.1.47. Drie Bomenstraat, van de Stallestraat tot de de Huldenbergstraat;  
Art.7.1.1.48. Jean-Pierre de Launoitgaarde;  
Art.7.1.1.49. Olivier Strebelleplein;  
Art.7.1.1.50. Andrée Dumontgaarde;  
Art.7.1.1.51. Zonnebloemlaan, van nr.65 tot nr. 78;

##### Art.7.8. Schoolstraat

Art.7.8.1. Een schoolstraat wordt op de volgende plaats ingericht. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door een verkeersbord C3 aangevuld door een onderbord met de vermelding "schoolstraat". Desgevallend wordt een tijdsvenster vermeld op het onderbord.

- Art.7.8.1.2. Opstalweg, maandag tot vrijdag van 7u45 tot 8u15;  
Art.7.8.1.3. Frans Lyceumlaan, van nr. 7 tot nr. 11, maandag tot vrijdag van 7u45 tot 8u45;

#### **Artikel 10 : Slotbepalingen**

Art.10.1. De hierboven voorziene signalisatie wordt geplaatst conform de bepalingen van het K.B. van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het M.B. van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald.

Art.10.2. Het onderhavige reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Mobiliteit, na advies van de Raadgevende Commissie voor het

Wegverkeer, conform artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens,

Beslist de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*2023 06 22\_Cc\_NoteExplicative.pdf, 2023 06 22\_Cc\_NoteExplicative.docx*

---

22.06.2023/A/0007

**Convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d'Uccle pour l'installation de stationnement vélo (8 boxes) et de 11 bancs.**

Le Conseil,

Considérant que la Région, afin de rencontrer les objectifs du plan « Good Move », veut soutenir les Communes pour concrétiser les actions de leur politique de mobilité et qu'en conséquence elle propose un soutien régional aux actions communales de Mobilité 2023 sous forme d'octroi de subsides;

Considérant que, le 3 mars 2023, la Commune a soumis à Bruxelles Mobilité les projets de mobilité qui entrent dans le cadre de ce soutien;

Considérant que, le 17 mai 2023, Bruxelles Mobilité a confirmé la bonne réception des documents transmis;

Considérant qu'il s'agit notamment de subsides pour l'installation de stationnement vélo (8 boxes) et de 11 bancs;

Considérant que la Région va financer ces projets pour un montant de 58.745,99 €;

Considérant que la subvention sera liquidée en deux tranches;

Considérant que la première tranche sera de 35.247,59 € et la deuxième tranche de 23.498,40 €;

Considérant que la convention porte sur la période du 1/1/2023 au 31/12/2024;

Considérant que le dossier complet des pièces justificatives doit être introduit au plus tard le 30/06/2025;

Considérant que les dossiers introduits après cette date seront automatiquement annulés et à charge de la Commune,

Décide d'approuver la convention en annexe.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

---

**Overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Ukkel voor de plaatsing van fietsparkings (8 fietsboxen) en 11 zitbanken.**

De Raad,

Overwegende dat het gewest, om tegemoet te komen aan de doelstellingen van het Good Move-plan, de gemeentes wil ondersteunen om de acties van hun mobiliteitsbeleid te concretiseren en het bijgevolg een gewestelijke ondersteuning van de gemeentelijke mobiliteit voorstelt in de vorm van de toekenning van subsidies;

Overwegende dat de gemeente de mobiliteitsprojecten die binnen het kader van deze ondersteuning vallen op 3 maart 2023 ingediend heeft bij Brussel Mobiliteit;

Overwegende dat Brussel Mobiliteit de goede ontvangst van de documenten bevestigd heeft op 17 mei 2023;

Overwegende dat het meer bepaald gaat om subsidies voor de plaatsing van

fietsparkings (8 fietsboxen) en 11 zitbanken;  
Overwegende dat het gewest dit project zal financieren voor een bedrag van 58.745,99 €;  
Overwegende dat de subsidie in twee schijven betaald zal worden;  
Overwegende dat de eerste schijf 35.247,59 € en de tweede schijf 23.498,40 € bedraagt;  
Overwegende dat de overeenkomst betrekking heeft op de periode van 1/1/2023 au 31/12/2024;  
Overwegende dat het volledige dossier met verantwoordingsstukken moet uiterlijk op 30/06/2025;  
Overwegende dat dossiers ingediend na deze datum automatisch nietig verklaard worden en ten laste van de gemeente vallen,  
Beslist de overeenkomst in de bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.  
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*  
*2023\_EqInf\_Convention\_SUP23.911\_FR.pdf,*  
*2023\_EqInf\_Convention\_SUP23.911\_NL.pdf*

---

## Parking - Parking

22.06.2023/A/0008 **Gestion du stationnement payant - Partage des droits de stationnement entre l'Agence du stationnement de la Région Bruxelles-Capitale et les communes non-délégantes - Protocole de collaboration - Accord de principe**

Le Conseil,

Vu qu'en séance du 8 septembre 2022, le Conseil a décidé de mettre à niveau (« refit ») tous les horodateurs existants de type CITEA, en formule location auprès de groupement d'intérêt économique ParcBrux, par l'intermédiaire de la firme RAUWERS-CONTRÔLE sa, rue François Joseph Navez 78-86 à 1000 Bruxelles;

Vu qu'en séance du 6 décembre 2022 le Collège a décidé d'attribuer le marché de services " Le paiement de stationnement en voirie par application mobile – Web - SMS " aux opérateurs BELGIAN PARKING REGISTER (4411), Kardinaal Mercierlaan 1a, 9090 Melle et CTECH SA (Seety), Rue Jules Cockx 10, 1160 Auderghem;

Vu l'adoption par le Conseil communal le 15 décembre 2022 du règlement-redevance sur le stationnement, conformément à l'Ordonnance du 6 juillet 2022 portant organisation du stationnement et redéfinissant les missions de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale (ci-après Parking.brussels), ainsi qu'à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation tel que modifié le 20 octobre 2022;

Vu que le règlement-redevance précité est d'application sur notre territoire depuis le 1 mai 2023;

Vu que Parking.brussels a pour mission d'exécuter la politique du stationnement de la Région et d'en assurer le bon fonctionnement;

Vu les dispositions de l'ordonnance en son article 19, § 2 : « ... *La commune qui n'a pas transféré ses missions de contrôle et de perception à l'Agence du stationnement...*

*et qui souhaite introduire un système de contrôle du stationnement par scan-car, devra disposer d'un outil de contrôle du stationnement en voirie qui soit compatible avec les standards de la plateforme de gestion des droits du stationnement mise en place par l'Agence du stationnement.*

*La commune peut avoir accès à la liste des véhicules exemptés tenue par l'Agence du stationnement. »;*

Vu que Parking.brussels délivre des droits de stationnement dits « régionaux », à savoir :

- des droits délivrés aux opérateurs carsharing pour leurs véhicules partagés,
- des droits délivrés aux médecins généralistes, aux corps de métier amenés à faire des interventions,
- des droits délivrés aux possesseurs d'une carte de stationnement pour les personnes présentant un handicap,

Vu que l'existence de ces droits de stationnement est vérifiée par Parking.brussels à l'aide des moyens digitaux tels qu'un véhicule scanner;

Vu que le même système de contrôle digital du stationnement est opérationnel sur notre territoire;

Vu qu'en ce qui concerne spécifiquement les droits de stationnement pour les détenteurs d'une carte de stationnement pour les personnes présentant un handicap, **à partir du 8 juillet 2023**, les dispositions ci-après seront d'application :

- les détenteurs d'une carte européenne de stationnement pour personne handicapée ne sont pas soumis à l'obligation d'utiliser un disque de stationnement ou de s'acquitter du paiement d'une redevance et ce, **à condition que ladite carte en cours de validité soit apposée visiblement, au milieu et contre la face interne du pare-brise**,
- chaque détenteur d'une carte de stationnement pour personne handicapée devra néanmoins enregistrer électroniquement sa plaque d'immatriculation et dès lors **disposer d'un droit de stationnement digital** ;

Vu que Parking.brussels utilise la même technologie de reconnaissance des droits de stationnement pour toutes les communes qui lui ont délégué la gestion du stationnement et que cette plateforme de numérisation des droits est la BPR (Belgian Parking Register) et celle de la numérisation des cartes Be-Mobile;

Vu que le service Parking utilise les logiciels de numérisation des cartes, Stationnement.net et de contrôle du stationnement CityControl, et que dans ce dernier sont importés les fichiers transmis par Parking.brussels pour la reconnaissance des droits « régionaux » tels que les véhicules partagés;

Vu que dans ce même logiciel sont importés les fichiers transmis par les communes limitrophes (Forest, Ixelles et Bruxelles-Ville);

Vu que le service Parking n'utilise pas la même technologie de reconnaissance des droits de stationnement que celle de Parking.brussels;

Vu que Parking.brussels propose aux communes qui n'ont pas délégué la gestion du stationnement, le partage des données relatives aux droits « régionaux », « accords limitrophes » instaurés par des communes entre elles et particulièrement ceux délivrés aux personnes handicapées (**annexe 1**);

Vu que le partage de données sera accessible aux communes via un lien électronique dans un environnement sécurisé de type cloud, entre la commune d'Uccle et Parking.brussels et à l'aide d'un fichier CSV reprenant les plaques d'immatriculation concernées;

Vu que Parking.brussels assure le partage de données conformément aux dispositions du RGPD et que seules les informations nécessaires seront accessibles, à savoir :

- les immatriculations pour les véhicules utilisés par des personnes handicapées et préenregistrées dans la « whitelist » par Parking.brussels,
- les immatriculations pour les véhicules de carsharing, soins médicaux urgents et non urgents, professionnels en intervention,

Vu que la commune d'Uccle n'aura accès aux données qu'après adhésion à la convention de partage, protocole de collaboration (annexe 2);

Qu'afin de faciliter la transition vers un droit de stationnement digital pour les personnes détentrices d'une carte PMR, notre administration a créé sa propre base de données en ayant enregistré à ce jour 533 cartes/plaques d'immatriculation pour les demandeurs qui se sont adressés sur base volontaire au service Parking;

Que la mesure transitoire précitée doit être complétée par un droit d'enregistrement digital à l'aide des applications mobiles actives (4411, Seety et Yellowbrick) ainsi qu'à l'aide des horodateurs (CITEA);

Vu que pour des raisons de compatibilité, les solutions techniques doivent être implantées par les opérateurs chargés de la gestion des droits de stationnement précités et que dans ce sens, l'opérateur de la plateforme des applications mobiles BPR-4411 nous propose le système de numérisation des cartes PMR avec connexion à la base de donnée du Service public fédéral Sécurité sociale Handi2Park au prix forfaitaire mensuel de 450 € HTVA, et que l'opérateur RAUWERS-CONTRÔLE nous propose pour les horodateurs, la fonctionnalité de délivrance du ticket gratuit « bouton PMR » au prix de 1,50 €/horodateur/mois HTVA;

Considérant les éléments évoqués dans la présente délibération,

Décide d'adhérer à la convention de partage des droits de stationnement « régionaux » de l'Agence du stationnement-Parking.brussels conformément aux dispositions du RGPD, pour :

- les véhicules appartenant aux personnes détentrices d'une carte PMR,
- les véhicules carsharing,
- les véhicules pour les soins médicaux urgents et non urgents,
- les véhicules appartenant aux professionnels en intervention,
- les véhicules appartenant aux riverains des communes limitrophes (Forest, Ixelles et Bruxelles-Ville).

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

---

### **Beheer van het betalend parkeren - Delen van de parkeerrechten tussen het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de niet-overdragende gemeentes - Samenwerkingsprotocol - Principeakkoord**

De Raad,

Aangezien de raad in zitting van 8 september 2022 beslist heeft om alle bestaande parkeerautomaten van het type CITEA, gehuurd bij het economisch samenwerkingsverband ParcBrux, aan te passen ("refit") door middel van de firma RAUWERS-CONTRÔLE nv, François Joseph Navezstraat 78-86 te 1000 Brussel;

Aangezien het college in zitting van 6 december 2022 beslist heeft om de dienststopdracht "De betaling van het parkeren op de weg via mobiele app - website - sms" te gunnen aan de aannemers BELGIAN PARKING REGISTER (4411), Kardinaal Mercierlaan 1a, 9090 Melle en CTECH nv (Seety), Jules Cockxstraat 10, 1160 Oudergem;

Gelet op de goedkeuring door de gemeenteraad van 15 december 2022 van de retributieverordening op het parkeren, overeenkomstig de ordonnantie van 6 juli 2022

houdende de organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (hierna Parking.brussels) en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, zoals gewijzigd op 20 oktober 2022;

Aangezien de voornoemde retributieverordening sinds 1 mei 2023 van toepassing is op ons grondgebied;

Aangezien Parking.brussels als opdracht heeft om het parkeerbeleid van het gewest uit te voeren en de goede werking ervan te verzekeren;

Gelet op de bepalingen van artikel 19, § 2 van de ordonnantie : *"De gemeente die de controle- en inningsopdrachten niet (...) aan het Parkeeragentschap heeft overgedragen en die een systeem van parkeercontrole met scan-car wil invoeren, zal moeten beschikken over een instrument voor parkeercontrole op straat dat compatibel is met de normen van het beheersplatform voor parkeerrechten dat door het Agentschap is ingevoerd.*

*De gemeente kan toegang krijgen tot de lijst van vrijgestelde voertuigen die door het Parkeeragentschap wordt bijgehouden";*

Aangezien Parking.brussels de zogenaamde "gewestelijke" parkeerrechten aflevert, meer bepaald :

- de rechten afgeleverd aan autodeeloperatoren voor hun deelvoertuigen;
- de rechten afgeleverd aan huisartsen en aan vakgroepen die interventies moeten doen;
- de rechten afgeleverd aan de houders van een parkeerkaart voor personen met een handicap;

Aangezien het bestaan van deze parkeerrechten door Parking.brussels gecontroleerd wordt met behulp van digitale middelen zoals een scancar;

Aangezien hetzelfde digitaal controlesysteem van het parkeren operationeel is op ons grondgebied;

Aangezien wat specifiek de parkeerrechten voor houders van een parkeerkaart voor personen met een handicap betreft de volgende bepalingen van toepassing zijn **vanaf 8 juli 2023** :

- de houders van een Europese parkeerkaart voor personen met een handicap zijn niet verplicht om een parkeerschijf te gebruiken of een retributie te betalen, **op voorwaarde dat de geldige kaart zichtbaar, in het midden en aan de binnenkant van de voorruit gelegd wordt;**
- elke houder van een parkeerkaart voor personen met een handicap moet zijn nummerplaat echter digitaal registreren en bijgevolg **beschikken over een digitaal parkeerrecht;**

Aangezien Parking.brussels dezelfde herkenningstechnologie van de parkeerrechten gebruikt voor alle gemeentes die hem het beheer van het parkeren overgedragen hebben en dit digitaliseringsplatform van de rechten BPR (Belgian Parking Register) en dat van de digitalisering van de kaarten Be-Mobile is;

Aangezien de dienst Parking de digitaliseringssoftware van de kaarten Stationnement.net en de controlesoftware van het parkeren CityControl gebruikt en in deze laatste de bestanden van Parking.brussels voor de herkenning van de "gewestelijke" rechten zoals deelvoertuigen geïmporteerd worden;

Aangezien in dezelfde software de bestanden van de buurgemeenten (Vorst, Elsene en Brussel-Stad) geïmporteerd worden;

Aangezien de dienst Parking niet dezelfde herkenningstechnologie van de parkeerrechten gebruikt als Parking.brussels;

Aangezien Parking.brussels aan de gemeentes die het beheer van het parkeren niet overgedragen hebben voorstelt om de gegevens over de "gewestelijke" rechten te delen, "akkoorden over de grenzen" ingevoerd door gemeentes onderling en in het bijzonder diegene afgeleverd aan personen met een handicap (**bijlage 1**);

Aangezien de gedeelde gegevens voor de gemeentes via een elektronische link toegankelijk zullen zijn in een beveiligde omgeving van het type cloud, tussen de gemeente Ukkel en Parking.brussels en met behulp van een CSV-bestand met daarin de betrokken nummerplaten;

Aangezien Parking.brussels de gedeelde gegevens verzekert overeenkomstig de bepalingen van de AVG en enkel de nodige informatie beschikbaar zal zijn, meer bepaald :

- de inschrijvingen voor de voertuigen die gebruikt worden door personen met een handicap en die vooraf in de "whitelist" geregistreerd zijn door Parking.brussels;
- de inschrijvingen voor de voertuigen voor autodelen, dringende en niet-dringende medische hulp en professionelen tijdens een interventie;

Aangezien de gemeente Ukkel pas toegang tot de gegevens krijgt na aansluiting bij de deelovereenkomst, samenwerkingsprotocol (**bijlage 2**);

Aangezien ons bestuur zijn eigen databank aangemaakt heeft en momenteel 533 kaarten/nummerplaten geregistreerd heeft voor de aanvragers die zich vrijwillig tot de dienst Parking gewend hebben om de overgang naar een digitaal parkeerrecht voor personen die houder zijn van een PBM-kaart te vergemakkelijken;

Aangezien de voornoemde overgangsmaatregel aangevuld moet worden met een digitaal registratierecht met behulp van de actieve mobiele apps (4411, Seety en Yellowbrick) en de parkeerautomaten (CITEA);

Aangezien de technische oplossingen om compatibiliteitsredenen ingevoerd moeten worden door de voornoemde operatoren die belast zijn met het beheer van de parkeerrechten en in die zin de operator van het platform van de mobiele apps BPR-4411 ons het systeem van digitalisering van de PBM-kaarten met verbinding met de databank van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid Handi2Park voorstelt tegen de maandelijkse forfaitaire prijs van € 450 excl. btw en de operator RAUWERS-CONTRÔLE ons voor de parkeerautomaten de functionaliteit van afgifte van het gratis ticket "PBM-knop" voorstelt tegen de prijs van € 1,50/parkeerautomaat/maand excl. btw;

Overwegende de elementen die aangehaald werden in deze beraadslaging,

Beslist zich aan te sluiten bij de overeenkomst voor het delen van de "gewestelijke" parkeerrechten van het Parkeeragentschap - Parking.brussels, overeenkomstig de bepalingen van de AVG, voor :

- de voertuigen die toebehoren aan personen die houder zijn van een PBM-kaart;
- de voertuigen voor autodelen;
- de voertuigen voor dringende en niet-dringende medische hulp;
- de voertuigen die toebehoren aan professionelen tijdens een interventie;
- de voertuigen die toebehoren aan de inwoners van de buurgemeenten (Vorst, Elsene en Brussel-Stad).

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*



Nicolas Clumeck entre en séance / treedt in zitting.

Hans Marcel Joos Van de Cauter entre en séance / treedt in zitting.

---

## DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE - DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

### Planification urbaine - Stadsplanning

22.06.2023/A/0009 **Modification du PPAS 15bis.- Etape de la procédure d'élaboration : Modification du PPAS 15bis, demande d'avis préalable à perspective.brussels et Bruxelles-Environnement sur l'opportunité de modifier le plan et sur la nécessité ou non d'un rapport d'incidences environnementales.- Auteur de projet : Service de l'Urbanisme - Cellule planification.- report du 25/05/2023**

Le Conseil,

Vu le plan particulier d'affectation du sol n° 15 approuvé par arrêté royal du 4 décembre 1954 et régissant l'aménagement de l'îlot délimité par la rue Edith Cavell, l'avenue Montjoie, le rond-point Churchill, l'avenue Léo Errera et la rue Roberts Jones ;

Vu l'amendement des prescriptions de ce plan (plan n° 15bis), approuvé par arrêté royal du 13 août 1957;

Considérant que depuis l'entrée en vigueur du plan, la majeure partie des parcelles de l'îlot a été bâtie;

Considérant que le plan a donné lieu à la délivrance de deux permis de lotir qui se réfèrent aux dispositions du plan en vigueur;

Vu l'évolution du milieu urbain depuis l'entrée en vigueur du plan particulier d'affectation du sol n°15 et de son amendement (plan n° 15bis) et le fait que le plan a fait l'objet d'évaluations en 1997 (dossier de base du plan communal de développement) et en 2012 (analyse de la compatibilité du plan particulier d'affectation du sol avec le plan supérieur par le bureau agréé BRAT);

Considérant les objectifs du plan régional de développement durable et l'évolution de la prise en compte de la dimension environnementale et de l'évolution de la fonction de logement dans les plans et règlements d'urbanisme;

Considérant qu'une modification du plan permettrait à cette partie du territoire de s'inscrire pleinement dans cette optique;

Considérant que l'article 188, § 11 du CoBAT imposant des mesures particulières de publicité aux motifs du plan supérieur dans les plans particuliers d'affectation du sol approuvés avant le 29 juin 2011 s'applique dans l'îlot régi par le plan et que la modification de celui-ci permettra de procéder à une sensible simplification administrative pour les demandes à y introduire;

Considérant la différence de superficie et de configuration entre la zone à destination sportive du plan particulier d'affectation du sol en vigueur et celles de la zone d'équipements d'intérêt collectif ou de services publics du plan régional d'affectation du sol;

Vu la note d'accompagnement rédigée par la cellule de la planification du Service de l'Urbanisme, concluant au bien-fondé de procéder à une modification du plan afin de l'inscrire pleinement dans les préoccupations urbanistiques et environnementales actuelles,

Décide, sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins :

- l'entame de la modification du plan particulier d'affectation du sol n° 15 (arrêté royal du 4 décembre 1954) et de son amendement de prescriptions (plan n° 15bis - arrêté royal du 13 août 1957) dans son périmètre actuel;

- d'inscrire la modification du plan en vigueur dans les objectifs suivants, appelés à déterminer les données essentielles du nouveau plan :

1. l'inscription du plan dans les objectifs thématiques du plan régional de développement durable pour cette partie du territoire;
2. l'évaluation des zones de bâtisse et du potentiel (ou non) d'extension du bâti, voire de diminution des zones de bâtisse au profit des espaces extérieurs;
3. la protection du patrimoine en préservant les éléments patrimoniaux;
4. la limitation de la possibilité de démolition des villas pour construire des immeubles à appartements (au nord de la rue Edith Cavell);
5. la précision des destinations par zone d'affectation;
6. le maintien de l'affectation de logement pour l'ilot en étudiant la possibilité de l'instauration d'une mixité de fonctions comme la possibilité d'établir des lieux professionnels accessoires aux logements, les commerces de proximité et / ou de services et le long de la rue Edith Cavell et avenue Montjoie (ancienne poste);
7. l'analyse exhaustive de la possibilité ou non de diviser les grandes maisons, en garantissant des logements de qualité;
8. la réflexion nuancée quant aux besoins en stationnement traditionnel et au développement de nouvelles habitudes de mobilité fondées sur les modes actifs;
9. la mise en adéquation de la configuration de la parcelle à destination sportive du plan particulier d'affectation du sol par rapport à celle de zone d'équipements d'intérêt collectif ou de services publics du plan régional d'affectation du sol et l'adaptation éventuelle de la prescription de destination par rapport à l'évolution des besoins en termes d'équipements (pratiques sportives « indoor », disciplines connexes de bien-être, fonctions accessoires, ouverture de la zone à des équipements d'une ou d'autres nature(s)...);
10. la nécessité d'adaptation ou non des prescriptions des deux permis de lotir en vigueur afin qu'elles permettent la mise en œuvre des prescriptions du nouveau plan et l'application de l'article 123 du CoBAT;
11. la protection des zones de recul et des intérieurs d'ilot, l'analyse qualitative du couvert végétal et le développement de la biodiversité au sein de l'ilot, en « trait d'union » de maillage vert dans le Nord du territoire communal avec l'inscription d'une zone de protection des arbres;
12. la possibilité d'isolation thermique du bâti dans le respect de ses typologies et de caractéristiques architecturales;
13. l'évaluation, nuancée pour cet ilot, des normes de la problématique du stationnement en fonction de l'évolution des besoins;
14. l'aménagement des espaces publics en intégrant plus largement des plantations, la perméabilité des sols et l'intégration des modes actifs;

- de désigner la cellule planification du service de l'urbanisme en tant qu'auteur de projet de la modification du plan, en estimant qu'à priori et sur base de la note d'intention et des objectifs, la modification du plan ne doit pas faire l'objet d'un RIE;

- de recourir ultérieurement, par un marché public dont l'ampleur et les missions seront déterminées une fois connus tous les paramètres de l'étude, aux services d'un bureau d'études spécialisé en urbanisme pour les aspects d'expertises complémentaires à la mission du service de l'Urbanisme (dont notamment et de façon non exhaustive, le relevé de l'ilot, des expertises scientifiques thématiques, l'élaboration et le suivi de la procédure de l'éventuel RIE au cas où il s'avérerait requis);

- de solliciter, sur base de la note d'accompagnement annexe à la présente délibération, l'avis préalable de Perspective.Brussels, régi par les articles 44, § 1er et 44, § 2 du CoBAT quant à l'opportunité de modifier le plan;
- de solliciter, sur base de la note d'accompagnement annexe à la présente délibération, l'avis de Bruxelles-environnement (IBGE), régi par les articles 44, § 1er et 44, § 3 du CoBAT quant à la nécessité ou non d'accompagner la modification du plan d'un rapport d'incidences environnementales.

***M. l'échevin Biermann*** précise qu'il s'agit d'une note préliminaire visant à vérifier auprès de deux instances, en l'occurrence Perspective Brussels et Bruxelles-Environnement, l'opportunité d'une modification du PPAS n° 15bis.

*Les objectifs sont passés de 14 à 13, suite à l'intégration des remarques formulées dans le cadre de la commission du mois dernier et du groupe de travail de la semaine dernière.*

*Les objectifs principaux sont la préservation du patrimoine et l'adaptation de l'habitat de cet îlot aux réalités de notre époque, étant donné que la terminologie fort ancienne de ce PPAS remontant aux années 50 ne correspond plus à celle des réglementations actuellement en vigueur et a suscité des problèmes d'interprétation.*

*Le Collège propose donc au Conseil communal de soumettre cette question d'opportunité aux deux instances précitées avant d'entreprendre, avec les comités de quartier, un travail qui fera lui-même l'objet d'une enquête publique et sera soumis à la commission de concertation.*

***M. Cools*** salue la présence, dans le projet de délibération et la note technique, de quelques modifications allant dans le sens de la prudence.

*Mais en dépit de ces quelques éléments positifs, le groupe Uccle en avant n'est pas du tout convaincu de la nécessité de lancer une procédure qui permettrait une révision du PPAS n° 15bis.*

*Près de la moitié du territoire communal est couverte par des PPAS, et depuis la fin des années 70, la politique constante, quelle que fût la majorité - et tous les partis politiques siégeant au Conseil se sont retrouvés à un moment ou un autre dans la majorité -, a visé à tout mettre en œuvre pour aboutir à la densité la plus réduite possible.*

*Selon M. Cools, s'engager dans la division des logements reviendrait à ouvrir dangereusement une boîte de Pandore, qui offrira des opportunités de plus-values aux sociétés immobilières sans rendre le logement plus accessible pour toute une série de publics et sans non plus contribuer à la protection du patrimoine. Celle-ci sera davantage assurée lorsque la Région aura établi l'inventaire définitif du patrimoine.*

*En outre, rendre possible une modification des permis de lotir constitue une atteinte à leur sécurité juridique, susceptible de léser les habitants concernés, qui ont procédé à des acquisitions dans un cadre déterminé.*

*Selon M. Cools, le mécanisme des PPAS serait plus justifié pour l'Institut Pasteur que pour les habitations du nord de la rue Edith Cavell. Quoique l'Institut Pasteur ait été placé en zone Natura 2000, la part du secteur composée de terrains à bâtir demeure importante.*

*Vu que les Instituts scientifiques nationaux de santé publique sont destinés à se regrouper autour de l'hôpital Erasme et que l'Institut sis rue Groeselenberg s'inscrit dans un PPAS ayant précisé les dispositions en cas de déménagement, il faudrait prévoir des mécanismes analogues pour garder la maîtrise du site dont on parle ici ou des terrains le long de la rue du Bourdon acquis par la Région auprès de la SNCB ou encore des terrains de la SNCB au Moensberg au croisement des lignes 26 et 124. Ce seraient en tous cas des objectifs bien plus prioritaires pour des PPAS.*

*M. Cools manifeste aussi de l'inquiétude face à la possibilité de réviser le statut de la zone de sport incorporée dans l'aire géographique du PPAS, étant donné que le maintien de terrains de sport à Uccle n'a pu être assuré que grâce à une protection*

via le PRAS ou les PPAS.

Pour toutes ces raisons, le groupe Uccle en avant votera contre ce point, M. Cools optant pour sa part en faveur de l'abstention en vue de garantir une transcription de ce débat dans le procès-verbal de la séance.

**M. De Bock** partage tout à fait le point de vue développé par M. Cools, qui a une grande expérience en ce domaine puisqu'il a exercé pendant des années la fonction d'échevin de l'Urbanisme.

M. De Bock a lui-même exprimé en commission tout le malaise qu'il ressentait face à ce dossier.

Contrairement aux propos tenus en commission, selon lesquels il n'y a jamais de PPAS pour des cas particuliers, la note transmise mentionne uniquement des cas particuliers.

Pour ce qui concerne par exemple la zone de sport, les prescriptions du PPAS sont annulées pour permettre une application du PRAS, mais vu le caractère moins contraignant des dispositions du PRAS, il y a un risque accru d'augmentation des logements à l'avenir, même à titre accessoire.

En réalité, M. De Bock a l'impression qu'on s'efforce de régulariser toute une série d'infractions urbanistiques via la modification du PPAS, et il cite à l'appui de sa thèse un arrêt du Conseil d'Etat dans l'affaire de la rue Edith Cavell.

Quoiqu'à plusieurs reprises, le Conseil d'Etat ait donné tort au demandeur et à la commune, on est en train d'autoriser tout. D'ailleurs, le nouveau permis déposé prévoit des gabarits supérieurs aux gabarits mentionnés initialement, avec une maison unifamiliale dotée d'un étage de plus et même d'un habitat en sous-sol, et destinée à être divisée dès que le PPAS aura été modifié.

Le groupe DéFI est favorable à la densification, mais pas selon de telles méthodes.

**M. Hayette** estime qu'à ce stade de la procédure, il est intéressant d'avoir l'avis préalable de Perspective Brussels et de Bruxelles-Environnement, et ce d'autant plus que les avis de ces deux instances pourront servir de référence non seulement pour le PPAS n° 15 bis mais aussi pour l'ensemble des PPAS qu'il conviendrait de modifier à l'avenir.

Selon M. Hayette, il est normal que les PPAS évoluent, afin de prendre en compte les mutations sociologiques et les souhaits des habitants.

Quoique les structures sociologiques et les caractéristiques géographiques soient différentes d'un quartier à l'autre, il serait peut-être opportun de réfléchir à l'élaboration de critères identiques pour l'ensemble des quartiers, qui soient de nature à assurer le respect de l'environnement, la défense des valeurs patrimoniales ainsi que la mixité sociale, de manière à éviter le phénomène de « gentrification ».

Bien qu'Uccle soit considérée comme une des communes bruxelloises les plus vertes, les complexes immobiliers se sont multipliés depuis le début de la mandature. Les mandataires communaux doivent y être attentifs, afin d'éviter que les promoteurs et spéculateurs, dans leur quête de rendements de 20 %, n'en viennent à rejeter les classes moyennes dans la périphérie.

M. Hayette signale à cet égard que l'acquisition d'une maison à Uccle requiert un salaire mensuel brut de 7.500 €.

Ayant appris en commission l'existence d'un permis pour l'immeuble Brahy, M. Hayette estime qu'il serait préférable d'ajourner les décisions pour le quartier tant que le nouveau PPAS n'est pas adopté.

**M. l'échevin Biermann** approuve les considérations développées par M. Hayette.

Un PPAS est censé planifier le développement d'un territoire pour l'avenir. Il ne peut donc demeurer immuable, figé dans le cadre défini par le Conseil communal dans les années 50, mais doit au contraire être adapté.

*Le texte cité par M. De Bock n'est pas un arrêt du Conseil d'Etat mais un rapport de l'Auditeur de cette juridiction, qui reprend des termes du PPAS, notamment celui de « maison isolée ». Or, le terme « maison » n'est plus utilisé aujourd'hui, ni dans le CoBAT, ni dans le RRU, ni dans Good Living, ni dans le PRAS, ni dans les PPAS plus récents. Il faut donc bien qu'à un moment donné, la terminologie corresponde à la réglementation actuellement en vigueur.*

*Mais il ne s'agit pas seulement d'un problème de pure forme. Il faut aussi veiller à ce que l'habitat d'un quartier s'adapte aux besoins de l'époque. Si l'on s'obstine à maintenir une position conservatrice en matière de développement du territoire, la mixité est menacée car seuls des gens qui se ressemblent pourront vivre dans ce quartier. L'outil de planification que constitue le PPAS favoriserait alors la formation de ghettos. Le PPAS doit au contraire prendre en compte l'évolution sociologique du territoire et intégrer les problématiques économiques, sociales, environnementales et énergétiques qui ne pouvaient évidemment être prises en considération dans un texte établi et voté par le Conseil communal en 1957.*

*Le Collège n'a pas la prétention d'affirmer de façon absolue comment la situation doit évoluer mais estime qu'il convient à présent d'interroger les instances, en l'occurrence Perspective Brussels et Bruxelles-Environnement, sur l'opportunité d'objectifs généraux, avant, dans une seconde phase, de travailler avec les habitants du quartier sur les éventuelles modifications du PPAS qui seraient pertinentes.*

*L'objectif poursuivi par le Collège est décrit de façon exhaustive dans le projet de décision, amendé suite aux demandes émises au sein du Conseil communal. M. l'Echevin Biermann regrette qu'en dépit de la prise en compte de ces demandes, certains mandataires veulent s'en tenir aux décisions prises par le Conseil communal en 1957.*

**M. Cools** signale à M. Hayette que l'avis sollicité n'est pas purement formel mais porte sur une série d'objectifs bien définis, tels que la densification ou la modification des fonctions c.à.d., par exemple, la remise en cause potentielle de la suppression d'un certain nombre de zones vertes non construites, etc.

*M. Cools estime que, contrairement à l'objectif affiché, la politique suivie par M. l'Echevin Biermann va organiser la disparition de la mixité. En effet, le PPAS actuel assure la mixité dans le quartier puisqu'il garantit la coexistence de maisons unifamiliales avec des immeubles à appartements. Mais si l'on permet la division des maisons unifamiliales, il n'y aura plus que des immeubles à appartements.*

*Le fait que le PPAS se cantonne à la définition d'un certain nombre d'éléments (gabarits, emprise au sol, affectations, densité,...) ne signifie pas que les critères environnementaux, certes pas toujours très manifestes dans les années 50, n'étaient pas, ne sont pas et ne seront pas pris en compte. C'est notamment le cas de la performance énergétique des bâtiments (PEB).*

*M. Cools ne saisit pas bien la volonté de densifier un quartier qui est loin d'être le moins dense de la commune, à moins que l'intention réelle ne consiste à régulariser certaines situations. Il eût sans doute été plus pertinent d'accorder la priorité aux zones qui ne relèvent pas d'un PPAS.*

**M. Hayette** ne veut surtout pas entrer dans une polémique avec M. Cools, dont il ne conteste pas l'expertise dans le domaine de l'urbanisme.

*Mais il conclut de la simple lecture du document qu'il s'agit à ce stade non de juger le PPAS mais de mener une enquête.*

*Il estime donc qu'il convient de laisser ce processus se poursuivre, et puis de discuter sereinement de l'évolution de ce PPAS, en y ajoutant un critère social.*

**M. De Bock** précise que le texte qu'il a cité est bien un arrêt, en l'occurrence l'arrêt n° 249-109 du 18 janvier 2021 de la section du Contentieux administratif du Conseil

*d'Etat, et non un rapport de l'Auditeur du Conseil d'Etat.*

*M. De Bock conteste aussi la réalité de l'intention, affirmée en commission, d'intégrer les changements suggérés par l'opposition. En effet, lorsqu'on passe de « la suppression de la destruction des villas pour construire des immeubles à appartements » à la « limitation » de cette même suppression, il apparaît clairement que la prétendue volonté de sauvegarder le bâti est pour le moins édulcorée.*

*M. De Bock redoute que l'objectif de densification n'en vienne à favoriser la spéculation immobilière, déjà manifeste sur cet îlot.*

**M. Desmet** rappelle que M. De Bock s'était prononcé naguère en faveur du fractionnement des immeubles de la chaussée d'Alseberg afin de revaloriser ce secteur et d'assurer le maintien d'un habitat au cœur d'un quartier qui avait tendance à se déprécier.

**Mme Van Offelen** rappelle que, lors de la réunion de la commission, M. l'Echevin Biermann s'est engagé à consulter le comité de quartier Bosveldweg, dont le territoire est couvert par le PPAS considéré.

*Suite à cette réunion très constructive, le comité de quartier a envoyé un courrier à M. l'Echevin Biermann pour marquer son accord sur une méthodologie associant le comité à toutes les étapes du processus.*

*Les riverains de toutes les voiries concernées seront associés au travail de fond visant à préserver la qualité du quartier grâce à la fixation de balises, notamment celles suggérées par MM. Cools et De Bock.*

**M. De Bock** réplique à M. Desmet que le PPAS de la chaussée d'Alseberg ne peut être comparé à celui dont on discute à présent. Le PPAS de la chaussée d'Alseberg permettant le déploiement d'immeubles à appartements sans qu'il soit nécessaire de le modifier, les deux situations ne sont pas similaires.

*M. De Bock précise aussi que c'est à son initiative ainsi qu'à celle de M. Cools que M. l'Echevin Biermann a été invité à consulter le comité de quartier lors de la commission du mois dernier.*

**M. Cools** dénonce un conflit d'intérêt dans le chef de Mme Van Offelen, dans la mesure où elle est à la fois secrétaire du comité de quartier et membre du Conseil communal.

*Il rappelle à cet égard que les statuts de l'Association des comités de quartier d'Uccle (ACQU) mentionnent une incompatibilité entre la fonction de conseiller communal et celle d'administrateur dans un comité.*

*Quant à la lettre à laquelle Mme Van Offelen fait allusion, et dont elle sans doute le principal auteur sans qu'il n'y ait eu une approbation de la part des organes du comité de quartier, c'est en quelque sorte « le MR qui écrit au MR ».*

*Mme van Offelen devrait choisir dans quelle instance elle entend siéger !*

**Mme Czekalski** estime au contraire qu'il est très sain que les élus s'efforcent d'aller à la rencontre des citoyens, d'établir un contact avec leurs voisins, à une époque où on reproche souvent aux mandataires politiques d'être déconnectés du terrain.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 34 votes positifs, 3 votes négatifs, 1 abstention.

*Non : Hans Marcel Joos Van de Caeter, Eric Sax, Véronique Lederman-Bucquet.*

*Abstention : Marc Cools.*

---

**Wijziging van BBP 15bis.- Fase van de uitwerkingsprocedure : Wijziging van BBP 15bis, vraag naar voorafgaand advies aan perspective.brussels en**

**Leefmilieu Brussel over de geschiktheid om het plan te wijzigen en over de noodzaak van een milieueffectenrapport.- Projectontwerper : Dienst Stedenbouw - Cel Planning.- uitstel van 25/05/2023**

De Raad,

Gelet op Bijzonder Bestemmingsplan nr. 15, goedgekeurd bij koninklijk besluit op 4 december 1954, inzake de inrichting van het huizenblok afgebakend door de Edith Cavellstraat, de Montjoielaan, de Churchillrotonde, de Léo Erreralaan en de Roberts Jonesstraat;

Gelet op de wijziging van de voorschriften van dit plan (plan nr. 15bis), goedgekeurd bij koninklijk besluit op 13 augustus 1957;

Overwegende dat het grootste deel van de percelen van het huizenblok bebouwd werd sinds de inwerkingtreding van het plan;

Overwegende dat het plan geleid heeft tot de afgifte van twee verkavelingsvergunningen, die zich beroepen op de bepalingen van het geldende plan;

Gelet op de evolutie van het stedelijk milieu sinds de inwerkingtreding van Bijzonder Bestemmingsplan nr. 15 en de wijziging ervan (plan nr. 15bis) en het feit dat het plan het voorwerp uitgemaakt heeft van evaluaties in 1997 (basisdossier van het Gemeentelijk Ontwikkelingsplan) en in 2012 (analyse van de verenigbaarheid van het Bijzonder Bestemmingsplan met het hogere plan door het erkend bureau BRAT);

Overwegende de doelstellingen van het Gewestelijk Plan voor Duurzame Ontwikkeling en de evolutie van het in aanmerking nemen van de milieudimensie en van de evolutie van de woonfunctie in de stedenbouwkundige plannen en verordeningen;

Overwegende dat een wijziging van het plan het mogelijk zou maken dit deel van het grondgebied volkomen in deze optiek te doen passen;

Overwegende dat artikel 188, § 11 van het BWRO, dat speciale regelen van openbaarmaking oplegt wegens het hogere plan in de bijzondere bestemmingsplannen goedgekeurd voor 29 juni 2011, van toepassing is op het huizenblok dat door het plan geregeld wordt en dat de wijziging ervan het mogelijk zal maken over te gaan tot een aanzienlijke administratieve vereenvoudiging voor de aanvragen die er ingediend moeten worden;

Overwegende het verschil in oppervlakte en configuratie tussen het sportgebied van het geldende Bijzonder Bestemmingsplan en die van het gebied voor voorzieningen van collectief belang of van openbare diensten van het Gewestelijk Bestemmingsplan; Gelet op de begeleidende nota opgesteld door de cel Planning van de dienst Stedenbouw, die besluit tot de gegrondheid om over te gaan tot een wijziging van het plan om het volkomen te doen passen in de huidige stedenbouwkundige en milieukundige bezorgdheden,

Beslist, op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen :

- de wijziging van Bijzonder Bestemmingsplan nr. 15 (koninklijk besluit van 4 december 1954) en van de wijziging van de voorschriften ervan (plan nr. 15bis - koninklijk besluit van 13 augustus 1957) in de huidige perimeter aan te vatten;
- de wijziging van het geldende plan in het kader van de volgende doelstellingen te doen passen, die de essentiële gegevens van het nieuwe plan moeten bepalen :

1. de inschrijving van het plan in de thematische doelstellingen van het Gewestelijk Plan voor Duurzame Ontwikkeling voor dit deel van het grondgebied;
2. de evaluatie van de bouwgebieden en van het potentieel voor de uitbreiding van het gebouwenbestand of zelfs het verminderen van bouwgebieden ten gunste van buitenruimtes;
3. de vrijwaring van het patrimonium met bescherming van de patrimoniale elementen van de gevels en daken;

4. de beperking van de mogelijkheid tot afbraak van de villa's om appartementsgebouwen te bouwen (ten noorden van de Edith Cavellstraat);
5. de verduidelijking van de bestemmingen per bestemmingsgebied;
6. het behoud van de woonbestemming voor het huizenblok door de mogelijkheid te bestuderen om gemengde functies in te voeren, net als de mogelijkheid om professionele plaatsen bij de woningen, buurtwinkels en/of diensten te vestigen langs de Edith Cavellstraat en de Montjoielaan (voormalige post);
7. de volledige analyse van de mogelijkheid of niet om de grote huizen te verdelen door kwalitatieve woningen te garanderen;
8. de genuanceerde reflectie over de behoeften aan traditionele parkeerplaatsen en de ontwikkeling van nieuwe mobiliteitsgewoontes gebaseerd op de actieve verplaatsingswijzen;
9. de afstemming van de configuratie van het perceel voor sportdoeleinden van het Bijzonder Bestemmingsplan op die van het gebied voor voorzieningen van collectief belang of van openbare diensten van het Gewestelijk Bestemmingsplan en de eventuele aanpassing van het bestemmingsvoorschrift ten opzichte van de evolutie van de behoeften in termen van voorzieningen (sportactiviteiten indoor, samenhangende welzijnsdisciplines, bijkomstige functies, opening van het gebied voor voorzieningen van een of andere aard, ...);
10. de noodzaak tot aanpassing of niet van de voorschriften van de twee geldende verkavelingsvergunningen zodat ze de uitvoering van de voorschriften van het nieuwe plan en de toepassing van artikel 123 van het BWRO mogelijk maken;
11. de bescherming van de achteruitbouwstroken en de binnenterreinen van de huizenblokken, de kwalitatieve analyse van het groenscherm en de ontwikkeling van de biodiversiteit in het huizenblok, als verbinding met het groen netwerk in het noorden van het gemeentelijk grondgebied met de inschrijving van een beschermingsgebied van de bomen;
12. de mogelijkheid tot thermische isolatie van de gebouwen met naleving van de typologieën en bouwkundige kenmerken;
13. de evaluatie, genuanceerd voor dit huizenblok, van de normen van de parkeerproblematiek op basis van de evolutie van de behoeften;
14. de inrichting van de openbare ruimtes door er meer planten in te integreren, de doorlatendheid van de bodems en de integratie van de actieve verplaatsingswijzen;

- de cel Planning van de dienst Stedenbouw aan te duiden als projectontwerper van de wijziging van het plan en te achten dat de wijziging van het plan op het eerste gezicht en op basis van de intentienota en de doelstellingen niet het voorwerp moet uitmaken van een MER;

- later, via een overheidsopdracht waarvan de omvang en de opdrachten bepaald zullen worden zodra alle parameters van de studie gekend zijn, een beroep te doen op de diensten van een studiebureau gespecialiseerd in stedenbouw voor de aspecten van aanvullende expertises bovenop de opdracht van de dienst Stedenbouw (waaronder onder andere en niet limitatief de staat van het huizenblok, thematische wetenschappelijke expertises, de opmaak en de opvolging van de procedure van het eventuele MER indien dit vereist zou zijn);

- op basis van de begeleidende nota bij de onderhavige beraadslaging het voorafgaand advies van perspective.brussels te vragen, geregeld door artikel 44, § 1 en 44, § 2 van het BWRO wat betreft de geschiktheid om het plan te wijzigen;

- op basis van de begeleidende nota bij de onderhavige beraadslaging het advies van Leefmilieu Brussel (BIM) te vragen, geregeld door artikel 44, § 1 en 44, § 3 van het



BWRO wat betreft de noodzaak om de wijziging van het plan al dan niet te vergezellen van een milieueffectenrapport.

**Schepen Biermann** legt uit dat dit een inleidende nota was om met twee instanties, *Perspective Brussels en Leefmilieu Brussel*, na te gaan of BBP nr. 15bis moet worden gewijzigd.

*De doelstellingen zijn teruggebracht van 14 naar 13 ingevolge de integratie van de opmerkingen van de commissie van vorige maand en de werkgroep van vorige week.*

*De belangrijkste doelstellingen zijn het behoud van het erfgoed en de aanpassing van de woningen in dit huizenblok aan de realiteit van onze tijd, aangezien de zeer oude terminologie van dit BBP uit de jaren '50 niet meer overeenkomt met die van de huidige regelgeving en tot interpretatieproblemen heeft geleid.*

*Het college stelt daarom voor dat de gemeenteraad de gepastheid van deze wijziging voorlegt aan de twee bovenvermelde instanties alvorens met de wijkcomités aan de slag te gaan. Het zal zelf onderworpen worden aan een openbaar onderzoek en aan de overlegcommissie.*

**M. Cools** is verheugd over het feit dat het ontwerp van de beraadslaging en de technische nota een aantal voorzichtige wijzigingen bevatten.

*Maar ondanks deze positieve elementen is Uccle en avant helemaal niet overtuigd van de noodzaak om een procedure tot herziening van BBP nr. 15bis op te starten.*

*Bijna de helft van het gemeentelijk grondgebied valt onder BBP's en sinds het einde van de jaren '70 is het constante beleid, ongeacht de meerderheid - en alle politieke partijen die in de raad zetelen waren ooit in de meerderheid - om alles in het werk te stellen om een zo laag mogelijke dichtheid te bereiken.*

*Volgens de h. Cools zou toezeggen om woningen te splitsen neerkomen op het gevaarlijk openen van een doos van Pandora, die mogelijkheden zou bieden voor vermogenswinst voor vastgoedbedrijven zonder dat woningen toegankelijker worden voor een hele reeks groepen en zonder dat ook maar iets wordt bijgedragen aan de bescherming van het erfgoed. Dit kan beter worden gegarandeerd wanneer het Gewest een definitieve inventaris van het erfgoed heeft opgesteld.*

*Bovendien ondermijnt de mogelijkheid om verkavelingsvergunningen te wijzigen de rechtszekerheid ervan en dreigt dit nadelig te zijn voor de betrokken bewoners, die binnen een bepaald kader aankopen hebben gedaan.*

*Volgens de h. Cools zou het BBP-mechanisme meer gerechtvaardigd zijn voor het Instituut Pasteur dan voor de woningen ten noorden van de Edith Cavellstraat. Hoewel het Instituut Pasteur in een Natura 2000-gebied is geplaatst, blijft het aandeel bouwgrond in het gebied aanzienlijk.*

*Aangezien de nationale wetenschappelijke instellingen inzake volksgezondheid gegroepeerd worden rond het Erasmusziekenhuis en er voor het instituut in de Groeselenbergstraat een BBP bestaat dat de bepalingen in geval van verhuizing vastlegt, zouden er gelijkaardige mechanismen moeten worden ingevoerd om de controle te behouden over de site in kwestie, of over de terreinen langs de Horzelstraat die het Gewest van de NMBS heeft verworven, of over de terreinen van de NMBS in Moensberg op de kruising van lijnen 26 en 124. In elk geval zouden dit doelstellingen zijn met een veel hogere prioriteit voor het BBP.*

*De h. Cools heeft ook zijn bezorgdheid geuit over de mogelijkheid om het statuut van de sportzone die in het geografisch gebied van het BBP is opgenomen, te herzien, aangezien de sportterreinen in Ukkel alleen in stand konden worden gehouden dankzij de bescherming via het GBP of BBP's.*

*Om al deze redenen zal Uccle en avant tegen dit punt stemmen, waarbij de h. Cools ervoor kiest om zich te onthouden om ervoor te zorgen dat dit debat in het proces-verbaal van de zitting wordt opgenomen.*

**De h. De Bock** is het volledig eens met de standpunten van de h. Cools, die veel

ervaring heeft op dit gebied omdat hij jarenlang schepen van Stedenbouw is geweest. De h. De Bock heeft zelf in de commissie zijn ongenoegen over deze kwestie geuit. In tegenstelling tot wat er in de commissie is gezegd, namelijk dat er nooit BBP's zijn voor particuliere gevallen, wordt er in de nota alleen gesproken over particuliere gevallen.

In het geval van de sportzone bijvoorbeeld zijn de BBP-voorschriften geschrapt om het GBP te kunnen toepassen maar gezien het minder restrictieve karakter van de GBP-voorschriften is er een groter risico op een toename van woningbouw in de toekomst, zelfs op nevenbasis.

In feite heeft de h. De Bock de indruk dat er een poging wordt gedaan om een hele reeks stedenbouwkundige inbreuken te regulariseren door het BBP te wijzigen, en hij haalt een uitspraak van de Raad van State aan in de zaak Edith Cavellstraat om zijn standpunt te staven.

Ook al heeft de Raad van State de aanvrager en de gemeente meermaals in het ongelijk gesteld, toch zijn we alles aan het vergunnen. Bovendien voorziet de nieuwe vergunning die werd ingediend in grotere bouwprofielen dan die welke aanvankelijk werden vermeld, met een eengezinswoning met een extra verdieping en zelfs een kelderwoning, en bestemd om te worden opgesplitst zodra het BBP is gewijzigd.

DéFI is voorstander van verdichting maar niet op deze manier.

**De h. Hayette** is van mening dat het in dit stadium van de procedure nuttig zou zijn om vooraf te beschikken over het advies van Perspective Brussels en Leefmilieu Brussel, vooral omdat de adviezen van deze twee instanties als referentie kunnen dienen, niet alleen voor BBP nr. 15 bis, maar voor alle BBP's die in de toekomst eventueel gewijzigd worden.

Volgens de h. Hayette is het normaal dat BBP's evolueren om rekening te houden met sociologische veranderingen en de wensen van de bewoners.

Hoewel de sociologische structuren en geografische kenmerken van wijk tot wijk verschillen, zou het misschien goed zijn om na te denken over de ontwikkeling van identieke criteria voor alle wijken, die het respect voor het milieu, de bescherming van erfgoedwaarden en sociale diversiteit zouden garanderen, om het fenomeen van "gentrificatie" te vermijden.

Hoewel Ukkel beschouwd wordt als een van de groenste gemeentes van Brussel, is het aantal wooncomplexen sinds het begin van het mandaat toegenomen. Gemeenteraadsleden moeten dit goed in de gaten houden om ervoor te zorgen dat projectontwikkelaars en speculanten, in hun zoektocht naar een rendement van 20%, de middenklasse niet naar de rand van de stad verdringen.

De h. Hayette wijst erop dat je voor het kopen van een huis in Ukkel een bruto maandsalaris van € 7.500 nodig hebt.

Nadat hij in de commissie had gehoord dat er een vergunning was voor het Brahygebouw, vond de h. Hayette dat het beter zou zijn om beslissingen over de wijk uit te stellen totdat het nieuwe BBP is aangenomen.

**Schepen Biermann** was het met de h. Hayette eens.

Een BBP is bedoeld om de ontwikkeling van een gebied voor de toekomst te plannen. Daarom kan het niet onveranderd blijven, bevroren in het kader dat de gemeenteraad in de jaren '50 heeft vastgesteld, maar moet het worden aangepast.

De door de h. De Bock aangehaalde tekst is geen arrest van de Raad van State maar een verslag van de auditeur van deze rechtbank, waarin termen uit het BBP worden gebruikt, met name het begrip "maison isolée". De term "maison" wordt echter niet meer gebruikt in het BWRO, de GSV, Good Living, het GBP of recentere BBP's. Op een gegeven moment moet de terminologie dus overeenkomen met de regelgeving die momenteel van kracht is.

Maar dit is niet alleen een vormprobleem. We moeten er ook voor zorgen dat de

woningen in een wijk aangepast zijn aan de behoeften van de tijd. Als we blijven vasthouden aan een conservatieve houding op het gebied van ruimtelijke ordening, komt de mix in gevaar, omdat er dan alleen mensen in de wijk kunnen wonen die op elkaar lijken. Het planningsinstrument dat het BBP vertegenwoordigt, zou dan de vorming van getto's aanmoedigen. Het BBP moet daarentegen rekening houden met de sociologische evolutie van de wijk en economische, sociale, milieu- en energievraagstukken integreren, waarmee uiteraard geen rekening kon worden gehouden in een tekst die in 1957 door de gemeenteraad werd opgesteld en goedgekeurd.

Het college beweert niet dat het in staat is om in absolute termen te zeggen hoe de situatie zou moeten evolueren maar meent dat het nu aangewezen is om de autoriteiten (Perspective Brussels en Leefmilieu Brussel) te vragen naar de gepastheid van algemene doelstellingen, alvorens in een tweede fase samen met de bewoners van de wijk te werken aan eventuele relevante wijzigingen van het BBP.

Het door het college nagestreefde doel wordt volledig beschreven in het ontwerpbesluit dat werd gewijzigd ingevolge de verzoeken van de gemeenteraad. Schepen Biermann betreurt dat bepaalde vertegenwoordigers, ondanks het feit dat met deze verzoeken rekening is gehouden, willen vasthouden aan de beslissingen die in 1957 door de gemeenteraad werden genomen.

**De h. Cools** wijst de h. Hayette erop dat het gevraagde advies niet louter formeel van aard was maar betrekking had op een reeks welomschreven doelstellingen, zoals verdichting of functiewijzigingen, ofwel, bijvoorbeeld de mogelijke vraagtekens bij de opheffing van een bepaald aantal onbebouwde groene zones enz.

De h. Cools is van mening dat, in tegenstelling tot het gestelde doel, het beleid van schepen Biermann zal leiden tot het verdwijnen van gemengde ontwikkeling. In feite zorgt het huidige BBP voor een gemengde wijk door het naast elkaar bestaan van eengezinswoningen en appartementsgebouwen te garanderen. Maar als eengezinswoningen mogen worden opgesplitst, blijven er alleen appartementsgebouwen over.

Het feit dat het BBP zich beperkt tot het definiëren van een aantal elementen (bouwprofielen, grondinneming, bestemming, dichtheid enz.) betekent niet dat er geen rekening werd, wordt en zal worden gehouden met milieucriteria, die in de jaren 1950 zeker niet altijd even vanzelfsprekend waren. Dit geldt met name voor de energieprestaties van gebouwen (EPB).

De h. Cools begrijpt niet waarom men een wijk wil verdichten die bepaald niet het minst dichtbebouwde gebied van de gemeente is, tenzij men bepaalde situaties echt wil regulariseren. Het zou waarschijnlijk beter zijn geweest om voorrang te geven aan gebieden die niet onder een BBP vallen.

**De h. Hayette** wil geen polemieek aangaan met de h. Cools, wiens deskundigheid op het gebied van stedenbouw hij niet betwist.

Maar alleen al bij het lezen van het document concludeert hij dat het in dit stadium niet gaat om het beoordelen van het BBP maar om het uitvoeren van een onderzoek.

Hij is dan ook van mening dat het proces moet worden voortgezet en dat er vervolgens een serene discussie moet komen over de evolutie van het BBP, met toevoeging van een sociaal criterium.

**De h. De Bock** wijst erop dat de tekst die hij citeert in feite een arrest is, in dit geval arrest nr. 249-109 van 18 januari 2021 van de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State en geen verslag van de auditeur van de Raad van State.

De h. De Bock betwist ook de realiteit van het voornemen, uitgesproken in de commissie, om de door de oppositie voorgestelde wijzigingen op te nemen. Wanneer we namelijk van "het afschaffen van de vernietiging van villa's om er

*appartementengebouwen van te maken" naar "het beperken" van diezelfde afschaffing gaan, is het duidelijk dat de vermeende wens om de bebouwde omgeving te beschermen op zijn zachtst gezegd verwaterd is.*

*De h. De Bock vreest dat de beoogde verdichting vastgoedspeculatie in de hand zal werken, wat in dit blok al duidelijk is.*

***De h. Desmet** wijst erop dat de h. De Bock zich eerder heeft uitgesproken voor een opsplitsing van de gebouwen van de Alsebergsesteenweg om deze sector op te waarderen en woningen te behouden in het hart van een wijk die de neiging heeft te devalueren.*

***Mevr. Van Offelen** herinnert ons eraan dat schepen Biermann tijdens de vergadering van de commissie heeft toegezegd het wijkcomité Bosveldweg te raadplegen, waarvan het gebied onder het BBP in kwestie valt.*

*Na deze zeer constructieve vergadering stuurde het wijkcomité een brief naar schepen Biermann om aan te geven akkoord te gaan met een methodologie waarbij het comité bij alle fases van het proces wordt betrokken.*

*Bewoners van alle betrokken wegen zullen worden betrokken bij het fundamentele werk om de kwaliteit van de wijk te behouden door bakens vast te stellen, met name de bakens die zijn voorgesteld door de h. Cools en de h. De Bock.*

***De h. De Bock** antwoordt de h. Desmet dat het BBP voor de Alsebergsesteenweg niet kan worden vergeleken met het BBP dat hier wordt besproken. Aangezien het BBP van de Alsebergsesteenweg de bouw van appartementengebouwen toelaat zonder dat deze moeten worden gewijzigd, zijn de twee situaties niet vergelijkbaar.*

*De h. De Bock wijst er ook op dat het op zijn initiatief en dat van de h. Cools was dat schepen Biermann werd uitgenodigd om het wijkcomité te raadplegen tijdens de commissie van vorige maand.*

***De h. Cools** hekelt het belangenconflict van mevr. Van Offelen, omdat zij zowel secretaris van het wijkcomité als lid van de gemeenteraad is.*

*Hij wees erop dat in de statuten van de Association des comités de quartier d'Uccle (ACQU) staat dat de functie gemeenteraadslid onverenigbaar is met de functie bestuurslid van een comité.*

*Wat betreft de brief waar mevr. Van Offelen naar verwijst, en die zij ongetwijfeld zonder toestemming van het wijkcomité heeft geschreven, is het in zekere zin "de MR die aan de MR schrijft".*

*Mevr. van Offelen moet kiezen in welk orgaan ze wil zetelen!*

***Mevr. Czekalski** is van mening dat het heel gezond is voor de verkozenen om zich in te spannen om burgers te ontmoeten en contact te leggen met hun burens, in een tijd waarin politieke mandatarissen vaak worden bekritiseerd omdat ze geen voeling hebben met het terrein.*

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 34 positieve stemmen, 3 negatieve stemmen, 1 onthouding.

*Nee : Hans Marcel Joos Van de Cauter, Eric Sax, Véronique Lederman-Bucquet.*

*Onthouding : Marc Cools.*

*1 annexe / 1 bijlage*

*Note d'accompagnement juin 2023.pdf*

## Régie foncière - Grondregie

22.06.2023/A/0010 **Régie foncière.- Approbation des comptes de la Régie foncière pour l'exercice 2022.**

Le Conseil,  
Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales;  
Considérant que le service a transmis les comptes annuels de la Régie foncière pour l'exercice 2022;  
Considérant qu'ils comprennent le compte budgétaire, le compte de résultats et le bilan et qu'ils sont accompagnés d'un rapport qui représente les résultats des comptes;  
Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,  
Décide d'approuver les comptes annuels 2022 de la Régie foncière.

***M. Hayette** estime que le Collège devrait promouvoir une politique plus volontariste en matière de logement social.*

***M. Cools** rappelle que le groupe Uccle en avant a voté contre le budget de la Régie foncière, en raison du manque d'ambition de cet organisme en matière de logement et de rénovation urbaine.*

*Dès lors, il est normal qu'il n'en approuve pas les comptes, qui sont la traduction des prévisions du budget dans la réalité.*

*Mais étant donné que les comptes comportent des éléments d'ordre purement administratif, un vote négatif ne se justifie pas non plus.*

*Le groupe Uccle en avant opte donc pour l'abstention.*

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 34 votes positifs, 4 abstentions.

*Abstentions : Eric Sax, Marc Cools, Véronique Lederman-Bucquet, Hans Marcel Joos Van de Cauter.*

---

**Grondregie.- Goedkeuring van de rekeningen van de Grondregie voor het dienstjaar 2022.**

De Raad,  
Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven;  
Overwegende dat de dienst de jaarrekeningen van de Grondregie voor het dienstjaar 2022 heeft overgemaakt;  
Overwegende dat ze de begrotingsrekening, de resultatenrekening en het balans bevatten, en dat er een verslag aan wordt bijgevoegd, dat de resultaten van de rekeningen vertegenwoordigt;  
Op voorstel van het College der Burgemeester en schepenen,  
Beslist de jaarrekeningen van de Grondregie voor het dienstjaar 2022 goed te keuren.

***De h. Hayette** vindt dat het college een proactiever sociaal huisvestingsbeleid moet promoten.*

***De h. Cools** herinnert eraan dat Uccle en avant tegen de begroting van de Grondregie heeft gestemd vanwege het gebrek aan ambitie van deze instantie op het gebied van huisvesting en stadsvernieuwing.*

*Het is dan ook begrijpelijk dat zij de rekeningen, de weerspiegeling van deze*

*begroting in de realiteit, niet goedkeurt.*

*Maar aangezien de rekeningen louter administratieve elementen bevatten, is een negatieve stem ook niet gerechtvaardigd.*

*Uccle en avant zal zich daarom onthouden.*

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 34 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

*Onthoudingen : Eric Sax, Marc Cools, Véronique Lederman-Bucquet, Hans Marcel Joos Van de Cauter.*

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Explications compte régie 2022.pdf, Compte 2022.pdf*

---

## **Propriétés communales - Gemeente-eigendommen**

22.06.2023/A/0011 **Propriétés communales.- Rue Jean Benaets et chaussée de Saint-Job.- Création d'un chemin vicinal.- Echange de deux parcelles avec une copropriété privée.- Accord sur le principe et fixation des conditions.- Recette extraordinaire.- Recours à un notaire.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale en particulier l'article 232;

Vu la circulaire du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-capitale, datée du 22 décembre 2015, relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles;

Vu le plan particulier d'aménagement numéro 55 "Quartier Saint-Job - Benaets";

Vu le plan général d'alignement adopté définitivement par le Conseil communal, en séance du 24 juin 2021, en vue de créer un chemin vicinal accessible aux piétons et cyclistes, et reliant la Chaussée de Saint-Job à la rue Jean Benaets;

Considérant que le PPA n° 55 autorise la création de deux cheminements pour piétons, tous deux démarrant à la chaussée de Saint Job, l'un se dirigeant vers le plateau Avijl en contournant par l'ouest l'immeuble sis aux numéros 91 à 97 de la rue Jean Benaets, l'autre aboutissant à proximité du rond-point de la rue Jean Benaets en contournant les mêmes immeubles par l'est;

Que la rue Jean Benaets est sujette à une très importante circulation automobile à certaines heures, du fait de la présence d'une école fondamentale et d'une crèche ainsi que de nombreux logements, entre autres dans les immeubles à appartements situés au bout de cette artère;

Que la rue Jean Benaets est une voie sans issue impliquant dès lors une circulation à double sens difficilement compatible avec la nécessité d'y autoriser du stationnement automobile;

Que les contraintes énoncées ci-avant ne permettent pas une circulation sûre à bicyclette;

Considérant que le tronçon de la chaussée de Saint-Job situé entre la rue de Wansijn et la rue Jean Benaets est souvent également fortement embouteillé;

Considérant que ce tronçon est dangereux et inconfortable pour les usagers faibles (piétons et cyclistes), que la chaussée y est étroite, tout comme les trottoirs, qu'il est malaisé de s'y croiser à plusieurs endroits;

Qu'il existe déjà un sentier piéton reliant la chaussée de Saint-Job à l'école maternelle, mais qu'il n'existe aucune possibilité de poursuivre son chemin vers la rue Jean

Benaets et a fortiori l'école primaire et la crèche depuis le parking communal récemment construit sur le terrain situé entre les numéros 643 et 665 de la chaussée de Saint-Job;

Considérant que prolonger et élargir le chemin existant jusqu'à la rue Jean Benaets permettrait d'offrir une connexion attractive et confortable tant aux piétons qu'aux cyclistes;

Considérant qu'elle permettrait en effet aux piétons d'éviter les trottoirs extrêmement étroits de ce tronçon de la chaussée de Saint-Job, aux cyclistes de ne pas se retrouver englués dans la circulation automobile, aux parents d'élèves de stationner leur véhicule sur le nouveau parking public - où des emplacements de stationnement « courte durée » pourraient être créés à cette fin - et d'amener leurs enfants à pied jusqu'à l'école primaire ou à la crèche communale;

Considérant que la création de ce chemin se révèle indispensable à l'amélioration de la mobilité et, partant, à la tranquillité des riverains de la rue Jean Benaets;

Considérant qu'en séance du 28 juin 2021, le Conseil communal a approuvé définitivement le plan général d'alignement pour la voirie cyclo-pédestre;

Considérant qu'après négociations, les copropriétaires de la "Résidence Carloo II" réunis en assemblée générale ordinaire, le 28 mars 2023, ont accepté la proposition faite par la Commune d'Uccle, en date du 13 octobre 2022, qui consiste à acheter une partie de la parcelle de terrain, pour une superficie d'après mesurage de 54 m<sup>2</sup>, leur appartenant, en échange de la vente à ces mêmes indivisaires de la totalité de la parcelle d'une superficie d'après mesurage égale à 297 m<sup>2</sup>, correspondant à un terrain vague en pente situé entre l'arrière de l'immeuble à appartements, le chemin actuel et le parking public communal accessible par la chaussée de Saint-Job;

Que la parcelle de 54 m<sup>2</sup> ci-avant, cadastrée sous le n° 193 g (partie), a été estimée à 5.400,00 € par le Comité d'acquisition régional, dans son rapport d'expertise du 29 septembre 2021;

Que la parcelle de 297 m<sup>2</sup> ci-avant, cadastrée sous le n° 193 p (partie), a été estimée à 27.000,00 € par le Comité d'acquisition régional, dans son rapport d'expertise du 21 septembre 2022;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide :

- d'acquérir de l'association des copropriétaires de la "Résidence Carloo II", sise rue Jean Benaets, 91-93, pour cause d'utilité publique, une partie de la parcelle cadastrée dans la 2ème division, section D, sous le numéro 193 g, d'une superficie de 54 ca (54 m<sup>2</sup>), en échange de l'aliénation de la parcelle appartenant à la Commune d'Uccle, cadastrée dans la 2ème division, section D, sous le numéro 193 p, d'une superficie de 2 a 97 ca (297 m<sup>2</sup>);
- de fixer les prix totaux et définitifs suivants pour cette opération: 5.400,00 € (cinq mille quatre cents euros) pour la bande de terrain à acquérir de l'ACP "Résidence Carloo II", contre 27.000 € (vingt-sept mille euros) pour la parcelle communale à vendre à l'ACP "Résidence Carloo II", soit une soulte de 21.600 € (vingt et un mille six cents euros) en faveur de la Commune d'Uccle;
- d'imputer la recette extraordinaire à l'article 124/761-60/87 du budget communal, à créer lors des prochaines modifications budgétaires de 2023;
- de recourir à un notaire de résidence à Uccle pour établir le projet de compromis et passer l'acte authentique.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Gemeente-eigendommen.- Jean Benaetsstraat en Sint-Jobsesteenweg.- Aanleg van een ringweg.- Ruil van twee percelen met een particulier mede-eigendom.-**

## **Principiële overeenkomst en vastlegging van de voorwaarden.- Buitengewone ontvangst.- Beroep op een notaris.**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 232;

Gelet op de omzendbrief van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 december 2015 betreffende de verwerving of vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten inzake onroerende goederen;

Gelet op bijzonder bestemmingsplan nummer 55 "Quartier Saint-Job - Benaets";

Gelet op het algemeen rooilijnplan dat definitief is goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 24 juni 2021, met het oog op de aanleg van een buurtweg die toegankelijk is voor voetgangers en fietsers en die de Sint-Jobsesteenweg verbindt met de Jean Benaetsstraat;

Aangezien BPA nr. 55 de aanleg van twee voetgangerswegen toestaat, die allebei starten in de Sint-Jobsesteenweg, de ene loopt richting het Avijlplateau en loopt via het westen rond het gebouw gelegen op nummer 91 tot 97 van de Jean Benaetsstraat, de andere eindigt dicht bij de rotonde van de Jean Benaetsstraat en loopt via het oosten rond dezelfde gebouwen;

Aangezien de Jean Benaetsstraat onderhevig is aan zeer druk autoverkeer, in het bijzonder op bepaalde uren op weekdays, wegens de aanwezigheid van een basisschool en een kinderdagverblijf alsook van talrijke woningen, onder andere in de appartementsgebouwen aan het einde van deze straat;

Aangezien de Jean Benaetsstraat een doodlopende straat is, wat bijgevolg verkeer in beide richtingen inhoudt, wat moeilijk verenigbaar is met de noodzaak om er parkeerplaatsen voor auto's toe te staan;

Aangezien de voornoemde belastende factoren geen veilig fietsverkeer mogelijk maken;

Overwegende dat ook het gedeelte van de Sint-Jobsesteenweg tussen de Wansijnstraat en de Jean Benaetsstraat vaak zwaar belast is;

Overwegende dat dit deel gevaarlijk en onaangenaam is voor zwakke weggebruikers (voetgangers en fietsers), dat de rijbaan er erg smal is, net als de trottoirs, dat het er op verschillende plaatsen moeilijk is om elkaar te kruisen;

Aangezien er al een voetgangersweg bestaat die de Sint-Jobsesteenweg met de kleuterschool verbindt, maar dat er geen enkele mogelijkheid bestaat om zijn weg te vervolgen richting de Jean Benaetsstraat en meer bepaald de lagere school en het kinderdagverblijf vanaf de gemeenteparking die onlangs aangelegd werd op het terrein tussen de Sint-Jobsesteenweg 643 en 665;

Overwegende dat de verlenging en uitbreiding van de bestaande weg tot aan de Jean Benaetsstraat het mogelijk zou maken een aantrekkelijke en aangename verbinding te bieden voor voetgangers en fietsers;

Overwegende dat dankzij deze weg voetgangers immers de uiterst smalle trottoirs van dit deel van de Sint-Jobsesteenweg kunnen vermijden, fietsers niet geklemd worden tussen het autoverkeer, ouders van leerlingen hun voertuig kunnen parkeren op de nieuwe openbare parking - waar hiervoor parkeerplaatsen voor kortparkeren gecreëerd zouden kunnen worden - en hun kinderen te voet naar de lagere school of naar het kinderdagverblijf kunnen brengen;

Overwegende dat de aanleg van deze weg onontbeerlijk lijkt voor de verbetering van de mobiliteit en bijgevolg voor de rust van de bewoners van de Jean Benaetsstraat;

Overwegende dat de gemeenteraad in zitting van 28 juni 2021 het algemeen rooilijnplan voor de voetgangers-fietsersweg definitief heeft goedgekeurd;

Overwegende dat, na onderhandelingen, de mede-eigenaars van "Résidence Carloo II", bijeengekomen op een gewone algemene vergadering van 28 maart 2023, het voorstel van de gemeente Ukkel, gedateerd 13 oktober 2022, hebben aanvaard, dat bestaat uit de aankoop van een deel van het perceel, met een oppervlakte na meting



van 54 m<sup>2</sup>, dat hun toebehoort, in ruil voor de verkoop aan dezelfde mede-eigenaars van het gehele perceel met een oppervlakte na meting van 297 m<sup>2</sup>, overeenkomend met een braakliggend hellend terrein gelegen tussen de achterzijde van het appartementsgebouw, de huidige weg en de openbare gemeentelijke parking bereikbaar via de Sint-Jobsesteenweg;

Overwegende dat het bovenvermelde perceel van 54 m<sup>2</sup>, gekadastréerd onder nr. 193 g (gedeelte), door de Gewestelijke Aankoopcomité in haar expertiseverslag van 29 september 2021 is geraamd op € 5.400;

Overwegende dat het bovenvermelde perceel van 297 m<sup>2</sup>, gekadastréerd onder nr. 193 p (gedeelte), door de Gewestelijke Aankoopcomité in haar expertiseverslag van 29 september 2021 is geraamd op € 27.000;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist :

- van de vereniging van mede-eigenaars van "Résidence Carloo II", gelegen aan de Jean Benaetsstraat 91-93, te verwerven ten algemenen nutte, bestaande uit de aanleg van een buurtweg voor voetgangers en fietsers die de Sint-Jobsesteenweg en de Jean Benaetsstraat moet verbinden, een deel van het perceel gekadastréerd 2de afdeling, sectie D, onder nummer 193 g, met een oppervlakte van 54 ca (54 m<sup>2</sup>), in ruil voor de overdracht van het perceel dat toebehoort aan de gemeente Ukkel, gekadastréerd 2de afdeling, sectie D, onder nummer 193 p, met een oppervlakte van 2 a 97 ca (297 m<sup>2</sup>);
- de volgende totale en definitieve prijzen voor deze transactie vast te stellen : € 5.400 (vijfduizend vierhonderd euro) voor de van ACP "Résidence Carloo II" te verwerven strook grond, tegenover € 27.000 (zevenentwintigduizend euro) voor het aan ACP "Résidence Carloo II" te verkopen gemeentelijk perceel, aldus een saldo van € 21.600 (eenentwintigduizend zeshonderd euro) ten bate van de gemeente Ukkel;
- de buitengewone ontvangst te boeken onder artikel 124/761-60/87 van de gemeentebegroting, te creëren bij de volgende begrotingswijzigingen van 2023;
- een beroep te doen op een notaris met residentie in Ukkel om het ontwerp op te stellen en de authentieke akte te verlijden.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*5 annexes / 5 bijlagen*

*2023 PV AG Benaets.pdf, 16\_0096\_01 Rapport estim.CAIR.pdf, 2022 octobre courrier syndic propositions.pdf, 2022 06 15 Plan\_surfaces\_à\_échanger.pdf, 2022 09 21 Rapp. expertise CAIR 16\_0110\_01-parcelle communale.pdf*

---

## DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

### Service vert - Groendienst

22.06.2023/A/0012 **Mise à disposition d'un terrain situé avenue Princesse Paola, 9 à 1180 Uccle dans le cadre de la création d'un vignoble écologique et participatif.- Convention de concession domaniale.**

Le Conseil,

Vu la décision du Collège du 31 mai 2022 de mettre à disposition un terrain communal (jardin Paola) situé avenue Princesse Paola, 9 à 1180 Uccle en vue d'y

implanter une plantation de pieds de vignes;

Vu que le bien occupé sera exclusivement utilisé comme terrain pour cultiver des plantes fruitières, vignes et quelques arbres fruitiers et d'y créer une dynamique de quartier dans un projet à long terme, de créer du lien, de favoriser la convivialité et l'implication des habitants et soutenir la biodiversité au contact du vivant;

Vu que l'occupant s'engage à n'utiliser que des moyens écologiques pour ses cultures;

Vu que l'occupant s'engage à respecter les bonnes relations de voisinage et à respecter la quiétude et le cadre de vie des habitants;

Vu que l'occupant s'engage à utiliser le bien selon la destination donnée et à le conserver en bon état d'entretien;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver la concession domaniale entre l'association « Les Vignerons Urbains » dont le siège social est établi Avenue de la Princesse Paola 9 à 1180 Bruxelles et représentée par Monsieur Marc Elferink et la Commune d'Uccle;

Vu que la concession domaniale a été validée par le service juridique en date du 12 avril 2023,

Décide d'approuver la concession domaniale entre l'association « Les Vignerons Urbains » dont le siège social est établi Avenue Princesse Paola 9 à 1180 Bruxelles et représentée par Monsieur Marc Elferink et la Commune d'Uccle.

**Mme l'échevine De Brouwer** rappelle que ce point avait fait l'objet d'un report de la part des groupes de l'opposition Uccle en avant et DéFI, en raison des discussions sur le dispositif juridique employé.

*Selon le service juridique, auquel Mme l'Echevine De Brouwer fait entièrement confiance, la concession domaniale s'avère la formule la plus adéquate.*

*La convention d'occupation précaire, dont M. Cools avait envisagé la possibilité, ne conviendrait pas. Le recours à une telle convention devrait en effet être justifié par des circonstances temporaires exceptionnelles telles que la prochaine démolition d'un immeuble ou la volonté d'assurer l'occupation provisoire d'un terrain pour lequel on attend un permis d'urbanisme. Or, il n'y a aucun projet pour ce terrain-ci, dont la déclivité interdit l'aménagement de logements, naguère proposé.*

**M. Cools** estime que le projet est intéressant mais n'est pas convaincu par le choix du dispositif juridique.

*Le document stipule en effet qu'il s'agit d'une « location à titre temporaire », alors qu'une concession domaniale est censée être en vigueur pour une période bien déterminée.*

*En réalité, la commune a établi de nombreuses conventions d'une année, renouvelables de manière tacite, pour des projets de potagers collectifs (plateau Avijl, école Notre-Dame des Champs, école de Saint-Job,...). Ne pourrait-on adopter le même dispositif pour ce projet de vignoble ?*

*Le groupe Uccle en avant optera donc pour l'abstention sur ce point.*

**M. Desmet** se réjouit de la valorisation de ce terrain, où existe une certaine tradition viticole.

*À cet égard, le groupe Ecolo souhaiterait qu'il y ait davantage de plants de vigne sur le territoire ucclois.*

*M. Desmet accorde toute sa confiance au service juridique de l'administration communale mais il exprime aussi toute sa reconnaissance à M. Cools dans le cas où celui-ci aurait décelé l'une ou l'autre faille dans la qualification juridique.*

**M. Norré** est favorable à ce projet mais il aimerait savoir si d'autres acteurs auraient manifesté de l'intérêt pour ce terrain depuis la séance du mois dernier.

**M. Cohen** remarque qu'aucun des intervenants précédents n'a assisté à l'inauguration du vignoble.

*S'ils avaient été présents, ils auraient constaté l'enthousiasme que cet excellent projet suscite au sein de la population.*

**M. De Bock** *s'abstiendra sur ce point en raison de ses réserves à l'égard du dispositif juridique.*

*Vu que pour la concession domaniale du Pavillon Louis XV, le service juridique a affirmé la nécessité d'un appel à projets, comment peut-on justifier que la même démarche n'ait pas été accomplie pour cette concession domaniale-ci ?*

*Selon M. De Bock, il aurait fallu d'abord lancer un appel à projets et ensuite procéder à l'attribution en faisant preuve d'équité à l'égard des demandes introduites.*

*En dépit de ses réserves quant au choix du véhicule juridique, M. De Bock reconnaît l'intérêt du projet, dont il a d'ailleurs participé au financement en tant que membre du jury pour l'octroi du premier subsidie « Coup de pouce ».*

**Mme Margaux** *signale qu'elle s'abstient sur ce point.*

**M. Cools** *insiste sur la nécessité de bien différencier le projet en tant que tel du dispositif juridique utilisé.*

**M. Norré** *constate avec dépit que les propos de l'opposition sont parfois déformés par la majorité ou donnent lieu à des commentaires blessants.*

**M. Hayette** *partage le sentiment de M. Norré, tout en rappelant que le groupe socialiste soutient ce projet.*

**Mme l'échevine De Brouwer** *répond que cette concession domaniale est révocable à tout moment. Il s'agit là assurément d'un avantage significatif de ce dispositif juridique.*

*Les projets du Pavillon Louis XV et du vignoble participatif ne sont pas du tout comparables : dans le cas du Pavillon Louis XV, il s'agissait de l'occupation d'un bâtiment communal par un acteur économique, alors qu'ici, on a affaire à un projet de quartier conçu par et pour les habitants.*

*Mme l'échevine De Brouwer n'est pas du tout opposée à l'établissement d'une liste des terrains que la commune serait susceptible de mettre à disposition pour des projets, mais cette tâche exigerait beaucoup d'énergie de la part des services.*

*Aucun acteur n'a manifesté la volonté de développer un autre projet sur cette parcelle. Mais vu que ce projet-ci est ouvert à tout le monde - conformément aux conditions définies pour l'occupation de l'espace public par un projet citoyen -, toute personne intéressée est susceptible de s'y engager.*

*Mme De Brouwer se réjouit de constater que près de 80 citoyens sont impliqués dans le projet « Vignobles en ville ».*

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 32 votes positifs, 6 abstentions.

*Abstentions : Eric Sax, Marc Cools, Emmanuel De Bock, Odile Margaux, Véronique Lederman-Bucquet, Hans Marcel Joos Van de Cauter.*

---

### **Terbeschikkingstelling van een terrein in de Prinses Paolalaan 9 te 1180 Ukkel in het kader van de aanleg van een ecologische en participatieve wijngaard.- Domeinconcessieovereenkomst.**

De Raad,

Gelet op de beslissing van het college van 31 mei 2022 om een gemeenteterrein (Paolatuin) in de Prinses Paolalaan 9 te 1180 Ukkel ter beschikking te stellen om er

wijnstokken te planten;

Aangezien het goed uitsluitend gebruikt zal worden als terrein om fruitplanten, wijnstokken en enkele fruitbomen te kweken en er een wijkdynamiek in een langetermijnproject tot stand te brengen, banden te smeden, de gezelligheid en de betrokkenheid van de inwoners te stimuleren en de biodiversiteit in contact met de mens te ondersteunen;

Aangezien de gebruiker zich ertoe verbindt enkel ecologische middelen te gebruiken voor zijn teelt;

Aangezien de gebruiker zich ertoe verbindt de goede verstandhouding met de buurt en de rust en de leefomgeving van de bewoners te respecteren;

Aangezien de gebruiker zich ertoe verbindt het goed te gebruiken volgens de gegeven bestemming en het in goede staat van onderhoud te bewaren;

Overwegende dat de domeinconcessie tussen de vereniging "Les Vignerons Urbains", met maatschappelijke zetel Prinses Paolalaan 9 te 1180 Brussel en vertegenwoordigd door de heer Marc Elferink, en de gemeente Ukkel goedgekeurd moet worden;

Aangezien de domeinconcessie op 12 april 2023 bekrachtigd werd door de Juridische dienst,

Beslist de domeinconcessie tussen de vereniging "Les Vignerons Urbains", met maatschappelijke zetel Prinses Paolalaan 9 te 1180 Brussel en vertegenwoordigd door de heer Marc Elferink, en de gemeente Ukkel goed te keuren.

**Schepen De Brouwer** *herinnert eraan dat dit punt was uitgesteld door de oppositiefracties Uccle en avant en DéFI, vanwege discussies over het gebruikte juridische mechanisme.*

*Volgens de juridische dienst, waarin mevr. De Brouwer het volste vertrouwen heeft, is de domeinconcessie de meest geschikte formule.*

*Een preciaire bezettingsovereenkomst, die de h. Cools had overwogen, zou niet geschikt zijn. Een dergelijke overeenkomst zou moeten worden gerechtvaardigd door uitzonderlijke tijdelijke omstandigheden, zoals de geplande afbraak van een gebouw of de wens om tijdelijke bezetting te verzekeren van een stuk grond waarvoor een bouwvergunning is aangevraagd. Er zijn echter geen plannen voor dit terrein, waarvan de helling de ontwikkeling van woningen, die eerder was voorgesteld, uitsluit.*

**De h. Cools** *vindt het project interessant, maar is niet overtuigd door de keuze van het juridische mechanisme.*

*In het document staat dat het om een tijdelijke huurovereenkomst gaat, terwijl een domeinconcessie geacht wordt voor een bepaalde periode te gelden.*

*In werkelijkheid heeft het gemeentebestuur talrijke stilzwijgend verlengbare overeenkomsten van één jaar opgesteld voor collectieve moestuinprojecten (Avijlplateau, school Notre-Dame des Champs, school Saint-Job enz.) Kunnen we niet hetzelfde systeem toepassen voor dit wijngaardproject ?*

*Uccle en avant zal zich dus onthouden op dit punt.*

**De h. Desmet** *is verheugd dat dit terrein, waar een zekere wijnbouwtraditie bestaat, wordt ontwikkeld.*

*In dit opzicht zou Ecolo graag meer wijngaarden in Ukkel zien.*

*De h. Desmet heeft alle vertrouwen in de juridische dienst van het gemeentebestuur maar hij is de h. Cools ook erg dankbaar als hij mazen in de juridische kwalificatie heeft ontdekt.*

**De h. Norré** *is voorstander van het project maar wil graag weten of er sinds de zitting van vorige maand nog andere partijen belangstelling hebben getoond voor het terrein.*

**De h. Cohen** *wijst erop dat geen van de vorige sprekers de opening van de wijngaard*

heeft bijgewoond.

*Als ze wel aanwezig waren geweest, hadden ze het enthousiasme kunnen zien dat dit uitstekende project onder de bevolking teweegbrengt.*

**De h. De Bock** onthoudt zich over dit punt vanwege zijn bedenkingen bij het juridische mechanisme.

*Aangezien de juridische dienst de noodzaak van een projectoproep voor de domeinconcessie van het Pavillon Louis XV heeft bevestigd, hoe kan dan worden gerechtvaardigd dat dezelfde procedure niet is gevolgd voor deze domeinconcessie? Volgens de h. De Bock had er eerst een projectoproep moeten worden gelanceerd om vervolgens de concessie te gunnen op basis van een billijke verhouding tussen de ingediende kandidaturen.*

*Ondanks zijn bedenkingen bij de keuze van het juridische mechanisme erkent De Bock de verdiensten van het project, dat hij mede heeft gefinancierd als jurylid van de eerste subsidie "Ondersteuning Burgerproject".*

**Mevr. Margaux** geeft aan dat zij zich zal onthouden.

**De h. Cools** benadrukt dat er een duidelijk onderscheid moet worden gemaakt tussen het project als zodanig en het gebruikte juridische mechanisme.

**De h. Norré** stelt met teleurstelling vast dat de opmerkingen van de oppositie soms door de meerderheid worden verdraaid of aanleiding geven tot kwetsende opmerkingen.

**De h. Hayette** is het eens met de h. Norré, maar wijst erop dat de socialistische fractie het project steunt.

**Schepen De Brouwer** antwoordt dat deze domeinconcessie op elk moment kan worden ingetrokken, wat zeker een belangrijk voordeel is.

*De projecten Pavillon Louis XV en de participatieve wijngaard zijn absoluut niet vergelijkbaar: in het geval van het paviljoen ging het om de bezetting van een gemeentelijk gebouw door een ondernemer, terwijl we hier te maken hebben met een wijkproject dat is ontworpen door en voor de bewoners.*

*Schepen De Brouwer is helemaal niet tegen het opstellen van een lijst met gronden die de gemeente beschikbaar zou kunnen stellen voor projecten maar dit zou veel energie vergen van de diensten.*

*Niemand heeft interesse getoond om op dit stuk grond een ander project te ontwikkelen. Maar aangezien dit project voor iedereen toegankelijk is - conform de voorwaarden die gesteld zijn aan de bezetting van de openbare ruimte door een burgerproject - is de kans groot dat iedereen die geïnteresseerd is, zich zal aanmelden.*

*Schepen De Brouwer is verheugd dat bijna 80 burgers betrokken zijn bij het project "Vignobles en ville".*

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 32 positieve stemmen, 6 onthoudingen.

*Onthoudingen : Eric Sax, Marc Cools, Emmanuel De Bock, Odile Margaux, Véronique Lederman-Bucquet, Hans Marcel Joos Van de Cauter.*

2 annexes / 2 bijlagen

*UCCLE - VIGNERONS URBAINS version définitive 13.04.23.docx, UCCLE - VIGNERONS URBAINS version définitive 13.04.23\_nl.docx*

Le Conseil,

Vu que dans le cadre de son projet Bruxellois Verger Partagé, Velt V.Z.W. mène l'action achat groupé d'arbres et arbustes fruitiers à Bruxelles;

Vu que cette action s'inscrit dans le cadre de la stratégie Good Food et est soutenue par Bruxelles Environnement;

Vu que l'action s'adresse à tou(te)s Bruxellois(es) - citoyens, écoles, associations et administrations – et a pour but d'augmenter la présence du fruitier à Bruxelles et de fournir des plantes fruitières qualitatives et adaptées au contexte urbain auprès du public Bruxellois;

Vu que cette initiative s'inscrit dans la philosophie du projet ARBRES « Arboriculture Régionale Bruxelloise pour une Résilience Eco-systémique et Solidaire » d'Innoviris approuvé par l'Assemblée en date du 21 janvier 2020;

Vu que dans le cadre de ce projet, Uccle travaille déjà en collaboration avec Velt qui est co-chercheur au même titre que la commune d'Uccle;

Vu que cette action a déjà eu lieu en 2021 et 2022 et que l'augmentation des commandes est significative sur ces deux années (2021 : 25 commandes soit 123 plants et 2022 : 30 commandes soit 469 plants);

Vu que dans le cadre de cette action, la commune doit s'engager à promouvoir l'achat groupé via les canaux d'information de la commune (site communal, journal communal et page Facebook, affichage à l'accueil des infrastructures publiques, flyers, diffusion de l'info au personnel communal via Intcomm , aux écoles et aux groupement citoyens par mail) pendant la période de commande (du 15 août au 30 septembre);

Vu que Velt recommande de prévoir deux piques de communication, une au début et une vers la fin de la période;

Vu que Velt envoie préalablement le matériel de communication nécessaire (texte, assortiment, logo etc.) à la commune;

Vu que pour organiser la distribution aux ucclois, Velt demande que la commune mette à disposition un lieu sur le territoire communal pour la distribution des commandes pendant une ou une demi-journée (durée définie en fonction du nombre de commandes) dans la période entre 15 Novembre et 15 Décembre 2023;

Vu que le lieu doit répondre aux critères suivants : un espace de min. 100 m<sup>2</sup>, facilement accessible en voiture et en remorque et suffisamment d'espace de stationnement et qu'aucun frais ne sera chargée à Velt pour la location du lieu;

Vu que le site Stroobant (dépôt du Service Vert) conviendrait;

Vu que pour raison de complexité logistique, un point de collecte ne peut être organisé que si au moins 100 arbres et arbustes fruitiers peuvent y être livrés;

Vu que Velt met à disposition une personne et plusieurs bénévoles pour cette action mais demande qu'un membre du personnel communal soit présent en support;

Vu que cette action est gratuite;

Considérant que Velt V.Z.W est la seule A.S.B.L pouvant offrir ces prestations,

Décide :

- de participer à ce projet en collaboration avec Velt V.Z.W.;
- de valider le projet d'accord de collaboration;
- de charger les services concernés de communiquer via les canaux de communication : site internet - Wolvendael - Facebook, Intcomm, etc.;
- de mettre à disposition le site Stroobant (dépôt du Service Vert) pendant une demi-journée (de 9h-14h) dans la période entre le 15 novembre et le 15 décembre 2023;
- d'autoriser les heures supplémentaires pour un agent du Service Vert pour cette

demi-journée.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

---

### **Samenwerkingsovereenkomst tussen Velt V.Z.W. en het Gemeentebestuur voor de groepsaankoop van fruitbomen 2023.**

De Raad,

Aangezien Velt V.Z.W. in het kader van zijn project Bruxellois Verger Partagé de actie groepsaankoop van fruitbomen en -struiken in Brussel voert;

Aangezien deze actie past in het kader van de Good Foodstrategie en gesteund wordt door Leefmilieu Brussel;

Aangezien deze actie zich richt tot alle Brusselaars - burgers, scholen, verenigingen en besturen - en als doel heeft om de aanwezigheid van fruitbomen in Brussel te verhogen en kwalitatieve fruitplanten aangepast aan de stedelijke context te leveren aan het Brusselse doelpubliek;

Aangezien dit initiatief past in de filosofie van het project ARBRES "Arboriculture Régionale Bruxelloise pour une Résilience Eco-systémique et Solidaire" van Innoviris, goedgekeurd door de vergadering op 21 januari 2020;

Aangezien Ukkel in het kader van dit project al samenwerkt met Velt, die net als de gemeente Ukkel mede-onderzoeker is;

Aangezien deze actie al plaatsgevonden heeft in 2021 en 2022 en de toename van de bestellingen significant is in deze twee jaar (2021: 25 bestellingen ofwel 123 planten en 2022: 30 bestellingen ofwel 469 planten);

Aangezien de gemeente zich in het kader van deze actie ertoe moet verbinden om de groepsaankoop via de informatiekkanalen van de gemeente (gemeentelijke website, gemeentebblad en Facebookpagina, aanplakking aan het onthaal van de openbare infrastructures, flyers, verspreiding van de info aan het gemeentepersoneel via Intcomm en aan de scholen en burgergroeperingen per mail) te promoten tijdens de bestelperiode (van 15 augustus tot 30 september);

Aangezien Velt aanbeveelt om twee communicatiepieken te voorzien, een aan het begin en een aan het einde van de periode;

Aangezien Velt het nodige communicatiemateriaal (tekst, assortiment, logo, enz.) vooraf naar de gemeente opstuurt;

Aangezien om de verdeling aan de Ukkelaars te organiseren Velt vraagt dat de gemeente een plaats op het gemeentelijk grondgebied ter beschikking stelt voor de verdeling van de bestellingen gedurende een dag of een halve dag (duur bepaald op basis van het aantal bestellingen) in de periode van 15 november tot 15 december 2023;

Aangezien deze plaats moet beantwoorden aan de volgende criteria: een ruimte van minstens 100 m<sup>2</sup>, gemakkelijk bereikbaar met de wagen en aanhangwagens en voldoende parkeerruimte en er zullen geen kosten aan Velt aangerekend worden voor de huur van de plaats;

Aangezien terrein Stroobant (opslagplaats van de Groendienst) geschikt zou zijn;

Aangezien een afhaalpunt wegens de logistieke complexiteit slechts georganiseerd kan worden indien er minstens 100 fruitbomen en -struiken geleverd kunnen worden;

Aangezien Velt voor deze actie een persoon en verschillende vrijwilligers ter beschikking stelt, maar vraagt dat een lid van het gemeentepersoneel ter ondersteuning aanwezig is;

Aangezien deze actie gratis is;

Aangezien dat Velt de enige V.Z.W is dat dit soort diensten kan aanbieden,

Beslist :

- aan dit project deel te nemen in samenwerking met Velt V.Z.W.;

- het ontwerp van samenwerkingsovereenkomst te bekrachtigen;
- de betrokken diensten ermee te belasten om te communiceren via de volgende kanalen: website - Wolvendael - Facebook, Intcomm, enz.;
- Terrein Stroobant (opslagplaats van de Groendienst) gedurende een volledige dag (van 9 tot 14 uur) ter beschikking te stellen in de periode van 15 november tot 15 december 2023;
- de overuren van een ambtenaar van de Groendienst voor deze halve dag toe te staan.

De Raad keurt het punt goed.  
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*  
*220406\_accord\_collaboration\_achat\_groupé\_Velt\_Uccle\_nl.docx (1).docx,*  
*07\_06\_23\_Accord\_de\_Collaboration.docx*

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

### Culture - Cultuur

22.06.2023/A/0014 **Culture.- Subside aide à la création artistique.- Approbation de la modification du règlement.**

Le Conseil,  
Attendu que le Collège échevinal, en séance du 1er septembre 2020, a marqué son accord sur la création d'un dispositif d'aide à la création sous la forme d'un subside;  
Attendu que le montant du subside aide à la création artistique s'élève à 10.000 €;  
Attendu que le montant du subside s'élève à 2.000 € par lauréat;  
Attendu qu'une modification a été apportée au règlement par rapport à la version précédente qui se trouve en pièce jointe à la présente;  
Attendu que les projets introduits doivent désormais proposer un projet photographique;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,  
Décide d'approuver les modifications du règlement relatif au dispositif d'aide à la création en annexe.

Le Conseil approuve le point.  
38 votants : 38 votes positifs.

---

**Cultuur.- Subsidie steun aan de artistieke creatie.- Goedkeuring van de wijziging van het reglement.**

De Raad,  
Overwegende dat het Schepencollege, in zijn vergadering van 1 september 2020, heeft ingestemd op de instelling van een steunregeling aan de artistieke creatie in de vorm van een subsidie;  
Overwegende dat het bedrag van de subsidie voor artistieke creatie 10.000 € bedraagt;  
Aangezien dat het bedrag van de subsidie van 2.000 € is per winnaar;  
Aangezien dat er een wijziging in het reglement zijn aangebracht ten opzichte van de vorige versie, die hierbij is gevoegd;



Aangezien dat de ingevoerde projecten nu een fotoproject moeten bieden;  
Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen,  
Besluit de wijzigingen van het reglement betreffende de creatiesteun in de bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.  
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*Règlement Aide à la création 2023\_NL - Modifications apparentes.docx,*

*Règlement Aide à la création 2023\_FR.docx,*

*Règlement Aide à la création 2023\_NL.docx,*

*Règlement Aide à la création 2023\_FR\_modifications apparentes.docx*

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

### Participation citoyenne - Burgerparticipatie

22.06.2023/A/0015 **Participation citoyenne.- Budget participatif 2024.- Règlement et formulaire.**

Le Conseil,

Attendu la circulaire relative au budget participatif prévu à l'article 258bis de la nouvelle loi communale;

Attendu que cette circulaire indique comment une commune doit prendre en compte certains éléments lors de l'élaboration d'un règlement relatif au budget participatif;

Attendu que cet exercice concret de démocratie directe qui renforce la transparence de l'action publique se doit d'être correctement encadré par un règlement actualisé;

Attendu qu'il convient de répondre au cadre fixé par la Région;

Attendu que les échanges avec les citoyens et l'évaluation globale du budget participatif 2022 ont également montré la pertinence d'adapter le règlement et le formulaire du budget participatif afin de clarifier certaines étapes du processus et faciliter le déroulement du processus global,

Décide de valider les modifications apportées au règlement et au formulaire du budget participatif 2021 se trouvant en annexe.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

---

### Burgerinspraak.- Participatief budget 2024.- Reglement en formulier.

De Raad,

Gelet op de omzendbrief met betrekking tot het participatieve budget voorzien in artikel 258bis van de nieuwe gemeentewet;

Aangezien deze omzendbrief aangeeft hoe een gemeente rekening moet houden met bepaalde elementen bij de opstelling van een reglement met betrekking tot het participatieve budget;

Aangezien deze praktische oefening in directe democratie, die de transparantie van het overheidsoptreden verhoogt, naar behoren moet worden omkaderd door een geactualiseerd reglement;

Aangezien er rekening gehouden moet worden met het door het Gewest vastgestelde kader;

Aangezien de uitwisselingen met de burgers en de globale evaluatie van het participatieve budget 2022 eveneens hebben aangetoond dat het reglement en het formulier van het participatieve budget aangepast moeten worden om bepaalde fases van het proces te verduidelijken en het verloop van het proces in zijn geheel te vergemakkelijken,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de wijzigingen die zijn aangebracht in het reglement en het formulier van het participatieve budget 2021, toegevoegd in de bijlage.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

*6 annexes / 6 bijlagen*

*Budget participatif 2023 - Formulaire d'introduction de projet FR.docx, Tableau comparatif.docx, Règlement BP version 2023.docx, Règlement BP version 2023 version 20 juin 2023 rev (Nederlands).docx, Budget participatif 2023 - Formulaire d'introduction de projet FR (Nederlands).docx, Tableau comparatif NL.docx*

*Aleksandra Kokaj quitte la séance / verlaat de zitting.*

*Yannick Franchimont préside la séance / zit de zitting voor.*

---

22.06.2023/A/0016 **Participation citoyenne.- Règlement communal relatif à l'octroi de subsides de fonctionnement pour les comités de quartiers.**

Le Conseil,

Considérant que le service participation citoyenne a pour objectif de contribuer à faire vivre la participation citoyenne, accompagner et soutenir les citoyens qui souhaitent réaliser des projets pour améliorer la qualité de vie à Uccle;

Considérant que l'une des dix recommandations des Etats généraux ucclois est de soutenir les comités de quartier notamment via l'attribution d'un budget;

Que les Comités de quartier, constituent des regroupements de citoyens, servant d'interlocuteur entre les habitants d'un quartier et les élus locaux ; que leur champ d'activité concerne, non pas la défense d'intérêts particuliers, mais les questions d'intérêt général (voirie, circulation, propreté, voisinage, etc.), qu'ils contribuent notamment à la question de la démocratie participative et peuvent tenir un rôle de proposition et d'action;

Considérant que sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins, il est souhaité octroyer un subside de fonctionnement annuel d'un montant de maximum 500 euros aux comités de quartier ucclois qui introduiraient une demande à cette fin et ce, dans les limites budgétaires prévues à cet effet soit 10.000 € inscrit en 2023 à l'article 104/332-02/17;

Que les conditions et les formalités d'octroi de ce subside font l'objet d'un projet de règlement ci-annexé;

Que dans un souci de simplification administrative, un formulaire-type de demande a également été établi;

Considérant qu'il est proposé que ce règlement entre en vigueur le 5 juillet 2023,

Décide d'approuver le règlement communal relatif à l'octroi de subsides de fonctionnement pour les comités de quartiers ci-annexé et le formulaire de demande s'y rapportant.

**Mme l'échevine Ledan** précise que ce projet correspond à une des dix recommandations émises dans le cadre des états généraux ucclois.

*Les remarques des conseillers communaux présents en commission ont été prises en compte et ont donc donné lieu à une modification du texte initial :*

- l'article 1<sup>er</sup> rappelle que les comités de quartier sont bien les comités de quartier « ucclais », conformément au texte du préambule;
- l'article 3 énonce une condition supplémentaire, en l'occurrence l'obligation pour un comité d'organiser une réunion ouverte à tout le quartier;
- l'article 5.5 précise que pour être éligible, toute demande de subside doit répondre à l'ensemble des conditions d'octroi énumérées à l'article 3.

**M. Hayette** est convaincu de la nécessité d'aider les comités de quartier mais il n'est pas sûr que l'octroi d'un subside soit la formule la plus adéquate car, une fois subsidiés, les comités de quartier risquent de perdre leur indépendance.

*Vu que dans les associations, la parole est souvent monopolisée par les éléments les plus actifs, il faut aussi veiller à ce que la participation citoyenne permette l'expression de la « majorité silencieuse » de l'ensemble d'un quartier.*

**M. Cools** partage les propos de M. Hayette.

*Le subside envisagé ici vise à assurer le financement non d'un projet bien précis mais du fonctionnement même des comités de quartier, ce qui constitue une menace pour leur indépendance.*

*La plupart des propositions émises lors des états généraux sont demeurées lettre morte.*

*Par ailleurs, l'argent offert aux comités de quartier pourrait leur servir pour l'introduction de recours au Conseil d'Etat contre des permis délivrés par l'administration communale, ce qui mènerait assurément à une situation schizophrénique !*

*M. Cools signale à cet égard qu'en 2012, en pleine campagne électorale, un comité de quartier hostile à l'installation d'un lycée thérapeutique au Dieweg avait distribué un toutes-boîtes le désignant nommément pour dénoncer le fait que l'« échevin » - en réalité le Collège dans son ensemble - avait délivré le permis d'urbanisme pour cet établissement scolaire, et pour finalement conclure qu'il ne fallait surtout pas « voter pour cet échevin ». Ce comité de quartier était dans son droit, mais est-il normal que l'argent offert par la commune serve à financer une telle initiative ?*

*Dans le cas d'espèce, le Collège a eu raison de prendre ses responsabilités en bravant l'hostilité du comité de quartier car il s'agissait d'un projet éminemment social en faveur d'enfants souffrant d'assuétudes, d'anorexie ou d'autres troubles psychologiques ou psychiatriques.*

*Selon M. Cools, on aiderait de façon beaucoup plus judicieuse les comités de quartier en leur accordant une page du magazine Wolvendael, où ils pourraient exprimer leur opinion en toute liberté.*

*Par ailleurs, on peut s'interroger sur la représentativité de certains comités de quartier : contrairement à des comités tels que celui du quartier Fond'Roy, qui rassemble des centaines de personnes lors de ses réunions, certains d'entre eux se réduisent à une poignée d'individus qui s'est auto-proclamée « comité de quartier ». Et lorsqu'un tel « comité de quartier » en vient à déposer une interpellation citoyenne, il arrive que des pétitions signées par des centaines de personnes enjoignent l'autorité communale de ne pas suivre ses recommandations !*

*En dépit des amendements apportés au texte initial, les réserves du groupe Uccle en avant sont telles qu'elles l'amènent à opter pour l'abstention.*

**M. De Bock** se félicite du fait que le Collège ait pris en considération les suggestions de l'opposition.

*Il serait intéressant de mettre des locaux communaux à disposition des comités de quartier afin qu'ils puissent y organiser leurs réunions.*

*Selon M. De Bock, l'octroi d'un subside ne constitue pas une menace pour l'indépendance des comités de quartier. Il espère à tout le moins que cela ne va pas*

*les réfréner dans l'expression d'un éventuel désaccord avec la politique communale.*

**M. Desmet** rappelle qu'historiquement, les écologistes ont toujours plaidé pour le développement d'une dynamique citoyenne via des « maisons de quartier ». Le groupe Ecolo est favorable à la subsidiation ainsi qu'à l'octroi éventuel d'une page dans le *Wolvendael*.

*M. Desmet* signale toutefois qu'en commission, il avait témoigné d'une certaine réticence à l'égard du caractère obligatoire de l'organisation d'une assemblée générale annuelle.

Convaincu du caractère foncièrement démocratique du travail mené par les comités de quartier, le groupe Ecolo approuve ce point.

**Mme l'échevine Ledan** tient à rassurer l'assemblée quant au maintien de l'indépendance des comités de quartier. Le Collège ne veut en aucune manière museler les comités de quartier mais plutôt les soutenir parce qu'ils constituent une courroie de transmission indispensable entre l'administration communale et les citoyens.

Les services sont en train de préparer un inventaire des salles susceptibles d'être mises à disposition des comités de quartier.

Les comités de quartier bénéficient aussi depuis de nombreuses années du soutien du service Prêt de matériel, qui leur permet d'obtenir du matériel via une enveloppe dont le montant peut s'élever jusqu'à 1.000 € par an.

Le Collège est très favorable à l'octroi d'une page dans le *Wolvendael*. Cependant, la situation budgétaire du magazine est telle que l'octroi d'une page entière aux comités de quartier s'avère difficile. Néanmoins, les comités de quartier qui souhaitent se manifester disposent désormais d'un accès direct à la rédaction du *Wolvendael*, qui s'efforce de relayer leurs informations.

Le subside de fonctionnement demandé par les représentants des comités de quartier lors des états généraux leur permettra de faire face à des frais de fonctionnement qui ne sont pas liés à des projets particuliers.

Les propositions des états généraux sont loin d'être abandonnées : chaque échevinat et chaque service tentent de prendre en compte les 10 recommandations prioritaires.

Mme l'échevine Ledan reconnaît toutefois le caractère expérimental de la démarche et est tout à fait disposée à revenir auprès du Conseil communal si des corrections s'avèrent nécessaires.

**M. Cools** salue l'engagement de nombreux comités de quartier au service de la collectivité mais rappelle qu'outre les comités de quartier, les mandataires élus sont habilités à servir d'intermédiaires entre la commune et la population.

*M. Cools* regrette que les comités de quartier soient subsidiés de la même manière quelle que soit l'ampleur de leur activité et le nombre de leurs membres. Le montant du subside octroyé devrait être proportionnel au nombre de leurs membres affiliés, à l'instar de ce qui se passe pour les clubs sportifs ou les mouvements de jeunesse.

Le manque de critères requis pour l'octroi d'un subside est un autre élément justifiant le choix de l'abstention de la part du groupe Uccle en avant.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 33 votes positifs, 4 abstentions.

Abstentions : *Eric Sax, Marc Cools, Véronique Lederman-Bucquet, Hans Marcel Joos Van de Cauter.*

---

**Burgerinspraak.- Gemeentelijk reglement betreffende de toekenning van werkingssubsidies aan buurtcomités.**

De Raad,

Overwegende dat het doel van de dienst Burgerinspraak is bij te dragen aan de ontwikkeling van burgerinspraak, het begeleiden en ondersteunen van burgers die projecten willen uitvoeren ter verbetering van de leefbaarheid in Ukkel;

Overwegende dat een van de tien aanbevelingen van de Ukkelse Staten-Generaal erin bestaat de buurtcomités te ondersteunen, met name door de toewijzing van een budget;

Overwegende dat de buurtcomités groepen burgers zijn die als gesprekspartner optreden tussen de bewoners van een wijk en de plaatselijke verkozenen; dat hun werkterrein niet de verdediging van specifieke belangen betreft, maar kwesties van algemeen belang (wegen, verkeer, reinheid, wijken enz.), dat zij met name bijdragen tot de kwestie van de participerende democratie en een rol van voorstel en actie kunnen spelen;

Overwegende dat men, op voorstel van het college van burgemeester en schepenen, een jaarlijkse werkingssubsidie van maximum 500 euro wenst toe te kennen aan de Ukkelse buurtcomités die hiertoe een aanvraag indienen en dit binnen de budgettaire grenzen die hiervoor zijn voorzien, namelijk € 10.000 ingeschreven in 2023 onder 104/332-02/17;

Overwegende dat de voorwaarden en formaliteiten voor de toekenning van deze subsidie zijn opgenomen in het bijgevoegde ontwerp van reglement;

Overwegende dat er met het oog op administratieve vereenvoudiging ook een standaard aanvraagformulier werd opgesteld;

Overwegende dat wordt voorgesteld dat dit reglement in werking treedt op 5 juli 2023,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan het bijgevoegde gemeentelijke reglement betreffende de toekenning van werkingssubsidies aan buurtcomités en het daarbij horende aanvraagformulier.

***Schepen Ledan** wijst erop dat dit project overeenkomt met een van de tien aanbevelingen van de Ukkelse Staten-Generaal.*

*Er werd rekening gehouden met de opmerkingen van de gemeenteraadsleden die aanwezig waren op de commissie en dit resulteerde in een wijziging van de oorspronkelijke tekst:*

- *Artikel 1 herhaalt dat de buurtcomités inderdaad de "Ukkelse" buurtcomités zijn, in overeenstemming met de tekst van het voorwoord;*
- *artikel 3 bevat een aanvullende voorwaarde, namelijk de verplichting voor een comité om een vergadering te organiseren die toegankelijk is voor de hele wijk;*
- *artikel 5.5 bepaalt dat alle subsidieaanvragen aan alle voorwaarden van artikel 3 moeten voldoen om in aanmerking te komen.*

***De h. Hayette** is overtuigd van de noodzaak om buurtcomités te helpen maar hij is er niet zeker van dat subsidies gepast zijn aangezien buurtcomités dan het risico lopen hun onafhankelijkheid te verliezen.*

*Aangezien het woord in verenigingen vaak wordt gemonopoliseerd door de meest actieve elementen, moeten we er ook voor zorgen dat burgerinspraak de uitdrukking van de "stille meerderheid" van een wijk als geheel mogelijk maakt.*

***De h. Cools** is het eens met de h. Hayette.*

*De beoogde subsidie is niet bedoeld om een specifiek project te financieren maar om de werking van de buurtcomités zelf te financieren, waardoor hun onafhankelijkheid in het gedrang komt.*

*Aan de meeste voorstellen die tijdens de Staten-Generaal zijn gedaan, is geen gehoor*

gegeven.

*Bovendien zou het geld dat aan de buurtcomités wordt aangeboden, kunnen worden gebruikt om bij de Raad van State beroep aan te tekenen tegen vergunningen die door het gemeentebestuur zijn afgegeven, wat zeker tot een schizofrene situatie zou leiden! In dit verband wijst de h. Cools erop dat in 2012, midden in de verkiezingscampagne, een buurtcomité dat tegen de vestiging van een therapeutische middelbare school aan de Dieweg was, een huis-aan-huisbericht met zijn naam verspreidde om het feit aan de kaak te stellen dat de "schepen" - in werkelijkheid het hele college - een bouwvergunning voor deze school had afgegeven, om uiteindelijk te concluderen dat het vooral nodig was om "niet op deze schepen te stemmen". Het buurtcomité stond in zijn recht, maar is het gepast dat geld dat door de gemeente is gedoneerd, wordt gebruikt om een dergelijk initiatief te financieren ?*

*In dit geval nam het college terecht haar verantwoordelijkheid door de vijandigheid van het buurtcomité te trotseren, omdat het hier ging om een bij uitstek sociaal project om kinderen te helpen die lijden aan verslaving, anorexia of andere psychologische of psychiatrische stoornissen.*

*Volgens de h. Cools zouden de buurtcomités veel meer steun krijgen als ze een pagina in de Wolvendael zouden krijgen, waar ze in alle vrijheid hun mening kunnen geven.*

*De representativiteit van sommige buurtcomités is ook twijfelachtig: in tegenstelling tot comités zoals het buurtcomité Vronerode, dat honderden mensen naar zijn vergaderingen trekt, zijn sommige comités gereduceerd tot een handvol individuen die zichzelf een "buurtcomité" noemen. En wanneer zo'n "buurtcomité" een interpellatie indient, zijn er petitie te vinden die ondertekend zijn door honderden mensen die er bij de gemeente op aandringen haar aanbevelingen niet op te volgen !*

*Ondanks de wijzigingen die in de oorspronkelijke tekst zijn aangebracht, heeft Uccle en avant zodanige bedenkingen dat zij zich zal onthouden.*

**De h. De Bock** juicht het toe dat het college rekening heeft gehouden met de suggesties van de oppositie.

*Het zou interessant zijn om gemeentelijke lokalen ter beschikking te stellen aan buurtcomités zodat zij daar kunnen vergaderen.*

*Volgens hem is het toekennen van subsidie geen bedreiging voor hun onafhankelijkheid. Hij hoopt op zijn minst dat het hen er niet van zal weerhouden om hun ongenoegen over het gemeentelijk beleid te uiten.*

**M. Desmet** herinnert eraan dat de ecologen historisch altijd hebben gepleit voor de ontwikkeling van een burgerdynamiek via "wijkcentra".

*Ecolo is voorstander van subsidiëring en de eventuele toekenning van een pagina in de Wolvendael.*

*Hij wijst er echter op dat hij in de commissie zijn bedenkingen heeft geuit over het verplichte karakter van een jaarlijkse algemene vergadering.*

*Overtuigd van het fundamenteel democratische karakter van het werk dat door de buurtcomités wordt verricht, keurt Ecolo dit punt goed.*

**Schepen Ledan** wil de vergadering geruiststellen dat de onafhankelijkheid van de buurtcomités gehandhaafd blijft. Het college is niet van plan de buurtcomités te muilkorven maar wil ze juist steunen omdat ze een essentieel communicatiekanaal vormen tussen het gemeentebestuur en de burgers.

*De diensten maken momenteel een inventaris op van de lokalen die ter beschikking van de buurtcomités kunnen worden gesteld.*

*De buurtcomités genieten ook al jaren de steun van de gemeentelijke uitleendienst die hen in staat stelt materiaal te verkrijgen via een enveloppe van max. € 1.000 per jaar. Het college is een groot voorstander van een pagina in de Wolvendael. De budgettaire situatie van het tijdschrift is echter zodanig dat het moeilijk is om buurtcomités een*

*volledige pagina toe te kennen. Toch hebben buurtcomités die dat willen nu rechtstreeks toegang tot de redactie van Wolvendael, die zich inspant om hun informatie door te geven.*

*Met de werkingssubsidie die de buurtcomités hebben gevraagd tijdens de Staten-Generaal, kunnen zij de werkingskosten dekken die niet aan specifieke projecten zijn verbonden.*

*De voorstellen van de Staten-Generaal zijn nog lang niet van tafel: elk schepenkantoor en elke dienst probeert rekening te houden met de 10 prioritaire aanbevelingen.*

*Schepen Ledan erkent echter het experimentele karakter van de aanpak en is bereid om terug te komen naar de gemeenteraad als correcties nodig blijken.*

***De h. Cools*** *juicht de inzet van veel buurtcomités ten dienste van de gemeenschap toe maar wijst erop dat naast de buurtcomités gekozen vertegenwoordigers het recht hebben om op te treden als tussenpersoon tussen de gemeente en de bevolking.*

*De h. Cools betreurt dat buurtcomités op dezelfde manier worden gesubsidieerd, ongeacht de omvang van hun activiteiten en het aantal leden. De hoogte van de subsidie zou in verhouding moeten staan tot het aantal aangesloten leden, zoals bij sportclubs of jeugdbewegingen.*

*Het gebrek aan criteria voor de toekenning van een subsidie is een ander element dat de keuze van Uccle en avant om zich te onthouden rechtvaardigt.*

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 33 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

*Onthoudingen : Eric Sax, Marc Cools, Véronique Lederman-Bucquet, Hans Marcel Joos Van de Cauter.*

*4 annexes / 4 bijlagen*

*Formulaire+NL+Subside+comités+de+quartier.pdf.pdf,*

*Règlement+subside+comité+de+quartiers+20.pdf.pdf,*

*Formulaire+FR+Subside+comités+de+quartier.pdf.pdf,*

*NL+Règlement+comité+de+quartier+subside.pdf.pdf*

---

22.06.2023/A/0017

## **Participation citoyenne.- Subside « Coup de Pouce projet citoyen » 2023.- Premier appel à projets.- Subsidies aux organismes au service des ménages.**

Le Conseil,

Attendu qu'un Subside Coup de pouce projet citoyen a été lancé dans la commune en 2019 avec pour objectif de mettre à disposition une enveloppe budgétaire destinée aux projets citoyens dans le but d'améliorer le cadre de vie des Ucclois(e)s et renforcer les liens entre habitant(e)s dans un contexte de développement durable;

Attendu que lors de la séance du 21 février 2023, le Collège a autorisé la mise en place d'une enveloppe subside « Coup de pouce projets citoyens » pour un montant total maximum de 30.000 € pour l'année 2023 dans le cadre du règlement adopté en conseil communal du 25 mars 2021 et via le lancement de deux appels à projets, en avril/mai et en septembre/octobre 2023;

Vu que les demandes de subside dans le cadre du premier appel de 2023 pouvaient être transmises du 4 avril au 18 mai 2023 et que 15 dossiers ont été reçus et sont recevables;

Vu qu'en accord avec le Règlement et afin de former le Comité d'évaluation, tous les groupes politiques composant le Conseil communal ont été contactés;

Vu que le comité d'évaluation composé de l'Echevine de la Participation citoyenne Perrine Ledan ainsi que les membres des groupes politiques ayant marqué leur intérêt,

soit Mesdames Marion Van Offelen et Véronique Lederman ainsi que Messieurs Bernard Hayette et Pierre Desmet s'est réuni pour analyser les 15 dossiers reçus; Attendu que sur les 15 projets analysés par le Comité, seuls 12 projets sont éligibles eu égard aux conditions fixées dans le règlement communal précité et ont reçu une évaluation positive à l'unanimité du Comité de sélection, à savoir :

Le projet « Babbelbike » porté par l'ASBL Babbelbike représenté par Pierre Visart ; Le projet « Cinécoq » représenté par Pascal Delaunois ; Le projet « Micro Coghen Festival » représenté par Ann-Michele Verheyden ; Le projet « Grand rêve pour la petite drève du Sénéchal » représenté par Véronique Dellis ; Le projet « Intergénérationnel entre les jeunes de l'IRSA et la résidence de l'Olivier » représenté par Sylvianne Marmoy ; Le projet « Saint-Job qui bouge » représenté par Isabelle Detry ; Le projet « Vignerons urbains » représenté par Marc Elferink ; Le projet « Warned » représenté par Sohie Brouhon ; Le projet de « Fête de la musique » du Comité de quartier de l'Observatoire représenté par Daniel Faniel ; Le projet « Nous sommes Saint-Job » représenté par Véronique Damas ; Le projet « Potager in the city » porté par le Comité de Quartier de l'Observatoire, représenté par Maxime Dahan; Le projet de « Pousse-Pousse : Aménagement de la plaine Anjou » porté par le comité de quartier durable Messidor représenté par Gauthier Bernadette;

Attendu que le Comité d'évaluation a pris la décision de subsidier les projets retenus ci-dessus à hauteur d'un montant total de 17.975,73 €;

Attendu que le détail de l'évaluation des dossiers se trouve en annexe,

Décide :

- d'approuver les 12 projets susmentionnés retenus par le Comité d'évaluation;  
- d'autoriser le paiement de la somme totale de 17.975,73 € dans le cadre du Subside « Coup de Pouce Projet Citoyen », premier appel de 2023, à l'article 104/332-02 /17 de l'exercice 2023 selon la répartition suivante et dans le respect de l'article 7 du règlement communal :

- 2.975,73 € pour le projet projet « Babbelbike » porté par l'ASBL Babbelbike représenté par Pierre Visart (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé) ;
- 1.000 € pour projet « Cinécoq » représenté par Pascal Delaunois (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé) ;
- 1.000 € pour le projet « Micro Coghen Festival » représenté par Ann-Michele Verheyden (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé);
- 1.000 € pour le projet « Grand rêve pour la petite drève du Sénéchal » représenté par Véronique Dellis (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé);
- 1.000 € pour le projet « Intergénérationnel entre les jeunes de l'IRSA et la résidence de l'Olivier » représenté par Sylvianne Marmoy (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé);
- 3.000 € pour le projet « Vignerons urbains » représenté par Marc Elferink (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport



d'activiteit incluant des photos du projet réalisé);

- 1.000 € pour le projet « Saint-Job qui bouge » représenté par Isabelle Detry (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé);
- 3.000 € pour le projet « Warned » représenté par Sophie Brouhon (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé);
- 1.000 € pour le projet de fête de la musique du Comité de quartier de l'Observatoire représenté par Daniel Faniel (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé);
- 1.000 € pour le projet « Nous sommes Saint-Job » représenté par Véronique Damas (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé);
- 1.000 € pour le projet « Potager in the city » porté par le Comité de Quartier de l'Observatoire, représenté par Maxime Dahan (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé);
- 1.000 € pour le projet de « Pousse-Pousse : aménagement de la plaine Anjou » porté par le comité de quartier durable Messidor représenté par Gauthier Bernadette (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé).

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

---

### **Burgerinspraak.- Subsidie Ondersteuning burgerproject 2023.- Eerste projectoproep.- Subsidies aan instellingen ten dienste van gezinnen.**

De Raad,

Aangezien in 2019 in de gemeente een subsidie Ondersteuning burgerproject gelanceerd werd met als doelstelling begrotingsmiddelen beschikbaar te stellen voor burgerprojecten om de leefomgeving van de Ukkelaars te verbeteren en de banden tussen de inwoners te versterken in een streven naar duurzame ontwikkeling;

Aangezien het college in zitting van 21 februari 2023 de invoering van een subsidiebudget "Ondersteuning burgerprojecten" toegestaan heeft voor een totaalbedrag van maximum € 30.000 voor het jaar 2023 in het kader van het reglement dat op 25 maart 2021 goedgekeurd werd door de gemeenteraad en via de lancering van twee projectoproepen in april/mei en september/oktober 2023;

Aangezien de subsidieaanvragen in het kader van de eerste oproep van 2023 ingediend konden worden van 4 april tot 18 mei 2023 en dat er 15 dossiers ingediend werden;

Aangezien 12 dossiers ontvankelijk zijn en in aanmerking komen gezien de voorwaarden die bepaald werden in het voornoemde gemeentereglement;

Aangezien in overeenstemming met het reglement en om het evaluatiecomité samen te stellen alle politieke fracties in de gemeenteraad gecontacteerd werden;

Aangezien het evaluatiecomité, bestaande uit de schepen van Burgerinspraak, Perrine Ledan, en de leden van de politieke fracties die hun interesse getoond hebben, hetzij mevrouw Marion Van Offelen, mevrouw Véronique Lederman, de heer Bernard Hayette en de heer Pierre Desmet, samengekomen is om de 15 ingediende dossiers te analyseren;

Aangezien 12 van de 15 projecten die door het comité geanalyseerd werden unaniem een positieve evaluatie van het selectiecomité gekregen hebben, meer bepaald :

Het project "Babbelbike", gedragen door vzw Babbelbike, vertegenwoordigd door Pierre Visart; Het project "Cinécoq", vertegenwoordigd door Pascal Delaunois; Het project "Micro Coghen Festival", vertegenwoordigd door Ann-Michele Verheyden; Het project "Grand rêve pour la petite drève du Sénéchal", vertegenwoordigd door Véronique Dellis; Het project "Intergénérationnel entre les jeunes de l'IRSA et la résidence de l'Olivier", vertegenwoordigd door Sylvianne Marmoy; Het project "Saint-Job qui bouge", vertegenwoordigd door Isabelle Detry; Het project "Vignerons urbains", vertegenwoordigd door Marc Elferink; Het project "Warned", vertegenwoordigd door Sophie Brouhon; Het project "Fête de la musique" van het wijkcomité Sterrenwacht, vertegenwoordigd door Daniel Faniel; Het project "Nous sommes Saint-Job", vertegenwoordigd door Véronique Damas; Het project "Potager in the city", gedragen door het wijkcomité Sterrenwacht, vertegenwoordigd door Maxime Dahan; Het project "Pousse-Pousse : aménagement de la plaine Anjou", gedragen door het duurzame wijkcomité Messidor, vertegenwoordigd door Gauthier Bernadette;

Aangezien het evaluatiecomité beslist heeft om de hierboven geselecteerde projecten te subsidiëren ten belope van een totaalbedrag van € 17.975,73;

Aangezien de details van de beoordeling van de dossiers in de bijlage zitten,

Beslist :

- de 12 voornoemde projecten, die geselecteerd werden door het evaluatiecomité, goed te keuren;

- de betaling van het totaalbedrag van € 17.975,73 toe te staan in het kader van de subsidie "Ondersteuning burgerproject", eerste oproep van 2023, op artikel 104/332-02/17 van het dienstjaar 2023, volgens de volgende verdeling en met naleving van artikel 7 van het gemeentereglement :

- € 2.975,73 voor het project "Babbelbike", gedragen door vzw Babbelbike, vertegenwoordigd door Pierre Visart (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);
- € 1.000 voor het project "Cinécoq", vertegenwoordigd door Pascal Delaunois (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);
- € 1.000 voor het project "Micro Coghen Festival", vertegenwoordigd door Ann-Michele Verheyden (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);
- € 1.000 voor het project "Grand rêve pour la petite drève du Sénéchal", vertegenwoordigd door Véronique Dellis (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);
- € 1.000 voor het project "Intergénérationnel entre les jeunes de l'IRSA et la

résidence de l'Olivier", vertegenwoordigd door Sylvianne Marmoy (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);

- € 3.000 voor het project "Vignerons urbains", vertegenwoordigd door Marc Elferink (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);

- € 1.000 voor het project "Saint-Job qui bouge", vertegenwoordigd door Isabelle Detry (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);

- € 3.000 voor het project "Warned", vertegenwoordigd door Sophie Brouhon (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);

- € 1.000 voor het project "Fête de la musique", gedragen door het wijkcomité Sterrenwacht, vertegenwoordigd door Daniel Faniel (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);

- € 1.000 voor het project "Nous sommes Saint-Job", vertegenwoordigd door Véronique Damas (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);

- € 1.000 voor het project "Potager in the city", gedragen door het wijkcomité Sterrenwacht, vertegenwoordigd door Maxime Dahan (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);

- € 1.000 voor het project "Pousse-Pousse : aménagement de la plaine Anjou", gedragen door het duurzame wijkcomité Messidor, vertegenwoordigd door Gauthier Bernadette (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project).

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Copie de Copie de Tableau analyse coup de pouce 2023\_nl.xlsx, Copie de Tableau analyse coup de pouce 2023.xlsx*

*Eric Sax quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

## **DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN**

### **Recette - Ontvangerij**

Le Conseil,

Vu que la modification budgétaire n° 98 du service ordinaire de l'exercice 2022, conformément aux prescriptions de la circulaire du Service public Régional de Bruxelles, relative à la clôture de l'exercice, porte sur les dépenses pour lesquelles une insuffisance de crédit a été constatée, sans compensation possible au sein de la même fonction budgétaire (en matière de rémunérations du personnel de l'enseignement, le remboursement de non-valeurs de droits constatés...);

Considérant que cette modification budgétaire diminue le résultat budgétaire de l'exercice propre ainsi que celui du résultat global;

Vu que la modification budgétaire n° 99 du service extraordinaire porte sur l'enregistrement de réajustements de crédits de dépenses,

Décide d'approuver les modifications budgétaires 98 ordinaire et 99 extraordinaire de 2022 dont les cahiers sont joints, en annexe.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

---

**Begroting 2022.- Begrotingswijzigingen nrs 98 en 99.**

De Raad,

Aangezien de begrotingswijziging nr. 98 van de gewone dienst 2022, overeenkomstig de voorschriften van de omzendbrief van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake de afsluiting van het dienstjaar, betrekking heeft op de uitgaven waarvoor een krediettekort werd vastgesteld zonder mogelijke compensatie binnen dezelfde begrotingsfunctie (op het gebied van het personeel van het onderwijs, de terugbetaling van onwaarden van vastgestelde rechten...)

Aangezien het begrotingsresultaat van het eigen dienstjaar hiermee daalt, maar ook het globale resultaat;

Aangezien de begrotingswijziging nr. 99 van de buitengewone dienst betrekking heeft op de registratie van herzieningen van uitgavekredieten,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de begrotingswijzigingen 98 gewone dienst en 99 buitengewone dienst van 2022 waarvan de nota's in de bijlage werden toegevoegd.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

*10 annexes / 10 bijlagen*

*MB 98 ordinaire détaillée NL.pdf, MB 98 ordinaire détaillée FR.pdf, MB 99 extraordinaire détaillée NL.pdf, MB 98 FONCTIONNELLE 2022 FR.pdf, MB 98 FONCTIONNELLE 2022 NL.pdf, Copie de MB98 Ordinaire-analyse FR 2022 (Nederlands).pdf, MB 98 ECONOMIQUE 2022 FR.pdf, MB 98 ECONOMIQUE 2022 NL.pdf, MB 99 extraordinaire détaillée FR.pdf, MB98 Ordinaire-analyse FR 2022.pdf*

*Eric Sax entre en séance / treedt in zitting.*

*Jean-Luc Vanraes entre en séance / treedt in zitting.*

Le Conseil,  
Vu l'article 78 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;  
Vu l'article 240 de la nouvelle loi communale;  
Attendu que le compte 2022 est clôturé et annexé;  
Vu les annexes explicatives constituant un recueil séparé;  
Décide d'arrêter le compte 2022.

**Mme l'échevin Delwart** signale que le compte 2022 présente un boni de 800.000 €. Lors des débats relatifs aux dernières modifications budgétaires 2022, certains ont émis des inquiétudes quant à un potentiel mali, mais la gestion raisonnable et prudente de la majorité lui a permis d'aboutir à un compte en boni, conformément à l'objectif qu'elle s'était fixé.  
Toutefois, le caractère limité de ce boni requiert le maintien d'une attitude vigilante, comme M. le Receveur l'a rappelé en commission.  
Les variations principales entre le budget initial et le compte sont à la hausse pour les dépenses de personnel, et à la baisse pour les frais de fonctionnement.  
Mme l'Echevin Delwart rend hommage à la qualité du travail accompli par l'administration.

**M. Hayette** remercie Mme l'Echevin Delwart pour la qualité des débats en commission, où toutes les questions ont pu être posées sans tabou.  
Par ailleurs, le maintien d'un boni malgré les crises qu'il a fallu traverser est la preuve d'une bonne gestion.

**M. Cools** signale que le groupe Uccle en avant s'abstiendra sur ce compte, pour s'inscrire dans la logique de son vote négatif exprimé à l'égard du budget 2022.  
Cependant, le boni est très limité, plus limité que ne l'escomptait le budget initial puisqu'il est passé d'un million d'euros à 800.000 €.  
De plus, ce boni est dû à une compensation des augmentations de dépenses par des augmentations de recettes.  
La différence qu'on observait traditionnellement entre le budget et les comptes en matière de dépenses de fonctionnement permettait souvent des opérations de rattrapage. Or, cette différence, qui, encore récemment, s'élevait à environ deux millions d'euros, se réduit à présent à un demi-million d'euros. Cela signifie que la marge a disparu alors que les dépenses de fonctionnement ont fortement augmenté, notamment les dépenses de personnel.  
La Région, dont la situation financière ne peut être comparée à celle de la commune puisqu'elle doit faire face à un endettement considérable, a quand même invité tous ses départements à faire 5 % d'économies.  
Dès lors, M. Cools estime que la commune va devoir faire très attention à ses dépenses, eu égard à la charge des pensions et au relèvement des taux d'intérêt.  
D'ailleurs, depuis le début de la mandature, le boni cumulé a été fortement réduit, puisqu'il se limite désormais à 10,9 millions d'euros.  
En outre, le cash flow est passé en quelques années de 25,5 millions d'euros à 14,5 millions d'euros, alors qu'il convient de disposer d'un matelas de liquidité suffisant étant donné que les moments des dépenses ne correspondent pas nécessairement à ceux des recettes.  
Les recettes issues du précompte immobilier (environ 59 millions d'euros) ayant augmenté de 2,25 %, M. Cools aimerait savoir quelle est la part respective, dans cette évolution, de l'indexation normale des revenus cadastraux, de l'éventuelle révision des revenus cadastraux existants et de l'impact des nouvelles constructions.  
Vu que la réglementation prévoit un revenu cadastral très bas pour les immeubles privés de salle de bain et de chauffage central, certaines maisons uccloises sont sous-évaluées parce que leur situation a été établie avant la Seconde guerre mondiale et

que depuis lors, elles ont fait l'objet de rénovations et ont été dotées d'équipements. M. Cools aimerait donc savoir où en est l'opération de correction lancée il y a quelques années, pour laquelle il avait naguère posé une question. Les dépenses de transfert les plus importantes étant constituées par les dotations à la zone de police et au CPAS, il serait intéressant de pouvoir examiner de façon parallèle le budget de la commune et celui du CPAS, à l'instar de l'examen simultané des comptes de la commune et de la régie foncière lors de cette séance-ci. Des articles de presse ont révélé qu'au CPAS de Schaerbeek, des erreurs ont été commises lors de l'encodage des recettes : en l'occurrence, des revenus d'intégration remboursés à concurrence de 70 % ont été comptabilisés comme étant remboursés à 100 %. M. Cools invite donc le Collège à prendre contact avec le CPAS afin que des vérifications y soient effectuées. Vu qu'en raison de l'aggravation de la situation sociale, des aides complémentaires seront sans doute nécessaires, il faudra gérer avec prudence les dépenses en ce domaine. Les lenteurs constatées dans le dossier des homes ne sont d'ailleurs pas de nature à faciliter cette tâche.

**M. Desmet** remercie l'ensemble de l'administration, et en particulier les services de M. le Receveur, pour la qualité du travail accompli ainsi que Mme l'Echevin Delwart pour les explications fournies en commission.

Une fois de plus, l'année civile se clôt par un boni alors que la majorité des communes est confrontée à un déficit.

L'engagement politique de ne pas augmenter les impôts, que ce soit pour le précompte immobilier ou l'IPP, a été tenu, sans pour autant empêcher la mise en œuvre de nouveaux projets, qui ont pu être concrétisés grâce à la recherche systématique de subsides.

L'administration a été capable de faire face à des situations problématiques telles que l'augmentation de la charge salariale, l'élargissement des missions confiées au CPAS, le déménagement des services dans le nouveau bâtiment, les besoins de la zone de police.

La maîtrise de la dette se poursuit d'année en année : sa charge est nettement plus faible que les années précédentes sans que les investissements ne soient entravés.

**M. Cornelis** précise que les services du CPAS d'Uccle n'ont pas commis l'erreur constatée à Schaerbeek.

Il a également invité le CPAS à remettre ses comptes en septembre prochain.

**M. Cohen** se félicite du travail accompli par les services communaux.

Il y a lieu d'en être légitimement fier, vu que les impôts n'ont plus augmenté depuis 2016. Le taux de prélèvement à l'IPP a même légèrement baissé en dépit de toutes les difficultés, notamment la crise du covid, l'explosion des dépenses sociales, l'augmentation des dépenses de personnel.

La majorité est parvenue à soutenir le commerce, le secteur horeca, les professions libérales, la piscine, le centre culturel, l'AISSU, tout en réduisant la dette à long terme, qui est passée de 110 millions fin 2017 à 85 millions fin 2022.

Cette politique de bon père de famille a abouti à un boni cumulé de 11 millions d'euros, que plusieurs communes bruxelloises envieraient.

Mais comme les prochaines années seront difficiles, il ne faut pas se reposer sur ses lauriers.

M. Cohen est toutefois persuadé que les deniers publics seront toujours bien gérés sous la houlette vigilante de Mme l'échevin Delwart.

**M. De Bock** est disposé à accorder un satisfecit à la majorité pour le boni.

La compression de l'activité économique durant la crise du covid a pu rendre la

gestion plus facile.

Il ne faut pas non plus négliger les efforts fournis par les autres niveaux de pouvoir (Région, gouvernement fédéral), notamment l'aide de l'échelon fédéral dans le cadre de la crise ukrainienne.

Cependant, ce sont surtout les citoyens uclois qui doivent être félicités pour ce boni, qui résulte avant tout des recettes issues de l'IPP et du précompte immobilier.

Uccle est en mesure de vivre de sa fiscalité propre, puisqu'elle engrange 60 millions d'euros du précompte immobilier et 20 millions d'euros de l'IPP.

Le revenu cadastral est en moyenne plus élevé à Uccle que dans d'autres communes pour ce qui concerne la base cadastrale. Les communes du centre se caractérisent par des bases cadastrales beaucoup plus basses et des coefficients de pondération beaucoup plus élevés.

M. De Bock espère qu'il ne faudra pas augmenter les impôts, étant donné qu'en 25 ans, les impôts au précompte immobilier ont quand même augmenté de 50 %. En raison de la succession de crises, un nombre sans cesse croissant de citoyens n'est plus en mesure de supporter une hausse de la fiscalité.

**Mme l'échevin Delwart** conteste l'idée selon laquelle une réduction des dépenses dans le contexte de la crise du covid serait la source du boni engrangé.

La légère réduction des dépenses observée au compte 2020 n'est pas reproduite au compte 2022 et ne peut donc être considérée comme la cause du boni.

Certains membres de l'opposition ont estimé que le budget 2022 n'était pas réaliste lorsque celui-ci a été présenté. Pourtant, il n'y a que 200.000 € de variation entre le boni annoncé et le boni réel au compte, ce qui prouve la rigueur avec laquelle les budgets sont élaborés par les services.

L'augmentation des frais de fonctionnement est surveillée de près. Toutefois, la croissance de la population entraîne mécaniquement une augmentation du nombre et de l'ampleur des prestations administratives qui requiert une augmentation des effectifs du personnel.

M. Cools s'inquiète de la diminution du boni cumulé. Mais le boni cumulé n'est jamais qu'une poche de réserve, et s'il est en variation, c'est parce qu'on alimente au fur et à mesure un fond de réserve.

En réalité, la dette est tout à fait maîtrisée. La majorité s'est engagée à ne contracter des emprunts que tous les trois ans et à financer sur fonds propres ses programmes extraordinaires grâce à l'établissement d'un boni.

Selon toute vraisemblance, l'augmentation des recettes issues du précompte immobilier est due avant tout à l'indexation. L'impact des nouvelles constructions n'est sans doute pas suffisant pour expliquer la hausse de plus de 2 % des recettes. Cependant, Mme l'Echevin Delwart procédera à des vérifications avec ses services.

Les équipes de M. l'Echevin Biermann poursuivent la révision au cas par cas des revenus cadastraux. Il y a de moins en moins de revenus cadastraux correspondant à des immeubles dépourvus de salle de bain et de commodités, étant donné qu'à chaque demande de permis, une révision automatique est effectuée.

**M. Cools**, après avoir entendu M. Cohen affirmer que la dette est réduite à 85 millions d'euros, précise qu'il faut envisager la dette dans sa globalité, en incluant les dettes à long terme et à court terme. Le montant de la dette ainsi considérée s'élevait à 135 millions d'euros en 2017 et à 136 millions d'euros en 2022.

M. Cools insiste pour qu'on mette tous les moyens en œuvre afin de garantir l'équité dans la perception du précompte immobilier.

M. Cools enjoint le Collège de faire preuve de prudence. L'avenir étant plein d'incertitudes, il faut être en mesure de faire face à des événements non programmés. Il rappelle à cet égard que personne n'avait prévu la crise financière de 2008, l'épidémie du covid ou la guerre en Ukraine.

***Mme l'échevin Delwart** reconnaît que la distinction entre la dette à long terme et la dette à court terme revêt une certaine importance.*

*La dette à court terme ne coûte absolument rien, puisqu'elle est même à taux négatif. C'est la dette à long terme qu'il est important de contrôler. Les années ultérieures exigeront un surcroît d'attention.*

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 28 votes positifs, 10 abstentions.

*Abstentions : Eric Sax, Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Odile Margaux, Nicolas Clumeck, Véronique Lederman-Bucquet, Hans Marcel Joos Van de Cauter, Lise Batugowski, Jacques Spelkens.*

---

## **Rekening 2022.- Goedkeuring.**

De Raad,

Gelet op artikel 78 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 betreffende het algemene reglement op de gemeentelijke boekhouding;

Gelet op artikel 240 van de nieuwe gemeentewet;

Aangezien de rekening 2022 afgesloten is en bijgevoegd is;

Gelet op de afzonderlijke verklarende bijlagen,

Beslist de rekening 2022 vast te stellen.

***Schepen Delwart** wijst erop dat de rekening 2022 een overschot van € 800.000 heeft.*

*Tijdens de debatten over de laatste begrotingswijzigingen 2022 hadden sommigen hun bezorgdheid geuit over een mogelijk tekort, maar dankzij het redelijke en voorzichtige beheer van de meerderheid is er een overschot op de rekening, in overeenstemming met de doelstelling die zij zichzelf had gesteld.*

*Het beperkte karakter van dit overschot vereist echter een waakzame houding, zoals de ontvanger tijdens de commissie had aangegeven.*

*De belangrijkste verschillen tussen de oorspronkelijke begroting en de rekening zijn een stijging van de personeelskosten en een daling van de werkingskosten.*

*Schepen Delwart sprak haar waardering uit voor de kwaliteit van het werk van het bestuur.*

***De h. Hayette** bedankt schepen Delwart voor de kwaliteit van de debatten in de commissie, waar alle vragen zonder taboe konden worden gesteld.*

*Bovendien is het feit dat er een overschot is gehandhaafd ondanks de crises die we hebben moeten doorstaan, een bewijs van goed beheer.*

***De h. Cools** wijst erop dat Uccle en avant zich zou onthouden, in lijn met haar tegenstem bij de begroting 2022.*

*Het overschot is echter zeer beperkt, beperkter dan in de oorspronkelijke begroting was voorzien, en gedaald van € 1 miljoen naar € 800.000.*

*Bovendien is dit overschot te danken aan het feit dat de stijging van de uitgaven wordt gecompenseerd door een stijging van de ontvangsten.*

*Traditioneel maakte het verschil tussen de begroting en de rekeningen wat betreft de werkingsuitgaven vaak een inhaaloperatie mogelijk. Dit verschil, dat tot voor kort ongeveer twee miljoen euro bedroeg, is nu echter teruggebracht tot een half miljoen euro. Dit betekent dat de marge is verdwenen, terwijl de werkingskosten sterk zijn gestegen, met name de personeelskosten.*

*Het Gewest, waarvan de financiële situatie niet kan worden vergeleken met die van de gemeente omdat het te maken heeft met een aanzienlijke schuld, heeft niettemin aan al zijn departementen gevraagd om 5 % te besparen.*

*De h. Cools meent dan ook dat de gemeente zeer voorzichtig zal moeten zijn met haar*



uitgaven, gezien de last van de pensioenen en de stijging van de rentevoeten.  
Bovendien is het gecumuleerde overschot sinds het begin van het mandaat drastisch afgenomen, tot slechts € 10,9 miljoen.  
Bovendien is de cash flow in slechts een paar jaar tijd gedaald van € 25,5 miljoen naar € 14,5 miljoen, ondanks de behoefte aan een voldoende liquiditeitsbuffer; aangezien de timing van de uitgaven niet noodzakelijkerwijs overeenkomt met die van de ontvangsten.  
Aangezien de OV-ontvangsten (ongeveer € 59 miljoen) met 2,25 % zijn gestegen, wil de h. Cools graag weten hoeveel van deze stijging te wijten is aan de normale indexering van kadastrale inkomsten, de mogelijke herziening van bestaande kadastrale inkomsten en de impact van nieuwe gebouwen.  
Aangezien de regelgeving voorziet in een zeer laag kadastraal inkomen voor gebouwen zonder badkamer en centrale verwarming, zijn sommige Ukkelse huizen ondergewaardeerd omdat ze voor de Tweede Wereldoorlog zijn gebouwd en sindsdien zijn gerenoveerd en uitgerust.  
De h. Cools wil daarom graag weten hoe het staat met de correctieoperatie die enkele jaren geleden is gestart en waarover hij eerder een vraag heeft gesteld.  
Aangezien de grootste overdrachtsuitgaven de dotaties aan de politiezone en het OCMW zijn, zou het interessant zijn om de gemeentebegroting en die van het OCMW gelijktijdig te kunnen onderzoeken, zoals het geval was bij het gelijktijdige onderzoek van de rekeningen van de gemeente en van de Grondregie tijdens deze zitting.  
Uit persberichten is gebleken dat er bij het OCMW van Schaarbeek fouten zijn gemaakt bij het coderen van ontvangsten: in dit geval werden leeflonen die voor 70% werden terugbetaald, geboekt als ontvangsten die voor 100 % werden terugbetaald.  
De h. Cools verzoekt het college dan ook contact op te nemen met het OCMW om de situatie te laten controleren. Aangezien de verslechtering van de sociale situatie ongetwijfeld extra steun zal vergen, zal voorzichtig moeten worden omgesprongen met de uitgaven op dit gebied. De geconstateerde vertragingen in het rusthuisdossier zullen deze taak er niet eenvoudiger op maken.

**De h. Desmet** bedankt het hele bestuur, en in het bijzonder de ontvanger, voor de kwaliteit van hun werk, evenals schepen Delwart voor haar uitleg in de commissie.  
Opnieuw sluit het kalenderjaar af met een overschot, terwijl de meerderheid van de gemeentes te maken heeft met een tekort.  
De politieke verbintenis om de belastingen niet te verhogen, noch voor de onroerende voorheffing, noch voor de PB, werd nagekomen, zonder echter de uitvoering van nieuwe projecten te verhinderen, die mogelijk werden dankzij het systematisch zoeken naar subsidies.  
Het bestuur kon het hoofd bieden aan problematische situaties zoals de stijging van de loonlast, de uitbreiding van de aan het OCMW toevertrouwde taken, de verhuizing van de diensten naar het nieuwe gebouw en de behoeftes van de politiezone.  
De schuldbeheersing wordt jaar na jaar voortgezet, waarbij de last aanzienlijk lager is dan in voorgaande jaren, zonder dat dit een belemmering vormt voor de investeringen.

**De h. Cornelis** wijst erop dat de diensten van het OCMW van Ukkel niet dezelfde fout hebben gemaakt als die van Schaarbeek.  
Hij nodigt het OCMW uit om in september zijn rekeningen in te dienen.

**De h. Cohen** spreekt zijn tevredenheid uit over het werk van de gemeentediensten.  
Dit is iets om terecht trots op te zijn, gezien het feit dat de belastingen sinds 2016 niet zijn verhoogd. De OV is zelfs licht gedaald ondanks alle moeilijkheden, waaronder de covidcrisis, de explosieve stijging van de sociale uitgaven en de stijging van de personeelskosten.

*De meerderheid is erin geslaagd om de handel, de horeca, de vrije beroepen, het zwembad, het cultureel centrum en het SWU te ondersteunen en tegelijkertijd de langetermijnschuld terug te brengen van 110 miljoen eind 2017 naar 85 miljoen eind 2022.*

*Dit voorzichtige beleid heeft geresulteerd in een cumulatief overschot van € 11 miljoen, waar veel Brusselse gemeentes jaloers op zouden zijn.*

*Maar aangezien de komende jaren moeilijk zullen zijn, is er geen ruimte voor zelfgenoegzaamheid.*

*De h. Cohen heeft er echter vertrouwen in dat de openbare middelen goed beheerd zullen blijven worden onder het toezicht van schepenvoorzitter Delwart.*

**De h. De Bock** is bereid om de meerderheid krediet te geven voor het overschot.

*De economische neergang tijdens de covidcrisis heeft het beheer misschien gemakkelijker gemaakt.*

*We mogen ook niet voorbijgaan aan de inspanningen van de andere bestuursniveaus (Gewest, federale overheid), in het bijzonder de hulp van het federale niveau tijdens de Oekraïense crisis.*

*Het zijn echter vooral de Ukkelaars die moeten worden gefeliciteerd met dit overschot, dat voornamelijk het resultaat is van de ontvangsten uit de PB en de OV.*

*Ukkel is in staat om te leven van zijn eigen belastingstelsel en genereert € 60 miljoen uit OV en € 20 miljoen uit PB.*

*Het gemiddelde kadastrale inkomen in Ukkel is hoger dan in andere gemeentes. De centrumgemeentes worden gekenmerkt door veel lagere kadastrale grondslagen en veel hogere wegingscoëfficiënten.*

*De h. De Bock hoopt dat het niet nodig zal zijn om de belastingen te verhogen, aangezien de OV in 25 jaar met 50 % is gestegen. Door de opeenvolging van crises zijn steeds meer burgers niet meer in staat om een belastingverhoging te dragen.*

**Schepenvoorzitter Delwart** betwist het idee dat een vermindering van de uitgaven in de context van de covidcrisis de bron is van het overschot.

*De lichte vermindering van de uitgaven die in de rekening 2020 werd waargenomen, wordt niet gereproduceerd in de rekening 2022 en kan daarom niet worden beschouwd als de oorzaak van het overschot.*

*Sommige leden van de oppositie vonden de begroting 2022 onrealistisch toen deze werd voorgesteld. Er is echter slechts een verschil van € 200.000 tussen het aangekondigde overschot en het werkelijke overschot op de rekening, wat bewijst hoe strikt de begrotingen door de diensten worden opgesteld.*

*De stijging van de werkingskosten wordt nauwlettend in de gaten gehouden. De groei van de bevolking leidt echter automatisch tot een toename van het aantal en de omvang van de administratieve diensten, waarvoor meer personeel nodig is.*

*De h. Cools maakt zich zorgen over de vermindering van het gecumuleerde overschot. Maar het gecumuleerde overschot is slechts een reservefonds en als het fluctueert, is dat omdat we geleidelijk een reservefonds aan het opbouwen zijn.*

*In werkelijkheid is de schuld volledig onder controle. De meerderheid verplicht zich om slechts om de drie jaar te lenen en om haar buitengewone programma's uit eigen middelen te financieren, dankzij de opbouw van een overschot.*

*Naar alle waarschijnlijkheid is de stijging van de OV-ontvangsten voornamelijk te danken aan indexering. De impact van nieuwbouw is ongetwijfeld niet voldoende om de stijging van de ontvangsten met meer dan 2 % te verklaren. Schepenvoorzitter Delwart zal de cijfers echter controleren met haar diensten.*

*De teams van schepenvoorzitter Biermann blijven de kadastrale ontvangsten geval per geval bekijken. Er zijn steeds minder kadastrale ontvangsten die overeenkomen met gebouwen die geen badkamer en voorzieningen hebben, aangezien een automatische herziening wordt uitgevoerd bij elke vergunningsaanvraag.*

De h. Cools, die de bewering van de h. Cohen heeft gehoord dat de schuld is teruggebracht tot € 85 miljoen, wijst erop dat de schuld in zijn geheel moet worden beschouwd, met inbegrip van de schulden op zowel lange als korte termijn. Het bedrag van de schuld dat op die manier in aanmerking wordt genomen, is € 135 miljoen in 2017 en € 136 miljoen in 2022.

De h. Cools dringt erop aan dat alles in het werk wordt gesteld om te zorgen voor een eerlijke inning van de OV.

De h. Cools dringt er bij het college op aan om voorzichtig te zijn. Aangezien de toekomst vol onzekerheden zit, moeten we kunnen omgaan met gebeurtenissen die niet gepland zijn. In dit verband herinnert hij eraan dat niemand de financiële crisis van 2008, de covidepidemie of de oorlog in Oekraïne had voorzien.

Schepen Delwart is het ermee eens dat het onderscheid tussen langetermijnschuld en kortetermijnschuld belangrijk is.

Schuld op korte termijn kost helemaal niets, want die heeft zelfs een negatieve rente.

Het is de langetermijnschuld die belangrijk is om in de hand te houden. De jaren daarna vereisen extra aandacht.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 28 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

Onthoudingen : Eric Sax, Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Odile Margaux, Nicolas Clumeck, Véronique Lederman-Bucquet, Hans Marcel Joos Van de Cauter, Lise Batugowski, Jacques Spelkens.

9 annexes / 9 bijlagen

Compte 2022 FR.pdf, ANNEXES COMPTE NL 2022.pdf, ANNEXES COMPTE FR 2022.pdf, Annexe de 1 à 7 NL.pdf, Rapport+annuel+2022+FR.pdf.pdf, Rekening 2022 NL.pdf, Formulaire T3.pdf, Jaarverslag+2022.pdf.pdf, Annexe de 1 à 7 FR.pdf

Aleksandra Kokaj entre en séance / treedt in zitting.

Aleksandra Kokaj préside la séance / zit de zitting voor.

---

## 22.06.2023/A/0020 **Budget 2023.- Modifications budgétaires N°s 1 et 2.**

Le Conseil,

Considérant qu'il convient à l'Assemblée de soumettre au vote du Conseil communal les modifications budgétaires n° 1 et 2 du budget 2023;

Vu que ces modifications reprennent l'adaptation de différents crédits de recettes et de dépenses du service ordinaire et extraordinaire;

Considérant que nous joignons, en annexe, les cahiers reprenant les articles modifiés;

Décide d'approuver les modifications budgétaires influençant les résultats du budget 2023 telles qu'elles se présentent :

1°) SERVICE ORDINAIRE (M.B. n° 1)

A. RESULTAT EX. ORDINAIRE BUDGET INITIAL	Boni	5.142.387,37
B. RESULTAT DE LA MB 1 (hors injection boni)	Mali	-179.887,89
C=A+B NOUVEAU RESULTAT EX. PROPRE	Boni	4.962.499,48

D. RESULTAT EX. ANTERIEURS BUDGET INITIAL	Boni	5.000.000,00
---	------	--------------

E. PRELEVEMENTS GENERAUX BUDGET INTIAL		-3.000.000,00
--	--	---------------

F. INJECTION BONI 2022 ORDINAIRE	Boni	5.931.852,81
G. PRELEVEMENT DE L'ORDINAIRE VERS LE FONDS DE RESERVE EX		
H=C+D+E+F+G RESULTAT EX.GLOBAL	Boni	10.000.000,00

2°) SERVICE EXTRAORDINAIRE (M.B. n° 2)

L'augmentation des dépenses de l'exercice de la MB 2 (1.946.940,62 €) est compensée par des fonds de réserve, 222.909,29 € de ventes et une diminution des emprunts pour un total de 47.654.550,77 €.

**Mme l'échevin Delwart** signale que les modifications opérées sur le budget ordinaire sont infimes puisque le montant de la variation n'atteint pas le seuil de 180.000 €.

*Vu que la commune d'Uccle tient absolument à voter son budget dans les délais impartis – et en tire une légitime fierté –, il arrive que des informations arrivent plus tardivement et requièrent alors des modifications budgétaires. C'est notamment le cas du nouveau coefficient d'indexation du précompte immobilier.*

*Pour ce qui concerne le budget extraordinaire, la principale variation est due au fait que, par défaut d'offre, il n'a pas été possible d'attribuer des marchés importants d'achat de véhicules et que les montants correspondants doivent être réinscrits à l'exercice extraordinaire 2023.*

**M. Cools** signale que le groupe Uccle en avant ne peut approuver ces modifications budgétaires s'il veut demeurer cohérent avec son vote négatif à l'encontre du budget.

*Cependant, étant donné que ces modifications sont, pour une grande part d'entre elles, purement techniques, le groupe Uccle en avant opte pour l'abstention plutôt que pour un vote négatif.*

*M. Cools remarque néanmoins que certaines modifications n'ont pas un caractère purement technique, notamment l'augmentation des frais de réception et de représentation.*

*Il y a quelques années, le montant prévu pour ce poste se situait aux alentours de 250.000 €. Le montant prévu dans ce budget-ci s'élevait à 555.350 € et est porté à 615.503 € dans le cadre de ces modifications budgétaires.*

*Ce qui pose problème, ce n'est pas tant la valeur absolue de ce montant, mais le fait que le montant prévu pour un tel poste augmente. Si le Collège tenait à être fidèle à son engagement en faveur d'une politique rigoureuse, un poste tel que celui-ci devrait être soumis à une croissance zéro nominale. Le choix opéré par la majorité est un mauvais signe, que M. Cools déplore.*

**M. De Bock** signale que le groupe DÉFI s'abstient pour les mêmes raisons.

**Mme l'échevin Delwart** répond que l'augmentation évoquée par M. Cools relève d'une problématique d'évaluation des dépenses programmées.

*Cependant, il serait erroné de prétendre que la commune d'Uccle exagère en ce domaine. L'administration communale est au contraire réputée pour une certaine sobriété, et le Collège a examiné avec beaucoup de soin toute la matière des événements, de manière à éviter des frais excessifs tout en maintenant la convivialité.*

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 29 votes positifs, 10 abstentions.

*Abstentions : Eric Sax, Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Odile Margaux, Nicolas Clumeck, Véronique Lederman-Bucquet, Hans Marcel Joos Van de Caeter, Lise Batugowski, Jacques Spelkens.*

---

## **Begroting 2023.- Begrotingswijzigingen nrs 1 en 2.**

De Raad,

Overwegende dat de vergadering begrotingswijzigingen 01 en 02 van de begroting 2023 ter goedkeuring moet voorleggen aan de gemeenteraad;

Aangezien deze wijzigingen de aanpassing omvatten van verschillende kredieten inzake ontvangsten en uitgaven van de gewone en de buitengewone dienst;

Overwegende dat we de gewijzigde artikels als bijlage hebben toegevoegd,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de begrotingswijzigingen die een invloed hebben op de resultaten van de begroting 2023, als volgt :

1° GEWONE DIENST (BW 1)

A. RESULTAAT EIGEN DIENSTJAAR OORSPRONKELIJKE BEGROTING

Overschot 5.142.387,37

B. RESULTAAT VAN BW 1

Tekort

-179.887,89

C=A+B NIEUW RESULTAAT EIGEN DIENSTJAAR

Overschot 4.962.499,48

D. RESULTAAT VOORGAANDE DIENSTJAREN OORSPRONKELIJKE BEGROTING

Overschot 5.000.000,00

E. ALGEMENE OVERBOEKINGEN OORSPRONKELIJKE BEGROTING

-3.000.000,00

F. INJECTIE OVERSCHOT 2022 GEWONE DIENST

Overschot 5.931.852,81

G. OVERBOEKING VAN DE GEWONE DIENST NAAR HET BUITENGEWONE

H=C+D+E+F+G RESULTAAT GLOBAAL DIENSTJAAR

Overschot 10.000.000,00

2° BUITENGEWONE DIENST (BW 2)

De stijging van de uitgaven van het dienstjaar van BW 2 (€ 1.946.940,62) wordt gecompenseerd door een gelijkwaardige stijging van financieringsontvangsten (waarvan € 2.176.031,33 reservefonds, € 222.909,29 verkopen en minder leningen voor een bedrag van € 452.000). Het globale resultaat van de buitengewone dienst is op heden €- 47.654.550,77.

***Schepen Delwart*** wijst erop dat de wijzigingen in de gewone begroting minimaal zijn omdat het bedrag van de wijziging de drempel van € 180.000 niet bereikt.

*Aangezien de gemeente Ukkel vastbesloten is om haar begroting binnen de gestelde termijn goed te keuren - en daar terecht trots op is - gebeurt het soms dat informatie later binnenkomt en begrotingswijzigingen noodzakelijk maakt. Dit is in het bijzonder het geval met de nieuwe indexeringscoëfficiënt voor de onroerende voorheffing.*

*Wat de buitengewone begroting betreft, is de belangrijkste wijziging te wijten aan het*

feit dat het door een gebrek aan offertes niet mogelijk was om grote aankoopopdrachten van voertuigen te gunnen. De overeenkomstige bedragen zullen opnieuw moeten worden ingeschreven in de buitengewone begroting 2023.

**De h. Cools** wijst erop dat Uccle en avant deze begrotingswijzigingen niet kan goedkeuren als zij consistent wilde blijven met haar tegenstem tegen de begroting. Aangezien veel van deze wijzigingen echter van puur technische aard zijn, kiest Uccle en avant ervoor om zich te onthouden in plaats van tegen te stemmen.

Hij merkt echter op dat sommige wijzigingen niet puur technisch zijn, met name de stijging van de receptie- en representatiekosten.

Een paar jaar geleden was hiervoor ongeveer € 250.000 begroot. Het in deze begroting voorziene bedrag was € 555.350 en is verhoogd tot € 615.503 als onderdeel van deze begrotingswijzigingen.

Het probleem is niet zozeer de absolute waarde van dit bedrag maar het feit dat het bedrag voor een dergelijke post toeneemt. Als het college trouw zou blijven aan zijn belofte om een streng beleid te voeren, zou een post als deze nominaal niet mogen stijgen. De keuze van de meerderheid is een slecht teken, wat hij betreurt.

**De h. De Bock** wijst erop dat DéFI zich om dezelfde redenen onthoudt.

**Schepen Delwart** antwoordt dat de door de h. Cools genoemde verhoging te wijten was aan een probleem met de evaluatie van de geplande uitgaven.

Het zou echter verkeerd zijn om te beweren dat Ukkel op dit gebied overdrijft. Het gemeentebestuur staat daarentegen bekend om een zekere soberheid en het college heeft alle zaken met betrekking tot evenementen zorgvuldig onderzocht om buitensporige kosten te vermijden en toch een gezellige sfeer te behouden.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 29 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

Onthoudingen : Eric Sax, Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Odile Margaux, Nicolas Clumeck, Véronique Lederman-Bucquet, Hans Marcel Joos Van de Cauter, Lise Batugowski, Jacques Spelkens.

14 annexes / 14 bijlagen

MB1&2 2023 - avis de la commission.pdf, MB 2 extraordinaire détaillée FR.pdf, MB 2 extraordinaire détaillée NL.pdf, MB12 2023 - avis de la commission (Nederlands).pdf, MB 1 FONCTIONNELLE FR.pdf, MB 1 ECONOMIQUE FR.pdf, MB 1 ECONOMIQUE NL.pdf, Synthèse MB 1 NL 2023.pdf, Synthèse MB 1 FR 2023.pdf, Annexe MB 2 FR 2023.pdf, MB 1 ordinaire détaillée NL.pdf, MB 1 FONCTIONNELLE NL.pdf, MB 1 ordinaire détaillée FR.pdf, Annexe MB 2 NL 2023.pdf

---

## DÉPARTEMENT RESSOURCES HUMAINES - DEPARTEMENT HUMAN RESSOURCES

### Personnel - Personeel

22.06.2023/A/0021 **Règlement de travail.- Modifications.**

Le Conseil,

Considérant que suite à des modifications législatives, le règlement de travail doit être revu;

Que ces modifications concernent :

- Clarification de l'horaire fixe des ouvriers (8h – 11h45 / 12h15-16h);
- Absence pour incapacité de travail d'une journée sans certificat médical : précisions;
- Trajet de réintégration (adaptation selon les modifications de la législation en vigueur : les délais sont désormais en jours calendriers plutôt qu'en jours ouvrables, modifications des délais, le médecin-conseil ne peut plus démarrer les trajets, les décisions du conseiller en prévention-médecin du travail sont réduites à 3 au lieu de 5, etc.);
- Force majeure médicale : une section a été ajoutée afin de détailler la procédure spécifique de force majeure médicale conformément aux modifications applicables depuis le 28 novembre 2022;
- Droit à la déconnexion;

Que la numérotation des articles sera adaptée après son approbation par l'Assemblée de ce jour;

Que ces modifications sont présentées dans les documents en annexe;

Vu que ces modifications ont été soumises et acceptées par le Collège du 16 mai 2023;

Vu que ces modifications ont été soumises au Comité Particulier de Négociation du 15 juin 2023 et ont fait l'objet d'un protocole d'accord,

Décide de modifier le règlement de travail tel que repris en annexe.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

### **Arbeidsreglement.- Wijzigingen.**

De Raad,

Overwegende dat het arbeidsreglement herzien moet worden ingevolge wetswijzigingen;

Dat deze wijzigingen de volgende zijn :

- Verduidelijking van de vaste uren voor arbeiders (8 - 11.45 uur / 12.15 - 16 uur);
- Afwezigheid wegens arbeidsongeschiktheid gedurende één dag zonder medisch attest: verduidelijking;
- Reïntegratietraject (aanpassing aan de wijzigingen van de geldende wetgeving: de termijnen zijn voortaan in kalenderdagen in plaats van werkdagen, wijzigingen in de termijnen, de geneesheer-adviseur kan geen trajecten meer starten, de beslissingen van de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer worden teruggebracht tot 3 in plaats van 5 enz.);
- Medische overmacht: er is een rubriek toegevoegd om de specifieke procedure voor medische overmacht nader uit te werken overeenkomstig de wijzigingen die vanaf 28 november 2022 van toepassing zijn;
- Recht op ontkoppeling;

Dat de nummering van de artikels aangepast zal worden na de goedkeuring ervan door de vergadering van vandaag;

Dat deze wijzigingen voorgesteld zijn in de bijgevoegde documenten;

Aangezien deze wijzigingen voorgelegd werden aan en aanvaard werden door het

college van 16 mei 2023;

Aangezien deze wijzigingen voorgelegd werden aan het Bijzonder Onderhandelingscomité van 15 juni 2023 en het voorwerp uitgemaakt hebben van een protocolakkoord;

Beslist het arbeidsreglement zoals opgenomen in de bijlage te wijzigen.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Règlement travail Conseil juin 2023.docx.pdf, Arbeidsreglement raad juni 2023.docx.pdf*

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

### Secrétariat central - Centraal secretariaat

22.06.2023/A/0022 **Marchés publics.- Nouvelle loi communale, article 234, § 3.- Prise pour information des décisions du Collège échevinal.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 23 mai 2023 - Réparation du mur du chemin piétonnier Stalle/Adolphe Wansart - 24.139,50 € (T.V.A. comprise) - Article 766/721-60/83 - Fonds de réserve;
- 30 mai 2023 - Centrale de marchés INTERFIN (Utilisation performante et rationnelle de l'énergie) - Approbation de la fiche projet (honoraires bureau d'étude) établie par Sibelga pour le remplacement des chaudières au mazout par deux chaudières gaz à condensation sur le site de la crèche du Globe et pour la suppression et le remplacement de la chaudière sur le site du Centre de Santé - 53.308,27 € (T.V.A. comprise) - Article 137/747-60/85 - Fonds de réserve;
- 30 mai 2023 - Centre culturel d'Uccle - Remplacement d'un chauffe-eau - 19.464,23 € (T.V.A. comprise) - Article 76201/724-60/85 - Fonds de réserve;
- 30 mai 2023 - Mobilier pour les écoles communales, les crèches et services administratifs 2023 - 60.700 € (T.V.A. comprise) - Articles 721/741-51/40, 722/741-51/40, 706/741-51/40, 734/741-51/40, 75101/741-51/40, 75102/741-51/40, 766/741-51/83 et 84401/741-51/58 - Fonds de réserve;
- 6 juin 2023 - Achat en urgence d'un lave-vaisselle pour la buvette du complexe de Neerstalle - 335 € (T.V.A. comprise) - Article 764/744-98/12 - Fonds de réserve;
- 6 juin 2023 - Ecole du Centre - Remplacement du mur du jardin par une clôture - 44.424,60 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83;
- 6 juin 2023 - Ecole du Homborch - Rénovation de circuit hydraulique et mise en place d'une régulation - 99.100 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85;
- 6 juin 2023 - Marché de services pour l'entretien et dépannage des installations techniques des pompes de relevage pour une durée de 2 ans de 2023 à 2025 (reconductible 2 x 1 an) - 80.000 € (hors T.V.A.) - Articles relevant du code économique 125-06/85;
- 6 juin 2023 - Fourniture et pose de matériel et équipement pour les cuisines industrielles communales - 56.303,68 € (T.V.A. comprise) - Articles 722/744-51/40 (écoles primaires), 75102/744-51/40 (ICPP), 84401/744-51/58 (crèches) et



76302/744-51/58 (salle 1180 - MB en cours);

- 13 juin 2023 - Fourniture de petits matériels scolaires pour les écoles communales 2023 - Approbation du dépassement de l'estimation de 53.639,15 € - Articles 721/124-02/40, 722/124-02/40, 75101/124-02/40 et 75102/124-02/40.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet, artikel 234, § 3.- Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, § 3 en 236,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 23 mei 2023 - Herstelling van de muur van de voetpad Stalle /Adolphe Wansart - 24.139,50 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/721-60/83 - Reservefonds;
- 30 mei 2023 - Opdrachtcentrale INTERFIN (performant en rationeel energiegebruik) - Goedkeuring van de door Sibelga vastgestelde projectfiche voor de vervanging van de mazoutketels door twee condensatiegasketels op de site van de kinderopvang van de Globe en voor de verwijdering en de vervanging van de ketel op de site van het gezondheidscentrum - 53.308,27 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/747-60/85 - Reservefonds;
- 30 mei 2023 - Centre culturel Cultureel Centrum van Ukkel - Vervanging van een waterverwarmingstoestel - 19.464,23 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76201/724-60/85 - Reservefonds;
- 30 mei 2023 - Meubilair voor de gemeentescholen, kinderdagverblijven en administratieve diensten 2023 - 60.700 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 721/741-51/40, 722/741-51/40, 706/741-51/40, 734/741-51/40, 75101/741-51/40, 75102/741-51/40, 766/741-51/83 en 84401/741-51/58 - Reservefonds;
- 6 juni 2023 - Dringende aankoop van een vaatwasser voor de kantine van het sportcomplex Neerstalle - 335 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 764/744-98/12 - Reservefonds;
- 6 juni 2023 - School Centrum - Vervanging van de tuinmuur door een afsluiting - 44.424,60 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83;
- 6 juni 2023 - School Homborch - Renovatie van het hydraulisch circuit en plaatsen van een regulator - 99.100 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85;
- 6 juni 2023 - Tweejarige (2023-2025) dienstenopdracht voor het onderhoud en herstelling van afvoerpompen (hernieuwbaar voor 2 x 1 jaar) - 80.000 € (exclusief B.T.W.) - Artikels met economische code 125-06/85;
- 6 juni 2023 - Levering en plaatsing van materiaal en uitrusting voor de gemeentelijke industriële keukens - 56.303,68 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 722/744-51/40 (lagere scholen), 75102/744-51/40 (ICPP), 84401/744-51/58 (kinderdagverblijven) en 76302/744-51/58 (zaal 1180 - lopende begrotingswijziging);
- 13 juni 2023 - Levering van klein schoolmateriaal voor de gemeentescholen 2023 - Goedkeuring van de overschrijding van de raming met 53.639,15 € - Artikels 721/124-02/40, 722/124-02/40, 75101/124-02/40 en 75102/124-02/40.

De Raad neemt kennis.

---

**Centrale des marchés - Opdrachtcentrale**

22.06.2023/A/0023 **Marché de services d'assurance.- Approbation des conditions et de la procédure de passation.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, § 1 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 et l'article 57;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Attendu que le 31 décembre 2023, le marché des assurances viendra à son terme;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au renouvellement des polices des assurances «Dégâts matériels», assurance automobile, accidents corporels, responsabilité civile, responsabilité civile et incendie pour les organisateurs lors de l'occupation temporaire de bâtiments appartenant à la commune, responsabilité civile - dégâts matériels pour événements temporaires ou ponctuels, assurance abonnement tous risques chantier, pour la période du 1er janvier 2024 à 00 heures au 31 décembre 2024 à minuit;

Considérant que pour ce faire, il y a lieu de lancer un marché public de service;

Considérant que ce marché est prévu pour une durée d'un an et pourra faire l'objet de trois reconductions maximum, en application des dispositions de l'article 57 alinéa 2 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Considérant que le Collège décidera s'il souhaite reconduire le marché et en informera l'adjudicataire par écrit, trois mois avant la date d'échéance du marché ou de la reconduction en cours;

Considérant le cahier des charges N° 2023-006 relatif au marché "Marché de services d'assurance" établi par la Centrale de marchés en collaboration avec le service des Assurances;

Considérant que ce marché est divisé en :

- Marché de base (Marché des assurances 2024), estimé à 702.479,33 € hors TVA ou 849.999,99 €, 21 % TVA comprise

- Marché des assurances 2024 - Reconduction 2025, estimé à 702.479,33 € hors TVA ou 849.999,99 €, 21 % TVA comprise;

- Marché des assurances 2024 - Reconduction 2026, estimé à 702.479,33 € hors TVA ou 849.999,99 €, 21 % TVA comprise ;

- Marché des assurances 2024 - Reconduction 2027, estimé à 702.479,33 € hors TVA ou 849.999,99 €, 21 % TVA comprise;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 2.809.917,32 € hors TVA ou 3.399.999,96 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte;

Considérant que l'estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne;

Considérant que les crédits permettant ces dépenses seront imputés aux divers articles des codes économiques 117/01 - 124/08 - 125/08 et 127/08 des budgets ordinaires 2024 à 2027;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide :

- d'approuver les conditions du marché public de services N° 2023-006 "Marché des assurances 2024", établi par la Centrale de marchés en collaboration avec le service

des Assurances, reconductible maximum trois fois pour des périodes d'un an, le montant estimé de 849.999,99 € pour l'année 2024 et le montant estimé total de 3.399.999,96 €, 21 % TVA comprise et reconductions comprise. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics;

- d'approuver les documents du marché;
- de passer le marché par procédure ouverte;
- de compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen;
- de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

### **Dienstopdracht van verzekeringen.- Goedkeuring van de voorwaarden en van de plaatsingswijze.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234, § 1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 36 en 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Aangezien de opdracht van de verzekeringen afloopt op 31 december 2023;

Overwegende dat de verzekeringspolissen "Materiële schade", autoverzekering, lichamelijke letsels, burgerlijke aansprakelijkheid, burgerlijke aansprakelijkheid en brand voor organisatoren tijdens de tijdelijke bezetting van gebouwen die toebehoren aan de gemeente, burgerlijke aansprakelijkheid - materiële schade voor tijdelijke of punctuele evenementen en verzekering abonnement alle bouwplaatsrisico's vernieuwd moeten worden voor de periode van 1 januari 2024 0 uur tot 31 december 2024 middernacht;

Overwegende dat hiervoor een overheidsopdracht van diensten uitgeschreven moet worden;

Overwegende dat deze opdracht voorzien is voor een duur van een jaar en hoogstens drie keer verlengd kan worden, in toepassing van de bepalingen van artikel 57 2e lid van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Overwegende dat het college zal beslissen of het de opdracht wenst te verlengen en de aannemer hier schriftelijk op de hoogte van zal brengen, drie maanden voor de vervaldag van de opdracht of van de lopende verlenging;

Overwegende het bestek nr. 2023-006 met betrekking tot de opdracht "Dienstopdracht van verzekeringen", opgesteld door de Opdrachtcentrale in samenwerking met de dienst Verzekeringen;

Overwegende dat deze opdracht verdeeld is in:

Basisopdracht (opdracht van verzekeringen 2024), geraamd op € 702.479,33 excl. btw of € 849.999,99 inclusief 21 % btw;

Opdracht van verzekeringen 2024 - verlenging 2025, geraamd op € 702.479,33 excl.

btw of € 849.999,99 inclusief 21 % btw;  
Opdracht van verzekeringen 2024 - verlenging 2026, geraamd op € 702.479,33 excl.  
btw of € 849.999,99 inclusief 21 % btw;  
Opdracht van verzekeringen 2024 - verlenging 2027, geraamd op € 702.479,33 excl.  
btw of € 849.999,99 inclusief 21 % btw;  
Overwegende dat het geraamde totaalbedrag van deze opdracht € 2.809.917,32 excl.  
btw of € 3.399.999,96 inclusief 21 % btw beloopt;  
Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen via openbare procedure;  
Overwegende dat de raming de drempels overschrijdt die van toepassing zijn op de  
Europese bekendmaking;  
Overwegende dat de kredieten die deze uitgaven mogelijk maken geboekt worden op  
de verschillende artikels van de economische codes 117/01 - 124/08 - 125/08 en  
127/08 van de gewone begroting 2024 tot 2027;  
Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen,  
Beslist :

- de voorwaarden van de overheidsopdracht van diensten nr. 2023-006 "Opdracht van verzekeringen 2024", opgesteld door de Opdrachtcentrale in samenwerking met de dienst Verzekeringen, hoogstens drie keer verlengbaar voor periodes van een jaar, het geraamd bedrag van € 849.999,99 voor het jaar 2024 en het geraamd totaalbedrag van € 3.399.999,96 inclusief 21 % btw en verlengingen goed te keuren. De voorwaarden zijn vastgesteld zoals voorzien in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten;
- de opdrachtdocumenten goed te keuren;
- de opdracht te gunnen via openbare procedure;
- de aankondiging van de opdracht op nationaal en Europees niveau te vervolledigen, goed te keuren en te versturen;
- deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op het uitoefenen van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het punt goed.  
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*6 annexes / 6 bijlagen*

*ANNEXES CSC-MARCHE ASSURANCES 24-27\_compressed NL.pdf, CCH Assurances 2024.pdf, ANNEXES CSC-MARCHE ASSURANCES 24-27\_compressed.pdf, AVIS MARCHE fr.pdf, BESTEK VERZEKERINGEN 2024.pdf, AANKONDIGING OPDRACHT nl.pdf*

---

22.06.2023/A/0024 **Location et entretien de caméras de surveillance - Approbation des conditions, du mode de passation, du cahier des charges et l'avis de marché - Application de l'article 234, § 1 de la nouvelle loi communale.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, § 1 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 1° (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 215.000,00 €);

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des

marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'avis positif et les consignes du conseiller à la protection des données et du service S.I.P.P.T.;

Considérant le cahier des charges n° 2023-043 relatif au marché « Location et entretien de caméras de surveillance » établi par la Centrale de marchés;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 174.000,00 € hors TVA ou 210.540,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant que le présent marché pourra être reconduit pour maximum 1 an conformément aux dispositions de l'article 57 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable;

Considérant que ce marché sera publié au niveau national;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit sur l'article 87601/124-12/62 et l'article 875/465-09/62 car ce marché sera aussi partiellement financé avec les subsides d'un montant de 65.000,00 € par Bruxelles-Propreté;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et échevins,

Décide :

- d'approuver le cahier des charges n° 2023-043 relatif au marché « Location et entretien de caméras de surveillance » établi par la Centrale de marchés. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics;

- d'approuver l'engagement de la dépense estimée à 210.540,00 €, 21 % TVA comprise;

- de passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable;

- de compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national;

- d'engager la présente dépense à l'article 87601/124-12/62 et l'article 875/469-02/62 car ce marché sera aussi partiellement financé avec les subsides d'un montant de 65.000,00 € par Bruxelles-Propreté.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**Huur en onderhoud van bewakingscamera's - Goedkeuring van de voorwaarden, van de plaatsingswijze, van het bestek en van de aankondiging van de opdracht - Toepassing van artikel 234, § 1 van de nieuwe gemeentewet.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234, § 1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, in het bijzonder artikel 41, § 1, 1° (het bedrag van de opdracht excl. btw overschrijdt de drempel van € 215.000,00 niet);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen, diensten en concessies;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 bepalende de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het positief advies en de aanwijzingen van de adviseur voor de

gegevensbescherming en van de dienst I.D.P.B.W.;

Overwegende het bestek nr. 2023-043 betreffende de opdracht "Huur en onderhoud van bewakingscamera's", opgesteld door de Opdrachtcentrale;

Overwegende dat het geraamde totaalbedrag van deze opdracht € 174.000,00 excl. btw of € 210.540,00 inclusief 21 % btw belooft;

Overwegende dat de onderhavige opdracht voor maximum 1 jaar verlengd kan worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 57 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te sluiten door middel van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat deze opdracht op nationaal niveau bekendgemaakt zal worden;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave mogelijk maakt ingeschreven is op artikel 87601/124-12/62 en artikel 875/465-06/62 aangezien deze opdracht ook deels gefinancierd zal worden met de subsidies voor een bedrag van € 65.000,00 door Net Brussel;

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen,

Beslist :

- het bestek nr. 2023-043 betreffende de opdracht "Huur en onderhoud van bewakingscamera's", opgesteld door de Opdrachtcentrale, goed te keuren. De voorwaarden zijn vastgesteld zoals voorzien in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten;

- zijn goedkeuring te verlenen aan de vastlegging van de geraamde uitgaven van € 210.540,00 inclusief 21 % btw;

- de opdracht te plaatsen door middel van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

- de bekendmaking van de aankondiging opdracht te vervolledigen en door te sturen op nationaal niveau;

- de onderhavige uitgave vast te leggen op artikel 87601/124-12/62 en artikel 875/465-09/62 aangezien deze opdracht ook deels gefinancierd zal worden met de subsidies voor een bedrag van € 65.000,00 door Net Brussel.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*CCH.docx, Avis de marché.pdf, Bestek.docx, Aankondiging opdracht.pdf*

---

22.06.2023/A/0025 **Achat d'un tracteur avec élévateur à nacelle avec chassis.- Approbation des conditions et du mode de passation.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, § 1 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Considérant le cahier des charges N° 2023-009 relatif au marché “Achat d'un tracteur avec élévateur à nacelle avec châssis” établi par la Centrale de marchés;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 289.256,19 € hors TVA ou 349.999,99 €, 21 % TVA comprise pour l'acquisition des machines et à 20.000 € pour l'entretien des machines (option exigée 2), soit un montant total estimé de 369.999,99 €;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2023, à l'article 766/743-53/58 et sera inscrit à l'article 136/124-06/84 des exercices 2024 et suivants pour l'entretien des machines;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide :

- d'approuver le cahier des charges N° 2023-009 et le montant estimé du marché “Achat d'un tracteur avec élévateur à nacelle avec châssis”, établis par la Centrale de marchés. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics, le montant estimé s'élevant à 289.256,19 € hors TVA ou 349.999,99 €, 21 % TVA comprise pour l'acquisition des machines et à 20.000 € pour l'entretien des machines (option exigée 2);

- de passer le marché par la procédure ouverte;

- de compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen;

- de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

### **Aankoop van een tractor met hoogwerker met chassis.- Goedkeuring van de voorwaarden en van de plaatsingsprocedure.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234, § 1 betreffende de bevoegdheden van de Gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Overwegende het bestek nr. 2023-009 betreffende de opdracht "Aankoop van een tractor met hoogwerker met chassis", opgesteld door de Opdrachtcentrale;

Overwegende dat het geraamde bedrag van deze opdracht € 289.256,19 excl. btw of € 349.999,99 inclusief 21 % btw belooft voor de aankoop van de tractor en € 20.000 voor het onderhoud van de machines (vereiste optie 2), hetzij een geraamd totaalbedrag van € 369.999,99;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen via openbare procedure;

Overwegende dat deze raming de drempels overschrijdt die van toepassing zijn op de Europese bekendmaking;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave mogelijk maakt ingeschreven is op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023 op artikel 766/743-53/ - /58, gefinancierd zal worden met eigen middelen en subsidies en ingeschreven zal worden op artikel 766/124-06/84 van het dienstjaar 2024 en volgende voor het onderhoud van de machines;

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen,

Beslist :

- het bestek nr. 2023-009 en het geraamd bedrag van de opdracht "Aankoop van een tractor met hoogwerker met chassis", opgesteld door de Opdrachtcentrale, goed te keuren. De voorwaarden zijn vastgesteld zoals voorzien in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten.
- het geraamd bedrag beloopt € 289.256,19 excl. btw of € 349.999,99 inclusief 21 % btw en € 20.000 voor het onderhoud van de machines (vereiste optie 2);
- de opdracht te gunnen via openbare procedure;
- de aankondiging van de opdracht op nationaal en Europees niveau te vervolledigen, goed te keuren en te versturen;
- deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*Aankondiging van opdracht.pdf, 2023\_05\_15\_CCH - Modele 3P (002) (003).pdf, Avis de marché.pdf, 2023\_05\_15\_CCH - Modele 3P (002)\_nl.pdf*

---

22.06.2023/A/0026 **Achat de camionnettes 2023.- Approbation des conditions et de la procédure de passation.- Application de l'article 234, § 1 de la nouvelle loi communale.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234, § 1 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Considérant qu'il est proposé de passer ce marché par procédure ouverte;

Considérant le cahier des charges N° 2023-015 relatif au marché "Achat de camionnettes 2023." établi par la Centrale de marchés en collaboration avec le service Transport;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

Lot 1 : Deux camionnettes simple cabine à plateau bas avec bâche estimé à 160.000 €, T.V.A comprise;

Lot 2 : Camionnette simple cabine à plateau bas estimé à 75.000 €, T.V.A comprise;

Lot 3 : Camionnette double cabine tri-benne à plateau bas estimé à 80.000 €, T.V.A comprise;

Lot 4 : Trois camionnettes double cabine tri-benne estimé à 250.000 €, T.V.A



comprise;

Lot 5 : Camionnette simple cabine tri-benne estimé à 80.000 €, T.V.A comprise;

Lot 6 : Deux camionnettes double cabine avec benne basculante estimé à 155.000 €, T.V.A comprise;

Lot 7 : Camionnette simple cabine à plateau bas avec bâche estimé à 80.000 €, T.V.A comprise;

Lot 8 : Camionnette avec élévateur estimé à 75.000 €, T.V.A comprise;

Lot 9 : Camionnette châssis simple cabine avec benne basculante estimé à 75.000 €, T.V.A comprise;

Lot 10 : camionnette châssis simple cabine à plateau pour la propreté estimée à 75.000 €, T.V.A comprise;

Considérant que la dépense globale estimée de ce marché s'élève à 913.223,14 € hors T.V.A ou 1.105.000 €, 21 % T.V.A. comprise;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne;

Considérant que les crédits permettant ces dépenses sont inscrits aux articles budgétaires du code économique .../743-52/...;

Sous réserve de l'approbation des modifications budgétaires MB2 à l'extra par les Autorités de Tutelle,

Décide :

- d'approuver le cahier des charges N° 2023-015 et le montant estimé du marché "Achat de camionnettes 2023.", établis par la Centrale de marchés en collaboration avec le service Transport. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 913.223,14 € hors T.V.A ou 1.105.000 €, 21 % T.V.A. comprise;
- de passer le marché par la procédure ouverte;
- de compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen;
- de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la Tutelle générale.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**Aankoop van bestelwagens 2023.- Goedkeuring van de voorwaarden en van de plaatsingsprocedure.- Toepassing van artikel 234, § 1 van de nieuwe gemeentewet.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234, § 1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 bepalende de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Overwegende dat voorgesteld wordt deze opdracht te gunnen via openbare procedure;

Overwegende het bestek nr. 2023-015 betreffende de opdracht "Aankoop van bestelwagens 2023", opgesteld door de Opdrachtcentrale in samenwerking met de dienst Vervoer;

Overwegende dat deze opdracht verdeeld is in percelen :

Perceel 1 : Twee bestelwagens met enkele cabine met een laag platform met dekzeil, geraamd op € 160.000 inclusief btw;

Perceel 2 : Bestelwagen met enkele cabine met een laag platform, geraamd op € 75.000 inclusief btw;

Perceel 3 : Bestelwagen met dubbele cabine met driezijdige bak met een laag platform, geraamd op € 80.000 inclusief btw;

Perceel 4 : Drie bestelwagens met dubbele cabine met driezijdige bak, geraamd op € 250.000 inclusief btw;

Perceel 5 : Bestelwagen met enkele cabine met driezijdige bak, geraamd op € 80.000 inclusief btw;

Perceel 6 : Twee bestelwagens met dubbele cabine met kiepbak, geraamd op € 155.000 inclusief btw;

Perceel 7 : Bestelwagen met enkele cabine met een laag platform met dekzeil, geraamd op € 80.000 inclusief btw;

Perceel 8 : Bestelwagen met heftoestel, geraamd op € 75.000 inclusief btw;

Perceel 9 : Bestelwagen met enkele cabine met kiepbak, geraamd op € 75.000 inclusief btw;

Perceel 10 : Bestelwagen met enkele cabine met platform voor de dienst Reinheid, geraamd op € 75.000 inclusief btw;

Overwegende dat de geraamde totale uitgave van deze opdracht € 913.223,14 excl. btw of € 1.105.000 inclusief 21 % btw bedraagt;

Overwegende dat deze raming de drempels overschrijdt die van toepassing zijn op de Europese bekendmaking;

Overwegende dat de kredieten die deze uitgaven mogelijk maken ingeschreven zijn onder de begrotingsartikels van de economische code .../743-52/...;

Onder voorbehoud van de goedkeuring van begrotingswijziging BW2 op de buitengewone begroting door de bevoegde instanties,

Beslist :

- het bestek nr. 2023-015 en het geraamde bedrag van de opdracht "Aankoop van bestelwagens 2023", opgesteld door de Opdrachtcentrale in samenwerking met de dienst Vervoer, goed te keuren. De voorwaarden zijn vastgesteld zoals voorzien in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten. Het geraamde bedrag beloopt € 913.223,14 excl. btw of € 1.105.000 inclusief 21 % btw;

- de opdracht te gunnen via openbare procedure;

- de aankondiging van de opdracht op nationaal en Europees niveau te vervolledigen en te versturen;

- deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op het uitoefenen van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*BESTEK NL.pdf, CCH VF.pdf, Avis de marchés FR.pdf, Avis de marchés NL.pdf*

---

22.06.2023/A/0027 **Fournitures de carburants, d'électricité et de mazout de chauffage 2024-2027.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, § 1 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 et l'article 57, et notamment les articles 2, 36° et 48 permettant une réalisation conjointe du marché pour le compte de plusieurs adjudicateurs;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Considérant le cahier des charges N° 2023-028 relatif au marché "Fournitures de carburants et Mazout de chauffage 2024-2027" établi par la Centrale de marchés;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

\* Lot 1 (Fourniture d'essence, de diesel, de CNG et service tiers payeur), estimé à 1.074.380,16 € hors TVA ou 1.299.999,99 €, 21 % TVA comprise;

\* Lot 2 (Fourniture de mazout de chauffage), estimé à 16.528,92 € hors TVA ou 19.999,99 €, 21 % TVA comprise;

\* Lot 3 (Fourniture d'électricité pour véhicules), estimé à 66.115,70 € hors TVA ou 80.000,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 1.157.024,78 € hors TVA ou 1.399.999,98 €, 21 % TVA comprise;

Considérant que le présent marché est un marché conjoint : Commune et CPAS d'Uccle et que la commune d'Uccle est le pouvoir adjudicateur organisateur (PAO) et le CPAS, le pouvoir adjudicateur bénéficiaire (PAB);

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits au budget ordinaire sur quatre années aux articles 136/127-03/84, .../127-10/84 et 137/125-0/85,

Décide :

- d'approuver le cahier des charges N° 2023-028 et le montant estimé du marché "Fournitures de carburants, d'électricité et mazout de chauffage 2024-2027", établis par la Centrale de marchés. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 1.157.024,78 € hors TVA ou 1.399.999,98 €, 21 % TVA comprise;

- de passer le marché par la procédure ouverte;

- de compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen;

- de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

### **Levering van brandstof, elektriciteit en huisbrandolie 2024-2027.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234, § 1 betreffende de bevoegdheden van de Gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 36 en 57 en artikel 2 36° en 48, die een gezamenlijke verwezenlijking van de opdracht voor rekening van meerdere aanbesteders mogelijk maken;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Overwegende het bestek nr. 2023-028 betreffende de opdracht "Levering van brandstof en huisbrandolie 2024-2027", opgesteld door de Opdrachtcentrale;

Overwegende dat deze opdracht verdeeld is in percelen :

\* Perceel 1 (Levering van benzine, diesel, cng en een derdebetalerssysteem), geraamd

op € 1.074.380,16 excl. btw of € 1.299.999,99 inclusief 21 % btw;  
\* Perceel 2 (Levering van huisbrandolie), geraamd op € 16.528,92 excl. btw of € 19.999,99 inclusief 21 % btw;  
\* Perceel 3 (Levering van elektriciteit voor voertuigen), geraamd op € 66.115,70 excl. btw of € 80.000,00 inclusief 21 % btw;  
Overwegende dat het geraamde totaalbedrag van deze opdracht € 1.157.024,78 excl. btw of € 1.399.999,98 inclusief 21 % btw belooft;  
Overwegende dat de onderhavige opdracht een gezamenlijke opdracht is tussen de gemeente en het OCMW van Ukkel en dat de gemeente Ukkel de organiserende aanbestedende overheid (OAO) en het OCMW de begunstigde aanbestedende overheid (BAO) is;  
Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen via openbare procedure;  
Overwegende dat deze raming de drempels overschrijdt die van toepassing zijn op de Europese bekendmaking;  
Overwegende dat de kredieten die deze uitgave mogelijk maken ingeschreven zijn op de gewone begroting, over vier jaar, op artikel 136/127-03/84 en 137/125-03/85,  
Beslist :  
- het bestek nr. 2023-028 en het geraamd bedrag van de opdracht "Levering van brandstof, elektriciteit en huisbrandolie 2024-2027", opgesteld door de Opdrachtcentrale, goed te keuren. De voorwaarden zijn vastgesteld zoals voorzien in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten. Het geraamde bedrag belooft € 1.157.024,78 excl. btw of € 1.399.999,98 inclusief 21 % btw.  
- de opdracht te gunnen via openbare procedure;  
- de aankondiging van de opdracht op nationaal en Europees niveau te vervolledigen, goed te keuren en te versturen;  
- deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het punt goed.  
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*4 annexes / 4 bijlagen*  
*20230608100355.pdf, 20230608100411.pdf, 2023\_04\_20\_CCH -Fr définitif\_nl.pdf,*  
*2023\_04\_20\_CCH -Fr définitif.pdf*

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

### Jeunesse - Jeugd

22.06.2023/A/0028 **L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité.- Jeunesse.- Mise à disposition d'un véhicule communal à l'unité LC101.- Approbation de la convention.**

Le Conseil,  
Considérant que la commune par sa déclaration de politique générale s'est engagée à soutenir les mouvements de jeunesse représentant un vecteur de citoyenneté important sur le territoire communal;

Considérant que l'échevinat de la jeunesse, en collaboration avec le service transport, répond depuis 5 ans à la problématique du coût des transports à laquelle sont confrontés les mouvements de jeunesse en proposant le transport de matériel vers les lieux de camps d'été;

Considérant que l'unité LC101, à l'occasion de la réunion annuelle avec l'ensemble des mouvements de jeunesse actifs sur le territoire de la commune et après avoir recherché une solution sans succès, a fait une demande spécifique dans le cadre de l'aide aux transports pour disposer d'un véhicule afin de se rendre en Roumanie, lieu de leur camp, compte tenu du coût très élevé d'une location d'une camionnette pour leur budget;

Considérant que l'unité LC101 n'a pas d'autre possibilité pour véhiculer les pionniers vers le camp en Roumanie;

Considérant qu'au moins un véhicule communal n'est pas utilisé pendant la période de juillet et août;

Que le service Jeunesse a sollicité le service Transport pour la mise à disposition de ce véhicule communal à l'unité LC101 pour un camp d'été à l'étranger;

Que le service Transport a marqué son accord sur la mise à disposition d'une camionnette du 4 juillet au 23 juillet;

Qu'afin de formaliser cette mise à disposition, il est opportun qu'une convention soit signée entre la commune et l'unité LC101,

Décide d'approuver la convention de mise à disposition d'un véhicule communal ci-annexée.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen.- Jeugd.-  
Terbeschikkingstelling van een gemeentelijk voertuig aan eenheid LC101.-  
Goedkeuring van de overeenkomst.**

De Raad,

Overwegende dat de gemeente in haar algemene beleidsverklaring aangeeft zich te willen inzetten voor de ondersteuning van jeugdbewegingen die een belangrijk aspect van burgerschap in de gemeente vertegenwoordigen;

Overwegende dat de dienst Jeugd sinds 5 jaar, in samenwerking met de dienst Transport, het probleem van de transportkosten van jeugdbewegingen heeft opgelost door het transport van materiaal naar zomerkampen aan te bieden;

Overwegende dat naar aanleiding van de jaarlijkse vergadering van de Ukkelse jeugdbewegingen en zonder een oplossing gevonden te hebben, de eenheid LC101 een specifiek verzoek heeft ingediend voor transporthulp om over een voertuig te beschikken om naar Roemenië te reizen, de locatie van hun kamp, rekening houdend met de zeer hoge kosten voor de huur van een bestelwagen voor hun budget;

Overwegende dat de eenheid LC101 geen enkel andere middel ter beschikking heeft om om de pioniers naar het kamp in Roemenië te vervoeren;

Overwegende dat minstens één gemeentelijk voertuig niet gebruikt zal worden in juli en augustus;

Overwegende dat de dienst Jeugd de dienst Transport heeft gevraagd om dit gemeentelijk voertuig beschikbaar te stellen aan eenheid LC101 voor een zomerkamp in het buitenland;

Overwegende dat de dienst Transport ermee heeft ingestemd een bestelwagen gemeentelijk voertuig ter beschikking te stellen van 4 juli tot 23 juli;

Overwegende dat, om deze terbeschikkingstelling te formaliseren, een overeenkomst moet worden ondertekend tussen de gemeente en eenheid LC101,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde overeenkomst voor de

terbeschikkingstelling van een gemeentelijk voertuig.

De Raad keurt het punt goed.  
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*Fiche technique pour voyage étranger\_120.pdf, convention de prêt véhicule communal.pdf, fiche d'état des lieux d'un véhicule communal.pdf*

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

### Action sociale - Sociale actie

22.06.2023/A/0029 **Vélothèque - Fietsbieb.- Convention de soutien financier - Engagement de la dépense.**

Le Conseil,

Considérant la Déclaration de Politique générale communale, la volonté de développer une mobilité durable et pour se faire encourager les modes actifs de déplacement, notamment cyclistes;

Considérant le coût que représente l'achat successifs de vélos pour les jeunes enfants et l'intérêt de favoriser le partage de matériel plutôt que l'achat individuel;

Considérant la convention de soutien financier adoptée par le Conseil communal en séance du 25/06/2020 avec l'asbl Beweging qui a développé un réseau de points d'échange (projet collaboratif "Fietsbieb-Vélothèque") en Région bruxelloise et en Flandre;

Considérant que la convention est conclue pour une durée déterminée sans tacite reconduction et que celle-ci a été reconduite par la délibération du Conseil du 23/06/2022;

Considérant le succès des deux premières années de partenariat entre la commune et l'asbl Beweging, le point d'échange d'Uccle étant situé dans un pavillon avenue Paul Stroobant 43 où se trouve le dépôt de vélos;

Vu que, conformément à l'article 5 de la convention de soutien financier, l'asbl Beweging a fourni les documents permettant de contrôler la bonne utilisation du subside de 2.500,00 € accordé pour la troisième année;

Considérant que la subvention a couvert, la mise en place d'un stock de 30 vélos et plusieurs réapprovisionnements de ce stock au gré des locations, la réparation et la maintenance des vélos par une entreprise d'économie sociale, l'impression de flyers et affiches;

Vu que la convention a été conclue pour une durée déterminée de 1 an se terminant le 11/07/2023, jour anniversaire de l'année d'ouverture (11/07/2020) de la Vélothèque d'Uccle et qu'il y a donc lieu de la renouveler, celle-ci étant annexée à la présente délibération;

Considérant qu'il y a lieu de soutenir l'asbl Beweging pour la troisième année de réalisation de ce projet par une subvention de 2.500,00 €,

Décide :

- de donner son accord pour la prolongation de 1 an du projet de Vélothèque en collaboration avec l'asbl Beweging;
- d'approuver la convention de collaboration et de soutien financier annexée à la présente délibération;

- d'autoriser l'engagement de la dépense et le paiement d'une subvention de 2.500,00 € à l'asbl Beweging.

Le Conseil approuve le point.  
39 votants : 39 votes positifs.

---

### **Vélothèque - Fietsbieb.- Overeenkomst inzake financiële ondersteuning.**

De Raad,

Overwegende de gemeentelijke algemene beleidsverklaring en de wens om een duurzame mobiliteit te ontwikkelen en de actieve verplaatsingswijzen aan te moedigen, meer bepaald fietsers;

Overwegende de kostprijs die de opeenvolgende aankopen van fietsen voor jonge kinderen inhouden en het belang om het delen van materiaal in plaats van individuele aankopen aan te moedigen;

Overwegende de overeenkomst van financiële ondersteuning, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 25/06/2020 met de vzw Beweging, die een netwerk van ruilpunten (collaboratief project "Fietsbieb-Vélothèque") uitgebouwd heeft in het Brussels gewest en in Vlaanderen;

Overwegende dat de overeenkomst wordt aangegaan voor bepaalde tijd zonder stilzwijgende verlenging en dat deze werd verlengd bij beraadslaging van de Raad van Bestuur van 23/06/2022;

Overwegende het succes van de twee eerste jaaren van samenwerking tussen de gemeente en de vzw Beweging en het ruilpunt van Ukkel in een paviljoen in de Paul Stroobantlaan 43, waar zich de opslagplaats voor fietsen bevindt;

Aangezien overeenkomstig artikel 5 van de overeenkomst van financiële ondersteuning de vzw Beweging de documenten waarmee de goede aanwending van de subsidie van € 2.500,00, die toegekend werd voor de derde jaar, gecontroleerd kan worden;

Overwegende dat de subsidie de aanleg van een voorraad van 30 fietsen en meerdere aanvullingen van deze voorraad naargelang de verhuringen, de reparatie en onderhoud van fietsen door een onderneming uit de sociale economie en het drukken van flyers en affiches gedekt heeft;

Aangezien de overeenkomst in de bijlage bij de onderhavige beraadslaging gesloten werd voor een bepaalde duur van 1 jaar, die afloopt op 11/07/2023, verjaardag van de opening (11/07/2020) van de Fietsbieb van Ukkel, en dat ze dus vernieuwd moet worden;

Overwegende dat de vzw Beweging voor het derde jaar van uitvoering van dit project ondersteund moet worden met een subsidie van € 2.500,00,

Beslist :

- zijn goedkeuring te verlenen voor de verlenging met 1 jaar van het project van Fietsbieb, in samenwerking met de vzw Beweging;
- de overeenkomst van samenwerking en financiële ondersteuning, in de bijlage bij de onderhavige beraadslaging, goed te keuren;
- de vastlegging van de uitgave en de betaling van een subsidie van € 2.500,00 aan de vzw Beweging toe te staan.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Fietsbieb - Overeenkomst inzake financiële ondersteuning 2023.docx, Vélothèque - Convention de soutien financier 2023.docx*

---

## Prévention - Preventie

### 22.06.2023/A/0030 **Service Prévention.- Renouveau de la convention de mise à disposition d'un local communautaire par BinHôme.**

Le Conseil,

Vu le Plan Global de Sécurité et de Prévention de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'appel aux Plans Locaux de Prévention et de Proximité (PLPP) 2022-2024 du 21 mars 2022;

Vu l'activité 1 « Présence des agents de prévention au sein de l'espace public »;

Vu l'approbation de la convention de mise à disposition d'un local communautaire dans le quartier du Melkriek par BinHôme du 1er mai 2023 au 31 juillet 2023 approuvé par le Conseil communal du 24 avril 2023;

Considérant que depuis l'occupation de l'Antenne de prévention de proximité, le Service Prévention a augmenté sa visibilité dans le quartier, sa relation avec les partenaires locaux et l'accroche auprès des habitants ;

Considérant qu'il y a lieu de poursuivre le travail au sein du quartier;

Considérant que dû à des travaux prévus par BinHôme, l'antenne située rue Georges Ugueux, n° 5 ne sera plus disponible et que BinHôme propose la mise à disposition d'un espace similaire à proximité, soit à la rue du Melkriek, n° 93 à titre gracieux également;

Considérant que la commune garde à sa charge les frais liés aux consommations d'eau, gaz et électricité;

Considérant que la commune continue d'assurer sa responsabilité civile en matière d'incendie/dégâts des eaux pour le contenu du local;

Considérant que cette convention porte sur la période du 1er juillet 2023 au 30 novembre 2024;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide d'approuver la convention de mise à disposition d'un local communautaire par BinHôme en annexe.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

### **Preventiedienst.- Vernieuwing van de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een gemeenschapslokaal door BinHôme.**

De Raad,

Gelet op het Globaal Veiligheids- en Preventieplan van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de oproep tot de Plaatselijke Preventie- en Buurtplannen (PPBP) 2022-2024 van 21 maart 2022;

Gelet op activiteit 1 "Aanwezigheid van de preventieambtenaars in de openbare ruimte";

Gelet op de goedkeuring van de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een gemeenschapslokaal in de wijk Melkriek door BinHôme van 1 mei 2023 tot 31 juli 2023, goedgekeurd door de gemeenteraad van 24 april 2023;

Overwegende dat sinds de bezetting van het lokaal preventiesteunpunt de Preventiedienst zijn zichtbaarheid in de wijk, zijn relatie met de lokale partners en de



aanhechting met de inwoners verbeterd heeft;  
Overwegende dat het werk in de wijk voortgezet moet worden;  
Overwegende dat het steunpunt in de Georges Ugeuxstraat 5 wegens geplande werken door BinHôme niet meer beschikbaar zal zijn en dat BinHôme voorstelt een gelijkaardige ruimte in de buurt ter beschikking te stellen, gelegen Melkriekstraat 93, eveneens kosteloos;  
Overwegende dat de gemeente de kosten voor het verbruik van water, gas en elektriciteit voor haar rekening blijft nemen;  
Overwegende dat de gemeente haar burgerlijke aansprakelijkheid inzake brand/waterschade voor de inhoud van het lokaal blijft verzekeren;  
Overwegende dat deze overeenkomst betrekking heeft op de periode van 1 juli 2023 tot 30 november 2024;  
Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen,  
Beslist de bijgevoegde overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een gemeenschapslokaal door BinHôme goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.  
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*  
*Convention d'occupation SERV. PREV. MAISON MELKRIEK93.pdf*

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

### Séniors - Senioren

#### 22.06.2023/A/0031 **Appel à projets « Banc d'essai » pour le public senior - 2023-2024 - Règlement**

Le Conseil,  
Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;  
Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;  
Vu la Déclaration de politique générale 2018-2024 de la Commune d'Uccle, qui affirme l'objectif de maintenir et développer la qualité de vie de ses habitant(e)s, notamment en se montrant innovante, et de diversifier l'offre communale vis-à-vis des seniors afin que la population âgée dans toute sa diversité y trouve un intérêt;  
Considérant la succession de crises depuis 2020 (la pandémie, l'explosion des coûts de la vie) et leur impact sur la population âgée en termes économique, social et sanitaire (dont la santé mentale);  
Que ces crises peuvent contribuer à accroître les inégalités à Uccle, renforçant la nécessité pour la Commune de travailler sur le terrain de la cohésion sociale, en particulier dans ses quartiers les moins favorisés (dont les quartiers de logements sociaux);  
Que, dans ce cadre, l'échevinat des Seniors souhaite encourager, via l'appel à projets « Banc d'essai », l'émergence de nouvelles initiatives en faveur de la population âgée vivant à domicile tout en associant cette population au processus de création de ces initiatives;  
Que cette dernière catégorie des âgés, pour le fait de ne pas bénéficier de l'encadrement propre à une institution telle qu'une séniorie ou une maison de repos (et de soins), peut davantage être affectée par l'isolement social;

Attendu qu'un montant de 21.400,00 € est prévu à l'article 83402/332-02/71 de l'exercice budgétaire 2023 pour les subsides ordinaires aux associations œuvrant pour le public des seniors;

Que le règlement prévoit qu'un montant de 5.000,00 € maximum au sein de cet article soit consacré à l'appel « Banc d'essai » 2023-2024;

Vu les documents ci-annexés de Règlement et de formulaire de candidature à cet appel à projets,

Décide :

- d'approuver l'appel à projet « Banc d'essai pour les seniors 2023 - 2024 », ainsi que le règlement et le formulaire qui l'encadrent;
- de charger le Collège de la mise en œuvre de cet appel à projet et de l'application dudit règlement.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

### **Projectoproep "Testbank" voor senioren - 2023-2024 - Reglement**

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de algemene beleidsverklaring 2018-2024 van de gemeente Ukkel, die de doelstelling bevestigt om de levenskwaliteit van haar inwoners te behouden en te ontwikkelen, met name door vernieuwend te zijn en het gemeentelijk aanbod naar de senioren toe te diversifiëren zodat de seniorenbevolking in al haar diversiteit een belang vindt;

Gelet op de opeenvolging van crises sinds 2020 (de pandemie, de explosie van de kosten van levensonderhoud) en de gevolgen daarvan voor de oudere bevolking op economisch, sociaal en gezondheidsvlak (met inbegrip van de geestelijke gezondheid);

Overwegende dat deze crisissen kunnen bijdragen tot het vergroten van de ongelijkheden in Ukkel, wat de noodzaak versterkt dat de gemeente werkt aan sociale cohesie, met name in haar minst begunstigde wijken (waaronder de wijken met sociale woningen);

Overwegende dat de dienst Senioren in deze context via de projectoproep "Testbank" het ontstaan van nieuwe initiatieven ten gunste van de thuiswonende senioren wenst aan te moedigen en hen bij het denkproces wenst te betrekken;

Overwegende dat deze laatste categorie senioren, omdat zij niet profiteren van de begeleiding door een instelling zoals een rust- of verzorgingstehuis, meer door sociaal isolement kan worden getroffen;

Overwegende dat er in artikel 834/02/332-02/71 van het begrotingsdienstjaar 2023 een bedrag van € 21.400,00 is voorzien voor gewone subsidies aan verenigingen die zich inzetten voor senioren;

Overwegende dat het reglement voorziet in een maximumbedrag van € 5.000 binnen dit artikel voor de oproep "Testbank" 2023-2024;

Gelet op de bijgevoegde documenten met het reglement en het aanvraagformulier voor deze projectoproep,

Beslist :

- zijn goedkeuring te verlenen aan de projectoproep "Testbank voor senioren 2023-2024", en aan het reglement en het daarbij horende aanvraagformulier;
- het College te belasten met de uitvoering van deze projectoproep en de toepassing van het vermelde reglement.

De Raad keurt het punt goed.  
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

Uccle+-+Banc+d'essai+pour+les+seniors+-+Appel+à+projet+-+Formulaire.pdf,  
Uccle - Banc d'essai pour les seniors - Appel à projet - Formulaire  
(Nederlands).docx, Uccle+-+Banc+d'essai+pour+les+seniors+-+Appel+à+projet+-  
+Règlement.pdf, OK Uccle - Banc d'essai pour les seniors - Appel à projet -  
Règlement (Nederlands).docx

---

## DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN

### Cultes - Erediensten

22.06.2023/A/0032 **Fabrique d'église Notre Dame de la Consolation.- Compte de 2022.- Avis.**

Le Conseil,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;

Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;

Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Considérant les montants des dépenses et des recettes repris dans le tableau suivant :

Recettes			Dépenses		
Ordinaires	Extraordinaires	Totaux	Cultes	Ordinaires	Extraordinaire
43.884,85	348.844,87	392.729,72	21.694,02	15.698,89	321.711,74

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle du compte 2022 de la fabrique d'église Notre Dame de la Consolation.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**Kerkfabriek Onze Lieve Vrouw van Troost.- Rekening 2022.- Advies.**

De Raad,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809;

Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het voormelde decreet;

Gelet op artikels 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;

Overwegende de bedragen van de uitgaven en ontvangsten, opgenomen in de volgende tabel :

Ontvangsten			Uitgaven		
Gewone	Buitengewone	Totalen	Erediensten	Gewone	Buitengewone
43.884,85	348.844,87	392.729,72	21.694,02	15.698,89	321.711,74

Beslist een gunstig advies aan de goedkeuring door de toezichhoudende overheid van

de rekening 2022 van de kerkfabriek Onze Lieve Vrouw van Troost.

De Raad keurt het punt goed.  
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*  
*Fabrique d'Eglise ND Consolation Compte 2022.pdf*

---

22.06.2023/A/0033 **Fabrique d'église Saint-Job.- Compte de 2022.- Avis.**

Le Conseil,  
Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;  
Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;  
Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;  
Considérant les montants des dépenses et des recettes repris dans le tableau suivant :

Recettes			Dépenses		
Ordinaires	Extraordinaires	Totaux	Cultes	Ordinaires	Extraordinair
31.785,74	17.109,05	48.894,79	9.265,96	28.894,43	0,00

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle du compte 2022 de la fabrique d'église de Saint-Job.

Le Conseil approuve le point.  
39 votants : 38 votes positifs, 1 abstention.  
*Abstention : Bernard Hayette.*

---

**Kerkfabriek Sint-Job.- Rekening 2022.- Advies.**

De Raad,  
Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809;  
Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het voormelde decreet;  
Gelet op artikels 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;  
Overwegende de bedragen van de uitgaven en ontvangsten, opgenomen in de volgende tabel :

Ontvangsten			Uitgaven		
Gewone	Buitengewone	Totalen	Erediensten	Gewone	Buitengewor
31.785,74	17.109,05	48.894,79	9.265,96	28.894,43	0,00

Beslist een gunstig advies aan de goedkeuring door de toezichhoudende overheid van de rekening 2022 van de kerkfabriek van Sint-Job.

De Raad keurt het punt goed.  
39 stemmers : 38 positieve stemmen, 1 onthouding.  
*Onthouding : Bernard Hayette.*

*1 annexe / 1 bijlage*

---

22.06.2023/A/0034 **Fabrique d'église Saint-Marc.- Compte de 2022.- Avis.**

Le Conseil,  
Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;  
Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;  
Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;  
Considérant les montants des dépenses et des recettes repris dans le tableau suivant :

Recettes			Dépenses		
Ordinaires	Extraordinaires	Totaux	Cultes	Ordinaires	Extraordinaire
85.808,09	23.771,61	109.579,70	19.150,93	48.796,55	0,00

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle du compte 2022 de la fabrique d'église de Saint-Marc.

Le Conseil approuve le point.  
39 votants : 39 votes positifs.

---

**Kerkfabriek Sint-Marcus.- Rekening 2022.- Advies.**

De Raad,  
Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809;  
Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het voormelde decreet;  
Gelet op artikels 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;  
Overwegende de bedragen van de uitgaven en ontvangsten, opgenomen in de volgende tabel :

Ontvangsten			Uitgaven		
Gewone	Buitengewone	Totalen	Erediensten	Gewone	Buitengewone
85.808,09	23.771,61	109.579,70	19.150,93	48.796,55	0,00

Beslist een gunstig advies aan de goedkeuring door de toezichhoudende overheid van de rekening 2022 van de kerkfabriek van Sint-Marcus.

De Raad keurt het punt goed.  
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*  
*Fabrique d'Eglise St-Marc Compte 2022.pdf*

---

22.06.2023/A/0035 **Fabrique d'église Saint-Pierre.- Compte de 2022.- Avis.**

Le Conseil,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;  
 Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;  
 Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;  
 Considérant les montants modifiés des dépenses et des recettes repris dans le tableau suivant :

Recettes			Dépenses		
Ordinaires	Extraordinaires	Totaux	Cultes	Ordinaires	Extraordir
151.216,09	809.822,91	961.039,00	22.523,38	109.067,16	96.489,86

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle du compte 2022 de la fabrique d'église Saint-Pierre.

Le Conseil approuve le point.  
 39 votants : 39 votes positifs.

---

**Kerkefabriek Sint-Pieter.- Rekening 2022.- Advies.**

De Raad,  
 Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809;  
 Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het voormelde decreet;  
 Gelet op artikels 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;  
 Overwegende de gewijzigde bedragen van de uitgaven en ontvangsten, opgenomen in de volgende tabel :

Ontvangsten			Uitgaven		
Gewone	Buitengewone	Totalen	Erediensten	Gewone	Buitengew
151.216,09	809.822,91	961.039,00	22.523,38	109.067,16	96.489,86

Beslist een gunstig advies aan de goedkeuring door de toezichhoudende overheid van de rekening 2022 van de kerkefabriek Sint-Pieter.

De Raad keurt het punt goed.  
 39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*  
*Fabrique d'Eglise Saint-Pierre Compte 2022.pdf*

---

22.06.2023/A/0036 **Fabrique d'église du Précieux Sang.- Compte de 2022.- Avis.**

Le Conseil,  
 Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;  
 Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;  
 Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;  
 Considérant les montants des dépenses et des recettes repris dans le tableau suivant :

Recettes	Dépenses
----------	----------

Ordinaires	Extraordinaires	Totaux	Cultes	Ordinaires	Extraordinair
5.951,74	38.979,99	44.931,73	533,04	3.166,27	0,00

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle du compte 2022 de la fabrique d'église du Précieux Sang.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 38 votes positifs, 1 abstention.

*Abstention : Bernard Hayette.*

---

### **Kerkfabriek Kostbaar Bloed.- Rekening 2022.- Advies.**

De Raad,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809;

Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het voormelde decreet;

Gelet op artikels 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;

Overwegende de bedragen van de uitgaven en ontvangsten, opgenomen in de volgende tabel :

Ontvangsten			Uitgaven		
Gewone	Buitengewone	Totalen	Erediensten	Gewone	Buitengewone
5.951,74	38.979,99	44.931,73	533,04	3.166,27	0,00

Beslist een gunstig advies aan de goedkeuring door de toezichhoudende overheid van de rekening 2022 van de kerkfabriek Kostbaar Bloed.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 38 positieve stemmen, 1 onthouding.

*Onthouding : Bernard Hayette.*

*1 annexe / 1 bijlage*

*Fabrique d'Eglise Précieux Sang Compte 2022.pdf*

---

### **22.06.2023/A/0037 The International Protestant Church of Brussels.- Compte de 2022.- Avis.**

Le Conseil,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;

Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;

Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Considérant les montants des dépenses et des recettes repris dans le tableau suivant :

Recettes			Dépenses		
Ordinaires	Extraordinaires	Totaux	Cultes	Ordinaires	Extraordinair
79.671,95	0,00	79.671,95	788,18	39.443,08	0,00

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle du compte

2022 de la fabrique d'église The International Protestant Church of Brussels.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**The International Protestant Church of Brussels.- Rekening 2022.- Advies.**

De Raad,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809;

Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het voormelde decreet;

Gelet op artikels 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;

Overwegende de bedragen van de uitgaven en ontvangsten, opgenomen in de volgende tabel :

Ontvangsten			Uitgaven		
Gewone	Buitengewone	Totalen	Erediensten	Gewone	Buitengewone
79.671,95	0,00	79.671,95	788,18	39.443,08	0,00

Beslist een gunstig advies aan de goedkeuring door de toezichhoudende overheid van de rekening 2022 van de kerkfabriek The International Protestant Church of Brussels.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*International Protestant Church of Brussels Compte 2022.pdf*

---

22.06.2023/A/0038 **Fabrique d'église Notre Dame de l'Annonciation.- Modification budgétaire 2022.- Prise de connaissance.**

Le Conseil,

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004 portant modification dudit décret;

Vu les articles 1 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu l'article 255, § 9 de la nouvelle loi communale;

Vu la modification budgétaire 2022 de la fabrique d'église de Notre Dame de l'Annonciation arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

Recettes			Dépenses		
Ordinaires	Extraordinaires	Totaux	Cultes	Ordinaires	Extraordinaires
56.521,86	352.058,75	408.580,61	18.305,00	77.475,61	312.800,00

Attendu que l'autorité de tutelle régionale a approuvé, par arrêté du 6 avril 2023, la modification budgétaire 2022 de la fabrique d'église de Notre-Dame de l'Annonciation dont l'équilibre budgétaire est obtenu grâce à une intervention communale ordinaire d'un montant de 36.851,86 € dont 10.790,22 € à charge de Uccle;

Attendu qu'il y a lieu de prévoir ce montant en modification budgétaire à l'article 790/435-01/301 du budget communal,



Décide de prendre connaissance de la décision de l'autorité de tutelle régionale du 6 avril 2023 d'approuver la modification budgétaire 2022 de la fabrique d'église de Notre-Dame de l'Annonciation et d'inscrire une dépense de 10.790,22 € au budget communal 2023 dans les prochaines modifications budgétaires.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 38 votes positifs, 1 abstention.

*Abstention : Bernard Hayette.*

---

### **Kerkefabriek Onze-Lieve-Vrouw-Boodschap.- Begrotingwijziging 2022.- Kennisneming.**

De Raad,

Gelet op het decreet van 30 december 1809 op de kerkefabrieken;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004 tot wijziging van het voornoemde decreet;

Gelet op artikels 1 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensden;

Gelet op artikel 255, § 9 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de begrotingwijziging 2022 van de kerkefabriek van OLV Boedschap, als volgt vastgesteld door de kerkraad :

Ontvangsten			Uitgaven		
Gewone	Buitengewone	Totalen	Erediensten	Gewone	Buitengewone
56.521,86	352.058,75	408.580,61	18.305,00	77.475,61	312.800,00

Aangezien de gewestelijke toezichthoudende overheid in een besluit van 6 april 2023 de begrotingswijziging 2022 van de kerkefabriek Onze-Lieve-Vrouw Boedschap goedgekeurd heeft, waarvan het begrotingsevenwicht bereikt wordt dankzij een gewone gemeentelijke tussenkomst voor een bedrag van € 36.851,86, waarvan € 10.790,22 ten laste van Ukkel;

Aangezien dit bedrag in begrotingswijziging voorzien moet worden op artikel 790/435-01/301 van de gemeentebegroting,

Beslist kennis te nemen van de beslissing van de gewestelijke toezichthoudende overheid van 6 april 2023 tot goedkeuring van de begrotingswijziging 2022 van de kerkefabriek Onze-Lieve-Vrouw Boedschap en een uitgave van € 10.790,22 op de gemeentebegroting 2023 te boeken in de volgende begrotingswijzigingen.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 38 positieve stemmen, 1 onthouding.

*Onthouding : Bernard Hayette.*

*1 annexe / 1 bijlage*

*FE ND Annonciation - Modification budgétaire 2022.pdf*

---

## **DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN**

### **Crèches - Kinderdagverblijven**

22.06.2023/A/0039 **Octroi d'une prime de remerciement au personnel des milieux d'accueil sous forme d'un écochèque.- Modalités d'octroi.**

Le Conseil,

Vu qu'en séance du 10 novembre 2021, l'Assemblée a marqué son accord sur l'octroi d'éco-chèques à l'ensemble du personnel travaillant dans les crèches et halte-accueil communales (personnel de direction, psycho-médico-social, de puériculture, ouvrier-cuisinière, nettoyeuses etc.), grâce à un subside exceptionnel obtenu de l'ONE, couvrant la totalité des dépenses;

Considérant la nouvelle circulaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 décembre 2022, octroyant une nouvelle subvention exceptionnelle, mais uniquement au personnel d'accueil et d'encadrement des milieux d'accueil de la petite enfance (puériculteurs/trices et personnel psycho-médico-social);  
Vu le courrier de l'O.N.E., envoyé par mail le 15 décembre 2022, concernant les modalités de l'octroi d'une prime de remerciement au personnel des milieux d'accueil sous forme d'un éco-chèque;

Que ce courrier précise e.a. que les pouvoirs organisateurs ne bénéficieront de la subvention exceptionnelle, que si leur instance compétente approuve l'octroi des éco-chèques;

Que la prime de 200 € (+ 2 € de frais administratifs) doit être proratisée en fonction du temps de travail ainsi qu'en fonction de la période prestée en 2022;

Vu les décisions du Collège des 10 et 16 novembre 2021, marquant son accord sur l'octroi d'éco-chèques pour le personnel travaillant dans les crèches, crèches des grands et halte-accueil, à octroyer à l'ensemble du personnel travaillant dans les crèches (psycho-médico-social, de puériculture et ouvrier) au prorata des prestations et certaines absences n'étant pas prises en compte;

Vu l'absence de précision de l'ONE quant à l'identification des bénéficiaires, de cette nouvelle prime;

Vu les informations collectées auprès des responsables des autres PO communaux et auprès de l'ONE, il a été précisé qu'il appartient au P.O. de décider :

- si la prime sera uniquement attribuée et dans son entièreté au personnel de puériculture et au personnel psycho-médico-social;
- si la prime sera également distribuée au personnel de direction et au personnel ouvrier, mais au prorata par rapport au subside total reçu (dans ce cas, le montant de la prime à percevoir par chacun sera automatiquement inférieur à 200 €);
- si la prime sera totalement payée à l'ensemble du personnel ayant travaillé en crèche durant l'année 2022, mais sur fonds propres ce qui implique le dépassement du subside perçu ;

Vu que, comme déjà décidé par l'Assemblée en séance du 16 décembre 2021 et par mesure d'équité, il y aurait lieu d'accorder cette prime à l'entièreté du personnel ayant travaillé en crèche (direction, psycho-médico-social, de puériculture et ouvrier), tant pour le personnel nommé que pour le personnel contractuel;

Qu'il y aurait également lieu, comme déjà décidé par l'assemblée en séance du 16 décembre 2021, de ne pas comptabiliser comme jours de présence, les absences suivantes :

- jour d'interruptions de carrière, congé parental, corona, etc.,
- jours de maladie de longue durée non payés (disponibilité pour le personnel nommé et jours payés par la mutuelle pour les contractuels si + de 30 jours d'absence, écartement compris),
- jours de grèves,
- jours sans contrat,
- jours de congés sans solde,
- jours d'absence injustifiée,

Considérant que les syndicats ont été consultés et que ces derniers pensaient qu'il serait plus juste d'octroyer cette prime à l'entièreté du personnel ayant travaillé dans les crèches;

Vu que ce point a été soumis au Comité Particulier de Négociation du 15 juin 2023 et

a fait l'objet d'un protocole d'accord,

Décide :

- d'adopter la même procédure qu'en 2021 et de répartir la somme totale reçue de l'ONE à l'entière du personnel ayant travaillé en crèche entre le 1er janvier 2022 et le 31 décembre 2022, déduction faite de 2 € par personne pour les frais administratifs;
- d'octroyer des éco-chèques aux directrices, assistantes sociales, infirmières, puéricultrices-chefs, puéricultrices ou assimilé en fonction du diplôme accepté lors de l'engagement, personnel ouvrier travaillant dans les crèches, à savoir nettoyeuses, buandières, cuisinières etc.;
- que les éco-chèques seront exemptés de cotisation de sécurité sociale;
- que la prime octroyée concernera la période du 1er janvier au 31 décembre 2022;
- que les absences suivantes ne seront pas comptabilisées pour l'octroi des éco-chèques : jours de congés sans solde, diminution du temps de travail (toutes les interruptions de carrière, prestations réduites, suspension du contrat de travail suite à une peine disciplinaire, jours de maladie à charge de la mutuelle pour le personnel contractuel (en ce compris les écartements) et jours de maladie avec mise en disponibilité pour maladie pour le personnel nommé définitivement;
- d'autoriser un marché public auprès des trois firmes imposées par l'ONE;
- de faire signer une convention individuelle relative à l'octroi d'éco-chèques électroniques dans laquelle sera stipulé que chaque bénéficiaire recevant ces éco-chèques durant l'année de référence n'en a reçu d'un autre employeur, mais que si tel a été le cas, le montant total des éco-chèques reçus auprès de plusieurs employeurs ne pourra dépasser 250 € au total.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

### **Toekenning van een bedankpremie aan het personeel van de opvangcentra in de vorm van een ecocheque.- Toekenningsvoorwaarden.**

De Raad,

Overwegende dat de vergadering in zitting van 10 november 2021 zijn goedkeuring heeft verleend aan de toekenning van ecocheques aan al het personeel dat in de gemeentelijke kinderdagverblijven en tijdelijke opvang werkt (directiepersoneel, psycho-medisch-sociaal personeel, kinderopvangsters, arbeider-kokkin, schoonmakers ...), dankzij een uitzonderlijke subsidie verkregen van de ONE, die alle kosten dekt;

Gelet op de nieuwe omzendbrief van de Federatie Wallonië-Brussel en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14 december 2022 waarbij een nieuwe uitzonderlijke subsidie wordt toegekend, maar enkel voor opvangpersoneel en leidinggevend personeel van de opvangcentra voor jonge kinderen (kinderverzorg(st)ers en psycho-medisch-sociaal personeel);

Gelet op de brief van de ONE, verzonden per e-mail op 15 december 2022, betreffende de voorwaarden voor de toekenning van een bedankpremie aan het personeel van de opvangcentra in de vorm van een ecocheque;

Overwegende dat deze brief o.a. preciseert dat de organiserende machten slechts van de uitzonderlijke subsidie zullen genieten indien hun bevoegde instantie de toekenning van ecocheques goedkeurt;

Overwegende dat de premie van 200 € (+ 2 € administratiekosten) naar rato van de werktijd en naar rato van de in 2022 gepresteerde periode moet worden verdeeld;

Gelet op de beslissingen van het college van 10 en 16 november 2021 tot goedkeuring van de toekenning van ecocheques voor het personeel dat in de kinderdagverblijven, kinderdagverblijven voor grote kinderen en tijdelijke opvang werkt, toe te kennen aan al het personeel dat in de kinderdagverblijven werkt (psycho- medisch-sociaal, kinderopvang en arbeider) naar rato van de geleverde prestaties en waarbij bepaalde

afwezigheden niet in aanmerking worden genomen;

Gelet op het gebrek aan precisie van de ONE over de identificatie van de begunstigden van deze nieuwe premie;

Overwegende dat, gelet op de informatie ingewonnen bij de verantwoordelijken van andere gemeentelijke OM's en bij het ONE, werd gepreciseerd dat het aan de OM is om te beslissen:

- of de premie uitsluitend en geheel zal worden toegekend aan het opvangpersoneel en het psycho-medisch-sociaal personeel;

- of de premie ook zal worden verdeeld onder het leidinggevend personeel en het arbeiderspersoneel, maar naar rato van de totale ontvangen subsidie (in dat geval zal het premiebedrag dat elk van hen ontvangt automatisch minder dan € 200 bedragen);

- of de premie geheel wordt uitgekeerd aan alle personeelsleden die in het jaar 2022 in kinderdagverblijven hebben gewerkt, maar uit eigen middelen, wat de overschrijding van de ontvangen subsidie inhoudt;

Overwegende dat het, zoals reeds beslist door de vergadering in zitting van 16 december 2021 en als maatregel van billijkheid, passend zou zijn deze premie toe te kennen aan al het personeel dat in kinderdagverblijven heeft gewerkt (directie, psycho-medisch-sociaal, kinderopvang en arbeider), zowel voor benoemd als contractueel personeel;

Overwegende dat het eveneens aangewezen zou zijn, zoals reeds beslist door de vergadering in zitting van 16 december 2021, om de volgende afwezigheden niet als aanwezigheidsdagen te boeken:

- dagen van loopbaanonderbreking, ouderschapsverlof, corona enz.,

- dagen van onbetaalde langdurige ziekte (disponibiliteit voor benoemd personeel en door het ziekenfonds betaalde dagen voor contractuelen bij + 30 dagen afwezigheid, inclusief verwijdering),

- stakingsdagen,

- dagen zonder contract,

- dagen onbetaald verlof,

- dagen ongerechtvaardigde afwezigheid,

Overwegende dat de vakbonden werden geraadpleegd en dat zij het billijker achten deze premie toe te kennen aan al het personeel dat in de kinderdagverblijven heeft gewerkt;

Overwegende dat dit punt voorgelegd werd aan het Bijzonder Onderhandelingscomité van 15 juni 2023 en er een protocolakkoord werd afgesloten,

Beslist :

- dezelfde procedure te volgen als in 2021 en het totale bedrag dat van de ONE wordt ontvangen te verdelen onder alle personeelsleden die tussen 1 januari 2022 en 31 december 2022 in de kinderdagverblijven hebben gewerkt, verminderd met 2 € per persoon voor administratieve kosten;

- om ecocheques toe te kennen aan directrices, maatschappelijk werksters, verpleegsters, hoofdverpleegsters, kleuteropvangsters of gelijkgestelden afhankelijk van het bij de aanwerving aanvaarde diploma, arbeiderspersoneel dat in de kinderdagverblijven werkt, meer bepaald schoonmaaksters, wassters, kokkinnen enz.;

- dat de ecocheques zullen worden vrijgesteld van sociale bijdragen;

- dat de premie zal worden toegekend voor de periode van 1 januari t.e.m. 31 december 2022;

- dat de volgende afwezigheden niet in aanmerking zullen worden genomen voor de toekenning van ecocheques: dagen onbetaald verlof, verminderde arbeidstijd (alle loopbaanonderbrekingen, verminderde prestaties, schorsing van de arbeidsovereenkomst ingevolge een tuchtmaatregel, ziekteperioden ten laste van het ziekenfonds voor contractueel personeel (inclusief de verwijderingen) en ziekteperioden met disponibiliteitsstelling voor definitief benoemd personeel;

- een overheidsopdracht met de drie door de ONE opgelegde ondernemingen toe te

staan;

- een individuele overeenkomst over de toekenning van elektronische ecocheques te laten ondertekenen waarin wordt bepaald dat elke begunstigde die tijdens het referentiejaar ecocheques heeft ontvangen, geen ecocheques van een andere werkgever heeft ontvangen, maar dat, indien dit wel het geval is geweest, het totaalbedrag van de van verschillende werkgevers ontvangen ecocheques niet meer dan 250 € mag bedragen.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

## **Personnes porteuses handicap - Personen met een handicap**

22.06.2023/A/0040 **Service des Personnes en Situation de Handicap.- Rapport d'activité annuel de 2022, approuvé par le Conseil Consultatif communal de la Personne en Situation de Handicap.**

Le Conseil,

Attendu que l'article 14 du Règlement du Conseil Consultatif communal de la Personne en Situation de Handicap prévoit que chaque année, au cours du mois de mars, le Président adresse au Collège des Bourgmestre et échevins, un rapport général sur l'activité du Conseil durant l'année écoulée;

Attendu que le Collège porte ce rapport à la connaissance du Conseil communal,  
Décide de prendre acte du rapport général sur l'activité du C.C.C.P.S.H. de 2022.

Le Conseil prend acte.

---

**Dienst Personen met een handicap.- Jaarlijks rapport 2022, goedgekeurd door de gemeentelijke adviesraad voor personen met een handicap.**

De Raad,

Aangezien artikel 14 van het reglement van de gemeentelijke adviesraad voor personen met een handicap voorziet dat de voorzitter elk jaar in maart een algemeen verslag van de activiteiten van de raad tijdens het afgelopen jaar moet overmaken aan het college van burgemeester en schepenen;

Aangezien het College dit verslag overmaakt aan de Gemeenteraad,

Beslist akte te nemen van het algemeen verslag van de activiteit van de adviesraad van 2022.

De Raad neemt akte.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*RAPPORT 2022.docx, RAPPORT 2022.NEERLANDAIS.docx*

22.06.2023/A/0041 **Question écrite de M. Desmet : l'ancien hangar de la Gare Uccle-Calevoet.**

La vieille halle aux marchandises de la gare de Calevoet a été rasée début avril, suite à l'incendie qui l'a détruite en février 2021. Mais même, délabrée et taguée depuis des décennies, elle limitait partiellement le bruit occasionné par le transport ferroviaire. Et donc, des riverains de la chaussée d'Alsemberg m'ont signalé l'augmentation du bruit depuis sa totale disparition. Pourriez-vous me préciser ce qui sera (pourrait être) organisé en lieu et place du hangar disparu ? Serait-il par exemple, envisageable d'y planter une structure végétale qui pourrait, outre l'aspect esthétique, réduire partiellement l'inconfort sonore du transport ferroviaire ? En vous remerciant pour les réponses qui me seraient proposées.

**Réponse :**

Le permis d'urbanisme 16-46215-2021 délivré par le fonctionnaire délégué le 31/03/2022, pour démolir le hangar suite à un incendie, précise :

"Considérant que le fonctionnaire délégué a notifié, en date du 28/01/2022, la décision d'imposer des conditions impliquant des modifications aux plans déposés à l'appui de la demande (Art. 191 du CoBAT), reprenant les conditions suivantes : effectuer un aménagement paysager de qualité sur l'emprise du bâtiment existant.

Le permis est délivré aux conditions suivantes :

- choisir les arbres et arbustes dans la liste des essences préconisées par Bruxelles Environnement;
- placer du gravier à la place de la dolomie afin de garantir une perméabilité du revêtement de la zone à aménager."

Le Conseil prend connaissance.

---

**Schriftelijke vraag van de h. Desmet : de oude hangar van het station Ukkel-Kalevoet.**

De oude goederenloods aan het station Kalevoet werd begin april met de grond gelijk gemaakt na de brand die ze in februari 2021 verwoestte.

Maar ook al was ze decennialang vervallen en getagd, ze beperkte gedeeltelijk het lawaai van het spoorvervoer.

Bewoners van de Alsembergsesteenweg hebben me verteld dat het geluidsniveau is toegenomen sinds de volledige sloop.

Kunt u mij vertellen wat er zal (of kan) worden georganiseerd om de verdwenen loods te vervangen ?

Zou het bijvoorbeeld mogelijk zijn om een vegetatiestructuur aan te planten die, naast het esthetische aspect, de geluidsoverlast van het spoorvervoer gedeeltelijk zou kunnen verminderen ?

Ik bedank u voor uw eventuele antwoorden.

**Antwoord :**

De stedenbouwkundige vergunning 16-46215-2021, afgegeven door de gedelegeerde ambtenaar op 31/03/2022, om de hangar af te breken na een brand, vermeldt het

volgende :

"Overwegende dat de gedelegeerde ambtenaar op 28/01/2022 kennis heeft gegeven van de beslissing om voorwaarden op te leggen die wijzigingen inhouden van de plannen ingediend ter ondersteuning van de aanvraag (art. 191 van het BW), waarbij de volgende voorwaarden worden opgenomen : het uitvoeren van een kwaliteitsvolle landschapsaanleg op de inneming van het bestaande gebouw.

De vergunning wordt verleend onder de volgende voorwaarden :

- bomen en struiken kiezen uit de soortenlijst aanbevolen door Leefmilieu Brussel;
- het dolomiet vervangen door grind om ervoor te zorgen dat het oppervlak van het aan te leggen terrein waterdoorlatend is."

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Réponse QE M. Desmet hangar Calevoet.pdf*

---

22.06.2023/A/0042 **Question écrite de M. Cools : les arbres d'alignement.**

Le Collège a-t-il déjà arrêté le programme d'égavage, d'abattage et de replantation des arbres d'alignement pour la saison 2023-2024 ? Si oui quelles sont les rues concernées ? Plus particulièrement, des élagages sont-ils prévus rue de la Cueillette et avenue des Sophoras ?

**Réponse :**

Le programme d'égavage, abattage et replantations n'a pas encore été arrêté. En général les différents plannings sont arrêtés en septembre de chaque année. Le planning des rues concernées sera arrêté dans la foulée. Pour la rue de la cueillette, le dernier élagage date de la saison 2018/2019, ces arbres étant taillés tous les cinq ans, un entretien sera donc planifié pour l'hiver 2023/2024. Pour l'avenue des Sophoras, le dernier élagage date de la saison 2020/2021, ces arbres étant taillés tous les cinq ans, un entretien sera donc planifié pour l'hiver 2025/2026.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Schriftelijke vraag van de h. Cools : de laanbomen.**

Heeft het College al een besluit genomen over het programma voor het snoeien, kappen en herplanten van rooilijnbomen voor het seizoen 2023-2024 ? Zo ja, om welke straten gaat het ? Zijn er met name snoeiwerkzaamheden gepland in de Plukstraat en de Sophoraslaan ?

**Antwoord :**

Het snoei-, kap- en herbeplantingsprogramma is nog niet vastgesteld. In het algemeen worden de verschillende plannings elk jaar in september opgesteld. De planning van de betreffende straten zal dan worden opgesteld.

Voor de Plukstraat werd de laatste snoeibeurt uitgevoerd in het seizoen 2018/2019. Deze bomen worden om de vijf jaar gesnoeid dus het onderhoud is gepland voor de winter 2023/2024.

Voor de Sophoraslaan werd de laatste snoeibeurt uitgevoerd in het seizoen 2020/2021. Deze bomen worden om de vijf jaar gesnoeid dus het onderhoud is gepland voor de

winter 2025/2026.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Réponse QE M. Cools arbres d'alignement.pdf*

---

22.06.2023/A/0043 **Question écrite de M. Desmet : terrain non-bâti de la Chaussée d'Alseberg.**

Depuis de nombreuses années, un terrain voisin de la maison de repos Anaïs, (828 chée d'Alseberg) est totalement inutilisé et présente des restes de fondations. Quelles en sont les raisons et éventuelles dispositions prises par l'autorité communale pour valoriser cet espace ?

**Réponse :**

Ce terrain fait partie de la propriété de l'immeuble voisin situé au 828-830 chaussée d'Alseberg, anciennement le home Anaïs.

Anciennement, il y avait une station-service sur ce terrain à l'angle de la rue du château d'eau et de la chaussée.

Cette parcelle a fait l'objet d'un permis d'urbanisme n°39-39839-2011 délivré le 10/04/2013 pour l'extension d'une maison de repos après démolition d'un garage (station-service) avec habitation. Ce permis a été annulé par le Conseil d'Etat en date du 27 décembre 2013 (arrêt n° 225.962).

Entre temps la station-service a été démolie mais aucun travail de reconstruction n'a été entrepris.

Une nouvelle demande a été introduite en 2015, réf. 16-42092-2015, portant sur l'extension d'une maison de repos après démolition d'un garage avec habitation, d'un bien situé : chaussée d'Alseberg 818 – 828- 830. Cette demande a été classée sans suite le 15/01/2019, le demandeur n'ayant jamais introduite de plans modificatifs demandés par le collègue le 11/08/2015. Le home a depuis fermé ses portes.

La commune, lors de sa candidature au contrat de quartier (11ème série) de proposer du logement intergénérationnel, la parcelle se trouvant dans une zone de revitalisation urbaine. La candidature de la commune n'a pas été retenue.

En juin 2022, s'est tenue une réunion de projet sur une nouvelle proposition de construction sur ce terrain pour du logement. Ci-joint le projet tel que présenté et le procès-verbal de la réunion.

A ce jour, aucune demande de permis d'urbanisme n'a été introduite. La parcelle est une parcelle privée sur laquelle la commune n'a pas de projet à ce jour.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Schriftelijke vraag van de h. Desmet : onbebouwd terrein Alsebergsesteenweg.**

Een stuk grond naast het rusthuis Anaïs (Alsebergsesteenweg 828) ligt er al jaren



volledig ongebruikt bij, met resten van funderingen.

Wat zijn de redenen hiervoor en welke stappen heeft de gemeente ondernomen om dit terrein op te waarderen ?

**Antwoord :**

Dit terrein maakt deel uit van de eigendom van het naburige gebouw op Alsebergsesteenweg 828-830, vroeger het rusthuis Anaïs.

In het verleden was er een tankstation op dit terrein op de hoek van de Waterkasteelstraat en de steenweg.

Stedenbouwkundige vergunning nr. 39-39839-2011 werd verleend op 10/04/2013 voor de uitbreiding van een rusthuis na de afbraak van een garage (tankstation) met woning. Deze vergunning werd vernietigd door de Raad van State op 27 december 2013 (arrest nr. 225.962).

In de tussentijd was het benzinstation afgebroken, maar waren er geen heropbouwwerken uitgevoerd.

Een nieuwe aanvraag werd ingediend in 2015, ref. 16-42092-2015, voor de uitbreiding van een rusthuis na afbraak van een garage met woning, van een eigendom gelegen: Alsebergsesteenweg 818 - 828-830. Deze aanvraag werd zonder gevolg geklasseerd op 15/01/2019 omdat de aanvrager nooit de gewijzigde plannen had ingediend die het college op 11/08/2015 had gevraagd. Het rusthuis is sindsdien gesloten.

De gemeente stelde in haar kandidatuur voor het wijkcontract (11de ronde) voor om intergenerationele woningen aan te bieden, aangezien het perceel in een stadsvernieuwingszone lag. De kandidatuur van de gemeente werd afgewezen.

In juni 2022 werd een projectvergadering gehouden over een nieuw bouwvoorstel voor woningen op dit terrein. Het gepresenteerde project en het pv van de vergadering zijn bijgevoegd.

Tot op heden is er geen bouwaanvraag ingediend.

Het terrein is privébezit en de gemeente heeft er momenteel geen plannen voor.

De Raad neemt kennis.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Réponse QE M. Desmet terrain Ch Alseberg.pdf, 20220902 PV*

*B2Ai\_Alsebergsesteenweg 818-830\_Uccle.pdf*

---

22.06.2023/A/0044 **Question écrite de M. Cools : l'éclairage de la rue Zandbeek.**

Plusieurs intrusions de cambrioleurs ont eu lieu récemment en fin de soirée ou en début de nuit dans des habitations rue Zandbeek. La nuit cette rue est fort sombre. Des habitants de celle-ci souhaitent dès lors un renforcement de l'éclairage public en espérant qu'un tel renforcement dissuadera de telles intrusions. Outre les dégâts et les objets éventuels volés, celles-ci laissent pour longtemps des traces psychologiques chez nos concitoyens chez qui, comme cela vient de se produire, on a pénétré alors

qu'ils étaient chez eux. Le Collège envisage-t-il de demander à Sibelga de procéder au renforcement souhaité de l'éclairage public ?

**Réponse :**

Sibelga examine actuellement les mesures les plus appropriées qui pourraient être prises afin d'améliorer la situation.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Schriftelijke vraag van de h. Cools : de verlichting van de Zandbeekstraat.**

Een aantal inbrekers heeft onlangs in de late avond of vroege avond ingebroken in woningen in de Zandbeekstraat. De straat is 's nachts erg donker. Bewoners van de straat roepen daarom op om de straatverlichting te verbeteren, in de hoop dat dit dergelijke inbraken zal ontmoedigen. Dergelijke inbraken veroorzaken niet alleen schade en diefstal maar laten ook blijvende psychologische littekens achter bij onze medeburgers bij wie, zoals onlangs is gebeurd, is ingebroken terwijl ze thuis waren. Is het college van plan Sibelga te vragen over te gaan tot de gewenste verbetering van de openbare verlichting ?

**Antwoord :**

Sibelga onderzoekt momenteel welke maatregelen het meest geschikt zijn om de situatie te verbeteren.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Réponse QE M. Cools éclairage rue Zandbeek.pdf*

---

22.06.2023/A/0045

**Question écrite de M. De Bock : les infractions concernant les piétons / vélos / trottinettes / motos / autos / camionnettes / camions.**

La commune a annoncé lutter efficacement contre les incivilités des usagers de la route. Martelant que vélos comme automobilistes étaient sévèrement sanctionnés pour les mêmes faits.

Depuis 2019 et par année :

1. Combien d'infractions concernant les différentes catégories d'usagers ont été relevées ?
2. Combien d'amendes ont été adressées par catégorie d'usagers ?
3. Combien d'amendes ont été perçues et pour quel montant par catégorie d'usagers ?
4. Quelle est la ventilation, quelle est le pourcentage entre les sanctions administratives et les amendes relatives au code de la route ?

**Réponse :**

La loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales (M.B. 1er juillet 2013), ci-après dénommée « loi SAC », dispose dans son article 3, 3°, que le Conseil communal peut prévoir dans ses règlements ou ordonnances une sanction administrative pour les infractions qui sont déterminées par le Roi par arrêté délibéré

en Conseil des ministres sur la base des règlements généraux visés à l'article 1er , alinéa 1er , de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière. Les dites infractions sont reprises de façon limitative dans l'arrêté royal du 9 mars 2014 « relatif aux sanctions administratives communales pour les infractions en matière d'arrêt et de stationnement et pour les infractions aux signaux C3 et F103 constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement » (MB du 20/06/2014). Les infractions à l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (dénommé « code de la route »), telles que reprises dans l'arrêté royal du 9 mars 2014 sont les suivantes : voir annexes.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Schriftelijke vraag van de h. De Bock : overtredingen met betrekking tot voetgangers / fietsen / steps / motoren / auto's / bestelwagens / vrachtwagens.**

De gemeente heeft aangekondigd dat het doeltreffend optreedt tegen asociaal gedrag van weggebruikers. Zowel fietsers als automobilisten worden zwaar bestraft voor dezelfde feiten.

Sinds 2019 en per jaar :

1. Hoeveel inbreuken met verschillende categorieën gebruikers zijn er geregistreerd ?
2. Hoeveel boetes zijn er uitgeschreven voor elke categorie gebruiker ?
3. Hoeveel boetes zijn er geïnd en voor hoeveel per gebruikerscategorie ?
4. Wat is de verdeling, wat is het percentage tussen administratieve sancties en verkeersboetes ?

**Antwoord :**

Artikel 3, 3° van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties (B.S. 1 juli 2013), hierna de "GAS-wet" genoemd, bepaalt dat de gemeenteraad in zijn reglementen of ordonnances kan voorzien in een administratieve sanctie voor de inbreuken die door de Koning worden vastgesteld bij een in ministerraad overlegd besluit op basis van algemene reglementen bedoeld in artikel 1, eerste lid, van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer.

De vermelde inbreuken worden limitatief opgesomd in het koninklijk besluit van 9 maart 2014 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties voor de inbreuken betreffende het stilstaan en parkeren en voor de overtredingen betreffende de verkeersborden C3 en F103, vastgesteld met automatisch werkende toestellen (BS van 20/06/2014).

De inbreuken op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (genoemd "de wegcode"), zoals opgenomen in het koninklijk besluit van 9 maart 2014 : zie bijlagen.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Réponse QE M. De Bock diverses amendes.pdf*

**Question écrite de M. De Bock : les amendes concernant les vélos et trottinettes mal-garés.**

La commune a annoncé lutter efficacement contre les trottinettes abandonnées sur la voie publique et S'il faut saluer la tolérance zéro en la matière, il est utile de faire le bilan depuis le début de la mandature.

Depuis 2019 et par année :

1. Combien d'infractions concernant les trottinettes abandonnées sur la voie publique ?
2. Combien d'infractions concernant les vélos abandonnés sur la voie publique ?
3. Combien d'amendes ont été dressées et combien d'amendes ont été recouvrées pour ces vélos ?
4. Combien d'amendes ont été dressées et combien d'amendes ont été recouvrées pour ces trottinettes ?
5. Pouvez-vous transmettre par opérateur le montant des amendes réclamées et réellement payées ?

**Réponse :**

Voir tableau en annexe

Le Conseil prend connaissance.

---

**Schriftelijke vraag van de h. De Bock : de boetes voor verkeerd geparkeerde steps en fietsen.**

De gemeente heeft aangekondigd dat ze effectief optreedt tegen steps die op de openbare weg worden achtergelaten. Hoewel nultolerantie op dit gebied moet worden toegejuicht, is het nuttig om de balans op te maken van de situatie sinds het begin van de legislatuur.

Sinds 2019 en per jaar :

1. Hoeveel inbreuken met op de openbare weg achtergelaten steps ?
2. Hoeveel inbreuken met op de openbare weg achtergelaten fietsen ?
3. Hoeveel boetes zijn er uitgeschreven en hoeveel zijn er ingevorderd voor deze fietsen ?
4. Hoeveel boetes zijn er uitgeschreven en hoeveel zijn er ingevorderd voor deze steps ?
5. Kunt u voor elke exploitant het bedrag aan boetes aangeven dat is geëist en daadwerkelijk is betaald ?

**Antwoord :**

Zie tabel als bijlage

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Réponse QE M. De Bock Amendes trottinettes.pdf*

Pouvez-vous préciser les montants poste par poste au Cabinet du Bourgmestre pour les 5 dernières années ?

**Réponse :**

Voir tableau en annexe

Le Conseil prend connaissance.

---

**Schriftelijke vraag van de h. De Bock : bezoldigingen van het kabinet van de Burgemeester.**

Kunt u gedetailleerd aangeven welke bedragen de afgelopen 5 jaar voor elke post aan het kabinet van de burgemeester zijn toegewezen ?

**Antwoord :**

Zie tabel als bijlage

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Réponse QE M. De Bock charge du cabinet.pdf*

---

22.06.2023/A/0048

**Question écrite de M. De Bock : horodateurs avenue Adolphe Dupuich et rue Roberts Jones.**

La commune, sans avoir eu le moindre contact avec les riverains, a placé des horodateurs avenue Dupuich et Roberts Jones.

1. Sur base de quel constat la commune a -t-elle décidé de faire passer ces deux rues/portions de rues en zone à horodateurs ?
2. Combien de courriers la commune a-t-elle reçu depuis 3 ans de la part de riverains ou usagers du quartier pour demander le passage de zones à disque bleu en zones à horodateurs ?
3. Combien d'horodateurs ont-ils été placés ?
4. Quelle est le chiffre journalier de recettes de ces horodateurs, horodateur par horodateur pour les 3 premiers mois ?
5. Quel est le nombre d'infractions au stationnement relevées par la scan car (ou agents) pour les 3 mois précédant la pose de ces horodateurs et les 3 mois postérieurs au placement desdits horodateurs dans ces 2 rues ?
6. Quel est le nombre d'infractions au stationnement relevées par la scan car (ou agents) pour les 3 mois précédant la pose des horodateurs et les 3 mois suivant leur pose pour la rue Errera ?

**Réponse :**

Les changements se justifient par la présence d'un important club sportif à proximité et tiennent compte notamment des difficultés de stationnement que génère la zone bleue, limitée à deux heures, pour les personnes se rendant à des activités sportives. Comme vous le savez probablement, il est fréquemment compliqué, voire impossible, pour un sportif ou un parent de celui-ci de revenir à son véhicule en deux heures de

temps (échauffement avant le match, match proprement dit, douche après le match, drink éventuel). En l'état de la réglementation sur le stationnement (zone bleue), il risque de se voir infliger une redevance, alors qu'il n'a aucune solution, qu'il lui est impossible de s'acquitter du stationnement pour demeurer garer durant 3 ou 4 heures par exemple. La zone verte paraît dès lors plus adaptée. Pour une personne qui n'est pas riveraine, cette zone permet de stationner durant plus de deux heures, en payant le stationnement. Les mesures qui ont été décrétées visent à répondre à des difficultés rencontrées sur le terrain tout en préservant le stationnement des riverains. La carte riverain est indifféremment valable en zone bleue et en zone verte. Les changements intervenus visent donc à améliorer la situation. Ces nouvelles mesures seront évaluées finement d'ici la fin du mois de septembre. Une réunion est déjà prévue avec le comité du quartier à ce sujet.

Les nouvelles mesures ne font pas suite à une demande des riverains, de ce fait, aucun courrier ou mail n'a été envoyé. Analyse des tronçons (Dupuich, Léo Errera et Roberts Jones) avenue Adolphe Dupuich, avenue Léo Errera et rue Roberts Jones Type de zone Verte (payante) Bleue (disque bleu) Verte (payante) Nombre d'horodateur 2 / 2 Moyenne de la recette/horodateur 14 € / 10 € Total pour le mois de mai 313,75 € / 461,24 € Nombre de redevances Mai 2023 0 13 0 Nombre de redevances janvier à Avril 2023 42 185 27 Les horodateurs ayant été placés début mai, on ne dispose actuellement que de données pour un mois complet (mai 2023)

+ Voir tableau en Annexe - Analyse des tronçons (Dupuich, Léo Errera et Roberts Jones)

Le Conseil prend connaissance.

---

### **Schriftelijke vraag van de h. De Bock : de parkeermeters Adolphe Dupuichlaan en Roberts Jonesstraat.**

Zonder enig contact met de bewoners heeft de gemeente parkeerautomaten geïnstalleerd in de Dupuichlaan en de Roberts-Jonesstraat.

1. Op basis waarvan heeft de gemeente besloten om deze twee straten/gedeeltes van straten om te vormen tot een zone met parkeerautomaten ?
2. Hoeveel brieven heeft de gemeente de afgelopen 3 jaar ontvangen van bewoners of gebruikers van het gebied met het verzoek om de blauwe-schijfzone om te zetten in een zone met parkeerautomaten ?
3. Hoeveel parkeerautomaten werden er geïnstalleerd ?
4. Wat is de dagelijkse opbrengst van deze parkeerautomaten, meter per meter, voor de eerste 3 maanden ?
5. Wat is het aantal door de scancar (of ambtenaren) vastgestelde parkeerinbreuken over de 3 maanden voorafgaand aan de plaatsing van deze parkeerautomaten en de 3 maanden na de plaatsing van deze parkeerautomaten in deze 2 straten ?
6. Wat is het aantal door de scancar (of ambtenaren) vastgestelde parkeerinbreuken over de 3 maanden voorafgaand aan de plaatsing van deze parkeerautomaten en de 3 maanden na de plaatsing van deze parkeerautomaten voor de Erreralaan ?

### **Antwoord :**

De wijzigingen zijn gerechtvaardigd door de aanwezigheid van een grote sportclub in de buurt en houden in het bijzonder rekening met de parkeerproblemen die de blauwe zone veroorzaakt, die beperkt is tot twee uur, voor mensen die naar sportactiviteiten gaan. Zoals u waarschijnlijk weet, is het voor een sporter of zijn ouder vaak moeilijk, zo niet onmogelijk, om in twee uur terug te keren naar hun voertuig (opwarming voor

de wedstrijd, de wedstrijd zelf, douchen na de wedstrijd, eventuele drankjes). Onder de huidige parkeerregulering (blauwe zone) lopen ze het risico een retributie te moeten betalen, ook al hebben ze geen oplossing en kunnen ze het parkeergeld niet betalen om bijvoorbeeld 3 of 4 uur te blijven staan. De groene zone lijkt daarom geschikter. Voor mensen die niet in de buurt wonen, biedt deze zone de mogelijkheid om langer dan twee uur te parkeren en het parkeertarief te betalen.

De ingevoerde maatregelen zijn bedoeld om een antwoord te bieden op de problemen die zich op het terrein voordoen, terwijl parkeren voor buurtbewoners behouden blijft. De bewonerskaart is geldig in zowel blauwe als groene zones. De wijzigingen zijn bedoeld om de situatie te verbeteren.

Deze nieuwe maatregelen zullen in detail worden geëvalueerd tussen nu en eind september. Er is al een vergadering gepland met het wijkcomité over dit onderwerp.

De nieuwe maatregelen zijn niet genomen naar aanleiding van een vraag van bewoners. Er zijn dus geen brieven of e-mails verstuurd.

+ zie tabel als bijlage - Analyse van de gedeeltes Dupuich, Léo Errera en Robert Jones

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Réponse QE M. De Bock - horodateurs avenue Dupuich et Roberts-Jones.pdf*

---

22.06.2023/A/0049 **Interpellation de M. Cools : la réouverture de la chaussée de Drogenbos.**

**M. Cools** rappelle qu'à la suite d'un effondrement de voirie causé par deux ruptures successives d'une canalisation d'eau de l'intercommunale flamande Farys, la chaussée de Drogenbos a dû être fermée à la circulation durant plusieurs mois entre la rue Keyenbempt et la rue du Melkriek.

L'administration communale a distribué un toutes-boîtes dans le quartier pour annoncer une réouverture partielle le 7 juin avec une autorisation de circulation dans le sens vers Drogenbos, l'autre sens ne pouvant être réouvert avant fin août-début septembre en raison de travaux de consolidation.

M. Cools s'interroge sur la pertinence du sens unique privilégié. Pour le moment, la circulation fonctionne, si ce n'est qu'avant-hier, la chaussée de Drogenbos a été fermée dans les deux sens durant la matinée. Mais vu que la chaussée d'Alseberg va à son tour être fermée à cause des travaux de la STIB, comment pourra-t-on sortir de ce quartier sans inverser les sens uniques des rues du Melkriek et de Keyenbempt ?

M. Cools rappelle à cet égard qu'il avait proposé le report d'un an des travaux de la STIB. M. l'Echevin Wyngaard lui avait alors répondu qu'un tel report eût rendu problématiques les relations de la STIB avec son entreprise adjudicataire.

Les travaux de comblement de la grotte qui s'est constituée sous l'immeuble sis au n° 70 de la chaussée de Drogenbos n'avaient pas encore débuté au moment où M. Cools a introduit son interpellation. En effet, l'expert de la compagnie d'assurances de Farys a estimé que le coût des travaux envisagés était trop élevé et s'est opposé à leur réalisation, dans l'attente d'autres expertises visant à déterminer si le coût de la consolidation pourrait être réduit.

Cette consolidation a-t-elle été entreprise ? Quand sera-t-elle achevée ?

Des courriers ont été adressés aux différentes parties impliquées dans ce dossier pour les enjoindre à s'accorder sur un délai pour la réouverture de la voirie, sous peine d'actions en dommages et intérêts. Comment se fait-il que ces courriers ne sont pas adressés par ordonnance du Collège mais sous le seul nom d'un fonctionnaire du département Espace public ?

Selon l'expert d'une des compagnies d'assurances, la réouverture ne pourrait être autorisée que moyennant une limitation de la vitesse à 30 km/h afin de réduire les vibrations. Une mesure d'interdiction temporaire des poids lourds ne devrait-elle pas être prise ?

M. Cools estime que la famille sinistrée n'a pas été traitée avec beaucoup d'humanité. En effet, l'arrêté du Bourgmestre pris suite au constat du danger ordonnait aux habitants de déguerpir tout de suite sinon leur responsabilité pourrait être engagée. Ils ont alors été invités à prendre contact avec le CPAS, qui leur a répondu qu'en raison de l'impossibilité de fixer un rendez-vous avant un mois, il pouvait leur proposer seulement des « bons » pour rejoindre un foyer temporaire, comme s'il s'agissait de SDF.

M. Cools invite le Collège à étudier tous les moyens de droit en possession de la commune gestionnaire pour débloquent la situation.

**M. l'échevin Wyngaard** répond que dans ce type de dossier, les services communaux sont amenés à servir de courroie de transmission pour concilier les points de vue des différents acteurs.

Le dossier de la chaussée de Drogenbos s'avère particulièrement complexe, tant sur le plan technique que sur le plan juridique. La canalisation d'eau d'une intercommunale flamande a cédé début janvier et provoqué des dommages non seulement dans l'espace public mais aussi sur des parcelles privées. Il y a donc autour de la table les impétrants, les intercommunales bruxelloises Sibelga et Vivaqua, la société de distribution flamande Farys, la commune de Drogenbos, les forces de police, et évidemment les riverains, qui sont les premières victimes.

De plus, les experts et assureurs des uns et des autres se contredisent parfois et ne répondent pas nécessairement dans les 24 heures.

Le chef du département de l'Espace public et son équipe n'ont pour leur part pas ménagé leurs efforts pour tenter de trouver une solution. À cet égard, M. Cools a fait référence à un échange de mails un peu plus franc et direct, invitant les différents acteurs à prendre leurs responsabilités et ne nécessitant pas une intervention du Bourgmestre, du Collège, de l'Echevin ou de la Secrétaire communale, puisqu'il ne s'agissait pas à proprement parler d'une mise en demeure dans le cadre d'une démarche officielle.

Les riverains sinistrés ont été informés très tôt du fait que la commune était tout à fait prête à mettre des logements à leur disposition en dernier ressort, si les autres acteurs ne prenaient pas leurs responsabilités.

La commune était également disposée à leur réserver une chambre d'hôtel. Une responsable de département s'est d'ailleurs mise en route pour procéder à cette réservation mais finalement, les intéressés se sont ravisés et ont indiqué à l'administration communale qu'ils n'avaient pas besoin de nuitées en chambre d'hôtel.

La réouverture n'a été opérée que dans un sens, étant donné, d'une part, que les travaux de stabilisation, achevés pour l'immeuble n° 68, ne le sont pas encore pour le n° 70 et, d'autre part, que Farys a décidé de renforcer sa conduite de la chaussée de Drogenbos par un processus de « chemisage ». La circulation pourra avoir lieu dans les deux sens lorsque ces travaux seront achevés, à la rentrée, ou peut-être avant.

Le chantier de la STIB sur le tronçon de la chaussée d'Alseberg situé entre les secteurs Bourdon et Lycée français était censé débiter il y a quelques semaines. Mais suite à une demande exprimée par une majorité de commerçants et de riverains, on a décidé d'entamer le chantier de la chaussée d'Alseberg après la réouverture de la chaussée de Drogenbos. Quoique l'ampleur de la réouverture n'ait pas été précisée, la chaussée de Drogenbos sera vraisemblablement accessible dans les deux sens.

Le planning du chantier de la chaussée d'Alseberg a été indiqué dans une toutes-boîtes distribué par la STIB. La circulation sur cette artère sera probablement bloquée



durant les mois d'octobre et novembre et limitée dans un seul sens durant les mois de septembre et décembre.

Pour ce qui concerne le stationnement, les travaux entraîneront la perte de 20 places de parking sur la chaussée d'Alseberg. Mme l'Échevin Delwart et M. l'échevin Biermann ont entrepris des démarches auprès du propriétaire du site Illochroma pour que les habitants du quartier puissent stationner dans cette zone durant la période d'activité du chantier.

**M. Hayette** se demande s'il ne serait pas opportun de modifier les feux de signalisation pour les automobilistes qui, venant de Linkebeek, empruntent la chaussée d'Alseberg.

**M. Cools** espère que la réouverture dans les deux sens sera effective pour la fin août mais il rappelle que le jeu de ping-pong entre les compagnies d'assurances, spécialité typiquement belge, peut s'éterniser durant des mois avant que des travaux ne soient effectués.

M. Cools se demande si l'interdiction de passage pour les poids lourds de 3,5 tonnes sera bien effective.

**M. l'échevin Wyngaard** répond que les services communaux et la police ont la volonté d'imposer l'interdiction de passage pour les poids lourds de 3,5 tonnes, même si cette interdiction n'était pas demandée par les experts des différentes parties concernées.

Le Collège est toutefois bien conscient du fait que cette interdiction ne sera pas respectée à 100 %. Elle contribuera néanmoins à réduire les vibrations.

Pour ce qui concerne les feux de signalisation, des contacts ont été pris avec Bruxelles-Mobilité pour améliorer la situation.

M. Wyngaard signale que la prochaine voirie qui sera concernée par des travaux de cette nature sera la chaussée de Saint-Job, qui, structurellement, n'a pas été conçue pour un charroi lourd et qui fait l'objet d'aménagements tronçon par tronçon.

Le Conseil prend connaissance.

---

### **Interpellatie van de h. Cools : de heropening van de Drogenbossesteenweg.**

**De h. Cools** herinnert eraan dat de Drogenbossesteenweg tussen de Keyenbemptstraat en de Melkriekstraat na een weginzakking als gevolg van twee opeenvolgende breuken in een waterleiding van de Vlaamse intercommunale Farys maandenlang afgesloten moest worden voor het verkeer.

Het gemeentebestuur verspreidde een huis-aan-huisbericht in de wijk met de aankondiging van een gedeeltelijke heropening op 7 juni, waarbij het verkeer in de richting van Drogenbos werd toegelaten, terwijl de andere richting pas eind augustus/begin september kon worden heropend wegens consolidatiewerken.

De h. Cools twijfelt aan de relevantie van het eenrichtingssysteem. Momenteel is er vlot verkeer, behalve eergisteren toen de Drogenbossesteenweg 's morgens in beide richtingen afgesloten was. Maar aangezien de Alsebergsesteenweg ook afgesloten zal worden als gevolg van de MIVB-werken, hoe zal het dan mogelijk zijn om deze wijk te verlaten zonder de eenrichtingsstraten van Melkriek en Keyenbempt in te rijden ?

De h. Cools herinnert eraan dat hij had voorgesteld de MIVB-werken een jaar uit te stellen. Schepen Wyngaard antwoordde dat een dergelijk uitstel problemen zou hebben opgeleverd voor de relaties van de MIVB met zijn aannemer.

De werken voor het opvullen van de grot die zich onder het gebouw aan de Drogenbossesteenweg 70 had gevormd, waren nog niet begonnen toen de h. Cools

zijn vraag indiende. De expert van de verzekeringsmaatschappij van Farys was van mening dat de kosten van de geplande werken te hoog waren en zag ervan af, in afwachting van verdere expertises om te bepalen of de kosten van de consolidatie konden worden verminderd.

Is deze consolidatie uitgevoerd? Wanneer zal deze worden afgerond ?

Er zijn brieven gestuurd naar de verschillende partijen die bij deze zaak betrokken zijn, waarin er bij hen op wordt aangedrongen een termijn af te spreken voor de heropening van de weg, omdat zij anders aansprakelijk zijn voor schade. Hoe kan het dat deze brieven niet in opdracht van het college zijn verstuurd, maar op naam van een ambtenaar van het departement Openbare Ruimte ?

Volgens de expert van een van de verzekeringsmaatschappijen kon de heropening alleen worden toegestaan als de maximumsnelheid op 30 km/u zou worden gezet om trillingen te verminderen. Moet er geen tijdelijk verbod voor vrachtwagens komen ?

De h. Cools vindt dat het getroffen gezin niet erg humaan is behandeld. Het besluit van de burgemeester dat werd uitgevaardigd nadat het gevaar was vastgesteld, beval de bewoners namelijk om onmiddellijk te verhuizen, omdat ze anders aansprakelijk konden worden gesteld. Vervolgens werden ze uitgenodigd om contact op te nemen met het OCMW, dat hen vertelde dat, aangezien het onmogelijk zou zijn om een afspraak te maken voor een maand, het hen alleen "vouchers" kon aanbieden voor een tijdelijke woning, alsof ze dakloos waren.

De h. Cools nodigt het College uit om alle juridische middelen te onderzoeken waarover de beherende gemeente beschikt om de situatie te deblokken.

**Schepen Wyngaard** antwoordt dat bij dit soort projecten de gemeentediensten als doorgeefluik moeten fungeren om de standpunten van de verschillende belanghebbenden met elkaar in overeenstemming te brengen.

De kwestie van de Drogenbossesteenweg is bijzonder complex, zowel technisch als juridisch. De waterleiding van een Vlaamse intercommunale barstte begin januari en veroorzaakte niet alleen schade aan de openbare ruimte maar ook aan privépercelen. De betrokken partijen zijn de Brusselse intercommunales Sibelga en Vivaqua, het Vlaamse distributiebedrijf Farys, de gemeente Drogenbos, de politie en natuurlijk de bewoners, die de eerste slachtoffers zijn.

Bovendien spreken de betrokken experts en verzekeraars elkaar soms tegen en reageren ze niet noodzakelijk binnen de 24 uur.

Het hoofd van het departement Openbare Ruimte en zijn team hebben kosten noch moeite gespaard om een oplossing te vinden. In dit verband verwees de h. Cools naar een iets eerlijkere en directere uitwisseling van e-mails, waarbij de verschillende actoren werd gevraagd hun verantwoordelijkheid te nemen en waarbij de tussenkomst van de burgemeester, het college, de schepen of de gemeentesecretaris niet nodig was, aangezien het strikt genomen geen formele ingebrekestelling was als onderdeel van een officieel proces.

De getroffen bewoners werden er al vroeg van op de hoogte gesteld dat de gemeente bereid was om als laatste redmiddel accommodatie voor hen beschikbaar te stellen als de andere actoren hun verantwoordelijkheid niet zouden nemen.

De gemeente was ook bereid om een hotelkamer voor hen te reserveren. Een verantwoordelijke van het departement ging aan de slag om de kamer te reserveren, maar uiteindelijk veranderden de betrokkenen van mening en vertelden ze het gemeentebestuur dat ze geen hotelkamer nodig hadden.

De weg is slechts in één richting heropend, aangezien de stabilisatiewerken aan gebouw nr. 68 nog niet klaar zijn voor gebouw nr. 70 en Farys besloten heeft om de leiding van de Drogenbossesteenweg te verstevigen door middel van een "koustechniek". Het verkeer zal in beide richtingen kunnen rijden zodra deze werken voltooid zijn, in het begin van de herfst of misschien al eerder.

De MIVB-werf op het gedeelte van de Alsebergsesteenweg tussen de sectoren

Horzel en Lycée français zou enkele weken geleden van start gaan. Op vraag van een meerderheid van de handelaars en bewoners werd echter beslist om de werken aan de Alsebergsesteenweg te starten na de heropening van de Drogenbossesteenweg. Hoewel de omvang van de heropening nog niet bepaald is, is het waarschijnlijk dat de Drogenbossesteenweg in beide richtingen toegankelijk zal zijn.

De planning van de werken aan de Alsebergsesteenweg werd uiteengezet in een huis-aan-huisbericht dat door de MIVB werd verspreid. Het verkeer op deze verkeersader zal waarschijnlijk geblokkeerd zijn in oktober en november en beperkt zijn tot één richting in september en december.

Wat het parkeren betreft, zullen de werken leiden tot het verlies van 20 parkeerplaatsen in de Alsebergsesteenweg. Schepenen Delwart en Biermann hebben de eigenaar van het Illochroma-terrein benaderd om ervoor te zorgen dat bewoners tijdens de bouwperiode op deze plaats kunnen parkeren.

**De h. Hayette** vraagt zich af of het niet aangewezen is om de verkeerslichten aan te passen voor automobilisten die vanuit Linkebeek via de Alsebergsesteenweg komen.

**De h. Cools** hoopt dat de weg eind augustus in beide richtingen heropend zal zijn, maar wijst erop dat het pingpongspel tussen verzekeringsmaatschappijen, een typisch Belgische specialiteit, nog maanden kan aanslepen vooraleer de werken uitgevoerd zijn.

De h. Cools vroeg zich af of het verbod op vrachtwagens van meer dan 3,5 ton effectief zou zijn.

**Schepen Wyngaard** antwoordt dat de gemeentediensten en de politie vastbesloten zijn om het verbod op vrachtwagens van 3,5 ton in te stellen, ook al hebben de deskundigen van de verschillende betrokken partijen niet om dit verbod gevraagd.

Het college is zich er echter terdege van bewust dat dit verbod niet voor 100 % zal worden nageleefd. Toch zal het helpen om de trillingen te verminderen.

Wat de verkeerslichten betreft, zijn er contacten gelegd met Brussel Mobiliteit om de situatie te verbeteren.

Schepen Wyngaard wijst erop dat de volgende weg die met dit soort werken te maken krijgt de Sint-Jobsesteenweg zal zijn, die structureel niet ontworpen is voor zware voertuigen en die stuk per stuk wordt opgewaarderd.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Interpellation de M. Cools sur la réouverture de la chaussée de Drogenbos.docx*

---

22.06.2023/A/0050 **Question orale de M. Hayette : le plan de circulation pendant les travaux de la Chaussée d'Alseberg.**

**M. Hayette** rappelle que les travaux de la chaussée d'Alseberg demandés par la STIB n'avaient pas encore débuté lorsqu'il a interpellé le Collège sur cette thématique lors de la séance d'avril.

C'est maintenant chose faite et c'est une catastrophe. Ce samedi 17 juin, un commerçant de la chaussée d'Alseberg a pris 42 minutes pour se rendre en voiture du Lycée Jean Monnet au croisement de la rue de Calevoet et de la chaussée d'Alseberg !

Après lui avoir envoyé un message, l'échevin a rapidement réagi, et les embouteillages ont pu être réduits grâce à la modification de la fréquence des feux.

Malgré l'attention du Collège envers ce quartier, les habitants demeurent inquiets.

M. Hayette tient à la disposition de M. l'Echevin Wyngaard le courrier d'un riverain de la chaussée de Drogenbos qui s'inquiète du manque de considération à l'égard des recommandations des experts.

Or, ce quartier va être confronté à de nombreux chantiers car, après les travaux de la STIB, il y aura le déploiement de constructions immobilières sur la plaine du Bourdon.

Les incertitudes sont multiples quant à des embouteillages futurs. Quel sera le plan de circulation du quartier durant le chantier ? Que prévoit ce plan pour les places de stationnement perdues ? la situation du quartier va-t-elle s'améliorer à l'avenir ?

**M. l'échevin Wyngaard** répond que dans ce type de dossier, les services communaux sont amenés à servir de courroie de transmission pour concilier les points de vue des différents acteurs.

Le dossier de la chaussée de Drogenbos s'avère particulièrement complexe, tant sur le plan technique que sur le plan juridique. La canalisation d'eau d'une intercommunale flamande a cédé début janvier et provoqué des dommages non seulement dans l'espace public mais aussi sur des parcelles privées. Il y a donc autour de la table les impétrants, les intercommunales bruxelloises Sibelga et Vivaqua, la société de distribution flamande Farys, la commune de Drogenbos, les forces de police, et évidemment les riverains, qui sont les premières victimes.

De plus, les experts et assureurs des uns et des autres se contredisent parfois et ne répondent pas nécessairement dans les 24 heures.

Le chef du département de l'Espace public et son équipe n'ont pour leur part pas ménagé leurs efforts pour tenter de trouver une solution. À cet égard, M. Cools a fait référence à un échange de mails un peu plus franc et direct, invitant les différents acteurs à prendre leurs responsabilités et ne nécessitant pas une intervention du Bourgmestre, du Collège, de l'Echevin ou de la Secrétaire communale, puisqu'il ne s'agissait pas à proprement parler d'une mise en demeure dans le cadre d'une démarche officielle.

Les riverains sinistrés ont été informés très tôt du fait que la commune était tout à fait prête à mettre des logements à leur disposition en dernier ressort, si les autres acteurs ne prenaient pas leurs responsabilités.

La commune était également disposée à leur réserver une chambre d'hôtel. Une responsable de département s'est d'ailleurs mise en route pour procéder à cette réservation mais finalement, les intéressés se sont ravisés et ont indiqué à l'administration communale qu'ils n'avaient pas besoin de nuitées en chambre d'hôtel.

La réouverture n'a été opérée que dans un sens, étant donné, d'une part, que les travaux de stabilisation, achevés pour l'immeuble n° 68, ne le sont pas encore pour le n° 70 et, d'autre part, que Farys a décidé de renforcer sa conduite de la chaussée de Drogenbos par un processus de « chemisage ». La circulation pourra avoir lieu dans les deux sens lorsque ces travaux seront achevés, à la rentrée, ou peut-être avant.

Le chantier de la STIB sur le tronçon de la chaussée d'Alseberg situé entre les secteurs Bourdon et Lycée français était censé débiter il y a quelques semaines. Mais suite à une demande exprimée par une majorité de commerçants et de riverains, on a décidé d'entamer le chantier de la chaussée d'Alseberg après la réouverture de la chaussée de Drogenbos. Quoique l'ampleur de la réouverture n'ait pas été précisée, la chaussée de Drogenbos sera vraisemblablement accessible dans les deux sens.

Le planning du chantier de la chaussée d'Alseberg a été indiqué dans une toutes-boîtes distribué par la STIB. La circulation sur cette artère sera probablement bloquée durant les mois d'octobre et novembre et limitée dans un seul sens durant les mois de septembre et décembre.

Pour ce qui concerne le stationnement, les travaux entraîneront la perte de 20 places

de parking sur la chaussée d'Alseberg. Mme l'Echevin Delwart et M. l'échevin Biermann ont entrepris des démarches auprès du propriétaire du site Illochroma pour que les habitants du quartier puissent stationner dans cette zone durant la période d'activité du chantier.

**M. Hayette** se demande s'il ne serait pas opportun de modifier les feux de signalisation pour les automobilistes qui, venant de Linkebeek, empruntent la chaussée d'Alseberg.

**M. Cools** espère que la réouverture dans les deux sens sera effective pour la fin août mais il rappelle que le jeu de ping-pong entre les compagnies d'assurances, spécialité typiquement belge, peut s'éterniser durant des mois avant que des travaux ne soient effectués.

M. Cools se demande si l'interdiction de passage pour les poids lourds de 3,5 tonnes sera bien effective.

**M. l'échevin Wyngaard** répond que les services communaux et la police ont la volonté d'imposer l'interdiction de passage pour les poids lourds de 3,5 tonnes, même si cette interdiction n'était pas demandée par les experts des différentes parties concernées.

Le Collège est toutefois bien conscient du fait que cette interdiction ne sera pas respectée à 100 %. Elle contribuera néanmoins à réduire les vibrations.

Pour ce qui concerne les feux de signalisation, des contacts ont été pris avec Bruxelles-Mobilité pour améliorer la situation.

M. Wyngaard signale que la prochaine voirie qui sera concernée par des travaux de cette nature sera la chaussée de Saint-Job, qui, structurellement, n'a pas été conçue pour un charroi lourd et qui fait l'objet d'aménagements tronçon par tronçon.

Le Conseil prend connaissance.

---

### **Mondelinge vraag van de h. Hayette : het verkeersplan gedurende de werken Alsebergsesteenweg.**

**De h. Hayette** herinnert eraan dat de MIVB-werken aan de Alsebergsesteenweg nog niet begonnen waren toen hij hierover vragen stelde aan het college tijdens de vergadering van april.

Het is nu gebeurd en het is een ramp. Op zaterdag 17 juni deed een winkelier op de Alsebergsesteenweg er 42 minuten over om van het Lycée Jean Monnet naar de kruising Calevoetstraat / Alsebergsesteenweg te rijden !

Na hem een bericht gestuurd te hebben, reageerde de schepen snel en werden de files verminderd door de frequentie van de verkeerslichten te veranderen.

Ondanks de aandacht van het college voor het gebied blijven de bewoners bezorgd.

De h. Hayette bezorgde schepen Wyngaard een brief van een bewoner van de Drogenbossesteenweg die zich zorgen maakt over het gebrek aan aandacht voor de aanbevelingen van de experts.

Deze wijk zal te maken krijgen met een groot aantal werven omdat er, na de MIVB-werken, woningbouw zal komen op het Horzelplein.

Er zijn veel onzekerheden over de toekomstige files. Wat zal het verkeersplan van de wijk zijn tijdens de werken? Zal de situatie in de wijk in de toekomst verbeteren ?

**Schepen Wyngaard** antwoordt dat bij dit soort projecten de gemeentediensten als doorgeefluik moeten fungeren om de standpunten van de verschillende belanghebbenden met elkaar in overeenstemming te brengen.

De kwestie van de Drogenbossesteenweg is bijzonder complex, zowel technisch als

juridisch. De waterleiding van een Vlaamse intercommunale barstte begin januari en veroorzaakte niet alleen schade aan de openbare ruimte maar ook aan privépercelen. De betrokken partijen zijn de Brusselse intercommunales Sibelga en Vivaqua, het Vlaamse distributiebedrijf Farys, de gemeente Drogenbos, de politie en natuurlijk de bewoners, die de eerste slachtoffers zijn.

Bovendien spreken de betrokken experts en verzekeraars elkaar soms tegen en reageren ze niet noodzakelijk binnen de 24 uur.

Het hoofd van het departement Openbare Ruimte en zijn team hebben kosten noch moeite gespaard om een oplossing te vinden. In dit verband verwees de h. Cools naar een iets eerlijkere en directere uitwisseling van e-mails, waarbij de verschillende actoren werd gevraagd hun verantwoordelijkheid te nemen en waarbij de tussenkomst van de burgemeester, het college, de schepen of de gemeentesecretaris niet nodig was, aangezien het strikt genomen geen formele ingebrekestelling was als onderdeel van een officieel proces.

De getroffen bewoners werden er al vroeg van op de hoogte gesteld dat de gemeente bereid was om als laatste redmiddel accommodatie voor hen beschikbaar te stellen als de andere actoren hun verantwoordelijkheid niet zouden nemen.

De gemeente was ook bereid om een hotelkamer voor hen te reserveren. Een verantwoordelijke van het departement ging aan de slag om de kamer te reserveren, maar uiteindelijk veranderden de betrokkenen van mening en vertelden ze het gemeentebestuur dat ze geen hotelkamer nodig hadden.

De weg is slechts in één richting heropend, aangezien de stabilisatiewerken aan gebouw nr. 68 nog niet klaar zijn voor gebouw nr. 70 en Farys besloten heeft om de leiding van de Drogenbossesteenweg te verstevigen door middel van een "koustechniek". Het verkeer zal in beide richtingen kunnen rijden zodra deze werken voltooid zijn, in het begin van de herfst of misschien al eerder.

De MIVB-werf op het gedeelte van de Alsebergsesteenweg tussen de sectoren Horzel en Lycée français zou enkele weken geleden van start gaan. Op vraag van een meerderheid van de handelaars en bewoners werd echter beslist om de werken aan de Alsebergsesteenweg te starten na de heropening van de Drogenbossesteenweg. Hoewel de omvang van de heropening nog niet bepaald is, is het waarschijnlijk dat de Drogenbossesteenweg in beide richtingen toegankelijk zal zijn.

De planning van de werken aan de Alsebergsesteenweg werd uiteengezet in een huis-aan-huisbericht dat door de MIVB werd verspreid. Het verkeer op deze verkeersader zal waarschijnlijk geblokkeerd zijn in oktober en november en beperkt zijn tot één richting in september en december.

Wat het parkeren betreft, zullen de werken leiden tot het verlies van 20 parkeerplaatsen in de Alsebergsesteenweg. Schepenen Delwart en Biermann hebben de eigenaar van het Illochroma-terrein benaderd om ervoor te zorgen dat bewoners tijdens de bouwperiode op deze plaats kunnen parkeren.

**De h. Hayette** vraagt zich af of het niet aangewezen is om de verkeerslichten aan te passen voor automobilisten die vanuit Linkebeek via de Alsebergsesteenweg komen.

**De h. Cools** hoopt dat de weg eind augustus in beide richtingen heropend zal zijn, maar wijst erop dat het pingpongspel tussen verzekeringsmaatschappijen, een typisch Belgische specialiteit, nog maanden kan aanslepen vooraleer de werken uitgevoerd zijn.

De h. Cools vroeg zich af of het verbod op vrachtwagens van meer dan 3,5 ton effectief zou zijn.

**Schepen Wyngaard** antwoordt dat de gemeentediensten en de politie vastbesloten zijn om het verbod op vrachtwagens van 3,5 ton in te stellen, ook al hebben de deskundigen van de verschillende betrokken partijen niet om dit verbod gevraagd.

Het college is zich er echter terdege van bewust dat dit verbod niet voor 100 % zal worden nageleefd. Toch zal het helpen om de trillingen te verminderen.

Wat de verkeerslichten betreft, zijn er contacten gelegd met Brussel Mobiliteit om de situatie te verbeteren.

Schepen Wyngaard wijst erop dat de volgende weg die met dit soort werken te maken krijgt de Sint-Jobsesteenweg zal zijn, die structureel niet ontworpen is voor zware voertuigen en die stuk per stuk wordt opgewaarderd.

De Raad neemt kennis.

---

22.06.2023/A/0051 **Interpellation de M. Cools : la politique de densification.**

**M. Cools** signale qu'une demande de permis d'urbanisme pour la construction d'un immeuble au coin de la rue des Primevères et de la rue Vanderkindere, où se situe une station-service, soulève de nombreuses critiques dans le quartier en raison du gabarit important du bâtiment envisagé et de la densification extrême de la parcelle induite par le projet. Si celui-ci est accepté, il écrasera ses voisins car il comporte au moins un niveau plein de trop. Il n'y a pas d'alignement de la hauteur de la façade au raccord de l'immeuble projeté avec la maison mitoyenne rue des Primevères. Le raccord n'est pas non plus harmonieux avec la maison voisine de la rue Vanderkindere. La profondeur de la construction projetée dépassera le profil de l'immeuble mitoyen le plus profond sur plusieurs niveaux. La parcelle a une superficie de 535 m<sup>2</sup> et une superficie plancher au sol existante de 737,10 m<sup>2</sup>. Le rapport plancher/sol (rapport P/S) de 1,37 qui en résulte est déjà plus élevé que le rapport P/S moyen de la rue Vanderkindere (= 1). Si ce projet était accepté tel quel, la densité de la parcelle serait plus que doublée avec un rapport P/S de 3,02, le nombre de logements passant de 5 à 11. La densité du quartier en viendrait à tripler uniquement par le biais des très nombreuses dérogations au règlement régional d'urbanisme qui ont été sollicitées. Ce phénomène a des conséquences sur l'ensoleillement des voisins. Pour ce qui concerne les places de stationnement pour les voitures, aucune n'est prévue pour le commerce projeté au rez-de-chaussée, à propos duquel on ne dispose guère d'informations, et seulement neuf sont prévues pour les onze logements.

Ce projet était censé être examiné le 14 juin par la commission de concertation, mais la réunion de cette commission a été reportée. Selon M. Cools, la commission devrait émettre un avis négatif et inviter le promoteur à revoir sa demande de permis.

À l'instar de la révision envisagée du PPAS 15bis, ce dossier particulier doit inciter l'assemblée à s'interroger sur la politique de densification urbaine qu'il conviendrait de promouvoir. Avec ses 85.000 habitants, la commune d'Uccle n'a jamais connu une population aussi importante. La densification engendrée par les nouveaux projets immobiliers doit être compatible avec le tissu urbain et limitée dans son ampleur. À défaut, les équipements publics et les réseaux de communication ne pourront répondre à cette densification, qui ne doit pas être un objectif en soi mais rester raisonnable et étalée dans le temps. Une attention particulière doit être réservée aux gabarits environnants, négligés par le projet Primevères/Vanderkindere. Limiter l'imperméabilisation des sols doit aussi être une priorité. Le tout au logement ne doit pas primer : le développement foncier doit demeurer ouvert pour les équipements publics et les activités économiques. Il faut traiter avec discernement, sans acceptation ou refus systématique, les demande de division de logements existants en plusieurs logements.

Selon M. Cools, il faut planifier les développements urbanistiques futurs avec des outils indicatifs, comme les schémas directeurs et les contrats d'axes, ou

réglementaires, comme les PPAS.  
Le Collège partage-t-il cette vision ?

**M. l'échevin Biermann** répond que le Collège a bien la responsabilité de déterminer la manière dont le territoire communal va se développer.

La commission de concertation a décidé de reporter son avis en raison d'éléments complémentaires qui lui sont parvenus, notamment une étude relative à l'ensoleillement.

Cependant, M. l'échevin Biermann ne partage pas tout à fait le jugement de M. Cools à l'égard du projet.

Il s'agit d'une parcelle située au cœur d'un quartier présentant une grande densité de commerces de qualité et occupée actuellement par une pompe à essence dont le sol est pollué.

L'objectif de requalification de l'ensemble de la parcelle se traduit par la volonté d'y développer un commerce qui s'inscrit dans le tissu économique de la rue Vanderkindere et d'y adjoindre du logement.

Pour assurer l'adaptation du bâti uclois à l'évolution de l'habitat, il ne faut pas faire de la densité un objectif en soi mais préserver la sociologie très variée de la commune, où se côtoient autant des actifs que des seniors ou des familles.

Pour ce qui concerne par exemple les divisions, l'objectif poursuivi ne consiste pas à diviser des maisons unifamiliales de 100 m<sup>2</sup> en deux logements de 50 m<sup>2</sup> mais à veiller à ce que de jeunes ménages puissent s'installer dans des logements de taille raisonnable, compte tenu des travaux à entreprendre pour garantir la performance énergétique.

Le Collège est particulièrement attaché à l'habitabilité des logements créés et au respect du patrimoine, notamment du petit patrimoine intérieur.

Le Collège a ainsi été confronté récemment au cas d'une demande de division d'une très belle demeure unifamiliale, qui au départ avait fait l'objet d'un avis défavorable, mais qui a été accordée par la suite parce que le projet impliquait la sauvegarde de tout le petit patrimoine à l'intérieur du bâtiment. Mais vu que, suite à l'arrachage des dalles et de la façade arrière, le petit patrimoine n'a pas été conservé, la commission de concertation est revenue à la position antérieure et a donc rendu l'avis selon lequel plus aucune dérogation ne peut être accordée.

Pour ce qui concerne la problématique de la mixité, M. l'échevin Biermann rappelle que l'organisation de l'habitat à Uccle est fondée sur la logique d'un assemblage de plusieurs « villages », dont la singularité doit être préservée pour maintenir cet « esprit de village ». Or, les besoins ont changé au fil du temps et la part plus importante prise par le logement a entraîné une moins grande tolérance à l'égard des nuisances générées par les activités industrielles, désormais davantage concentrées dans la zone du canal.

Dans l'optique de la mixité, le Collège considère que les anciens sites industriels présents sur le territoire uclois ne doivent pas nécessairement être démolis pour laisser la place à des immeubles de logement. Ils peuvent non seulement être maintenus en tant que témoignage d'un héritage industriel mais aussi être utilisés pour des activités économiques moins lourdes que l'industrie ou des activités socio-culturelles ou parascolaires, en veillant à ce qu'une part de l'espace disponible soit dévolu à du logement.

**M. Cools** souscrit à certains des propos tenus par M. l'échevin Biermann.

Il précise qu'il ne remet pas en cause en soi la décision de remplacer une station d'essence par un commerce de qualité et des logements, situés respectivement au rez-de-chaussée et à l'étage : ce qu'il conteste, c'est le triplement de la densité par rapport à la dimension moyenne du quartier.

Ce n'est pas par ce biais qu'on facilitera l'accès au logement pour les familles ou les



seniors. Au contraire, les promoteurs seront les seuls à en tirer profit en raison de l'augmentation du prix des parcelles.

Le maintien d'une activité économique est de nature à favoriser la mixité mais pour que celle-soit soit assurée de façon harmonieuse, il faut éviter l'industrie lourde et encourager plutôt des installations telles que par exemple des studios d'enregistrement. M. Cools rappelle à cet égard que Bruxelles a longtemps été, après Londres, la ville la plus active dans le secteur des enregistrements de musique.

M. Cools recommande la prudence dans les divisions de logements et préconise d'agir dans les zones où il n'y pas de PPAS plutôt que remettre en cause des PPAS existants.

Le Conseil prend connaissance.

---

### **Interpellatie van de h. Cools : het verdichtingsbeleid.**

**De h. Cools** wijst erop dat een aanvraag voor een bouwvergunning voor een gebouw op de hoek van de Sleutelbloemstraat en de Vanderkinderestraat, waar zich een tankstation bevindt, in de buurt veel kritiek heeft uitgelokt vanwege de grote omvang van het geplande gebouw en de extreme verdichting van het perceel die het project met zich mee zou brengen. Als het project wordt goedgekeurd, zal het de burens verpletteren omdat het minstens een volledige verdieping te veel zal hebben. Er is geen afstemming van de hoogte van de gevel op de kruising van het voorgestelde gebouw met het aangrenzende huis in de Sleutelbloemstraat. De aansluiting is ook niet harmonieus met het naburige huis in de Vanderkinderestraat. De diepte van het voorgestelde gebouw zal het profiel van het diepste aangrenzende gebouw met meerdere verdiepingen overschrijden. Het perceel heeft een oppervlakte van 535 m<sup>2</sup> en een bestaande vloeroppervlakte van 737,10 m<sup>2</sup>. De resulterende vloergrondverhouding van 1,37 is al hoger dan de gemiddelde verhouding in de Vanderkinderestraat (= 1). Als dit project in zijn huidige vorm zou worden aanvaard, zou de dichtheid van het perceel meer dan verdubbelen, met een verhouding van 3,02, en zou het aantal woningen stijgen van 5 naar 11. De dichtheid van de wijk zou verdrievoudigen, alleen al door het zeer grote aantal uitzonderingen op de gewestelijke stedenbouwkundige verordening die zijn aangevraagd. Dit heeft gevolgen voor het zonlicht dat de burens genieten. Er is geen parkeerplaats voorzien voor de voorgestelde winkel op de begane grond, waarover weinig informatie beschikbaar is, en slechts negen parkeerplaatsen voor de elf woningen.

Het project zou op 14 juni door de overlegcommissie worden onderzocht, maar de vergadering van de commissie is uitgesteld. Volgens de h. Cools wordt verwacht dat de commissie een negatief advies zal uitbrengen en de ontwikkelaar zal uitnodigen om zijn bouw aanvraag te herzien.

Net als bij de geplande herziening van BBP 15bis zou dit specifieke geval de vergadering ertoe moeten aanzetten om na te denken over het beleid inzake stedelijke verdichting dat moet worden bevorderd. Met zijn 85.000 inwoners heeft Ukkel nog nooit zo'n grote bevolking gehad. De verdichting die wordt gegenereerd door nieuwe bouwprojecten moet verenigbaar zijn met het stedelijk weefsel en beperkt zijn in schaal. Anders zullen de openbare voorzieningen en communicatienetwerken niet opgewassen zijn tegen deze verdichting, die geen doel op zich mag zijn, maar redelijk moet blijven en in de tijd moet worden gespreid. Er moet bijzondere aandacht worden besteed aan de omliggende gebouwen, die in het project Sleutelbloem/Vanderkindere verwaarloosd zijn. Het beperken van bodemondoordringbaarheid moet ook een prioriteit zijn. Huisvesting mag niet de enige prioriteit zijn: stedenbouwkundige ontwikkeling moet open blijven voor openbare voorzieningen en economische activiteiten. Verzoeken om bestaande woningen op te delen in meerdere woningen moeten discreet behandeld worden, zonder systematische aanvaarding of weigering.

Volgens de h. Cools moeten toekomstige stedelijke ontwikkelingen worden gepland

met behulp van indicatieve instrumenten, zoals masterplannen en ascontracten, of regelgevende instrumenten, zoals BBP's.

Deelt het college deze visie ?

**Schepen Biermann** antwoordt dat het college verantwoordelijk is voor het bepalen hoe het gemeentelijke grondgebied zich zal ontwikkelen.

De overlegcommissie besloot haar advies uit te stellen vanwege aanvullende informatie die zij had ontvangen, met name een onderzoek naar zonlicht.

Schepen Biermann is het echter niet helemaal eens met de beoordeling van het project door de h. Cools.

Het perceel ligt in het hart van een wijk met een hoge dichtheid aan kwaliteitswinkels en wordt momenteel in beslag genomen door een benzinepomp met vervuilde grond.

Het doel van de herontwikkeling van het volledige perceel is de ontwikkeling van een handelszaak in het kader van de economische structuur van de Vanderkinderestraat en de toevoeging van huisvesting.

Om ervoor te zorgen dat de Ukkelse bebouwing zich kan aanpassen aan veranderingen op de woningmarkt, moet dichtheid geen doel op zich zijn, maar eerder een middel om de zeer gevarieerde sociale samenstelling van de gemeente, waar werkenden, senioren en gezinnen naast elkaar leven, te behouden.

Wat bijvoorbeeld verdelingen betreft, is het doel niet om eengezinswoningen van 100 m<sup>2</sup> op te delen in twee woningen van 50 m<sup>2</sup>, maar om ervoor te zorgen dat jonge gezinnen zich kunnen vestigen in woningen van een redelijke grootte, rekening houdend met de werkzaamheden die moeten worden uitgevoerd om energieprestaties te garanderen.

Het college is vooral bezorgd over de bewoonbaarheid van de gecreëerde woningen en het respect voor het erfgoed, in het bijzonder het kleinschalige interne erfgoed.

Zo kreeg het college onlangs te maken met een aanvraag tot splitsing van een zeer mooie eengezinswoning, die in eerste instantie werd geweigerd, maar die vervolgens werd ingewilligd omdat het project inhield dat alle kleine erfgoedelementen in het gebouw bewaard moesten blijven. Aangezien de kleine erfgoedelementen na het verwijderen van de tegels en de achtergevel echter niet bewaard bleven, kwam de overlegcommissie terug op haar eerdere standpunt en bracht daarom het advies uit dat er geen vrijstellingen meer konden worden verleend.

Met betrekking tot de kwestie van de gemengde bestemming herinnert schepen Biermann eraan dat de organisatie van de huisvesting in Ukkel gebaseerd is op de logica van een assemblage van verschillende "dorpen", waarvan de uniciteit behouden moet blijven om deze "dorpsgeest" te behouden. De behoeften zijn echter in de loop der tijd veranderd en het grotere aandeel woningen heeft geleid tot minder tolerantie voor de overlast van industriële activiteiten, die nu meer geconcentreerd zijn in de kanaalzone.

Vanuit het oogpunt van gemengd gebruik is de raad van mening dat de voormalige industriële sites in Ukkel niet noodzakelijk moeten worden afgebroken om plaats te maken voor woongebouwen. Ze kunnen niet alleen behouden blijven als getuigenis van een industrieel erfgoed maar ze kunnen ook gebruikt worden voor lichtere economische activiteiten dan industrie, of voor socio-culturele of bijschoolse activiteiten, terwijl een deel van de beschikbare ruimte wordt gebruikt voor huisvesting.

**De h. Cools** is het eens met een aantal opmerkingen van schepen Biermann.

Hij maakt duidelijk dat hij de beslissing om een tankstation te vervangen door een kwaliteitswinkel en woningen op respectievelijk de begane grond en de eerste verdieping geenszins in twijfel trok: wat hij in twijfel trok was de verdrievoudiging van de dichtheid in vergelijking met de gemiddelde grootte van de wijk.

Dit is niet de manier om de toegang tot woningen voor gezinnen of senioren te

vergemakkelijken. Integendeel, de projectontwikkelaars zullen de enigen zijn die hiervan profiteren, aangezien de prijs van de percelen zal stijgen.

Het behoud van economische activiteit zal waarschijnlijk een gemengde economie aanmoedigen, maar om ervoor te zorgen dat dit op een harmonieuze manier gebeurt, moet zware industrie worden vermeden en moeten in plaats daarvan voorzieningen zoals opnamestudio's worden aangemoedigd. In dit verband herinnert de h. Cools zich dat Brussel lange tijd, na Londen, de meest actieve stad was in de sector van de muziekopnames.

De h. Cools pleit voor voorzichtigheid bij het verdelen van woningen en beveelt aan actie te ondernemen in gebieden waar geen BBP's zijn in plaats van bestaande BBP's aan te vechten.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Interpellation sur la densification urbaine.docx*

---

22.06.2023/A/0052 **Interpellation de M. Godefroid : "modal budgeting"**

**M. Godefroid** rappelle que tous les groupes politiques du Conseil ont affirmé la nécessité de trouver un équilibre entre les différents modes de déplacement.

M. Godefroid propose un nouvel indicateur budgétaire pour alimenter les politiques communales de mobilité.

Le « gender budgeting » a été instauré sous cette mandature pour déterminer si les dépenses favorisent plus un sexe que l'autre et, si nécessaire, pour adopter des mesures correctrices. Ne faudrait-il pas s'inspirer de l'exemple de ce gender budgeting pour objectiver la part du budget des travaux publics allouée aux différents modes de transports, de manière à tendre vers un certain équilibre entre ceux-ci ?

En 2008, le Bureau fédéral du plan a réalisé un exercice relativement similaire à l'échelle de la Belgique, dont il conclut qu'« en 2000, le mode routier correspond à 64 % de la dépense totale de transport des pouvoirs publics, le ferroviaire à 20 % et les transports en commun publics locaux à 9 % ».

La méthodologie d'un tel exercice n'est pas aisée et devrait faire l'objet d'intenses réflexions de la part de l'administration. En effet, à l'instar de l'approche « genrée » des dépenses, qui permet de mettre en lumière des inégalités masquées, une analyse « modale » des dépenses doit être envisagée dans une perspective systémique.

Par exemple, il serait tentant de considérer que le réasphaltage d'une chaussée profite de manière équivalente à tous les usagers, quel que soit leur mode de transport, du fait que la chaussée est théoriquement partagée. En réalité, ce n'est absolument pas le cas, puisque les engins motorisés détériorent davantage les infrastructures du fait de leur poids, utilisent une part plus large de la chaussée, tant pour la circulation que pour le stationnement, et empêchent les autres modes de profiter pleinement de la chaussée en raison du sentiment d'insécurité qu'ils génèrent. M. Godefroid rappelle qu'avant les années 30, les piétons étaient libres d'emprunter la chaussée comme bon leur semblait.

Cet exercice de bonne gestion paraît d'autant plus important à l'heure où une énorme part des budgets régionaux est engloutie de façon inconditionnelle dans des projets pharaoniques dont l'utilité devrait être davantage étudiée eu égard à l'ampleur de la dépense.

Le point d'équilibre pourrait être déterminé en fonction de la répartition modale actuelle ou, dans une vision à plus long terme, en fonction des parts modales politiquement souhaitables.

L'administration communale a-t-elle déjà réalisé une analyse de ce type ?  
Une analyse des dépenses effectuées pour chacun des modes pourrait-elle être envisagée afin d'éclairer les politiques communales en matière de travaux publics ?

**M. Cohen** estime que M. Godefroid oublie de prendre en considération les recettes, vu que ses propos se limitent aux dépenses.  
Par exemple, les voitures s'avèrent des sources de recettes pour la commune si on installe des horodateurs dans les rues.

**M. Cools** partage le point de vue de M. Cohen : lorsqu'on procède à des comparaisons, il faut prendre en considération autant les dépenses que les recettes, et ce aux différents niveaux de pouvoir car l'acheteur d'une voiture est amené à payer la TVA, les taxes sur le carburant, les taxes de circulation, les horodateurs, etc.  
Et il est d'autant plus légitime de tenir compte des recettes que toute une série d'aménagements s'avère d'utilité publique : à supposer qu'il n'y ait plus la moindre voiture, il faudra de toute façon toujours des voiries pour véhicules automobiles afin d'assurer la circulation des autobus et des camions de pompiers.  
M. Cools estime donc que M. Godefroid n'a pas effectué le bon choix.

**M. Desmet** estime que M. Cools a peut-être tenu à son corps défendant des propos prophétiques lorsqu'il évoquait la disparition ou à tout le moins la très forte diminution des voitures.  
En effet, dans une telle situation, les avantages en termes de réduction de la pollution, d'amélioration de la santé publique, de diminution des dépenses consacrées à la rénovation des rues et au nettoyage des bâtiments seraient considérables, et dans ce contexte, des arguments tels que le déficit de recettes à la TVA induit par l'achat de vélos par rapport à l'achat de voitures semblent bien légers.

**M. l'échevin Wyngaard** répond qu'une étude danoise a démontré que, pour la collectivité, le coût induit par les cyclistes est inférieur à celui qui est généré par les automobilistes, et ce pour les raisons évoquées par M. Desmet : les recettes issues des taxes et impôts relatifs aux voitures familiales sont sans commune mesure avec les avantages liés à la mobilité douce.

Le travail proposé par M. Godefroid n'a pas encore été réalisé par les services de l'échevinat quoique le chef de département et le chef de service estiment sincèrement que la méthodologie suggérée est intéressante.

Il n'est toutefois pas facile de quantifier de façon précise l'impact des choix politiques en mobilité sur la pollution, les soins de santé, etc. Par contre, on peut sans doute plus aisément déterminer pour quel mode de déplacement la dépense s'avère utile, et à cet égard, les évolutions observées à travers le temps pourraient constituer une boussole très utile pour orienter l'aménagement des infrastructures de mobilité dans l'espace public.

Suite à ses contacts avec les services, M. l'Echevin Wyngaard s'engage à approfondir les suggestions de M. Godefroid.

**M. Godefroid** est bien conscient du fait que ses propositions requièrent un travail important de la part des services.

Mais son idée essentielle consiste à établir un indicateur fidèle qui soit de nature à alimenter les politiques, et de non de prendre en compte la totalité des externalités négatives de certains modes de transport, ce qui serait impossible.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Interpellatie van de h. Godefroid : "modal budgeting"**

**De h. Godefroid** wijst erop dat alle fracties van de raad de noodzaak van een evenwicht tussen de verschillende vervoerswijzen hebben bevestigd.

Hij stelt een nieuwe begrotingsindicator voor om te gebruiken in het gemeentelijk mobiliteitsbeleid.

"Gender budgeting" werd tijdens deze zittingsperiode ingevoerd om vast te stellen of uitgaven het ene geslacht bevoordelen ten opzichte van het andere en om zo nodig corrigerende maatregelen te nemen. Zou dit voorbeeld niet gebruikt moeten worden om het deel van het budget voor openbare werken dat aan de verschillende vervoerswijzen wordt toegekend te objectiveren, om zo een zeker evenwicht hiertussen te bereiken ?

In 2008 voerde het Federaal Planbureau een relatief vergelijkbare oefening uit voor België, met als conclusie dat "in 2000 het wegvervoer 64 % van de totale overheidsuitgaven voor vervoer voor zijn rekening nam, het spoor 20 % en het lokale openbare vervoer 9 %".

De methodologie van een dergelijke oefening is niet eenvoudig en zou het onderwerp moeten zijn van intensieve reflectie van het bestuur. Net zoals de "genderbenadering" van de uitgaven verborgen ongelijkheden aan het licht kan brengen, moet een "modale" analyse van de uitgaven vanuit een systemisch perspectief worden bekeken. Het zou bijvoorbeeld verleidelijk zijn om aan te nemen dat alle gebruikers in gelijke mate profiteren van de herasfaltering van een rijbaan, ongeacht hun vervoerswijze, omdat de rijbaan in theorie gedeeld wordt. In werkelijkheid is dit absoluut niet het geval, aangezien gemotoriseerde voertuigen door hun gewicht meer schade aan de infrastructuur toebrengen, een groter deel van de rijbaan gebruiken voor zowel verkeer als parkeren, en andere vervoerswijzen beletten de rijbaan ten volle te benutten vanwege het gevoel van onveiligheid dat ze opwekken. De h. Godefroid wijst erop dat voetgangers vóór de jaren 1930 vrij gebruik konden maken van de rijbaan.

Deze oefening in goed beheer lijkt des te belangrijker nu een groot deel van de gewestelijke budgetten onvoorwaardelijk wordt opgeslokt door grootschalige projecten waarvan het nut, gezien de omvang van de uitgaven, beter zou moeten worden bestudeerd.

Het break-evenpunt zou kunnen worden bepaald op basis van de huidige modale verdeling of, op langere termijn, op basis van politiek wenselijke modale delen.

Heeft het gemeentebestuur al een dergelijke analyse uitgevoerd ?

Zou een analyse van de uitgaven voor elke vervoerswijze kunnen worden overwogen als basis voor het beleid van de gemeente inzake openbare werken ?

**De h. Cohen** vindt dat de h. Godefroid vergeet rekening te houden met de ontvangsten, aangezien zijn opmerkingen zich beperken tot de uitgaven.

Auto's zijn bijvoorbeeld een bron van inkomsten voor de ontvangsten als er parkeerautomaten in de straten worden geïnstalleerd.

**De h. Cools** deelt het standpunt van de h. Cohen: bij het maken van vergelijkingen moeten we rekening houden met zowel de uitgaven als de ontvangsten, en dat op verschillende bestuursniveaus, want als je een auto koopt, moet men btw, brandstofbelasting, wegenbelasting, parkeerautomaten enz. betalen.

En het is des te legitiemer om rekening te houden met de ontvangsten omdat een hele reeks inrichtingen in het algemeen belang blijken te zijn: zelfs als er geen auto's meer zouden zijn, zouden er nog steeds wegen voor motorvoertuigen nodig zijn om ervoor te zorgen dat bussen en brandweerwagens kunnen rijden.

De h. Cools vindt dan ook dat de h. Godefroid een verkeerde keuze heeft gemaakt.

**De h. Desmet** is van mening dat de h. Cools misschien onbedoeld profetisch was toen hij sprak over de verdwijning of in ieder geval de drastische vermindering van het

aantal auto's.

In een dergelijke situatie zouden de voordelen in termen van minder vervuiling, betere volksgezondheid en minder uitgaven voor straatrenovatie en het schoonmaken van gebouwen aanzienlijk zijn, en in deze context lijken argumenten als het tekort aan btw- ontvangsten als gevolg van de aankoop van fietsen in vergelijking met de aankoop van auto's erg zwak.

**Schepen Wyngaard** antwoordt dat een Deense studie heeft aangetoond dat de kosten voor de gemeenschap van fietsers lager zijn dan de kosten voor de gemeenschap van automobilisten, om de redenen die de h. Desmet heeft genoemd: de ontvangsten uit belastingen en heffingen op gezinsauto's staan in geen verhouding tot de voordelen van zachte mobiliteit.

Het door de h. Godefroid voorgestelde werk is nog niet uitgevoerd door de gemeente, hoewel het departementshoofd en het diensthoofd oprecht geloven dat de voorgestelde methodologie interessant is.

Het is echter niet eenvoudig om de impact van mobiliteitskeuzes op vervuiling, gezondheidszorg, enz. precies te kwantificeren. In dit opzicht zouden de veranderingen die in de loop van de tijd worden waargenomen een zeer nuttig kompas kunnen zijn om de ontwikkeling van mobiliteitsinfrastructuren in de openbare ruimte te sturen.

Na zijn contacten met de diensten heeft schepen Wyngaard toegezegd de suggesties van de h. Godefroid verder te onderzoeken.

**De h. Godefroid** is zich ervan bewust dat zijn voorstellen veel werk zullen vergen van de diensten.

Maar zijn belangrijkste idee is om een nauwkeurige indicator vast te stellen die kan worden gebruikt om het beleid te informeren, en niet om rekening te houden met alle negatieve externe effecten van bepaalde vervoerswijzen, wat onmogelijk zou zijn.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage  
BGO\_Modal\_Budgeting.pdf*

*Cédric Didier Norré quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

22.06.2023/A/0053 **Question orale de M. De Bock : composition du cabinet du Bourgmestre.**

**M. De Bock** souhaiterait connaître, pour chaque année depuis le début de cette mandature, le montant de l'enveloppe budgétaire dévolue au personnel du cabinet du Bourgmestre par niveau, avec la mention du temps de travail.

**M. le Bourgmestre** répond que, de 2019 à 2022, les montants s'élevaient respectivement à 238.121,14 €, 245.859,02 €, 266.427,18 € et 281.811,61 €. L'année 2023 est en cours mais à la date du 31 mai 2023, le montant engagé s'élevait à 136.549,52 €.

L'augmentation du montant est due à l'indexation et à l'introduction de chèques-repas. Il n'y a pas eu d'augmentation des effectifs, puisque le staff se compose d'un chef de cabinet, d'une secrétaire administrative et d'un assistant administratif, tous trois à temps plein, et d'un assistant administratif à mi-temps. Le cabinet est en quête d'un nouveau collaborateur, vu qu'un agent a quitté le service.

À titre de comparaison, le cabinet du Bourgmestre d'Ixelles, commune de 88.000 habitants, compte 5 collaborateurs, celui de Schaerbeek, commune de 132.000

habitants, 7, et celui de Woluwe-Saint-Lambert, commune de 57.762 habitants, également 7.

Quoiqu'un véhicule soit mis à disposition pour l'ensemble du Collège, le Bourgmestre d'Uccle n'a pas de chauffeur attitré.

**M. De Bock** rappelle qu'il y a 5 ans, lorsque M. Wyngaard, alors conseiller communal, avait posé la même question, le montant s'élevait à 163.000 €. Si l'on fait abstraction de l'effet de l'inflation, cela représente quand même une augmentation de 100.000 € chaque année, ce qui est loin d'être négligeable.

Pour comprimer les dépenses, on pourrait réduire le personnel ou à tout le moins limiter l'augmentation des effectifs.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Mondelinge vraag van de h. De Bock : samenstelling van het kabinet van de Burgemeester.**

**De h. De Bock** zou graag voor elk jaar sinds het begin van deze zittingsperiode willen weten welk bedrag op de begroting is uitgetrokken voor het personeel van het kabinet van de burgemeester per niveau, met een indicatie van de werkuren.

**De Burgemeester** antwoordt dat van 2019 tot 2022 de bedragen respectievelijk € 238.121,14 euro, € 245.859,02, € 266.427,18 en € 281.811,61 waren. Het jaar 2023 is aan de gang maar op 31 mei 2023 was het vastgelegde bedrag € 136.549,52.

De stijging van het bedrag is het gevolg van de indexering en de invoering van maaltijdcheques.

Het personeelsbestand is niet uitgebreid en bestaat uit een kabinetschef, een administratief secretaris en een administratief assistent, alle drie voltijds, en een deeltijd administratief assistent. Het kabinet is op zoek naar een nieuwe medewerker omdat één ambtenaar de dienst heeft verlaten.

Ter vergelijking: het kabinet van de burgemeester van Elsene, een gemeente met 88.000 inwoners, telt 5 personeelsleden, dat van Schaarbeek, een gemeente met 132.000 inwoners, 7 en dat van Sint-Lambrechts-Woluwe, een gemeente met 57.762 inwoners, ook 7 personeelsleden.

Hoewel het hele college over een voertuig beschikt, heeft de burgemeester van Ukkel geen eigen chauffeur.

**De h. De Bock** herinnert zich dat 5 jaar geleden, wanneer de h. Wyngaard, toen gemeenteraadslid, dezelfde vraag stelde, het bedrag € 163.000 was. Als we het effect van de inflatie buiten beschouwing laten, betekent dit nog steeds een stijging van €100.000 per jaar, wat verre van verwaarloosbaar is.

Om de uitgaves te verminderen zouden we het personeelsbestand kunnen inkrimpen of op zijn minst de toename van het personeelsbestand kunnen beperken.

De Raad neemt kennis.

---

22.06.2023/A/0054 **Question orale de M. Desmet : l'apprentissage de l'utilisation du GSM dans les écoles communales.**

**M. Desmet** rappelle qu'il a suffi de quelques décennies pour que l'objet censé servir à téléphoner, puis à envoyer des SMS et à jouer, offre de plus en plus d'utilités et

d'applications.

Aujourd'hui, les smartphones sont aussi des appareils photographiques, qui offrent l'accès à l'internet ou aux réseaux sociaux et ne servent presque plus à téléphoner.

Bref, en dépit de leurs nombreux avantages, ces appareils laissent la porte ouverte à de nombreux risques, notamment le harcèlement, problème crucial que M. Desmet a abordé il y a quelques mois au sein de cette assemblée.

Alors, faut-il contrôler l'usage des GSM et smartphones ? Et comment procéder ?

Certains proposent d'interdire leur utilisation au sein de l'enceinte scolaire alors que d'autres voient dans cette interdiction une fausse bonne idée car il s'agirait d'un combat perdu d'avance.

Selon M. Desmet, l'apprentissage à une utilisation rationnelle de ces outils est plus intéressant sur le plan pédagogique que l'interdiction pure et simple.

Vu que le numérique est socialement omniprésent, il est utile d'y éduquer les élèves.

Comment le Collège envisage-t-il le traitement concret de cette problématique au sein des établissements scolaires ?

**Mm l'échevin Gol-Lescot** répond que l'utilisation d'un GSM, mais non sa possession, fait l'objet d'une interdiction dans les écoles communales.

En effet, de nombreux enfants disposent d'un GSM, ne fût-ce que ceux qui rentrent chez eux seuls ou se rendent seuls de l'école à une activité parascolaire et ont été munis d'un téléphone portable par des parents désirant les contacter. Mais dès qu'ils arrivent à l'école, ils sont censés déposer leur GSM soit dans le bureau du directeur, soit dans le bureau du secrétariat, soit dans une boîte à l'entrée de la classe.

Les écoles ne procèdent pas à une sensibilisation à l'usage du GSM proprement car une telle démarche reviendrait à ouvrir la boîte de Pandore dans la mesure où parler du GSM à l'école supposerait que tous les élèves en aient un.

Par contre, les écoles mènent bien, sous l'égide du Centre de Santé, des actions de sensibilisation aux écrans, davantage axées sur les écrans utilisés en classe à des fins pédagogiques (en l'occurrence plutôt des tablettes).

Mme l'Echevin Gol-Lescot signale à cet égard que les nouveaux référentiels pédagogiques mentionnent la nécessité d'une appropriation de l'outil numérique et de l'intégration de la notion d'identité numérique à la fin du cycle primaire.

Des cours de coding sont aussi proposés dans le cadre des activités parascolaires.

Il y a une évolution évidente vers un plus grand recours aux écrans mais l'échevinat demeure sur la position selon laquelle le GSM à usage non scolaire demeure pour l'instant interdit au sein des établissements.

**M. Desmet** estime qu'il serait peut-être opportun de mentionner cette interdiction dans le règlement intérieur des différents établissements scolaires, dans le cas où elle n'y figurerait pas encore.

M. Desmet est cependant bien conscient de juste initier un débat qui devra faire l'objet de développements ultérieurs.

Le Conseil prend connaissance.

---

### **Mondelinge vraag van de h. Desmet : het aanleren van het gebruik van mobiele telefoons in de gemeentescholen.**

**De h. Desmet** wijst erop dat het slechts enkele decennia heeft geduurd voordat een voorwerp dat bedoeld was om mee te bellen, sms'en en spelletjes mee te spelen, steeds meer gebruiksmogelijkheden en toepassingen kreeg.

Tegenwoordig zijn smartphones ook camera's, bieden ze toegang tot het internet en sociale netwerken en worden ze bijna nooit meer gebruikt om te bellen.

Kortom, ondanks hun vele voordelen laten deze toestellen de deur open voor vele



risico's, waaronder intimidatie, een cruciaal probleem dat de h. Desmet een paar maanden geleden in deze vergadering aan de orde stelde.

Moet het gebruik van gsm's en smartphones dus aan banden worden gelegd ? En hoe moeten we dat doen ?

Sommigen stellen voor om het gebruik ervan op school te verbieden, terwijl anderen zo'n verbod als een vals goed idee beschouwen, omdat het bij voorbaat een verloren strijd zou zijn.

Volgens de h. Desmet is rationeel leren omgaan met deze hulpmiddelen vanuit educatief oogpunt interessanter dan een algeheel verbod.

Aangezien digitale technologie maatschappelijk alomtegenwoordig is, is het nuttig om leerlingen hierover te onderwijzen.

Hoe denkt het college deze kwestie op scholen aan te pakken ?

**Schepen Gol-Lescot** antwoordt dat het gebruik van gsm, niet het bezit ervan, verboden is in gemeentescholen.

In feite hebben veel kinderen een gsm, al was het maar degenen die alleen naar huis gaan of alleen van school naar een bijschoolse activiteit gaan en een gsm hebben gekregen van ouders die contact met hen willen opnemen. Maar zodra ze op school aankomen, worden ze verondersteld hun gsm achter te laten in het kantoor van de directeur, in het secretariaat of in een doos bij de ingang van het klaslokaal.

Scholen brengen het gebruik van gsm niet onder de aandacht, omdat dit de doos van Pandora zou openen, aangezien praten over gsm's op school zou impliceren dat alle leerlingen er een hebben.

Aan de andere kant voeren scholen onder de bescherming van het gezondheidscentrum wel bewustmakingscampagnes over schermen, die meer gericht zijn op schermen die in de klas worden gebruikt voor onderwijsdoeleinden (in dit geval tablets).

Schepen Gol-Lescot wijst er in dit verband op dat de nieuwe onderwijsrichtlijnen melding maken van de noodzaak om te leren omgaan met digitale hulpmiddelen en om het begrip digitale identiteit te integreren aan het einde van de basisschoolcyclus.

Codingcursussen worden ook aangeboden als onderdeel van de bijschoolse activiteiten.

Er is duidelijk een verschuiving naar een groter gebruik van schermen, maar de gemeente blijft van mening dat gsm voor niet-schoolgebruik voorlopig nog verboden zijn op school.

**De h. Desmet** is van mening dat het misschien goed zou zijn om dit verbod te vermelden in het huishoudelijk reglement van de verschillende scholen, als het er al niet in staat.

Hij beseft echter heel goed dat dit nog maar het begin is van een debat dat verder zal moeten worden uitgewerkt.

De Raad neemt kennis.

---

22.06.2023/A/0055 **Question orale de M. Desmet : le devenir du terrain de la SLRB, rue François Vervloet.**

**M. Desmet** précise que des riverains de la rue François Vervloet lui ont signalé un abattage massif d'arbres sur une parcelle encore non bâtie.

Cette alerte relative à un espace appartenant à la SRLB (Société régionale du logement de la Région de Bruxelles-Capitale) est d'autant plus compréhensible

qu'elle a été effectuée en juin, c.à.d. en pleine période de nidification. M. Desmet a lui-même constaté que ce terrain est occupé par des familles de renards.

Renseignement pris, il s'avère que les énormes coupes vues correspondent à du stockage de grumes.

Quelle est l'évolution de ce projet, pour lequel la SRLB a introduit naguère une demande de permis d'urbanisme ayant fait l'objet d'un avis défavorable de la part de l'autorité communale ?

**Mme l'échevine De Brouwer** a aussi appris par des habitants du quartier que des abattages suspects auraient été accomplis sur une parcelle de la rue François Vervloet. Mais la visite des inspecteurs de Bruxelles-Environnement a permis d'établir qu'il ne s'agissait pas d'abattages mais de l'entreposage de grumes et que le terrain n'appartenait pas à la SLRB mais à une autre entreprise.

Vu que cette alerte a été effectuée en période de nidification, les services communaux ont rapidement réagi et la police s'est rendue sur place, pour finalement constater qu'il n'y avait pas d'abattages illégaux.

Néanmoins, l'activité menée sur la parcelle requiert un permis d'environnement. Le service de l'Environnement est en train d'examiner si un permis couvre bien cette activité, étant donné que l'Inspecteur a relayé des informations selon lesquelles il y aurait des problèmes de stationnement et une accumulation de poussière.

Le Collège a émis un avis défavorable sur la demande de permis d'urbanisme, dans la mesure où l'implantation implique l'abattage d'une cinquantaine d'arbres sur un terrain d'une haute valeur biologique selon la carte d'évaluation biologique de Bruxelles-Environnement.

Le Collège a été informé le 2 juin de la délivrance par Urban Brussels du permis d'urbanisme pour la construction de logements. Sur proposition de M. l'Echevin Biermann, le Collège a ratifié mardi dernier l'introduction d'un recours au gouvernement contre le permis délivré, étant donné que le service de l'Urbanisme ne disposait pas d'un délai suffisant pour procéder à un examen approfondi du dossier.

Quoi qu'il en soit, il s'agit d'une affaire à suivre.

Le Conseil prend connaissance.

---

### **Mondelinge vraag van de h. Desmet : de toekomst van het terrein van de BGHM in de François Vervloetstraat.**

**De h. Desmet** deelt mee dat bewoners van de François Vervloetstraat hem attent hebben gemaakt op de massale kap van bomen op een braakliggend terrein.

Deze waarschuwing met betrekking tot een terrein dat toebehoort aan de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij is des te begrijpelijker omdat de kap plaatsvond in juni, op het hoogtepunt van het broedseizoen. De h. Desmet had zelf gemerkt dat het terrein bezet was door vossenfamilies.

Bij nader onderzoek blijkt dat de enorme zaagsneden die zijn waargenomen overeenkomen met de opslag van boomstammen.

Hoe staat het met dit project, waarvoor de BGHM onlangs een bouwaanvraag heeft ingediend die van de gemeente een ongunstig advies heeft gekregen ?

**Schepen De Brouwer** heeft ook van buurtbewoners vernomen dat er verdachte houtkap heeft plaatsgevonden op een perceel in de François Vervloetstraat.

Bij een bezoek van inspecteurs van Leefmilieu Brussel werd echter vastgesteld dat er niet werd gekapt, maar dat er houtblokken werden opgeslagen en dat de grond niet van de BGHM was, maar van een ander bedrijf.

Aangezien de waarschuwing werd gegeven tijdens het broedseizoen, reageerden de gemeentediensten snel en ging de politie ter plaatse om vast te stellen dat er geen

illegale kap had plaatsgevonden.

Voor de activiteit op het perceel is echter een milieuvergunning nodig. De milieudienst onderzoekt momenteel of deze activiteit is gedekt door een milieuvergunning is, aangezien de inspecteur informatie heeft doorgegeven over parkeerproblemen en stofophoping.

Het college heeft een ongunstig advies uitgebracht over de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning, voor zover het gaat om de kap van een vijftigtal bomen op een terrein met een hoge biologische waarde volgens de biologische beoordelingskaart van Leefmilieu Brussel.

Op 2 juni kreeg het college bericht dat Urban Brussel een bouwvergunning had afgegeven voor de bouw van woningen. Op voorstel van schepenen Biermann bekrachtigde het college de indiening van een beroep bij de regering tegen de vergunning, aangezien de dienst Stedenbouw niet voldoende tijd had om de zaak grondig te onderzoeken.

In ieder geval is dit een zaak om in de gaten te houden.

De Raad neemt kennis.

---

22.06.2023/A/0056

**Question orale de Mme Van Offelen : la mise en sens unique de la rue Edith Cavell.**

**Mme Van Offelen** signale que le plan d'actions du Plan communal de mobilité (PCM), soumis à enquête publique jusqu'à la fin juillet, propose un certain nombre de mesures pour la « Maille Churchill », et notamment la mise partielle en sens unique de la rue Edith Cavell dans le sens de la montée.

Deux scénarios sont envisagés :

- la mise en sens unique de la rue Edith Cavell devant l'école Notre-Dame des Champs, soit le tronçon entre la rue Langeveld et la rue Roberts-Jones;
- la mise en sens unique prolongée, soit de la rue Langeveld jusqu'à l'avenue Montjoie.

Lors de la séance d'information sur le PCM qui s'est tenue le 30 mai dernier à l'école Notre-Dame des Champs, de nombreuses personnes se sont fermement opposées à cette proposition.

Il n'y a pas de problème particulier de mobilité dans la rue Edith Cavell, sauf pendant de très courtes périodes lors de la rentrée et de la sortie des classes.

Une mise en sens unique entraînerait un report des véhicules dans des voiries adjacentes, essentiellement résidentielles, qui subissent déjà un trafic de transit dû à l'encombrement de la chaussée de Waterloo, lui-même causé par la fermeture de la circulation dans une grande partie du Bois de la Cambre.

Quelle suite le Collège a-t-il l'intention de donner à cette opposition citoyenne à la mesure proposée ?

**M. l'échevin Wyngaard** confirme que le projet de Plan communal de mobilité est soumis à enquête publique jusqu'au 30 juillet. Tous les citoyens intéressés disposent donc du temps nécessaire pour réagir.

Le processus d'élaboration du Plan communal de mobilité a été opéré par le bureau d'études Traject et comporte autant des propositions ambitieuses, radicales que des propositions plus consensuelles, qui relèvent davantage de la prévention et de la communication.

L'éventuelle mise en sens unique d'un tronçon de la rue Edith Cavell a focalisé l'attention parce qu'il s'agit évidemment d'une proposition très sensible.

L'enquête publique vise précisément à permettre aux citoyens d'exprimer leur opinion. Le bureau d'études a d'ailleurs bloqué de nombreuses heures de travail au mois d'août pour intégrer les remarques et suggestions des habitants, qui disposent naturellement d'une expertise en raison de leur connaissance du terrain.

Les membres du Collège présents lors de la soirée d'information ont bien compris qu'il y avait une unanimité contre la mesure telle qu'elle était proposée par le bureau d'études, mais il faut tout de même reconnaître que les objectifs de cette proposition sont fort louables, puisqu'il s'agit en l'occurrence d'assurer la sécurité aux abords des écoles et de rendre l'espace public plus qualitatif grâce à des aménagements favorisant la mobilité douce.

Quoi qu'il en soit, le propre de l'enquête publique est de laisser la porte ouverte à d'éventuelles modifications de la proposition initiale.

À cet égard, rien n'est encore arrêté quant à l'éventuel aménagement d'un dispositif ailleurs, à hauteur de l'école Montjoie, entre l'avenue de la Floride et la rue Ernest Gossart.

**M. le Bourgmestre** estime qu'un bureau d'étude est par définition une « boîte à idées » et dans un tel contexte, il est normal que parmi les très nombreuses idées émises, certaines soient contradictoires, voire excessives.

Mais la participation citoyenne vise précisément à opérer un travail de décantation par rapport aux propositions initiales.

M. le Bourgmestre constate que la population ucloise est consciente de la nécessité de sécuriser davantage les abords des écoles sans être persuadée que cette sécurisation passe inmanquablement par la mise en sens unique de la rue.

Par ailleurs, M. le Bourgmestre tient à rendre un hommage particulier à Mme Van Offelen pour son engagement en faveur de l'intérêt général, étant donné que lors d'une intervention précédente, un membre de l'opposition s'est permis de l'attaquer d'une manière aussi indigne que grotesque.

Le Conseil prend connaissance.

---

### **Mondelinge vraag van Mevr. Van Offelen : eenrichtingsverkeer in de Edith Cavellstraat.**

**Mevr. Van Offelen** wijst erop dat het actieplan van het gemeentelijk mobiliteitsplan (GMP), tot eind juli onderworpen aan een openbaar onderzoek, een aantal maatregelen voorstelt voor de "Maas Churchill", met name de gedeeltelijke invoering van eenrichtingsverkeer van de Edith Cavellstraat in opwaartse richting.

Twee scenario's worden overwogen:

- eenrichtingsverkeer in de Edith Cavellstraat voor de school Notre-Dame des Champs, ofwel het gedeelte tussen de Langeveldstraat en de Roberts-Jonesstraat;
- verlengd eenrichtingsverkeer, ofwel van de Langeveldstraat tot de Montjoielaan.

Op de infosessie van het GMP op 30 mei in de school Notre-Dame des Champs waren veel mensen erg gekant tegen dit voorstel.

Er zijn geen bijzondere mobiliteitsproblemen in de Edith Cavellstraat, behalve voor zeer korte periodes aan het begin en einde van de schooldag.

Eenrichtingsverkeer zou leiden tot een verplaatsing van voertuigen naar de aangrenzende, voornamelijk residentiële wegen, die nu al te kampen hebben met

transitverkeer door de congestie op de Waterlooosesteenweg, zelf veroorzaakt door de afsluiting van een groot deel van het Ter Kamerenbos voor het verkeer.

Welke maatregelen denkt het college te nemen als reactie op het verzet van de bevolking tegen de voorgestelde maatregel ?

**Schepen Wyngaard** bevestigt dat het GMP-ontwerp tot 30 juli onderworpen is aan een openbaar onderzoek. Alle geïnteresseerde burgers hebben dus de nodige tijd om te reageren.

Het GMP werd opgesteld door adviesbureau Traject en bevat zowel ambitieuze, radicale voorstellen als meer consensuele voorstellen, die meer gericht zijn op preventie en communicatie.

De optie om in een deel van de Edith Cavellstraat eenrichtingsverkeer in te voeren heeft veel aandacht getrokken omdat het duidelijk een zeer gevoelig voorstel is.

Het doel van het openbaar onderzoek is precies om burgers de kans te geven hun mening te geven. Het studiebureau heeft in augustus dan ook heel wat uren uitgetrokken om de opmerkingen en suggesties van de bewoners, die hun eigen wijk natuurlijk goed kennen, te verwerken.

De leden van het college die aanwezig waren op de infoavond hadden duidelijk begrepen dat er unaniem verzet was tegen de maatregel zoals voorgesteld door het adviesbureau, maar er moet toch erkend worden dat de doelstellingen van dit voorstel zeer lovenswaardig zijn, aangezien het doel is om de veiligheid van schoolomgevingen te waarborgen en de kwaliteit van de openbare ruimte te verbeteren door middel van ontwikkelingen die zachte mobiliteit aanmoedigen.

Het doel van het openbaar onderzoek is dan ook om de deur open te houden voor mogelijke wijzigingen in het oorspronkelijke voorstel.

In dit opzicht is er nog niets beslist over de mogelijke maatregel elders, in de buurt van de Montjoieschool, tussen de Floridalaan en de Ernest Gossartstraat.

**De Burgemeester** is van mening dat een adviesbureau per definitie een "denktank" is, en in een dergelijke context is het normaal dat sommige van de vele ideeën die naar voren worden gebracht tegenstrijdig of zelfs overdreven zijn.

Maar het doel van burgerparticipatie is nu juist om de eerste voorstellen eruit te filteren.

De burgemeester merkt op dat de inwoners van Ukkel zich bewust zijn van de noodzaak om schoolomgevingen veiliger te maken, zonder ervan overtuigd te zijn dat dit onvermijdelijk betekent dat de straat eenrichtingsverkeer moet worden.

De burgemeester wil ook een speciaal eerbetoon brengen aan mevr. Van Offelen voor haar inzet voor het algemeen belang, gezien het feit dat tijdens een vorige toespraak een lid van de oppositie haar aanviel op een even onwaardige als groteske manier.

De Raad neemt kennis.

---

22.06.2023/A/0057 **Question orale de M. Van de Cauter : la protection du patrimoine uclois.**

**M. Van de Cauter** rappelle que les maisons et autres bâtiments d'Uccle ont souvent une valeur historique ou forment un bel ensemble.

La Région a établi un registre du patrimoine immobilier protégé, qui mentionne les bâtiments classés. Il s'agit en l'occurrence d'immeubles en bon état.

Pour le reste, la Région a mis en ligne un inventaire du patrimoine architectural qualifié de « banque de données riche de plusieurs milliers de fiches historiques et descriptives, accompagnée d'un glossaire illustré » et présenté comme « une condition

préalable à l'adoption de toute démarche en matière de conservation et de sauvegarde, qui permet d'élaborer des politiques raisonnées de protection ».

Toutefois, cet inventaire n'offre pas de protection contraignante. Il fournit néanmoins un début de protection qui s'avère important, puisque la commune peut en tenir compte lors de l'octroi de permis d'urbanisme.

Cependant, seulement 97 immeubles y sont mentionnés pour Uccle, ce qui est très peu par rapport à d'autres communes.

Le Collège ne pourrait-il pas dresser un inventaire complet d'un millier de bâtiments plus ou moins dignes d'être protégés et envoyer cet inventaire à la Région, afin de préserver au maximum la beauté d'Uccle ?

**M. l'échevin Biermann** répond que le Titre 5 du CoBAT recense l'ensemble des mesures légales relatives à la protection des immeubles, dont la plus contraignante est le classement.

En cas de classement, seuls des travaux de restauration ou de conservation du patrimoine sont autorisés. La jurisprudence constante de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat affirme que les mesures de classement ne doivent pas être prises à la légère parce qu'elles constituent une atteinte au droit de propriété. Il s'agit là incontestablement d'un élément à prendre en considération.

Au cours des dernières années, plusieurs immeubles ont fait l'objet d'un arrêté de classement définitif : la maison Humblet avenue de Foestraets, la maison Strebelle, le n° 185 de l'avenue Coghen, le manoir Pirenne ainsi que le Puy fleuri, qui fait encore l'objet d'un recours au Conseil d'Etat.

Par ailleurs, il revient aux services de la Direction du patrimoine culturel d'Urban Brussels de dresser un inventaire du patrimoine architectural.

Il convient toutefois de préciser, à propos de cet inventaire, d'une part que dans l'attente de la finalisation de l'inventaire définitif, tous les biens antérieurs à 1932 y sont inscrits d'office et d'autre part que la mention d'un immeuble dans cet inventaire implique la soumission obligatoire de toute demande de permis d'urbanisme relative à ce bien à l'avis de la commission de concertation, en présence de délégués d'Urban Brussels.

Il y a lieu de se demander si une telle mesure est vraiment opportune dans l'attente de l'établissement d'un inventaire définitif, dans la mesure où de nombreux biens antérieurs à 1932 ne présentent plus aucun intérêt architectural alors que des biens postérieurs à 1932 s'avèrent intéressants de ce point de vue.

Vu que des permis d'urbanisme ne sont pas requis pour les aménagements intérieurs, il arrive que des éléments tels que des lambris, des boiseries, des portes disparaissent. Pour pallier cet inconvénient, l'échevinat a tenté de mettre en place un système de sauvegarde, qui requiert toutefois de la bonne volonté de la part du propriétaire ou du demandeur de permis.

Selon ce dispositif informel, lorsqu'un bien immobilier comporte des éléments de petit patrimoine intérieur susceptibles d'être préservés, le service suggère au demandeur de permis d'en faire un reportage photographique et de joindre ces images au projet d'urbanisme, de manière à disposer d'une référence qui, sans être un classement stricto sensu, peut contribuer à assurer la sauvegarde de ce patrimoine ou à en constater la disparition le cas échéant.

M. l'Echevin Biermann rappelle qu'en ce domaine, la commune a vécu des expériences difficiles, notamment lorsqu'en dépit de de l'inscription d'immeubles remarquables de l'avenue des Statuaires dans un PPAS, la jurisprudence du Conseil d'Etat a considéré qu'un outil de planification n'est pas un outil de sauvegarde et a donc exclu la parcelle concernée du PPAS Groeselenberg.

Tirant les leçons de cette expérience, le Collège utilise maintenant des outils réglementaires et se mobilise désormais avec beaucoup de détermination pour l'adoption du règlement communal d'urbanisme zoné, dont les annexes reprennent un

inventaire de tous les îlots concernés avenue Brugmann et avenue Winston Churchill, complété par un reportage photographique et une description de chacune des façades. La cellule Planification s'est attelée à cette tâche colossale – quoiqu'elle ne dispose pas a priori des ressources pour l'accomplir – et la qualité de son travail a été saluée par les différentes instances censées valider le règlement communal d'urbanisme, qui repasse jeudi prochain en commission de concertation.

M. l'Echevin Biermann précise encore qu'à notre époque, il faut trouver un point d'équilibre entre la performance énergétique et la préservation du patrimoine, étant donné qu'une isolation par l'extérieur peut altérer la partie extérieure d'un bien immobilier et qu'une isolation par l'intérieur entraîne une réduction des volumes qui, dans des biens anciens, est souvent peu compatible avec les normes d'habitabilité.

**M. Van de Cauter** demande si le Collège a bien l'intention d'étoffer ce registre architectural de la Région, en y mentionnant non des demeures de très grand prestige mais des maisons de famille présentant un certain intérêt esthétique.

**M. l'échevin Biermann** tient à rassurer M. Van de Cauter : dans le cadre du règlement communal d'urbanisme zoné, les services dressent un inventaire patrimonial façade par façade pour chacun des îlots concernés, soit pour plus de 100 bâtiments. Et la note pour le projet de modification du PPAS n° 15 énonce un objectif similaire.

Le Conseil prend connaissance.

---

#### **Mondelinge vraag van de h. Van de Cauter : de bescherming van het Ukkels patrimonium.**

**De h. Van de Cauter** wijst erop dat de huizen en andere gebouwen in Ukkel vaak historische waarde hebben of een mooi geheel vormen.

Het Gewest heeft een register opgesteld van beschermd onroerend erfgoed, waaronder geklasseerde gebouwen vallen. Dit zijn gebouwen in goede staat.

Verder heeft het Gewest een inventaris van het architecturaal erfgoed online gezet, die wordt omschreven als "een database met enkele duizenden historische en beschrijvende gegevens, vergezeld van een geïllustreerd glossarium" en die wordt gepresenteerd als "een eerste vereiste voor elke stap inzake behoud en bescherming, waardoor het mogelijk wordt een gemotiveerd beschermingsbeleid op te stellen".

Deze inventaris biedt echter geen bindende bescherming. Het biedt echter wel een uitgangspunt voor bescherming, wat belangrijk is omdat de gemeente er rekening mee kan houden bij het verlenen van bouwvergunningen.

Er zijn echter maar 97 gebouwen geïnventariseerd voor Ukkel, wat erg weinig is in vergelijking met andere gemeentes.

Kan het college niet een volledige inventaris opstellen van duizend gebouwen die min of meer bescherming verdienen en deze inventaris naar het Gewest sturen, zodat zoveel mogelijk van de schoonheid van Ukkel behouden blijft ?

**Schepen Biermann** antwoordt dat titel 5 van het BWRO alle wettelijke maatregelen opsomt met betrekking tot de bescherming van gebouwen, waarvan classificatie de meest beperkende is.

In geval van classificatie zijn alleen restauratie- of behoudswerken van het erfgoed toegestaan. Het Hof van Cassatie en de Raad van State hebben consequent geoordeeld dat classificatie niet lichtvaardig genomen mag worden, aangezien ze een inbreuk vormen op eigendomsrechten. Dit is ongetwijfeld een factor waarmee rekening moet worden gehouden.

In de afgelopen jaren zijn verschillende gebouwen definitief geklasseerd: huis

Humblet in de Foestraetslaan, huis Strebelle, nr. 185 in de Coghenlaan, landhuis Pirene en Puy fleuri, waartegen nog beroep loopt bij de Raad van State.

Bovendien moet de Directie Cultureel Erfgoed van Urban Brussels een inventaris opstellen van het architecturaal erfgoed.

Met betrekking tot deze inventaris moet worden opgemerkt dat, in afwachting van de definitieve inventaris, alle eigendommen van vóór 1932 automatisch worden opgenomen en dat de opname van een gebouw in deze inventaris betekent dat elke aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning met betrekking tot dit pand voor advies moet worden voorgelegd aan de overlegcommissie, in aanwezigheid van afgevaardigden van Urban Brussels.

De vraag rijst of een dergelijke maatregel echt aangewezen is in afwachting van de opstelling van een definitieve inventaris, aangezien veel panden van vóór 1932 geen architecturaal belang meer hebben, terwijl panden van na 1932 vanuit dit oogpunt interessant zijn.

Omdat er geen bouwvergunning nodig is voor verbouwingen aan het interieur, gaan elementen zoals lambrisering, houtwerk en deuren soms verloren. Om dit probleem op te lossen, heeft het schepencollege geprobeerd een systeem van behoud in te voeren maar dit vereist wel goede wil van de eigenaar of de aanvrager van een bouwvergunning.

In het kader van dit informele systeem stelt de dienst voor dat wanneer een eigendom elementen van kleinschalig intern erfgoed bevat die bewaard zouden kunnen worden, de aanvrager van de bouwvergunning een foto maakt en deze beelden bij de bouwaanvraag voegt, zodat er een referentie is die, zonder een classificatie in de strikte zin van het woord te zijn, kan helpen om ervoor te zorgen dat dit erfgoed bewaard blijft of, desgevallend, verdwijnt.

Schepen Biermann herinnert eraan dat de gemeente een aantal moeilijke ervaringen heeft gehad op dit gebied, met name toen, ondanks de opname van de opmerkelijke gebouwen aan de Beeldhouwerslaan in een BBP, de jurisprudentie van de Raad van State oordeelde dat een planningsinstrument geen beschermingsinstrument is en daarom het perceel in kwestie uitsloot van het BBP Groeselenberg.

Het college trekt lessen uit deze ervaring en maakt nu gebruik van regelgevende instrumenten en werkt met grote vastberadenheid aan de goedkeuring van de gemeentelijke stedenbouwkundige zoneverordening, waarvan de bijlagen een inventaris bevatten van alle betrokken huizenblokken aan de Brugmannlaan en de Winston Churchilllaan, aangevuld met een fotoreportage en een beschrijving van elk van de gevels. De cel Planning heeft deze kolossale taak tot een goed einde gebracht - ook al beschikt ze a priori niet over de middelen om ze tot een goed einde te brengen - en de kwaliteit van haar werk werd geprezen door de verschillende instanties die belast zijn met de validatie van de gemeentelijke stedenbouwkundige verordening, die volgende donderdag opnieuw aan de overlegcommissie wordt voorgelegd.

Schepen Biermann wijst er verder op dat we vandaag de dag een evenwicht moeten vinden tussen energie-efficiëntie en behoud van het erfgoed, aangezien isolatie van buitenaf de buitenkant van een gebouw kan beschadigen, terwijl isolatie van binnenuit het volume vermindert, wat vaak onverenigbaar is met de levensstandaard in oudere gebouwen.

**De h. Van de Cauter** vraagt of het college van plan is het architectuurregister van het Gewest uit te breiden met gezinswoningen van een zeker esthetisch belang in plaats van zeer prestigieuze woningen.

**Schepen Biermann** wil de h. Van de Cauter geruststellen dat de diensten in het kader van de gemeentelijke stedenbouwkundige zoneverordening voor elk van de betrokken huizenblokken, dus voor meer dan 100 gebouwen, een erfgoedinventaris gevel-pergevel opstellen. En in de nota voor de ontwerpwijziging van BBP nr. 15 wordt een



gelijkaardig doel vooropgesteld.

De Raad neemt kennis.

---

22.06.2023/A/0058

**Question orale de Mme Lederman : la limitation des nuisances liées aux chantiers.**

**Mme Lederman-Bucquet** constate que ses voisins de la rue Général Mac Arthur sont à bout en raison de la concomitance de plusieurs chantiers de rénovation lourde.

De plus, il ne faut pas oublier que depuis la crise du covid, certaines personnes demeurent en travail distanciel deux jours par semaine et que des étudiants passent des examens en ligne.

Quoiqu'on ait prétendu au début que les horaires de chantier allaient de 08h30 à 16h00, le chantier de la rue Joseph Cuylits démarre à 07h30 et se prolonge souvent jusqu'après 17h00. En outre, ce chantier a été en activité samedi dernier, sous prétexte qu'une dérogation avait été accordée.

La rénovation lourde implique la démolition de tout l'intérieur, l'installation d'un ascenseur et l'aménagement d'étages supérieurs, les éléments conservés se limitant à quelques planchers et colonnes.

La pollution sonore et environnementale induite par la multiplication de chantiers dans le même périmètre (poussière, charroi, dépôt – parfois dangereux - de matériaux de construction sur la voie publique) porte atteinte de manière durable à la qualité de vie des Ucclois.

Puisque les travaux de rénovation/isolation vont se multiplier pour des raisons louables, pourrait-on imaginer l'instauration d'une sorte de calendrier coordonné pour que les chantiers, publics et privés, ne se déroulent pas tous en même temps ?

Pourrait-on refuser l'octroi de toute dérogation, même exceptionnelle, au règlement de chantier d'Uccle, lorsque celle-ci vise à autoriser le travail le samedi ?

**M. l'échevin Wyngaard** répond que les services de l'échevinat ont examiné la situation du secteur de la rue Général Mac Arthur. Il confirme qu'aux deux chantiers en cours s'ajoute un chantier sur une parcelle privée de la rue Joseph Cuylits.

De manière générale, la période considérée comme légitime pour l'exécution des travaux s'étend de 07h00 à 19h00 en semaine. Le Bourgmestre est habilité à octroyer une dérogation à cet égard, mais il est très rare qu'il le fasse. Cela peut avoir lieu dans le cas d'une dalle de béton fraîchement coulée pour laquelle le polissage doit être effectué dans un délai bien déterminé. Dans toutes les situations, il y a un examen au cas par cas, afin d'éviter autant que possible les travaux en soirée ou le week-end.

Des actions sont menées pour assurer une certaine coordination des chantiers, mais cela n'est vraiment réalisable que pour les travaux effectués dans l'espace public. L'administration communale est en effet plutôt dépourvue lorsqu'il s'agit de chantiers privés, dont elle d'ailleurs souvent avisée tardivement.

De plus, certains chantiers ne requièrent pas de permis d'urbanisme. La limitation dans le temps des permis d'urbanisme est aussi de nature à poser des difficultés.

Néanmoins, lorsque les services communaux sont informés de situations potentiellement conflictuelles, ils tentent, dans la mesure du possible, de trouver des solutions amiables en contactant les intéressés.

**M. le Bourgmestre** confirme être régulièrement avisé de nuisances par des citoyens. Des contacts sont alors établis avec les entrepreneurs concernés, avec lesquels on tente de trouver une solution à l'amiable, mais dans certains cas, il faut recourir aux forces

de police pour faire stopper des chantiers.  
Quoi qu'il en soit, M. le Bourgmestre invite les citoyens lésés à se manifester.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Mondelinge vraag van Mevr. Lederman : het beperken van de overlast door de werven.**

**Mevr. Lederman-Bucquet** merkt op dat haar burens in de Generaal Mac Arthurstraat ten einde raad zijn door verschillende grote renovatieprojecten die tegelijkertijd plaatsvinden.

Bovendien blijven sommige mensen sinds de Covidcrisis twee dagen per week thuis werken en leggen studenten online examens af.

Hoewel in het begin werd beweerd dat de werktijden van de werven van 8.30 tot 16 uur zouden zijn, begint de werf in de Joseph Cuyllitsstraat om 7.30 uur en gaat die vaak door tot na 17 uur. Bovendien was de werf afgelopen zaterdag nog actief, onder het voorwendsel dat er een uitzondering was verleend.

De grote renovatie bestaat uit het slopen van het hele interieur, het plaatsen van een lift en het inrichten van de bovenverdiepingen, waarbij slechts enkele verdiepingen en kolommen overblijven.

De geluidsoverlast en de milieuvervuiling als gevolg van de toename van het aantal werven in dezelfde zone (stof, vrachtwagens, deponeren van - soms gevaarlijke - bouwmaterialen op de openbare weg) hebben een blijvende impact op de levenskwaliteit van de Ukkelaars.

Aangezien het aantal renovatie- en isolatiewerken om lovenswaardige redenen zal toenemen, zouden we een soort gecoördineerd tijdschema kunnen invoeren zodat openbare en private werken niet allemaal tegelijk plaatsvinden.

Zouden we een uitzondering, zelfs uitzonderlijk, van de Ukkelse bouwvoorschriften kunnen weigeren, als die bedoeld is om werken op een zaterdag toe te staan?

**Schepen Wyngaard** antwoordt dat het schepencollege de situatie in de Generaal Mac Arthurstraat heeft onderzocht. Hij bevestigde dat er naast de twee werven momenteel in uitvoering ook een werf is op een privéperceel in de Joseph Cuyllitsstraat.

Over het algemeen is de periode die legitiem wordt geacht voor het uitvoeren van werkzaamheden van 7 tot 19 uur op weekdays. De burgemeester kan een uitzondering toestaan maar dat gebeurt zelden. Dit kan gebeuren in het geval van een vers gestorte betonplaat waarvoor het polijsten binnen een bepaald tijdsbestek moet worden uitgevoerd. Elk geval wordt apart onderzocht om avond- of weekendwerk zoveel mogelijk te vermijden.

Er worden stappen ondernomen om te zorgen voor een zekere coördinatie tussen de werven maar dit is alleen haalbaar voor werken in de openbare ruimte. Het gemeentebestuur heeft minder informatie over particuliere werven en voor sommige is er bovendien geen stedenbouwkundige vergunning nodig. De tijdslimiet voor bouwvergunningen kan ook voor problemen zorgen.

Wanneer de gemeente echter op de hoogte wordt gebracht van mogelijke conflictsituaties, wordt in de mate van het mogelijke geprobeerd een minnelijke schikking te vinden door de betrokken partijen te contacteren.

**De Burgemeester** bevestigt dat hij regelmatig door bewoners op de hoogte wordt gebracht van overlast. Er wordt dan contact opgenomen met de betrokken aannemers voor een minnelijke oplossing maar in sommige gevallen moet de politie worden ingeschakeld om de werken stil te leggen.

De burgemeester vraagt burgers die schade hebben geleden om zich te melden.

De Raad neemt kennis.

---

22.06.2023/A/0059 **Question orale de Mme Kokaj : gestion et communication des travaux dans le quartier du Homborch.**

Le Conseil prend connaissance. Transformée en question écrite.

---

**Mondelinge vraag van Mevr. Kokaj : beheer en communicatie betreffende de werven in de Homborchwijk.**

De Raad neemt kennis. Omgevormd tot schriftelijke vraag.

Levée de la séance à 00:00  
Opheffing van de zitting om 00:00

La Secrétaire communale,  
De Gemeentesecretaris,

La Présidente,  
De Voorzitster,

Laurence Vainsel

Aleksandra Kokaj